

سكزا من لامل

Supplément «Initiatives»

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

MERCREDI 27 MARS 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURE

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14359 - 5 F

BOURSE ★★★

Après quatre jours d'émeutes violemment réprimées

L'armée a pris le pouvoir au Mali et arrêté le président Traoré

Impatiente Afrique

AFRIQUE qui est, Afrique qui est. Au Mali, un ancien général putschiste, s'installant devant le verdict des urnes - réjouissant première, - quitte la scène après dix-sept ans d'une désastreuse dictature «militariste». Au Mali, un autre général-président, cramponné à son trône, tente de noyer dans le sang la révolte de la rue avant d'être renversé par ses officiers rebelles. Ici, la démocratie s'installe en douceur, à la faveur de l'alternance. Là, un peuple en colère paie chèrement l'éviction d'un autocrate discrédité, chassé par les élites.

Au-delà du contraste qui, pour l'heure, oppose ces deux pays d'Afrique francophone sont unis par une impatience majeure, celle de la liberté, concédée chez l'un, réprimée chez l'autre. Leurs enfants s'émancipent, assoiffés d'une démocratie longtemps circonscrite à quelques heures de coïncidence - la Botswana, le Sénégal, l'Ile Maurice, il est vrai si peu africaine - mais dont le continent noir tout entier est aujourd'hui en quête.

APPAUVRI par les gabelles d'un socialisme tropical aussi péremptoire qu'incompétent, dévastée par les ravages d'une corruption florissante, lésée de l'extravagance des cultes de la personnalité, fatiguée des slogans vides et des dogmes d'emprunt, l'Afrique se réconcilie avec son temps, en faisant siennes - enfin - la grande idée démocratique, déjà régnée par les vieilles nations d'Europe centrale. Elle le fait à son rythme, au gré des humeurs des roitelets et des tyrannaux qui la gouvernent. D'où l'image un peu floue d'une «Afrique à deux vitesses», où le changement s'opère plus ou moins vite, selon la nature des régimes et de leurs chefs.

Ce qui compte, c'est le sens général de l'évolution en cours, fatigante pour la liberté des peuples. Car la démocratie est contagieuse, et beaucoup l'ont «attrapée». Sao-Tomé et le Cap-Vert ont discrètement montré l'exemple en choisissant comme dirigeants d'anciens opposants. Le Gabon et la Côte-d'Ivoire ont dit adieu au parti unique; le Togo et le Zaïre ont promis d'en faire autant. Et ce n'est pas un hasard si les animateurs de l'opposition malienne, apprentis de la démocratie, visionnant inlassablement les vidéos des tournées de l'an dernier au Bénin, lors de la conférence nationale qui prépara l'avènement du multipartisme. Restait à surmonter la peur, ce qui finit - la colère aidant - les foules de Bamako.

DANS ces heures mutuelles, Paris a joué son rôle. Rompant avec une trop longue tradition de complaisance envers ses clientèles africaines, la France - tout en y mettant ses formes - fit enfin connaître ses exigences lors du sommet de La Baule en juin 1990. Le montant de l'aide dispensée aux dirigeants du continent noir dépendrait désormais de l'ardeur qu'ils mettraient à «démocratiser» leurs régimes et à assainir leurs finances. Cette mise en garde, plus ou moins entendue des gouvernants, n'a pu qu'encourager les peuples d'Afrique à hausser le voix en attisant leur désir de vaincre enfin la fatalité du délabrement politique et économique où ont sombré trop de jeunes nations.

Après quatre jours d'émeutes violemment réprimées, la radio malienne a confirmé, mardi 26 mars dans la matinée, l'arrestation, dans la nuit, du président Moussa Traoré et la formation par des militaires d'un «Conseil de réconciliation nationale» qui a pris le pouvoir. Les nouveaux dirigeants, qui ont affirmé leur volonté de «dialoguer», devaient rencontrer les représentants de l'opposition.

Radio-Bamako, captée à Abidjan et à Dakar, a précisé qu'un couvre-feu avait été instauré de 21 heures à 5 heures et que les aéroports et les frontières avaient été fermés. D'autre part, toutes les liaisons téléphoniques avec la capitale malienne semblaient avoir été interrompues. Un premier bilan faisait état de cinquante-neuf morts et deux cents blessés depuis lundi soir à Bamako. Parmi les morts se trouvaient le ministre de l'éducation et le beau-frère de l'ancien président malien, Mamadou Diarra. Les deux corps ont été brûlés par la foule. La composition du Conseil de réconciliation nationale (CRN) n'a pas été divulguée. Dirigé par le commandant des unités parachutistes, le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, le CRN a suspendu la Constitution et dissous le gouvernement ainsi que le parti

unique UDPM (Union démocratique du peuple malien). La radio a ajouté que des mesures vont être prises pour établir un régime «pluraliste». Emmené de son palais de Bamako vers une 1 heure du matin (2 heures à Paris), le président Moussa Traoré a été conduit sous forte escorte en direction d'une base aérienne militaire, ont rapporté des témoins. Selon M. Bakary Karamba, chef de l'unique syndicat malien et président du comité de coordination du Mouvement pour la démocratie, le chef de l'Etat est détenu par des paracultistes et a été arrêté pour ne pas avoir démissionné comme le demandait l'opposition. Les dirigeants de l'opposition devaient rencontrer les militaires mardi matin afin de décider du sort du président.

Lire la suite page 2

45 000 demandeurs d'emploi supplémentaires

Le chômage a fortement augmenté en février

En février, 45 200 demandeurs d'emploi supplémentaires et une brutale augmentation de 1,8 %, en données corrigées : la guerre du Golfe a eu des répercussions immédiates sur le chômage en France. Pendant quatre semaines, les entreprises ont gelé leurs embauches, et les personnes qui étaient à la recherche d'un travail se sont massivement inscrites à l'ANPE. Les résultats n'avaient pas été aussi mauvais depuis 1984.



Lire page 17 l'article d'ALAIN LERAURE

La grève des mineurs en URSS

Le gouvernement fait dépendre l'ouverture de négociations de la reprise du travail page 3

Ouverture en Irlande du Nord

Les unionistes acceptent de participer à des discussions page 24

La controverse autour de RFO

Un entretien avec M. François Gicquel, PDG de la Radio-télévision française d'outre-mer page 19

Le palmarès des Oscars

Hollywood «danse avec les loups» et ignore Gérard Depardieu page 24

Plafonnement de la consommation des ménages

Les Français ont utilisé la hausse du pouvoir d'achat pour épargner davantage page 17

«Sur le vif» et le sommaire complet se trouvent page 24

Un mark de l'Est cher payé

Les déboires de l'Allemagne ne doivent pas freiner l'union européenne

par Jacques Lesourel

Des dizaines de milliers de manifestants qui défilent dans les grandes villes de l'ancienne Allemagne de l'Est, un président de la Bundesbank qui parle de «désastre» économique, et l'opinion publique française découvre avec étonnement les problèmes de l'union économique et monétaire allemande.

Or, pour une fois, l'histoire est exempte de surprises. Tout avait été scellé le jour où le chancelier

Kohl, pour adresser aux Allemands de l'Est le message politique fort qu'ils étaient membres à part entière de la nation, avait décidé qu'un ostmark s'échangerait contre un deutschemark. Ce jour-là, la plupart des analystes français, élevés dans un pays avec une longue expérience de l'inflation, ont mis l'accent sur la distribution massive de pouvoir d'achat en RDA et sur les risques de dérapage des prix.

Or les calculs montraient que cet effet était limité : de 1 % à 1,5 % de hausse supplémentaire

sur l'année suivante. On occultait ainsi - en sous-estimant le mécanisme des prix et les conséquences du coût du travail (en termes réels) sur le fonctionnement de l'économie - le phénomène principal : avec le niveau de la productivité du travail en Allemagne de l'Est, le nombre d'entreprises rentables dans les nouvelles conditions de coût allait être infime par rapport à ce qu'il eût pu être avec un taux de change de deux ostmarks pour un deutschemark.

Lire la suite page 18

Une loi-cadre sur la bioéthique pourrait être proposée

Faut-il légiférer, et de quelle manière, dans le champ de la bioéthique? Comment prévenir les dérives actuelles et à venir, qu'il s'agisse de la procréation médicalement assistée, de l'utilisation des organes et des produits du corps humain ou encore de la thérapie génétique? La mission Pour le droit de la bioéthique et les sciences de la vie, confiée par le premier ministre à M^{me} Noëlle Lenoir, a pour la première fois procédé, lundi 25 mars, à Paris, à l'audition publique de personnalités françaises et étrangères. Elle pourrait proposer une loi-cadre.

Lire page 10 l'article de JEAN-YVES NAU

SCIENCES MÉDECINE

■ Mentor sur disque dur. ■ Alzheimer : un médicament sous pression. ■ Une loi pour l'Ordre. ■ Points de vue : «Procréer, une liberté à encadrer», par le professeur Jacques Lansac. ■ «S.O.S. Musée de l'homme», par André Languey.

pages 11 et 12

La traque des Palestiniens du Koweït

Ils sont l'objet d'une «chasse aux sorcières» qui mêle dans le même opprobre les collaborateurs, la «majorité silencieuse» et même les résistants

KOWEÏT

de notre envoyée spéciale

Sur environ 5 kilomètres, avec trois cent cinquante de police, la scène va se répéter à deux reprises. Après un rapide coup d'œil sur la carte d'identité prouvant sa nationalité palestinienne, le soldat dit simplement : «Garez-vous. Attendez!» Cinq minutes, dix minutes, un quart d'heure passent avant qu'il ne consente à se déplacer pour procéder à la fouille de la voiture. Examen du coffre en détail et des sièges arrière. Le soldat a eu le temps de voir qu'il s'agissait d'un médecin et, devant le regard étonné du passager - un banquier koweïtien qui se fait connaître - il répond, un peu agacé : «Excusez-nous, ce sont les ordres.» Si pour ce médecin, vivant depuis trente ans à Koweït, cela s'est relativement bien passé, il n'en a pas été de même pour son cousin, sorti brutalement de sa voiture et placé face contre terre

plusieurs heures durant. Pédiatre, celui-ci croyait bien faire en offrant ses éventuels services aux enfants du soldat. Mais la réponse a fusé : «Si mes enfants étaient malades, je préférerais les faire soigner par des juifs en Israël que par toi.» Exemple extrême? Pas tant que cela, raconte Sleiman, qui, se rendant avec son fils et son beau-frère koweïtiens à Hamadi, a entendu un soldat dire à ce dernier : «Comment se fait-il que toi, propre comme un point blanc, tu te retrouves avec ces deux points noirs?» Les check points sont la hantise de Sleiman, petit commerçant du quartier palestinien d'Hamadi. «La dernière fois, dit-il, cela a duré trois heures. Ils ont quasiment déossé la voiture, du moteur au coffre, et regardé tout ce que nous avions. Ils ont lu intégralement mon carnet d'adresses, les papiers personnels que j'avais dans mon portefeuille. Tout.» La semaine dernière, affirme Khaled, un médecin, «une mère a amené

son enfant qui ne tenait plus debout à l'hôpital. Elle nous a dit qu'il était tombé, mais mes confrères koweïtiens l'ont pressée de dire la vérité. En fait, celui-ci, employé de la centrale électrique de Doha, avait été battu jusqu'au sang et menacé de mort s'il révélait quelque chose.» Sa faute? Le premier jour de l'offensive terrestre, il refusait de sortir.

FRANÇOISE CHIPAUX
Lire la suite page 6

Lire également

Visite d'une ville «libérée» du Kurdistan irakien par YVES HELLER page 24

La mystérieuse marée noire du Golfe par VÉRONIQUE MAURIS page 7

SIGMUND FREUD



Tome XVI. 1921 - 1923. Psychologie des masses. Le moi et le ça. 432 pages - 245 F

Déjà parus :

Tome III. Textes psychanalytiques divers. (1894-1899).

Tome XIII. Une névrose infantile. Métapsychologie (1914-1915).

Traduire Freud.

Par A. Bourguignon, P. Cotet, J. Laplanche et F. Robert.

Voluntas reliés pleine toile sous jaquette.

OEUVRES COMPLÈTES DE FREUD

Direction de la publication : André Bourguignon, Pierre Cotet.

Direction Scientifique : Jean Laplanche.

puF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

M0147 - 0327 0 - 6.00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4.50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2.50 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2.25 \$ CAN ; Chili, 2.25 \$ CHL ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 70 p. ; Italie, 200 L ; Japon, 2.000 ¥ ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 15 KRN ; Pays-Bas, 2.75 F ; Portugal, 170 ESC ; République Fédérale d'Allemagne, 2.25 \$; Royaume-Uni, 1.50 £ ; Suède, 1.50 S ; Suisse, 1.50 S ; USA, 2.5 \$; USA (hors), 2.50 \$.

EUROPE

URSS : face à une grève de près d'un mois

Le gouvernement accepte d'ouvrir des négociations si les mineurs reprennent le travail

Le Parlement soviétique s'est préoccupé, lundi 25 mars, de la grève des mineurs, qui dure depuis le début du mois. Le mouvement est diversifié, et il est très difficile d'avoir un tableau d'ensemble de la situation : certaines mines sont totalement arrêtées, d'autres extraient un charbon qui n'est pas vendu, quelques-unes enfin n'assurent que les besoins de leurs régions.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Selon diverses sources, quelque cent mille mineurs seraient aujourd'hui en grève, essentiellement dans les bassins d'Ukraine et de Sibirie. Ils étaient cinquante mille au début du mouvement, mais deux cent quatre-vingt mille la semaine dernière, d'après les déclarations des comités de grève. L'agence Tass indique qu'un quart des six cents mines de l'URSS seraient bloquées, mais dans le Koubass, en Sibirie, la proposition est de deux tiers. En outre, une dizaine de mines et une députation du Koubass au Parlement de Russie, M^{me} Bella Denissova, font la grève de la faim depuis le 11 mars pour appuyer leurs revendications.

La production de charbon aurait baissé de 60 à 65 % en mars. Selon le ministre de l'Industrie, 3 millions de tonnes de charbon ont été perdues et le manque à gagner direct et indirect s'élèverait à 250 millions de roubles. La résolution qui a été votée dans le Parlement suprême ordonne la « suspension » de la grève pendant

deux mois, comme la loi sur les conflits sociaux adoptée à l'automne 1989 en donne le droit aux députés. Cette mesure pourrait être étendue à toutes les industries de base dépendant de l'Etat. Au cours des débats, qui ont été vifs, certains parlementaires ont fait remarquer qu'il ne servait à rien de voter des résolutions si elles n'étaient pas applicables, et que le Parlement risquait, une fois de plus, le ridicule.

Les députés demandent également que des négociations soient engagées par le gouvernement avec les mineurs sur les revendications économiques : augmentations de salaire (de 200 à 250 %), meilleures conditions de travail, amélioration de l'approvisionnement dans les régions hostiles, mais pas sur les revendications politiques : démission de M. Gorbatchev et du gouvernement, dissolution du Congrès élu sur des bases jugées non démocratiques.

Trêve

au Kazakhstan

Les comités de mineurs considèrent que les arrêts de travail actuels ne sont pas une nouvelle grève, mais la poursuite du mouvement commencé il y a deux ans et qui avait paralysé les mines soviétiques pendant l'été. Ils estiment avoir été alors trompés par les autorités, qui n'ont pas tenu les promesses faites pour obtenir la reprise du travail.

Leurs exigences politiques s'expliquent, disent-ils, par ce manque de confiance. Serait-il mieux écouter si leurs interlocuteurs étaient les dirigeants des Républiques fédérées ? non le gouvernement de l'Union ? Ils le pensent, et le conflit de compétences entre les diverses instances

fédérales et fédérées ne facilite pas, en effet, la solution du conflit. Le premier ministre soviétique, M. Valentin Pavlov, a été très clair : pas question de discuter aussi longtemps que le travail n'aura pas repris. Il a ensuite admis que les négociations pourraient commencer en même temps que le travail reprendrait. C'est aussi l'objectif de la résolution du Soviet suprême. Les négociations pourraient s'engager le 29 mars, et les mineurs ont donc jusqu'à vendredi pour redescendre au fond.

Mais M. Pavlov s'en est pris en même temps aux autorités de la Fédération de Russie, dirigée par M. Boris Eltsine qui, selon lui, fûtent leurs responsabilités dans l'approvisionnement, le logement, les soins médicaux, les moyens de transport, qui doivent être assurés aux mineurs.

Au cours d'une tournée dans le Koubass, le premier ministre de Russie, M. Ivan Silaev, a voulu rassurer les mineurs, dont le mouvement est soutenu par les forces démocratiques alliées de M. Eltsine, faisant attention toutefois de ne pas prendre des engagements qui risqueraient de se retourner contre lui. Il a donné raison aux mineurs de vouloir échapper à la tutelle des ministères centraux et il a promis de ne pas remplacer une bureaucratie par une autre, car la Russie recouvrerait la souveraineté sur ses ressources : « Ce que nous voulons, c'est créer les bases économiques

d'un fonctionnement indépendant des entreprises », a-t-il dit, ajoutant qu'il était prêt à faire venir des sociétés étrangères pour moderniser les mines russes.

Au Kazakhstan, où quelque cent mille mineurs suivaient le mouvement dans le bassin du Karaganda, le président de cette république d'Asie centrale n'a pas attendu que le nouveau traité de l'Union soit signé et la répartition des compétences entre la « ceinture » et la « périphérie » redéfinie. Pour prendre les choses en main, M. Noursoultan Nazarbaitov est allé parler directement aux mineurs et, après cinq heures de discussions, a obtenu une trêve de trois mois. « Pour vivre mieux, il faut travailler mieux »,

leur a-t-il dit, répondant point par point aux treize revendications avancées par les grévistes, et montrant ainsi qu'il connaissait leurs problèmes.

Il a promis que d'ici trois mois le gouvernement d'Alma-Ata prendrait la responsabilité des entreprises. Il n'a pas été question des revendications politiques des mineurs.

La grève des mineurs soviétiques a donné lieu enfin à une polémique entre la télévision soviétique et l'ambassadeur des Etats-Unis. Un commentateur du journal télévisé avait critiqué comme une ingérence dans les affaires intérieures de l'URSS la présence de deux diplomates américains à une réunion de grévistes et la solidarité affichée par le syndicat AFL-CIO. L'ambassadeur, M. Jack Matlock, a alors convoqué le ban et l'arrière-ban de la presse soviétique et étrangère pour répondre qu'il était tout à fait normal que les diplomates américains appuient leurs camarades soviétiques. Le journal *l'Indépendant* a ainsi proposé un vieux slogan à l'ambassadeur des Etats-Unis : « Protégez de tous les pays, unissez-vous ! »

DANIEL VERNET

o Trois Géorgiens tués en Ossétie. - Trois Géorgiens ont été tués dimanche et deux autres blessés lors d'un échange de tirs avec des soldats soviétiques, près d'un village d'Ossétie du Sud attaqué par des combattants géorgiens, a indiqué lundi 25 mars l'agence Interfax. - (AFP)

Les manifestations interdites à Moscou pendant trois semaines

Le gouvernement soviétique a décidé, lundi 25 mars, d'interdire toute manifestation à Moscou jusqu'au 15 avril, alors qu'un grand rassemblement est prévu dans la capitale soviétique jeudi - jour de l'ouverture du Congrès des députés de Russie - pour soutenir Boris Eltsine. Le cabinet des ministres a adopté, sur les directives du président Gorbatchev, une résolution interdisant à Moscou les « meetings, piquets, défilés et manifestations » et chargeant la KGB et la police de défendre l'ordre public, selon Tass.

Le Parlement soviétique s'était prononcé contre la manifestation de jeudi organisée par le mouvement Russie démocratique, mais la mairie

de Moscou, présidée par le réformiste Gavril Popov, avait passé outre et l'avait autorisée.

Mardi dans la Pravda, M. Piotr Bogdanov, vice-ministre de l'Intérieur de l'URSS et responsable du maintien de l'ordre à Moscou, justifie l'interdiction de la manifestation du 28 mars par la hausse de la criminalité dans la capitale soviétique. Il invite les Moscovites à respecter la loi, démentant cependant les rumeurs selon lesquelles la police pourrait utiliser des blindés et des gaz lacrymogènes contre d'éventuels manifestants.

L'interdiction des manifestations couvre aussi la période d'entrée en vigueur des hausses de prix prévues

le 2 avril, et les dirigeants d'entreprises sont appelés par le gouvernement à faire assurer la discipline.

Par ailleurs, l'ex-ministre des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, qui a démissionné il y a trois mois en dénonçant l'influence croissante des conservateurs, a estimé lundi, dans une interview télévisée à la BBC, que MM. Gorbatchev et Eltsine « devraient régler leurs différends de travers », à un compromis. M. Chevardnadze ne pense pas que les militaires soient actuellement « hors du contrôle » du pouvoir civil, mais n'exclut pas la possibilité d'un coup d'Etat militaire « si les événements évoluent différemment ». - (AFP, Reuters)

ROUMANIE : au tribunal militaire de Bucarest

Verdicts cléments pour les anciens dirigeants du PC

BUCAREST

de notre correspondant

Après huit mois d'un procès décevant, le « nouveau Nuremberg » promis par les autorités roumaines s'est achevé, lundi 25 mars, dans une petite salle pour une fois bondée du tribunal militaire de Bucarest, sur des verdicts cléments et pour le moins décevants, accueillis par des sourires de satisfaction chez certains inculpés, puis par des effusions familiales.

Les 1 030 personnes tuées et les 2 198 blessées lors de la répression de la révolution roumaine furent condamnées au maximum, cinq ans et six mois de prison aux anciens dignitaires du Parti communiste roumain (nos dernières éditions du 26 mars). Le tribunal militaire de Bucarest a acquitté cinq des vingt et un membres du comité politique exécutif du PC roumain pour « génocide », parce qu'ils étaient absents à deux des trois séances du CPEX où la répression avait été approuvée. Les seize autres, plus assidus, ont été condamnés (dont cinq avec sursis) à des peines allant de cinq ans et demi à deux ans de prison. Non pour « génocide », accusation qui avait valu le peloton d'exécution à Nicolae et Elena Ceausescu, mais pour « avoir favorisé l'infraction ». Dans la salle, la belle-sœur de Joan Totu, ex-responsable du Plan, trouvait la condamnation de ce dernier à cinq ans et demi de prison « injuste, car il n'a rien dit et il a pris plus que les autres ».

Invités à s'exprimer par le colonel Ciobotaru, président du tribunal, qui venait de lire le jugement d'une voix tendue, les « vingt et un » qui, tous, avaient demandé l'acquiescement, ont préféré se taire. Le procureur avait réclamé pour eux les « circonstances atténuantes », compte tenu de « leur grand âge, leur état de santé et leurs regrets ». M^{me} Paula Iacob, défenseur de trois des inculpés et avocate du fils de Nicolae Ceausescu, Nicu, qui, lui, avait été condamné en août dernier à vingt ans de prison pour « incitation au meurtre particulièrement grave », était presque satisfaite. « La moyenne des peines est de deux ou trois ans, calculait-elle. Ce n'est pas une victoire, mais ils auraient pu avoir entre vingt ans et la perpétuité. Il est normal qu'on ait tenu compte de l'âge, de la santé et du passé sans infraction des accusés. » Les condamnés ont dix jours pour faire appel.

En décembre dernier, le premier ministre roumain, M. Petre Roman, avait demandé au parquet « de rechercher et d'envoyer devant la justice ceux qui ont mené le pays au désastre ». Pour l'instant, sa requête ne semble guère suivie d'effet.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

L'Albanie sans illusions

Discretement, loin des passions électorales occidentales les Albanais se préparent à voter le 31 mars.

L'opposition a le vent en poupe

TIRANA

de notre envoyé spécial

Pantalons pattes d'éléphant, Adidas, chemises cintrées, ils marchent par petits groupes en se tenant par l'épaule, s'arrêtent une dizaine de minutes pour fumer une cigarette ou contempler la bicyclette d'un ami - un must dans ce pays sans voitures - lancent une plaisanterie à un autre groupe qui déambule dans l'autre sens, se remettent à marcher, s'assoient parfois sur le trottoir pour se relever quelques instants plus tard et entamer, pour la dixième ou vingtième fois peut-être, un nouvel aller-retour.

Ils sont ainsi des milliers de jeunes, entre quinze et trente ans, à arpenter, matin et soir, le boulevard principal de Tirana qui, sur quelques kilomètres, mène de la place Skanderbeg à l'université. Seul des grands anciens dont la statue reste encore sur le boulevard, Lénine peut assister à cette étrange noria. Staline, lui, a disparu depuis décembre : déboulé par les ordres de responsables du pays. Quant à Enver Hoxha, le fondateur du régime, sa statue, qui dominait la place, a été abattue en février par les étudiants en colère.

Une étonnante tolérance

L'université est fermée. Les rares entreprises du pays ne fonctionnent pratiquement plus, et les administrations, déjà végétatives, ne sont plus que l'ombre d'une ombre. Alors, comme il n'y a rien à faire - « sinon une fois par mois aller chercher mon salaire », dit un jeune technicien - ils marchent et ils partent à Brindisi ou plus loin, de la victoire de l'Olympique sur Milan et, bien sûr, des élections du 31 mars. Les premières élections libres, en fait, depuis la création du pays.

L'immense majorité d'entre eux va certes voter pour le principal parti d'opposition, le Parti démocratique, et se rend compte de l'importance de ce scrutin. Mais, vieillissant sans doute avant l'âge par trop de propagande et lucides sur

l'état réel de délabrement de l'économie de leur pays, ils n'attendent pas de miracle d'une éventuelle victoire de leur parti. Tous n'ont encore qu'un seul mot à la bouche : parti ! Mais partir pour revenir un jour, dans cinq ou dix ans, avec de l'argent, un « vrai » diplôme, une qualification et bâtir enfin « quelque chose » chez eux.

Une semaine avant cette consultation, tout est à l'heure, tout est calme au pays des aigles. Quelques panneaux électoraux, des réunions le plus souvent confidentielles des différents partis en présence, constituent, pour le moment, le menu quotidien de cette campagne peu masquée. Comme si, entre deux flambées de violence, les Albanais, dont on dit qu'ils craignent avant tout une guerre civile, avaient peur de leurs propres instincts.

Et c'est la démocratie qui est gagnante. Il faut avoir vu, à Peza, une ville de 2 000 habitants, lieu traditionnel du Parti du travail (communiste), un jeune soldat dire tout haut, sans aucune crainte, au milieu d'un groupe de militants communistes qu'il votera « évidemment » pour le Parti démocratique, pour se rendre compte de l'esprit de tolérance étonnant qui règne aujourd'hui ici.

Comme on est loin par exemple des invectives, des coups bas, des exclusions de la dernière campagne électorale en Roumanie ! Étonnante aussi la diversité des opinions dans un pays qui a connu quarante-cinq ans d'oppression.

Quittant Peza, où les communistes tiennent donc le haut du pavé, nous nous arrêtons ainsi, tout juste quelques kilomètres plus loin, aux abords d'une autre petite ville. Sur la vingtaine de personnes interrogées devant un arrêt d'autocars, tous, du jeune médecin à la vieille paysanne en passant même par l'instituteur, répondent sans réfléchir à une seconde qu'ils voteront « pour la jeunesse ».

Traduire, pour le Parti démocratique, Témoignages qui nuancent le manichéisme de certains observateurs, qui estiment que les jeunes et les habitants des villes voteront pour l'opposition alors que le Parti communiste recueillera les suffrages des plus anciens et des campagnes.

Autre incertitude : si les deux grands partis, seuls à présenter des candidats dans les deux cent cinquante circonscriptions prévues, selon toute vraisemblance, trieront les suffrages, quel score réaliseront les plus petits formations, comme le Parti républicain, formé de notables, le Parti agraire, ex-rois de la formation Omonia, qui présente des candidats de la partie grecophone du pays ? Apparemment, les programmes de tous ces partis se ressemblent : démocratie, pluralisme, économie de marché, intégration à l'ensemble européen.

Lutter contre le centralisme

La grande différence porte davantage sur le rythme de changement souhaité et sur le statut qui sera réservé aux paysans. Point crucial dans un pays où 65 % des habitants vivent à la campagne. Un autre débat est de savoir qui a permis la démocratisation du pays.

« Nous, affirment les militants des partis d'opposition, car ce changement a commencé quand nous avons soutenu les premières manifestations des étudiants et avons exigé le pluralisme que le pouvoir n'a accepté qu'en étant forcé. » C'est Ramiz Alia, rétroquant les communistes, qui, dès 1985, avait entrepris de démocratiser la vie du pays, de lutter contre la bureaucratie et le centralisme. Argument qui semble porter, puisque de nombreux jeunes partisans du Parti démocratique reconnaissent un rôle d'autorité au successeur d'Enver Hoxha !

Le mode de scrutin, à plusieurs tours, n'est pas fait pour simplifier une situation déjà complexe. Au premier, dimanche 31 mars, seront élus les candidats ayant obtenu plus de 50 % des suffrages. Dans le cas où personne n'aurait cette majorité absolue ne resteront en lice, une semaine plus tard, que les deux premiers. Mais si lors de ce second tour aucun d'entre eux n'obtient 25 % des inscrits, les partis devront alors changer leurs candidats pour un troisième round, voire un quatrième... Les résultats complets ? On ne les saura sans doute pas avant le 14 avril.

JOSÉ-ALAIN FRALON

YOUgoslavie : reprise du dialogue

Le président de la Croatie et celui de la Serbie ont eu un long entretien

BELGRADE

de notre correspondant

Sans annonce préalable, le président de la Croatie, M. Franjo Tudjman, a rencontré, lundi 25 mars, son homologue de Serbie, M. Slobodan Milosevic. L'entretien, qui a duré plusieurs heures, a porté essentiellement sur l'avenir politique et économique de la Yougoslavie. Il s'est déroulé dans une petite ville proche de la frontière entre les deux Républiques. Ces discussions entre M. Milosevic, fervent défenseur d'un modèle fédéral centraliste, et M. Tudjman, partisan d'une union d'Etats souverains, ou de la « dissociation », témoignent de la gravité de la crise politique que traverse le pays.

Les présidents des deux principales Républiques de la Fédération ont admis qu'il fallait « éliminer toute option pouvant desservir les intérêts du peuple serbe ou du peu-

ple croate » et trouver une solution durable dans un délai maximum de deux mois. Quant aux problèmes économiques, M^{me} Milosevic et Tudjman estiment qu'il faut examiner la proposition de la chambre yougoslave de commerce qui préconise « une modification des réformes et de la composition du gouvernement fédéral » de M. Markovic, pendant cette période transitoire, « afin d'éviter la débâcle économique ». Les présidents des six Républiques avaient décidé, la semaine dernière à Belgrade, d'intensifier leurs rencontres pour tenter de sortir de l'impasse actuelle. Le dirigeant de la Croatie, M. Franjo Tudjman, avait fixé au 28 mars, à Dubrovnik, le premier rendez-vous. Après ses entretiens avec M. Milosevic, il a déclaré que les « problèmes cruciaux » devraient être résolus dans un délai de deux mois.

F. H.

PLUS QUE JAMAIS AU CŒUR DE L'ACTUALITÉ !

Antoine Gaudino
L'ENQUÊTE IMPOSSIBLE
Albin Michel

Le vrai dossier des fausses factures enfin révélé

Albin Michel

DIPLOMATIE

Dans une lettre à M. Gorbatchev

M. Bush presse Moscou de « faire progresser » les négociations sur le désarmement

Le président Bush a adressé une lettre personnelle à M. Gorbatchev pour lui demander notamment de « faire progresser » les négociations START sur la réduction des arsenaux stratégiques des deux pays, a annoncé lundi 26 mars le porte-parole de la Maison Blanche, M. Fitzwater. Cette lettre avait été remise le même jour au président soviétique par l'ambassadeur américain à Moscou, M. John Matlock, au cours d'un entretien présenté par l'agence Tass comme s'étant déroulé « dans l'esprit amical habituel ».

Les négociations sur un traité START qui devait initialement être signé à Moscou lors d'un sommet Bush-Gorbatchev prévu

en février mais reporté continuent d'achopper sur des détails techniques portant sur sa vérification. La visite faite à Moscou au début du mois par le secrétaire d'Etat James Baker ne s'était apparemment soldée par aucun progrès sur ce dossier.

A Moscou, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Tchoukine, a confirmé que son gouvernement souhaite signer un accord START à l'occasion du sommet et s'est dit assuré que les experts élimineraient les dernières divergences « dans les toutes prochaines semaines ».

Il reste que les rapports entre les deux pays sont compliqués par ce que les États-Unis considèrent comme une tentative de Moscou pour tourner le traité CFE sur la réduction des forces conventionnelles en Europe. La transmission de ce traité au Sénat américain

pour ratification a été retardée par le transfert en Sibérie de chars soviétiques normalement couverts par cet accord et par l'attestation aux forces armées, non couvertes par le traité, de trois divisions terrestres.

Un responsable américain cité par le *Washington Post* a estimé lundi que les militaires soviétiques ont renforcé leur influence à Moscou et s'emploient à « défaire » les accords passés par M. Chevardnadze, l'ancien ministre des affaires étrangères, dans les dernières semaines qui ont précédé sa démission en décembre. « Gorbatchev était sur la ligne de Chevardnadze, mais maintenant il a des problèmes sérieux », a dit ce responsable.

Cette observation est confirmée par M. Chevardnadze lui-même qui, dans un entretien à la BBC, critique les militaires soviétiques

pour les mêmes raisons : « J'éprouve de la déception pour ce qui s'est passé avec ce traité [CFE], du ressentiment », a dit l'ancien chef de la diplomatie soviétique.

Au total, le seul accord soviéto-américain de désarmement qui fonctionne sans problème, est le traité sur les missiles nucléaires intermédiaires (FNI), signé en 1987 : après que les dernières fusées Pershing 2 eurent été retirées d'Allemagne le 13 mars, les seize derniers missiles de croisière américains basés en Europe devaient être détruits dans l'Arizona, a annoncé lundi le Pentagone. Tous les engins couverts par le traité FNI devaient être neutralisés avant le 31 mai de cette année. — (AFP, UPI)

ASIE

LAOS : ouverture du cinquième congrès du PC

La mise en œuvre des réformes économiques n'a pas ébranlé l'autorité de la vieille garde communiste

Le cinquième congrès du Parti communiste laotien s'ouvre mercredi 27 mars à Vientiane. Ses travaux, qui doivent s'étaler sur trois ou quatre jours, donneront la mesure de l'ouverture sur le reste du monde d'un régime encore étroitement lié au Vietnam.

BANGKOK

de notre correspondant

Le précédent congrès, en 1986, avait lancé le « nouveau mécanisme économique », politique de réformes qui évitait de remettre en cause le monopole du pouvoir exercé depuis 1975 par le Parti populaire révolutionnaire (PPRL). En gros, le parti a été tenu : des progrès ont été accomplis, et l'autorité de la vieille garde communiste dirigée par M. Kaysone Phomvihane, numéro un du parti et premier ministre, n'a pas été entamée.

Le Laos, vaste territoire enclavé peuplé de 4 millions d'habitants (16 au kilomètre carré), reste l'un des quatre pays les plus pauvres de la planète, avec un revenu annuel par tête inférieur à 1 000 francs, un médecin pour 3 000 habitants et 90 % de ses villages sans accès routier. Après dix ans de pénurie socialiste, il s'est ouvert sur le monde non communiste dans la foulée des réformes préconisées alors par M. Gorbatchev. En 1989, il a dégelé ses relations avec la Chine et, depuis, les deux pays règlent à l'amiable leurs litiges frontaliers.

Vientiane a dépeché son premier ministre à Paris voilà quatre mois. Entre-temps, la promulgation, en 1988, d'un code libéral des investissements étrangers a favorisé un fort mouvement de capitaux, notamment thaïlandais. Depuis les graves incidents frontaliers de janvier 1988, les relations se normalisent entre Bangkok et Vientiane. Le nouvel homme fort de Thaïlande, le gé-

ral Suchinda Kraprayoon, réservé au Laos sa première visite à l'étranger après le coup d'Etat du 23 février.

Cette année, une quinzaine de volontaires du Corps de la paix (Peace Corps) américain seront autorisés à résider au Laos. En novembre, les Australiens entreprendront la construction d'un pont au-dessus du Mékong, reliant pour la première fois la rive laotienne à la thaïlandaise.

Une centaine de projets étrangers

Alors que les Soviétiques réduisent nettement leur présence — ainsi qu'ils le font au Vietnam et au Cambodge —, les nouveaux investissements au Laos représentent une enveloppe de 160 millions de dollars par an, soit près du cinquième de son PNB.

L'ouverture est donc réelle et, probablement, sans retour. Plus d'une centaine de projets étrangers ont été agréés en l'espace de deux ans. Les principaux bénéficiaires sont, bien entendu, les Thaïlandais, dont les biens de consommation envahissent les marchés. La croissance a repris, en dépit de la sévère sécheresse de 1987-1988.

Le gouvernement s'est lancé dans une politique de privatisations et a annoncé, en janvier, qu'il ne se porterait pas au secours des dizaines de coopératives ou d'entreprises commerciales d'Etat au bord de la banqueroute, afin de laisser la place à des sociétés privées plus dynamiques.

Ce qui ne veut pas dire que tout aille pour le mieux. Désespérément démuné, le Laos était, de toute façon, condamné à s'ouvrir ;

VIETNAM : la France souhaite la levée de l'embargo américain. — En visite au Vietnam, M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, a déclaré, lundi 25 mars à Ho-Chi-Minh-Ville, que « la France fera tout pour faciliter la levée de l'embargo américain (contre le Vietnam), et nous espérons qu'après la guerre du Golfe il y aura un assouplissement de la position de Washington ». M. Dreyfus, qui doit s'entretenir avec de hauts dirigeants de Hanoi, a ajouté : « Nous souhaitons aider le Vietnam (...) et nous voulons développer la coopération avec ce pays. » — (AFP)

mais sa capacité à absorber une aide étrangère est limitée. En outre, après avoir végété pendant plusieurs années, une discrète guérilla a réprimé un peu de souffle dans les montagnes du Nord-Ouest depuis l'effondrement des régimes communistes est-européens.

Comme plus de 300 000 Laotiens se sont enfuis depuis 1975, la résistance « recrutée » notamment parmi les Hmongs (ou Mèes), minorité ethnique fortement représentée dans la diaspora et parmi les réfugiés en Thaïlande.

Installés sur la rive opposée du Mékong, 65 000 réfugiés, pour l'essentiel des Hmongs, refusent encore d'être rapatriés alors qu'un peu plus de 6 000 ont regagné leurs foyers dans le cadre d'un programme du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et que 15 000 à 20 000 sont revenus par leurs propres moyens.

Une alchimie dépassée

Enfin, en octobre dernier, deux anciens vice-ministres ont été arrêtés et accusés d'avoir tenté de renverser les autorités en place. En fait, ils se seraient seulement prononcés en faveur du multipartisme, ce qui reste contraire à la ligne des trois PC indochinois.

Le 2 décembre, à l'occasion du quinzième anniversaire du régime, M. Kaysone, que l'on dit aujourd'hui malade, avait rappelé que « le peuple est décidé à poursuivre l'actuelle politique de développement » en se rassemblant « autour du parti », ce qui demeure apparemment la ligne à la veille du cinquième congrès du PC.

Un projet de Constitution, publié en juin 1990 et qui doit être adopté cette année prévoit d'ailleurs la poursuite du rôle dirigeant du PPRL, tout en ratifiant les réformes économiques en chantier depuis 1988. Le congrès dira si la vieille garde communiste éprouve plus de difficultés qu'il y a deux ans à imposer cette alchimie sans originalité et plutôt dépassée.

JEAN-CLAUDE POMONTI

JEAN-CLAUDE ROUYERAN
MÉMOIRES ET THÈSES
 L'art et les méthodes
 PREPARATION-REDACTION-PRESENTATION
 POUR RÉUSSIR MÉMOIRES ET THÈSES
 Un volume 15x21, 200 pages 88 F
 En vente chez tous les bons libraires ou chez l'éditeur
MAISONNEUVE ET LAROSE
 15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tel. 43 54 32 70

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Les démocrates mettent en cause l'efficacité des services de renseignement

WASHINGTON
correspondance

« Pour l'humilier encore davantage, Saddam Hussein devrait être choisi comme candidat démocrate à l'élection présidentielle de 1992 », disait récemment un humoriste. En effet, étant donné le climat actuel d'euphorie et l'exceptionnelle popularité du président Bush (plus de 90 % d'avis favorables), les aspirants à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle de 1992 sont rares. La crainte d'être ridiculisé freine les ambitions.

Ainsi, aucune personnalité ne s'est mise en avant, à l'exception de George McGovern, ancien sénateur, écarté par Nixon en 1972 (il avait perdu quarante-neuf États sur cinquante) et de Paul Tsongas, ancien sénateur du Massachusetts, se situant actuellement à la gauche du parti. Et encore, les deux hommes sont-ils conscients de n'avoir aucune chance.

Néanmoins, les démocrates commencent à sortir de leur réserve... Ils passent même à la contre-attaque, accusant les républicains d'avoir sacrifié le « bipartisme », « l'esprit d'unité nationale à des fins électorales ». Comment les républicains peuvent-ils nous déconcerter comme des « épaisseurs », des Munichois, disent les démocrates. Après tout, poursuivent-ils, deux anciens présidents de l'état-major combiné et six anciens secrétaires à la défense partageaient notre opinion qu'avant de déclencher les hostilités il fallait continuer d'appliquer les sanctions. Et, bien entendu, les démocrates ne cessent de répéter que moins d'une semaine avant l'invasion du Koweït, la moitié des élus républicains à la chambre votait contre les sanctions.

Appréciations erronées sur la puissance irakienne

Les démocrates ont également trouvé un autre terrain sur lequel contre-attaquer. Nos appréciations erronées sur la puissance militaire de l'Irak et sur la perspective d'un « normal » « tiers » « vies humaines », disent-ils, s'appuyaient sur les renseignements donnés par l'administration Bush et sur certaines déclarations alarmistes de plusieurs chefs militaires.

Aussi, le sénateur Boren et le représentant McCurdy, tous deux démocrates et présidents des commissions spécialisées dans les affaires de renseignement, se proposent, en quelques semaines, d'ouvrir une enquête, de tenir des audiences publiques sur la carence de la communauté du renseignement. Personne ne conteste que la

CIA et la National Security Agency, dépendant du Pentagone, ont accompli un excellent travail technique. Par leurs satellites, ils ont pris des photos, ont intercepté des communications et donné des indications précises sur les mouvements des troupes irakiennes. D'une manière générale, ils avaient informé les dirigeants de l'imminence de l'attaque irakienne.

Mais cette bonne performance est contrebalancée par des insuffisances et des défaillances. En particulier, les services de renseignement auraient péché par une surestimation de la puissance militaire irakienne ; le nombre de cinq cent mille hommes aurait été exagéré. Avant même l'offensive aérienne du 26 janvier, les divisions irakiennes étaient considérablement affaiblies par les descriptions. Bref, au début de l'offensive terrestre, selon certaines analyses actuelles, elles ne comptaient plus que deux cent mille hommes.

Inexactitude des estimations

De même, les services de renseignement auraient exagéré la capacité de l'Irak de mener une guerre chimique ; en tout cas, ils n'ont pas expliqué pourquoi, ayant ces armes à leur disposition, les Irakiens ne les avaient pas utilisées. En revanche, les services auraient sous-estimé la capacité des Irakiens de mettre au point des lanceurs mobiles (Scud) ; le général Schwarzkopf lui-même aurait admis l'inexactitude des estimations des services spéciaux. Enfin, ceux-ci n'auraient pas détecté à temps la fuite des appareils irakiens se réfugiant en territoire iranien.

Pour le sénateur Boren, la carence des services à deux maisons essentielles. D'une part, ils se sont trop longtemps concentrés sur l'Union soviétique et les pays de l'Est européen ; d'autre part, ils se sont trop fîés à la technologie, aux satellites et insuffisamment aux hommes de terrain, à ce qu'on appelle le *humint* (human intelligence), c'est-à-dire le renseignement humain. La technologie ne peut donner des indications valables sur les intentions des dirigeants ennemis, ni sur l'état d'esprit de la population. Il est donc nécessaire d'améliorer notre *humint*, estime le sénateur Boren ; d'où la nécessité d'augmenter le nombre et la qualité des agents opérant dans la clandestinité, plutôt que d'acheter très cher un matériel perfectionné ou d'embaucher de savants analystes, frais éternels des universités.

HENRI PIERRE

A TRAVERS LE MONDE

AUSTRALIE

Mort de Sir John Kerr
ancien gouverneur général

Ancien gouverneur général d'Australie de 1974 à 1977, Sir John Kerr est mort dimanche 24 mars à l'âge de soixante-seize ans. Ce juriste, dont les frasques et le goût pour la boisson avaient défrayé la chronique de son pays, connut son heure de gloire lorsque, en novembre 1975, il avait révoqué le gouvernement travailliste de M. Gough Whitlam, provoquant de nouvelles élections, qui aboutirent à la victoire des conservateurs.

Cette décision avait provoqué un véritable « séisme » politique en Australie, suscitant une violente campagne contre Sir John. Il fut accusé par certains travaillistes d'avoir été un agent de la CIA et fut même victime d'une tentative d'attentat. L'hostilité manifestée de ses compatriotes l'avait contraint à démissionner de ses fonctions en décembre 1977 pour devenir ambassadeur à l'UNESCO, poste qu'il quitta un mois plus tard pour prendre sa retraite.

BRESIL : démission du ministre du pétrole. — Le ministre du pétrole, des mines et des télécommunications, M. Ozires Silva, a démissionné lundi 25 mars. Il sera remplacé par M. Eduardo Teixeira, président de la Petrobras, compagnie nationale du pétrole. — (Reuters)

TCHÉCOSLOVAQUIE

D'anciens agents
de la police politique
travaillent
à la chancellerie
présidentielle

La grande purge se poursuit en Tchécoslovaquie, où la présence d'anciens agents de la StB (l'ex-police politique communiste) à la chancellerie présidentielle a été officiellement confirmée lundi 25 mars. Après les révélations du parlement concernant une centaine de députés, le premier ministre Marian Calfa a indiqué lundi au quotidien *Mlada Fronta Dnes* qu'une cinquantaine de hauts fonctionnaires travaillant dans les ministères de Prague étaient d'anciens agents secrets. Le porte-parole de la présidence, Michael Zantovsky, a précisé lors d'une conférence de presse qu'il y en avait une dizaine à la chancellerie du chef de l'Etat. « Il ne s'agit que de personnes travaillant dans des fonctions subalternes », a-t-il dit, tout en ajoutant qu'il y avait parmi eux des « rapporteurs », des fonctionnaires préparant des dossiers pour le président Havel. Tous ont déjà été révoqués ou le seront d'ici la fin du mois, selon M. Calfa. « Ils partent généralement de leur plein gré », a ajouté M. Zantovsky. — (AFP)

CHINE : la publication d'un poème à clé
dans le « Quotidien du peuple »

« Li Peng démissionne ! »

PÉKIN

de notre correspondant

Ce pourrait être la revanche du poète sur le Trône. C'est à tout le moins un « couac » retentissant dans le concert de lénifiant propagande du régime de Pékin. Depuis le 20 mars, une enquête est activement menée au sein du *Quotidien du peuple* pour rechercher les responsables d'une mystification comme on en n'a jamais vu dans l'organe du PCC, placé depuis 1989 sous haute surveillance politique.

Il s'agit en apparence d'un poème en huit vers de sept caractères, plutôt anodins, signé d'un étudiant du nom de Zhu Hailong, censé vivre aux États-Unis. Le journal l'a publié dans une page consacrée aux Chinois qui poursuivent leurs études à l'étranger, dans son édition diffusée outre-mer. Jusqu'à là, rien de suspect.

A cette nuance près que le facétieux versificateur a eu recours à une technique éprouvée de la poésie chinoise, qui consiste à cacher une deuxième signification derrière les mots afin de donner à l'œuvre sa portée véritable, en l'occurrence fort peu révérencieuse pour le premier ministre, M. Li Peng, détesté par les intellectuels depuis la crise de Tiananmen. Si on lit le poème en diagonale à partir du dernier caractère du premier vers, on découvre l'exhortation suivante : « Li Peng,

démissionne pour que s'apaise la colère du peuple ! »

Le tour de force est d'autant plus remarquable que le caractère *peng* formant le prénom du chef du gouvernement — qui signifie « roc » — n'est pas d'usage courant en chinois et aurait dû attirer l'attention des censeurs. De même leur vigilance devait-elle être singulièrement relâchée pour qu'ils laissent passer le dernier vers : « Attendons qu'à travers tout le pays s'épanouisse le printemps », situation transparente aux revendications démocratiques du « printemps de Pékin ».

Pied de nez au premier ministre

Cela fait des siècles que, dans les temps de répression, les lettrés chinois se consolent des vicissitudes politiques par des scrotales odyssées de cette eau, destinées à réaffirmer la supériorité de la culture sur le sabre. Si elles ne font pas, à elles seules, chuter les dynasties, elles contribuent à les affaiblir aux yeux de leurs propres serviteurs. Certains des mandarins communistes qui assistaient lundi à la prestation de M. Li Peng devant le Parlement ne se cachaient pas beaucoup de plaisir que leur procurait ce pied de nez adressé au premier ministre le plus impopulaire de l'histoire de la République populaire.

FRANCIS DERON

(Publicité)

Il y a une règle d'or dans la communication: quand on annonce des pertes, on évite de faire parler de soi. On attend que le soleil brille à nouveau. Mais il y a une règle d'or chez Bull: parler des solutions au lieu de taire les problèmes. 1990 a été, ne le cachons pas, une année difficile pour l'informatique européenne. Demain, notre Groupe annonce de très mauvais résultats: plusieurs milliards de francs de pertes dont une partie significative en provisions pour frais de restructuration. Comme la plupart des grands fournisseurs de systèmes d'information, nous sommes confrontés à une profonde crise de mutation.

Des technologies en progrès rapide, des fournisseurs émettant des messages cacophoniques, une offre de produits foisonnante: les utilisateurs ont bien des raisons d'être perplexes et de se demander comment adapter leurs organisations à ces évolutions. Mais cela n'est pas tout. Les constructeurs comme Bull doivent faire face au ralentissement de la croissance et à une forte baisse de leurs marges. En Europe surtout, la concurrence s'est exacerbée. Les constructeurs américains et japonais, dans la perspective de 1993, portent l'essentiel de leurs efforts commerciaux sur les pays de la Communauté, en s'appuyant sur leurs marchés nationaux qu'ils dominent largement.

Face à cette situation, les 44 000 hommes et femmes de Bull sont décidés à se battre. Nous nous battons pour nos clients à travers le monde, pour que la qualité de nos produits et services satisfasse toutes leurs exigences. Nous nous battons pour la maîtrise de notre technologie, de nos produits et de notre destin d'entreprise. Nous nous battons parce que nous partageons, en Europe, avec nos clients, une ambition commune de construire un marché intégré et ouvert, riche de sa diversité. Nous nous battons pour que Bull, 8^e fournisseur mondial de systèmes d'information et premier européen, soit un des points d'appui de cette construction européenne. Nous nous battons enfin et surtout pour que les clients de Bull soient les plus avancés dans la mise en œuvre de systèmes et de solutions d'information. Il ne peut en être autrement. Présents dans 90 pays, comptant des millions d'utilisateurs qui nous font confiance, nous devons nous montrer dignes de leurs attentes.

Pour relever ce défi et surmonter ces difficultés, nous avons mis en œuvre dès novembre 1990 un Plan de Mutation drastique couvrant la période 1991/92.

Ce plan permettra d'améliorer en deux ans notre marge opérationnelle de plus de 4 milliards de francs, notamment par les actions suivantes:

- Concentration de l'appareil de production sur cinq usines principales spécialisées et hautement équipées, au lieu des treize existantes début 1990
- Réduction des frais de fonctionnement conduisant à diminuer de près de 20% les effectifs mondiaux du Groupe en 1990/1991
- Concentration sur des marchés et segments stratégiques et recherche de partenariats dans des secteurs d'activité où nous n'atteignons pas la taille critique
- Restructuration complète de l'organisation mondiale du Groupe, notamment par la mise en place

C'est le pire moment que nous puissions choisir pour faire de la publicité. C'est pour cela que nous le faisons.

d'une responsabilité unique de la production et de la recherche-développement • Restructuration de l'offre de produits autour d'une nouvelle architecture.

Cette crise est un risque. C'est aussi une formidable opportunité. Les clients ne veulent plus se soumettre aux contraintes imposées par les constructeurs. Ils veulent bénéficier d'évolutions technologiques qui ouvrent très largement la gamme de leurs choix. Les remparts s'effondrent, ceux qui nous protégeaient, comme ceux qui protégeaient nos concurrents. Nous comptons bien en profiter. Afin de construire de véritables réseaux intelligents donnant un accès simple, "transparent" pour l'utilisateur, à partir d'un poste individuel, à une multitude de fonctions, de services et d'équipements répartis à travers le monde, nous avons annoncé le 14 mars 1991, le Distributed Computing Model*. Celui-ci définit le cadre de l'offre du Groupe et assure l'intégration et la complémentarité entre nos grands systèmes et les systèmes standards. Nous offrons à nos clients à la fois le libre accès à la formidable bibliothèque des applications standards et aux hautes fonctionnalités transactionnelles de nos grands serveurs centraux. Nous créons un environnement qui met réellement l'homme au cœur du système

d'information. Pour renouveler notre offre dans ce cadre, nous avons lancé dès 1990 un programme complet de développement représentant un effort de 14 milliards de francs sur 4 ans dont plus de 11 milliards seront réalisés en Europe. Dans ce projet, nous augmentons les moyens de recherche-développement de Zenith Data Systems dans le domaine des micro-ordinateurs de bureau et des micro-ordinateurs portables pour donner à cette société une place prééminente sur son marché.

Nous savons que demain, l'utilisation des systèmes d'information représentera le premier secteur économique du monde: aux Etats-Unis, ce marché devance déjà celui de l'automobile. Nous savons que les technologies de l'information constituent aujourd'hui la pierre angulaire de la compétitivité économique: dans les bureaux, dans les usines, dans les produits. Nous savons que les technologies de l'information touchent de plus en plus à notre mode de vie même: culture, santé, école, sécurité. Nous savons qu'elles sont au

cœur de l'identité culturelle des communautés qui les emploient. Nous savons que la technologie prend souvent le relais des idéologies et des armes en tant qu'instrument déterminant dans les compétitions économiques et politiques entre nations. Nous savons que la possibilité pour les pays européens de s'appuyer sur une haute technologie dont ils ont la maîtrise influera de façon décisive sur les conditions mêmes d'organisation du marché unique qui s'ouvrira à la fin de l'année prochaine.

Nous savons que cette bataille sera longue, coûteuse et difficile et que nous aurons à la mener en coopération toujours plus étroite avec nos partenaires mondiaux.

Gagner une telle bataille est l'affaire de tous. Les hommes et les femmes de Bull se sont engagés à réussir ces objectifs pour que Bull offre à ses clients des réponses pertinentes à leurs exigences les plus fortes et donne ainsi à l'Europe les compétences dont elle a besoin pour tenir son rang.

Ce n'est pas en courbant le dos qu'on peut relever la tête. C'est en parlant fort aujourd'hui que nous ferons parler de nous demain.

*Distributed Computing Model est une marque déposée de Bull.

Groupe Bull

CLIVE CUSSLER
Trésor

LARRY COLLINS
Dedale

PATRICIA HIGHSMITH
Ripley s'amuse

Le LIVRE de POCHES

Littérature générale

LARRY COLLINS Dédale
ROBERT MERLE Le Propre de l'homme
ARTHUR KOESTLER Le Zéro et l'infini
BERNARD LENTERIC Diane - Les Enfants de Salomon 3
DANIELLE STEEL La Belle Vie
ANNE FRANK Contes
SERGE DOUBROVSKY Le Livre brisé
PATRICIA HIGHSMITH Ripley s'amuse
DENISE BOMBARDIER ET CLAUDE SAINT-LAURENT Ceux qui prennent le large
JEAN CAU Les Culottes courtes
JEAN-LOUIS SERVAN-SCHREIBER Le Métier de patron
JEAN-PAUL SARTRE ET FRANCIS SZPINER L'Etat hors la loi
FANNY CORNUAULT Kabris
MICHEL PERREIN La Margagne

Biblio/Romans

RENÉ CREVEL Mon Corps et moi
LAO SHE Le Pousse-pousse

Biblio/Essais

YVES SIMON Jours ordinaires et autres jours
JEAN-LUC MARION L'Idole et la distance
MICHEL MEYER Le Philosophe et les passions

Policers/Thrillers

CLIVE CUSSLER Trésor
ALFRED HITCHCOCK Histoires avec pleurs et couronnes

Langues Modernes

UNILINGUES

ERNEST HEMINGWAY The Old Man and The Sea (Le Vieil Homme et la mer)
FRED UHLMAN Reunion (L'Ami retrouvé)
HEINRICH BOLL Die Verlorene Ehre der Katharina Blum (L'Honneur perdu de Katharina Blum)
THOMAS MANN Tristan (suivi de Le Paillasson)

BILINGUE

LES SUITES DE LA GUERRE DU GOLFE

La traque des Palestiniens du Koweït

Suite de la première page

Les Irakiens étaient venus le chercher pour aller travailler, ce qui a suffi à le désigner comme collaborateur. Le même traitement a été infligé au directeur palestinien de la centrale, qui, au dire même des Koweïtiens, avait travaillé au mieux pour réparer celle-ci, après deux jours d'interdiction du courant par l'occupant. Toujours à l'hôpital, celui-ci a bien reçu des excuses du ministre de l'électricité, mais ne pense plus qu'à une chose : partir.

Pour la communauté palestinienne du Koweït - 300 000 personnes avant la guerre, environ 120 000 aujourd'hui - la libération a marqué le début d'une terrible « chasse aux sorcières » qui mène dans le même opprobre vrais collaborateurs et résistants, et surtout l'immense « majorité silencieuse » qui, durant l'occupation, a tenté, comme tout le monde, de survivre.

Désignés indistinctement comme collaborateurs de l'occupant irakien, les Palestiniens vivent depuis plus d'un mois dans la peur et l'humiliation, rejetés qu'ils sont à la simple vue de leur carte d'identité. Si les premiers jours de la libération ont été les plus durs, avec des milliers d'arrestations arbitraires, des passages à tabac, des tortures, des exécutions sommaires opérées par des jeunes en civil et armés qui avaient pris possession de la rue en y dressant partout des barrières et que les vrais résistants koweïtiens dénonçaient comme des résistants de la vingt-cinquième heure, la situation ne s'est guère améliorée avec la reprise des check points par l'armée koweïtienne.

Interrogatoires « musclés »

Difficilement vérifiables tant le désordre régnait à Koweït, il y a quelques jours, les plus folles, les chiffres diffèrent, mais on estime, de source palestinienne responsable, que treize personnes ont été tuées, parmi lesquelles un enfant de treize ans, Iyad Ibrahim, dont le corps, affreusement mutilé, a été trouvé dans la rue, tandis que ses trois camarades arrêtés avec lui sont toujours portés manquants. Plus de 300 personnes auraient été sévèrement torturées. De 2 000 à 3 000 personnes seraient arrêtées et 150 seraient portées disparues.

Les arrestations, affirme-t-on de même source, se poursuivent aujourd'hui au rythme de trente à quarante par jour, ce qui correspond à peu près au nombre des libérations, 1 200 à ce jour, maintenant à un niveau constant le chiffre des personnes arrêtées, qui sont détenues dans quatre écoles et la prison militaire.

La durée des arrestations sans jugement varie de quelques jours à une vingtaine, mais les interrogatoires « musclés » portent toujours sur les mêmes questions : « Vos relations avec les Irakiens durant l'occupation, les noms des gens de l'OLP qui ont coopéré avec l'occupant, les noms des Palestiniens qui ont conduit des Irakiens chez des Koweïtiens ? A quel mouvement appartenaient les personnes arrêtées et les noms des autres membres de ce mouvement ? ». « Or, affirme un responsable, la plupart de ces personnes n'appartiennent à aucune organisation, ne peuvent rien dire, ne savent rien et on leur fait peur en leur demandant de signer des confessions écrites ».

Après des demandes répétées, et sans doute sous la pression internationale, le gouvernement koweïtien a toutefois autorisé pour la première fois samedi, soit vingt-six jours après l'entrée des troupes alliées à Koweït, le Comité international de la Croix-Rouge à visiter ces prisonniers et à enregistrer leurs noms, « pour qu'aucun d'eux ne puisse disparaître entre les vides ».

L'appel lancé par le premier ministre et prince héritier Cheikh Saad, à son retour, à ne pas se venger sur la communauté palestinienne et son affirmation que les collaborateurs seraient restés lettre morte et, comme l'affirme un Koweïtien, « tant que le gouvernement ne fera pas un exemple en pénalisant publiquement quelqu'un qui aura injustement frappé ou arrêté un Palestinien, rien ne changera ».

Or, si les autorités affirment condamner ces représailles et ont

aidé l'occupant », déclare ainsi M. Khaled El-Najjar, un des représentants de l'opposition démocratique et l'un des rares à dénoncer publiquement les représailles anti-palestiniennes : « Je savais que nous ne pourrions pas éviter les problèmes, car nous avons vu de nos propres yeux des Palestiniens aux check points des Irakiens. Certains d'entre nous ont été torturés par des Palestiniens et des femmes ont été violées par eux. Oui, c'est arrivé. C'est une fausse dramatique pour les Palestiniens qui l'ont commise ». Et il ajoute : « Cela n'est en aucun cas une raison pour se venger sur n'importe quel Palestinien. Nous avons été les victimes des forces de Saddam Hussein. Nous ne voulons pas jouer le même rôle qu'eux, si mineur soit-il en comparaison. Nous, peuple koweïtien, devons mettre fin à cela ».

Que des Palestiniens aient collaboré avec les troupes irakiennes, c'est un fait acquis, y compris chez ceux du Koweït, qui affirment, eux, que ceux-ci sont venus avec l'armée irakienne : « Plusieurs milliers de combattants d'Abou Abbas ou d'Abou Nidal ou des Palestiniens d'Irak sont venus au Koweït », affirme ainsi un responsable palestinien, dont les propos

viennent. Aujourd'hui, seul l'aspect négatif de leur comportement est retenu, et, au-delà des meurtres et des tortures, dont le nombre est en diminution, selon un représentant d'une organisation humanitaire, c'est toute une communauté qui est en permanence humiliée et confrontée à l'angoisse de l'avenir.

Partir mais où ?

Comme pour tous les étrangers, les contrats des Palestiniens ont pris fin, « pour cause de force majeure », le 2 août, et chacun s'interroge sur son sort. Institutrice depuis vingt-cinq ans dans une école koweïtienne, Leila n'a pas encore osé aller voir. « Le ministre de l'éducation a rappelé les seuls Koweïtiens, dit-elle. Alors j'ai tendu ». Pour son frère, pompier, le verdict a été plus direct : le premier jour, raconte-t-il, il est allé à la caserne mais on lui a dit : « Tu peux rester chez toi. Ce n'est pas la peine de venir ».

Médecin spécialiste, Maher a vu son contrat temporairement renouvelé, la règle générale pour les non-Koweïtiens en ce moment, mais il s'inquiète. Comme des milliers de ses compatriotes sans passeport, principalement originaires de la bande de Gaza, il n'est détenteur que d'un seul laissez-passer égyptien et celui-ci ne lui donne ni le droit de se rendre en Égypte ni même celui, il en a fait l'expérience, d'obtenir un visa de transit par la Jordanie.

Où pourrait-il aller ? Le fait toutefois que les Koweïtiens ne fassent pas mystère de leur volonté de réduire drastiquement leur main-d'œuvre étrangère a de quoi préoccuper sérieusement les Palestiniens, qui, pour nombre d'entre eux, sont au Koweït depuis vingt à trente ans. Pour l'instant, certes, rien n'est joué, mais le fossé est profond entre deux communautés qui coexistaient dans l'harmonie, et le Koweït ne sera plus jamais un havre pour les Palestiniens, principaux artisans du développement du pays.

Conscients du phénomène, certains songent déjà à partir. Mais où ? Détenus, pour la plupart de ceux qui en possèdent un, d'un passeport jordanien, ils savent que le gouvernement d'Amman - déjà confronté au poids de ceux qui, sauf cas très particuliers et à condition que leurs sponsors répondent personnellement d'eux, ne seront pas autorisés à rentrer - n'est pas en mesure de satisfaire à leurs besoins. De cette situation douloureuse et précaire, beaucoup rendent responsable le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, qui n'a visiblement pas les faveurs de la communauté palestinienne du Koweït, même s'il reste, comme le confie, contre l'avis de ses fils, Sleiman, « la seule lueur d'espoir ». « C'est pour cela que je m'accroche à lui, dit-il. Il a tenu pas le choix. » « Il est responsable de tous nos malheurs », interrompt Mawran. « C'est parce qu'il ne pense pas à nous qu'il s'est mis avec Saddam ».

Dans leur désarroi, c'est sur la communauté internationale - et d'abord sur les alliés - que les Palestiniens comptent pour leur protection tant il est vrai que, comme le dit l'un d'eux, pour la majorité, « ce pays est notre pays. Nous y avons passé notre vie et c'est pour cela que nous supportons ce qui arrive ». Beaucoup espèrent encore que le temps arrangera les choses, mais sans y croire vraiment. « Il est certes, comme l'avoue Khaled, infernal d'être Palestinien au Koweït aujourd'hui. Mais où est notre choix ? »

FRANÇOISE CHIPAUX



déjà mis fin aux perquisitions dans les maisons, elles ne semblent pas prêtes à faire un geste officiel pour le prouver : « Le peuple ne le comprendrait pas », affirme ainsi un ministre, qui ne craint pas de dire : « Tous les Palestiniens doivent partir ». Malgré les événements, aucun contact n'a encore eu lieu entre les officiels koweïtiens et les responsables palestiniens qui, d'ailleurs, se terrent pour l'instant. Les autorités restent en tout cas sourdes aux appels à l'apaisement des gouvernements occidentaux et même de l'Arabie saoudite, inquiète des éventuels dérapages de la situation.

Une cassure profonde

S'il est difficile de faire la part des accusations portées de part et d'autre sur la période de l'occupation, il est certain qu'une cassure profonde s'est créée entre Koweïtiens et Palestiniens, lourde de conséquences pour l'avenir. Au-delà des cas précis de collaboration militaire avec les Irakiens, qui ne semblent pas très nombreux, au moins de la part des Palestiniens du Koweït, les Koweïtiens sont quasi unanimes à dénoncer ce qu'ils appellent « la joie de la plus grande partie des Palestiniens à l'entrée des troupes irakiennes ».

« Vrai ou faux, les Koweïtiens pensent que les Palestiniens ont

sont corroborés par de très nombreux témoignages. Une chose semble sûre : les Palestiniens étaient généralement mieux traités que les Koweïtiens, ce qui a d'ailleurs permis à nombre d'entre eux de rendre service à la résistance koweïtienne.

« Nous leur confions des messages, des coups de téléphone à passer, des lettres », affirme un des chefs de la résistance, qui s'emploie aujourd'hui à faire libérer les Palestiniens. Forcés ou pas, il semble aussi que, dans leur majorité - et les Koweïtiens le dénoncent aujourd'hui - les Palestiniens, comme beaucoup d'autres étrangers, aient rompu assez vite ce que les résistants appellent la « grève civile ».

« Ils ont, les premiers, travaillé dans l'administration civile, envoyé leurs enfants à l'école, ouvert leurs magasins, changé les plaques minéralogiques de leurs voitures », accuse ainsi un responsable de l'opposition, qui ajoute : « On a besoin de nettoyer notre maison et c'est le gouvernement d'unité qui doit faire le tri ».

Mais, comme l'affirme un employé de banque palestinien, « nos patrons koweïtiens nous demandaient de venir pour protéger les choses. Nous avons pu mettre en sécurité des éléments indispensables des ordinateurs, des documents essentiels, aider la population à sur-

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Date de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry
Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN 1143-0953
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-99

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Hugnot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
5, rue de Montesseny, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDPUB 206 136 F
Tél. : 45-55-04-70 - Société France de presse Le Monde et Vigne France SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM
ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Tél. : 261.311 F

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUR-ÉTR.	ÉTRANGER
3 mois	400 F	572 F	780 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

111 NOV 88

Veillez avoir l'obligeance d'écrire toutes nos lettres en capitale d'imprimerie. PP Paris 88

LES SUITES DE LA GUERRE DU GOLFE

Selon le « New York Times »

Les Américains aident indirectement les insurgés irakiens

Une semaine environ après l'annonce par la résistance kurde de l'occupation de Kirkouk, le département d'Etat a confirmé que la plus grande ville pétrolière de l'Irak se trouvait bien sous le contrôle des insurgés. La veille, le *New York Times*, citant des responsables américains, écrivait que les forces gouvernementales étaient sur le point de prendre le dessus sur les rebelles dans le Sud et également au Kurdistan. « Nous sommes au courant de ce danger, affirmait l'un de ces responsables, mais nous faisons en même temps face au problème de ne pas nous ingérer dans les affaires intérieures de l'Irak ». Cependant, toujours selon le *New York Times*, l'administration américaine aide indirectement les rebelles sans l'admettre publiquement.

Selon l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), deux bombardiers et cinq hélicoptères ont atta-

qué lundi à trois reprises Kirkouk et la ville voisine de Dohouk. D'après l'UPK, un des hélicoptères a été abattu. Les raids ont fait de nombreuses victimes, ajoute l'UPK, qui a de nouveau demandé aux forces alliées encore stationnées dans le Golfe d'empêcher les forces gouvernementales d'utiliser l'aviation. Washington, pour sa part, a affirmé ne pouvoir confirmer l'emploi par les Irakiens d'appareils « à ailes fixes ».

□ Les Etats-Unis vont livrer quarante avions de combat à la Turquie. Les Etats-Unis vont transférer en Turquie quarante avions de combat F-4E à titre d'aide militaire complémentaire après la guerre du Golfe, a annoncé, lundi 25 mars, l'ambassade des Etats-Unis à Ankara. Cette information a été donnée après les entretiens qui ont réuni au cours du week-end à Washington les présidents George

Bush et Turgut Ozal, et qui ont été essentiellement consacrés à l'après-guerre et à l'aide américaine à la Turquie. Les quatre premiers F-4E concernés devaient arriver lundi à la base aérienne turque d'Eskisehir, à 230 kilomètres à l'est d'Ankara. Le F-4E était l'avion de combat le plus couramment utilisé par l'aviation américaine pendant la guerre du Vietnam. (Reuters)

précisions sur la situation à Bagdad, qui serait, selon le radio de Téhéran, « explosive ». L'agence syrienne SANA, pour sa part, affirme que M. Saddam Hussein fait venir des renforts de la garde républicaine à Bagdad « pour nettoyer la capitale, afin de pouvoir être libre de mater ensuite l'insurrection des autres régions ».

A Téhéran, le ministère iranien des affaires étrangères a rejeté fermement mardi les « déclarations » irakiennes selon lesquelles les militaires iraniens auraient franchi la ligne du cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran, en les qualifiant de « pure mensonge ». L'ambassadeur irakien aux Nations unies avait adressé au secrétaire général Javier Perez de Cuellar, une lettre énumérant treize incidents frontaliers recensés entre les 6 et 17 mars dans lesquels seraient impliqués des soldats iraniens ainsi que d'autres « groupes » ou « individus » venus d'Iran. (AFP, Reuters)

Brume de fumée à Bahrein

La « marée noire du siècle » n'a eu que des effets très limités

Jours maussades à Bahrein. Comme tous les Etats riverains du Golfe, la petite île connaît depuis un mois un nouveau phénomène météorologique : la « brume de fumée ». Ciel plombé, soleil brouillé, températures inférieures de plusieurs degrés à la normale. Ces fumées, dégagées par les puits en flammes du Koweït, gâtent le temps à des centaines de kilomètres à la ronde, descendant désormais certains jours jusqu'au détroit d'Ormuz. Bahrein attend la « marée noire du siècle ». Mais elle n'arrive pas.

MANAMA

de notre envoyée spéciale

La guerre est finie, reste la pollution. Contrairement à toute attente, elle vient des airs, pas des eaux. « On réalise que ce n'est pas seulement un crime contre le Golfe, mais contre toute la planète », s'indigne le ministre bahreïni de l'Information. Car si l'atmosphère est souillée de suie jusqu'à une altitude de 3 600 mètres, les eaux du Golfe, elles, restent tranquilles. Voilà plus de huit semaines que Bahrein, particulièrement exposé de par sa situation géographique, attend de pied ferme la « marée noire du siècle », qui n'arrive pas.

La catastrophe écologique « sans précédent », « délibérée » provoquée par l'Irak, et dénoncée comme telle le 21 janvier dernier par l'état-major américain à grand renfort d'images chocs, corrompant des pétroliers, plaçant sous le feu des critiques, les experts, eux, commencent à parler de « désinformation militaire ».

Où sont passés les quelque 15 millions de tonnes de pétrole qui, annonçait-on il y a deux mois, devaient recouvrir toutes les rives du Golfe ? Mystère. Il y a bien eu une marée noire. Elle a pollué les côtes saoudiennes sur 150 kilomètres environ. De Ras-al-Sofanya jusqu'à Abu-Ali, les plages, les marais, les mangroves sont englués de pétrole. Mais rien n'évoque le « raz de marée » pétrolier attendu.

Estimations exagérées

« Ce n'est rien comparé à ce que cela aurait pu être si 4,5 millions de tonnes de pétrole avaient été réellement déversées. Le Golfe n'est pas recouvert de pétrole », assure M. Welser Vresland, expert au comité bahreïni pour l'environnement, placé en état d'alerte permanente et relié à tous les postes de surveillance de la région.

L'explication du mystère est double : d'une part les millions de tonnes n'ont jamais existé, d'autre part la nature, grâce à une météo favorable, a fait son

œuvre et largement limité les dégâts. Deux mois après la « catastrophe », l'ampleur exacte des fuites n'est toujours pas connue avec précision. Seule certitude : les estimations initiales ont été largement exagérées. Personne, assure-t-on de source diplomatique, n'a réellement constaté de visu les dégâts.

Les estimations ont été déduites des capacités théoriques des réservoirs du terminal d'Al Mina-al-Ahmad (1 000 000 tonnes) et de trois tankers ancrés à proximité (500 000 tonnes) (le Monde daté 3-4 mars). Aujourd'hui, les chiffres officiels, révisés à la baisse, varient de 3 à 7 millions de barils déversés. La réalité est probablement beaucoup plus faible. « Probablement moins de 500 000 tonnes », dit M. Vresland, chiffre confirmé par des sources saoudiennes très bien informées.

De ces quantités, que reste-t-il aujourd'hui dans les eaux du Golfe ? Second mystère. La vent et les courants ont poussé vers le nord-ouest, puis cassé en deux la nappe initiale. De plus, l'évaporation a fait disparaître la majeure partie des éléments les plus volatils. Petit à petit, la nappe s'est réduite, morcelée et transformée en petites boules de goudron de quelques centimètres de diamètre, dont une bonne partie a sombré au fond, le reste flottant entre deux eaux ou venant s'échouer sur les côtes saoudiennes.

Chaque jour deux avions, appartenant à l'Armée, la compagnie pétrolière saoudienne, l'armée aux gardes-côtes américaines, survolent le Golfe sur 180 kilomètres, de Bahrein jusqu'au sud de l'Irak, pour repérer la position exacte des nappes de pétrole. Ils communiquent le résultat à tous les Etats concernés. La marée noire est désormais disloquée en lambeaux de tailles et de densités variables, qui continuent de menacer les côtes du Koweït, de l'Arabie saoudite et de Bahrein. « Elle viendra tôt ou tard », assure M. Vresland. Tous les ans nous avons une mini-marée noire. Cette année, nous en aurons plus que d'habitude. Rien de tragique... »

On est très loin des conséquences apocalyptiques prévues à l'origine. Jusqu'ici en effet, les effets de la « marée noire du siècle » restent des plus restreints. Aucune grande usine de dessalement d'eau de mer n'a été atteinte ou même menacée. La pêche reste autorisée dans tout le Golfe, sauf, comme tous les ans, pour les crevettes, en pleine période de reproduction. Et, mis à part les oiseaux nichant sur les côtes nord-est de l'Arabie saoudite, le nombre des « victimes » reste limité : les poissons, les huîtres perlées, les crevettes sont jusqu'à nouvel ordre intacts. On déplore le mort de trois dauphins et de trois dugongs (des siréniens appelés aussi vaches marines), mais pour des raisons « qui n'ont strictement rien à voir avec la marée noire », assure M. Vresland.

VERONIQUE MAURUS

Dans une lettre distribuée aux Nations unies

Moscou propose sa vision de l'après-guerre

Dans une lettre distribuée le 25 mars aux Nations unies, Moscou propose le retrait des forces étrangères dans le Golfe. L'Union soviétique souhaite également que l'ONU joue un plus grand rôle dans la région.

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Dans une lettre distribuée lundi 25 mars à l'ONU, l'ambassadeur soviétique, M. Iouri Vorontsov, énumère ce qu'il appelle « quelques observations sur le règlement de la situation dans la région du Golfe persique ». L'ambassadeur suggère que la présence militaire étrangère « ne dépasse pas celle qui existait dans la région avant le 1^{er} août 1990 », veille de l'invasion du Koweït par l'Irak. M. Vorontsov ajoute que « si un appui militaire étranger « imposé », ce rôle devrait revenir aux forces de maintien de la paix des Nations unies ».

Les Soviétiques proposent aussi la création d'une force navale « battant

pavillon de l'ONU en cas de menace pour la navigation dans le golfe Persique ». Se référant à ce qu'il qualifie de « confiance nouvelle qui règne actuellement entre les membres permanents du Conseil », il propose la participation du comité d'état-major du Conseil de sécurité « à la recherche d'une solution aux situations de crise ». Ce comité de l'ONU, plus ou moins tombé en désuétude et composé de militaires des cinq pays membres permanents du Conseil (Etats-Unis, URSS, Chine, Grande-Bretagne et France), a le pouvoir, selon la Charte des Nations unies, de créer une force multinationale en cas de conflit.

Pour Moscou, le rôle essentiel pour déterminer les « paramètres du règlement » appartient, bien entendu, aux Etats du Golfe eux-mêmes. Moscou met en garde les Etats de la région contre la création « comme auparavant, d'un groupe fermé, d'un bloc ou d'une coalition des autres pays qui serait une source de nouveaux antagonismes et de renaissance des anciennes rivalités ».

Dans cette lettre, adressée au

secrétaire général des Nations unies, l'ambassadeur soviétique demande à la communauté internationale de rechercher « une solution au conflit arabo-irakien « sans plus tarder ».

Sur ce sujet, un diplomate soviétique à l'ONU estime que « sans une conférence internationale sur le Moyen-Orient, tout règlement de la question palestinienne sera impossible ».

Selon l'Union soviétique, « il convient d'examiner sérieusement » la question d'une « réduction équilibrée » des fournitures d'armes dans la région. « Cette question nécessite une approche responsable de la part des principaux fournisseurs d'armes comme de leurs acheteurs ».

En conclusion, la lettre soviétique distribuée lundi souligne : « En formulant ces idées, nous ne prétendons pas détenir l'ultime solution, mais nous espérons qu'elles contribueront à la recherche d'une solution rapide aux problèmes liés au règlement de la situation dans la région après la crise et à discuter de toute idée constructive. »

AFSANÉ BASSIR-POUR

Le roi Hussein a repris contact avec le président syrien

Le roi Hussein de Jordanie a effectué, lundi 25 mars, une brève visite à Damas, au cours de laquelle il a évoqué avec le président syrien Hafez El Assad « les résultats de la guerre du Golfe » et « les idées de paix évoquées sur la scène internationale ». C'est la première visite du souverain jordanien dans la capitale syrienne depuis novembre 1988. De source

diplomatique arabe, on a indiqué que la visite du souverain jordanien s'inscrit dans le cadre des efforts de la Jordanie pour un rapprochement entre les Etats arabes divisés par la crise du Golfe.

A Washington, le département d'Etat, en recevant un conseiller du roi Hussein, a souligné lundi le rôle important que la Jordanie pouvait jouer dans la recherche de

la paix au Proche-Orient. « Malgré notre profonde déception devant le comportement de la Jordanie pendant la crise du Golfe, nous reconnaissons que la Jordanie a un rôle potentiellement important à jouer dans la recherche de la paix et de la sécurité dans la région après la guerre », a déclaré M. Tutwiler, porte-parole du département d'Etat. (AFP)

Prélevés sur le contingent présent dans le sud de l'Irak

Des spécialistes français du déminage arrivent au Koweït

KOWEIT-VILLE

de notre envoyée spéciale

Prélevés sur le contingent « Dagnet », toujours dans le sud de l'Irak, les premiers des deux cent cinquante hommes du REG (régiment étranger de génie) devaient arriver lundi 25 mars au Koweït. Ces spécialistes du déminage renforceront sur place le contingent de quatre cent cinquante militaires français qui s'y trouvent déjà et qui comporte des éléments du 17^e RGP (régiment de génie parachutiste), basé à Montauban, du 2^e RIMA (régiment d'infanterie de marine) du Mans et des commandos de la marine et d'un détachement de l'ALAT (détachement de l'aviation légère de l'armée de terre), chargé à la fois du déminage et de la dépollution, c'est-à-dire outre le déminage, le ramassage des munitions et des armes. Les hommes du 17^e RGP ont, en un peu plus de trois semaines, obtenu des résultats importants : une quinzaine d'ambassades nettoyées, soixante-douze résidences privées, plus d'une dizaine de bâtiments publics, huit centrales. Expédiées en tonnes, leur collecte est à la mesure de l'engagement irakien au Koweït : plus de 120 tonnes de munitions récupérées, dont une cinquantaine de munitions légères et environ 30 tonnes d'obus de mortier.

Quant aux mines de diverses catégories, antipersonnel (les plus nombreuses), ou antichars, elles se comptent par milliers, plus de six mille par jour. Jusqu'à maintenant, les parachutistes, qui partagent ce difficile travail avec des unités américaines, ont complètement nettoyé les 22 kilomètres de plage qui leur ont été attribués et chaque jour le Koweït résonne des explosions de mines. Des plongeurs des commandos « Hubert » de la marine nationale ont, pour leur part, déjà récupéré dans le port de Raf-El-Ardh, entièrement reconstruit, plus de 800 kilos de munitions et neutralisé en mer une cinquantaine d'autres. Les commandos « Hubert » sont aussi intervenus dans le port de Schuwaikh, notamment pour baliser les obstacles marins, grues ou épaves.

Outre ces missions d'utilité publique, les militaires français font de la récupération de matériels de guerre qu'ils étudieront à leur retour en France, poursuivant leur enquête sur la nature et la complexité des défenses irakiennes, encore nombreuses à Koweït.

Installé dans les bâtiments d'une école anglaise proche de l'ambassade de France, le détachement français à Koweït, qui ne devrait pas dépasser huit cents à mille hommes pour l'instant, pris sur « Dagnet », ne semble en tous les cas pas sur le point de rentrer tant la tâche reste grande et les difficultés nombreuses. F. C.

Israël : Nouvel essai d'une missile anti-missiles. - Israël a procédé, lundi 25 mars, à l'essai d'un missile anti-missiles baptisé Hertz (hébreu), mis au point en coopération avec les Américains. Il s'agit d'un second essai, le premier lancé ayant eu lieu le 9 août 1990, une semaine après l'invasion du Koweït par l'Irak. Selon la télévision israélienne, cet essai, organisé depuis une vedette en Méditerranée, a été un demi-succès : le tir a été interrompu au bout d'une minute en raison de défaillances des systèmes électroniques.

On y prend goût

NOUVELLES FRONTIÈRES

TUNIS 1000 F

Vol aller retour. Départ de Paris le 30/03, 6 et 13/04/1991. TAPEZ 36 15 NF. TELEPHONEZ AU (1) 42 73 10 64

Les premiers détachements de « Dagnet » sont rentrés en France

Quelque onze cents soldats français du dispositif « Dagnet » ont débarqué, lundi 25 mars, à Toulon, en provenance du port saoudien de Yambu. Ils avaient embarqué avec une partie de leurs matériels, à bord du transport militaire *Ourgan* et de deux navires civils spécialement affectés, le roulier *Cap d'Afrique* et le car-ferry *Charrettes*. Leurs familles les attendaient sous la pluie. Le mauvais temps pendant le trajet en Méditerranée a légèrement retardé l'arrivée de ces hommes, dont certains ont quitté la France il y a sept mois.

Ce sont les premiers détachements de « Dagnet » à rentrer. Ils appartiennent au 1^{er} régiment de hussards parachutistes (Tarbes), au 1^{er} régiment de spahis (Valence) et aux commandos de recherche et d'action en profondeur de la 11^e division parachutiste (Toulouse). Ils seront basés au camp militaire de Carpiagne, près de Marseille, jusqu'à mercredi 27 mars, jour prévu de l'arrivée à Toulon de quelque sept cents cinquante autres hommes du même dispositif « Dagnet » issus du 2^e régiment étranger d'infanterie (Nîmes) et du 21^e régiment d'infanterie de marine (Fréjus). D'autres retours auront lieu avant juin.

Pour marquer cet événement, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, se rendra le 27 mars à Toulon, où il présidera une revue des troupes suivie d'un défilé terrestre et aérien.

POUR GARDER UNE PEAU JEUNE, VOUS AVEZ 30 SECONDES ?



مكتبة النخيل

POLITIQUE

La réforme de l'administration territoriale et du travail parlementaire

La droite et le PC craignent que l'autonomie des communes ne soit mise en cause

Les députés ont commencé, lundi 25 mars, l'examen du projet de loi d'orientation relative à l'administration territoriale de la République (le Monde daté 17-18 mars), nouvelle étape de la décentralisation selon la majorité. Plus d'une cinquantaine d'orateurs ont participé, jusqu'à 2 heures du matin, à la discussion générale de ce texte - préparé, en son temps, par M. Pierre Joxe et défendu par son successeur au ministère de l'Intérieur, M. Philippe Marchand -, qui comprend trois volets : le premier est consacré à la déconcentration des services de l'Etat, le deuxième à l'amélioration du fonctionnement de la démocratie locale, le dernier à la coopération intercommunale. Ce troisième point a été particulièrement contesté par les oppositions, qui craignent une mise en cause de l'autonomie des communes.

La réforme de l'administration territoriale est-elle destinée à « casser les derniers effets du centralisme technocratique », comme l'a affirmé le rapporteur du projet, M. Christian Pignatelli (PS), ou, comme le craignent certains élus des oppositions, cache-t-elle « une reprise en main par l'Etat des collectivités locales » (M. Jean Briane, apparenté UDC, Aveyron) enrobée d'une « logomachie pompière » (M. Francis Saint-Etienne, UDF, Calvados)? Cette crainte concerne plus particulièrement le dernier volet du texte, qui crée deux niveaux supplémentaires de coopération intercommunale : la communauté de communes (milieu rural) et la communauté de villes. Conscients des réserves suscitées par ces innovations, M. Pignatelli a rappelé que les « nouveaux instruments » de coopération ne seraient pas mis en œuvre sans le consentement des communes.

Il s'agit donc, a insisté M. Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne), en répondant à une motion de renvoi en

commission de l'UDF - rejetée -, de créer, non pas une obligation, mais deux possibilités supplémentaires de coopération intercommunale. « Il s'agit de dépasser le cadre figé des structures traditionnelles de coopération », a encore affirmé M. Pignatelli.

Pour le rapporteur, il ne s'agit pas de remettre les outils traditionnels de coopération (SIVOM, districts, etc.), mais de passer de la gestion des services locaux à un véritable projet, « par de nouvelles conceptions des moyens mis en commun ». Ces regroupements d'un type nouveau pourront choisir entre plusieurs blocs de compétences : urbanisme, environnement, habitat. Le ministre de l'Intérieur a enfoncé le clou en estimant qu'il n'y a ni à la déconcentration ni à la libération des communes et que l'on se trouve « à cent lieues des regroupements autoritaires ou des fusions » évoqués par certains.

Quant à la commission départementale de la coopération intercommunale (composée uniquement d'élus locaux et présidée par le préfet), elle donnera son avis sur toute proposition de structure de coopération et elle sera chargée d'élaborer un schéma de coopération intercommunale. « Loin de constituer une machine de guerre au service de je ne sais quelle volonté de regroupement autoritaire, ce schéma conciliera, au contraire, la nécessaire réflexion sur l'avenir avec les exigences du débat démocratique le plus large », a expliqué le ministre de l'Intérieur.

Résumant également la notion de « déconcentration autoritaire », M. Pignatelli a précisé que le préfet - dont la présence est jugée inquiétante par M. André Rossignol (UDF, Meurthe-et-Moselle), qui y voit la marque du « dirigisme » jacobin - serait un « pré-fet notaire », gage de neutralité. « La coopération intercommunale est conçue de façon ambiguë », a affirmé M. Rossignol, qui a souligné que « l'initiative de l'intercommunalité appartient aux élus et non à l'Etat, par préférence ».

Les précisions et assurances apportées par le ministre et le rapporteur ont été incapables à réduire l'hostilité du groupe communiste, qui, contraire-

ment aux trois autres groupes de l'opposition, ne semble pas disposé à modifier sa position dans la suite de la discussion. C'est ainsi que M. Jacques Brunhes (PC, Haut-de-Seine) s'est inquiété de la perte d'autonomie des communes. « L'objectif est limpide : il s'agit d'organiser l'espace administratif de la France en fonction des objectifs du 18 Plan et de l'espace européen qui se dessine », a-t-il assuré.

Le député communiste a dénoncé ce projet, qui imposerait aux communes des regroupements et ne serait donc pas conforme à l'article 72 de la Constitution, lequel spécifie que les collectivités locales « s'administrent librement ». Les deux motions de procédure déposées par le PC - exception d'irrecevabilité et question préalable - ont été repoussées.

La consultation directe

En réponse, M. Bernard Derouzier (PS, Nord) a fait valoir que, « de toute évidence, l'espace restreint de la commune » ne permet pas de bien répondre aux nécessités du développement local. « La mise en œuvre de projets de développement », a-t-il expliqué, « nécessite le croisement de deux notions : celle d'optimum fonctionnel et celle d'optimum dimensionnel ». Rappelant que sur trente-six mille communes, plus de vingt-deux mille comptent moins de cinq cents habitants, M. Jean-Pierre Balligand (PS, Aisne) a affirmé que « le monde rural ne se sauvera que par une intercommunalité active ».

M. Dominique Perben (RPR, Seine-et-Marne) s'est inquiété, quant à lui, du risque de « brouiller » l'image de la commune, qui, selon lui, la seule « véritablement lisible par tous ». Il estime que le monde rural se verra imposer un « système contraignant, réducteur des diversités (...), introduisant une administration à deux niveaux, opposant la légitimité du maire et de son équipe ».

Plusieurs députés de l'opposition ont regretté qu'en pratiquant le mélange des genres ce projet d'orientation engendrerait une certaine confusion. « C'est un texte fourre-tout », a

protesté M. Paul-Louis Tenaillon (UDF, Yvelines) qui aurait préféré que chaque thème fit l'objet d'un projet particulier, faute de quoi, a-t-il dit, la tentation est grande de tout rejeter en bloc. « C'est un mélange d'harmonieux sans grande cohérence, touchant à tout, voire un saupoudrage allant jusqu'au détail », s'est étonné M. Rossignol, tandis que M. Briane a vivement regretté qu'aucune nouvelle étape de la décentralisation n'ait été proposée.

« En revanche, les intervenants se sont félicités de la déconcentration des services de l'Etat et des mesures adoptées pour stimuler la démocratie locale par une participation plus directe du citoyen. « J'identifie la démocratie locale aux droits des citoyens d'être régulièrement et complètement informés sur la gestion et les comptes de la collectivité à laquelle ils appartiennent, d'être le plus souvent possible associés à la préparation des décisions, enfin d'être pleinement protégés contre les irrégularités éventuelles d'autorités locales », a souligné M. Marchand.

Toutefois, la création par la loi d'une possibilité de consultation directe des électeurs sur les affaires de la commune (appelée improprement « référendum municipal ») a suscité plus que des réserves, même si M. Marchand a précisé que des précautions seraient prises pour éviter les usages démagogiques et abusifs.

Pour M. Briane, il s'agit d'une « fausse réponse à une bonne question », car, « loin de contribuer à une meilleure démocratie, le recours au référendum local risque de paralyser certains projets indispensables, mais contestés par des minorités agissantes ». M. Perben redoute, d'une façon générale, l'utilisation de ce biais pour instaurer, selon la formule de M. Robert Poëssié (RPR, Côte-d'Or), « une démocratie de contestation, le plus souvent réactionnaire », et pour entretenir, dans les petites communes, les « conflits de personnes ». La suite de la discussion sera de quelle façon le législateur aura encadré cette pratique de la consultation populaire communale.

PIERRE SERVANT

M. Fabius propose de rendre obligatoire le vote personnel des députés sur certains textes

M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, a présenté, lundi 25 mars, une série de propositions de réforme du travail parlementaire, qui seront soumises aux députés dès l'ouverture de la session ordinaire de printemps, le 2 avril. M. Fabius suggère de lutter contre l'absentéisme en instituant, pour les textes « importants », une obligation de vote personnel des députés. Ces modifications ont reçu l'accord de tous les groupes politiques représentés à l'Assemblée.

L'effet désastreux, sur l'opinion publique, du spectacle des quelques rares députés présents dans l'hémicycle au moment du vote du budget de l'éducation nationale, en novembre dernier, alors que des milliers de lycéens défilaient devant les grilles du Palais-Bourbon, a incité l'ensemble des groupes parlementaires à réfléchir à une réforme de leur méthode de travail.

Premier ennemi : l'absentéisme. « Les députés travaillent, et il faut que cela se voie », a déclaré M. Fabius, en annonçant qu'à titre expérimental et sur certains textes jugés « importants » par tous les groupes de l'Assemblée un vote personnel sera exigé des députés. Pour obliger les élus à être présents au moment du vote, celui-ci pourrait être séparé de la discussion du projet de loi et être fixé au mardi ou au mercredi, jours d'affluence au Palais-Bourbon. Sur ces textes, une seule délégation de vote serait autorisée. Pour cette proposition, M. Fabius s'est peut-être inspiré de l'exemple du Parlement européen, dont il est aussi membre (lire encadré ci-dessous).

Afin d'alléger l'examen de certains textes « techniques », M. Fabius a annoncé le dépôt d'une proposition de résolution tendant à modifier le règlement de l'Assemblée pour permettre un vote sans débat en séance publi-

que, si tous les groupes politiques sont d'accord pour estimer que le travail en commission est suffisant. Pour ne pas encourir les reproches du Conseil constitutionnel, qui, le 7 novembre dernier, avait jugé contraire à la Constitution une proposition similaire du Sénat, M. Fabius a souligné que cette procédure ne supprimerait pas le droit d'amendement en séance publique.

Le président de l'Assemblée nationale a indiqué qu'il sera le premier signataire d'une proposition de loi relative aux commissions d'enquête et de contrôle, fixant le principe de la publicité des auditions (alors qu'aujourd'hui, la règle du secret prévaut). Les commissions pourraient décider, toutefois, de rétablir la confidentialité des débats si elles le jugeaient nécessaire.

Développer l'information

Pour mieux associer le Parlement aux décisions communales, M. Fabius suggère de développer l'information des députés en invitant les ministres concernés à des auditions devant les commissions de l'Assemblée et en instituant un débat sur les questions européennes à chaque session ordinaire. La séance des « questions européennes », qui permet aux députés d'interroger un ministre pendant une heure, chaque jeudi de la session de printemps, aura également lieu pendant la session d'automne en dehors du débat budgétaire proprement dit.

M. Fabius, qui avait souhaité engager le débat sur l'allongement de la durée des sessions, n'a pas été suivi sur ce point par l'ensemble des groupes. La proposition ministérielle de prolonger de quinze jours chaque session a été rejetée par le RPR, qui l'avait, pourtant, suggérée. Le président de l'Assemblée ne désespère pas de relancer cette réforme, qui éviterait aux députés d'examiner « 50 % des textes le lundi, le week-end ou la nuit ».

PASCALE ROBERT-DIARD

POINT DE VUE

La loi sur le cumul des mandats cinq ans après

par Marc Dolez

EN 1985, les socialistes prennent l'initiative d'une loi sur le cumul des mandats. Désormais, un élu ne peut plus exercer que deux mandats parmi les suivants : député (ou sénateur), député européen, conseiller régional, conseiller général, conseiller de Paris, maire d'une commune de plus de vingt mille habitants, adjoint au maire d'une commune de plus de cent mille habitants.

Cinq ans après, la réponse du ministre de l'Intérieur à une question écrite (1) est l'occasion de dresser un premier bilan et d'envisager une nouvelle étape :

1. - L'analyse 292 cas d'application des lois du 30 décembre 1985 révèle l'existence d'une stratégie de la classe politique, qui privilégie les mandats nationaux et municipaux au détriment des mandats départementaux, régionaux et européens : 10 élus sur 20 ont délaissé leur mandat européen, tandis que seulement 2 élus sur 251 ont choisi d'abandonner leur mandat de député ou de sénateur.

Les parlementaires européens bénéficient pourtant de la légitimité du suffrage universel direct, mais, élus sur des listes nationales, ils sont généralement mal connus de leurs électeurs. Si le renforcement des pouvoirs du Parlement européen passe par une révision du traité de Rome, le mode de scrutin relève, lui, de la loi nationale. Pourquoi, dans ces conditions, ne pas modifier le texte adopté en 1977 pour faire dire des députés européens dans un cadre régional, ce qui renforcerait les liens entre l'élu et ses électeurs, et permettrait aussi une meilleure représentation du territoire ? Sur les 70 députés ou sénateurs qui, en même temps qu'ils étaient maire d'une commune de plus de vingt mille habitants, avaient aussi mandat de conseiller général, 68 ont abandonné ce dernier. De même, sur les 28 députés ou sénateurs qui,

étant maires, avaient aussi un mandat de conseiller régional, 28 ont abandonné leur siège à l'Assemblée régionale. Alors que les lois de décentralisation ont peu touché à la commune et surtout bénéficié au département et à la région, les assemblées de ces deux collectivités semblent « boudées » par les élus. Dans la pratique, un élu ne conserve

son siège de conseiller général que s'il préside l'assemblée départementale, ce qui a été le choix, par exemple, d'Alain Carignon dans l'Eure ou de Rodolphe Pécqueur dans le Drôme, alors que Dominique Baudis et Michel Girard ont abandonné leur présidence du conseil régional pour siéger au Parlement. Le département et la région ne sont toutefois pas

logés à la même enseigne : lorsque les élus doivent choisir entre leur mandat départemental et leur mandat régional, ils choisissent massivement d'abandonner leur siège à l'Assemblée régionale (64 des 78 députés et 23 des 25 sénateurs concernés). Bien entendu, plusieurs facteurs peuvent expliquer ce phénomène, qui n'est pas en soi négatif puisqu'il permet à une nouvelle génération d'élus d'entrer en scène régionale. En effet, même si la place dans l'organisation administrative du pays ne peut que se renforcer, la région est encore une jeune institution, alors que le département jouit du prestige d'une institution plus que centenaire : les conseils régionaux gèrent moins de crédits que les conseils généraux ; enfin, la différence de conseil régional, le conseiller général dispose d'une assise territoriale (le canton) qui peut l'aider à conquérir ou à conserver un mandat national ou municipal.

2. - La poursuite de la décentralisation et la rénovation du travail parlementaire imposent aujourd'hui de franchir une nouvelle étape. La discussion prochaine du projet préparé par Pierre Joxe sur l'administration territoriale de la République et la remise en chantier du statut de l'élu pourraient être l'occasion d'améliorer la loi sur le cumul des mandats, dans trois grandes directions :

- Actuellement, la loi prend en compte les mandats et non les fonctions exercées dans les assemblées départementales et régionales, puisque le simple conseiller est soumis aux mêmes restrictions que son président. Pourquoi ne pas modifier les contraintes en fonction des responsabilités ?

Plusieurs solutions sont possibles : une réforme radicale consisterait à interdire aux maires des grandes villes et aux présidents des conseils régionaux et généraux l'exercice de tout autre mandat, à l'instar de ce qui se passe dans la

plupart des pays étrangers.

Une réforme plus douce, et plus réaliste, interdirait le cumul de deux fonctions exécutives : le maire d'une ville de plus de cent mille habitants pourrait être parlementaire, ou conseiller général, ou conseiller régional, mais il ne pourrait plus présider le conseil général ou le conseil régional.

- La région et le département interviennent sur un même territoire avec des compétences et des rôles bien distincts, mais les citoyens comme les décideurs les confondent encore trop souvent.

Pourquoi ne pas interdire tout cumul des mandats départementaux et régionaux, comme le prévoit le projet, créant un nouveau statut pour la Corse après un amendement adopté en première lecture à l'Assemblée nationale ? Cela permettrait assurément une meilleure identification de ces deux collectivités dont les assemblées seront, à l'avenir, renouvelées la même jour.

Il ne resterait plus alors qu'à renvoyer la région et non le département (1) comme circonscription électorale des élections régionales.

La Constitution de la V^e République interdit à tout ministre d'être député ou sénateur (ce qui représente une entorse au parlementarisme et mériterait un jour de renouer l'attention du constituant), mais la loi sur le cumul des mandats ne tient pas compte des fonctions ministérielles ! Personne ne contestera qu'elles sont au moins aussi prégnantes que l'exercice de n'importe quel mandat électif... et qu'il y a là une anomalie qu'il conviendrait de corriger.

(1) Journal officiel, débats parlementaires, Assemblée nationale, n° 2 du 14 janvier 1991, pages 137 et 138.

► Marc Dolez est député socialiste du Nord, conseiller régional et conseiller municipal de Douai.

Situations de cumul depuis l'entrée en vigueur des lois du 30.12.1985

Nombre de mandats détenus	Nombre de cas recensés	Type de mandat abandonné	Nombre
5	2	Député européen Conseiller régional	2 1
4	18	Conseiller régional Conseiller général Maire	11 12 1
3	272	Député européen Conseiller régional Conseiller général Maire d'une ville de plus de 20 000 habitants Adjoint au maire d'une ville de plus de 100 000 habitants Conseiller de Paris	8 2 147 3 3 1

N.D.L.R. - Deux lois du 30 décembre 1985 - une loi organique et une loi simple - limitent à deux mandats la possibilité de cumul des élus. Elles prévoient une application progressive de cette nouvelle réglementation (le Monde daté 22-23 décembre 1985). A partir de 1987 - donc après les législatives et les régionales de 1986 - les élus devront, à l'occasion de chaque élection, les concernant, abandonner un de leurs mandats, s'ils en détiennent plus de deux. Le tableau ci-dessus, que nous avons établi en fonction des statistiques du ministère de l'Intérieur, répond à une question de M. Marc Dolez, député du Nord (FR), dont compte des situations recensées lors de l'entrée en vigueur de ces deux lois, mais, aussi, de celles qui ont pu être créées par la suite, puisque un élu détenant déjà deux mandats peut toujours être candidat à un troisième, à charge pour lui, s'il est élu, de se mettre en conformité avec la loi, surtout si le cas échéant d'abandonner un de ses trois mandats. Certains élus peuvent appartenir à plusieurs niveaux dans ce tableau. Une fois qu'un élu détenant cinq mandats en abandonne un, il se retrouve dans la catégorie de ceux qui en détiennent quatre ; et ainsi de suite. Concrètement, d'après nos recherches, plus aucun député ne détient plus de deux mandats, la déconcentration de l'Assemblée nationale, en juin 1988, ayant, pour eux, accéléré l'application de cette législation. En revanche, les sénateurs, dont le mandat sénatorial s'est vu renouvelé depuis 1987, ont eu un peu plus de temps pour se mettre en conformité avec la loi, surtout si le siège de conseiller général qu'ils détiennent n'a pas, lui non plus, été renouvelé depuis cette date. De même, si avant les élections municipales de 1989 ils détenaient quatre mandats, ils peuvent aujourd'hui encore en détenir trois. Quatre sénateurs sont, apparemment, dans cette situation : MM. Georges Berchet (Rassemblement démocratique et européen), conseiller général de Haute-Marne et conseiller régional de Champagne-Ardenne ; Jean-Pierre Fourcade (Républicains et indépendants), maire de Saint-Claude et vice-président du conseil régional d'Ile-de-France ; Jean Lecanuet (Union centriste), maire de Rouen et président du conseil général de Seine-Maritime ; Roland du Lail (Rassemblement et indépendants), conseiller général de la Sarthe et conseiller régional des Pays-de-la-Loire.

Le mauvais exemple de Strasbourg

Une sonnerie retentit dans l'immense palais de l'Europe à Strasbourg. Dans les couloirs, c'est la cavalcade. De tous les bureaux sortent des parlementaires se hâtant vers l'hémicycle. Comme trois fois au cours de la semaine, qui, chaque mois, réunit les députés européens en session, c'est, selon un horaire immuable, l'heure des votes. Ici, la règle du vote personnel est strictement appliquée, comme celle qui prive d'une partie de leur indemnité les élus trop souvent absents. Chacun fait donc l'effort nécessaire pour être présent à son banc lorsque vient le moment de se prononcer.

La clarté des débats n'y gagne rien. Les votes étant regroupés, ils ont lieu au mieux quelques heures après la discussion, au pire le lendemain, ou le surlendemain, et la plupart des parlementaires ne savent pas sur quoi ils se prononcent. A l'entrée de la salle des délibérations, les appareils de groupes leur ont remis leur « feuille de route ». Ils ne la quittent pas des yeux pour savoir comment voter lorsque le président de séance appelle les amendements en ne citant que leur numéro d'ordre. Et, s'ils ont un doute, ils surveillent leurs présidents de groupe qui, au premier rang de l'hémicycle, le pouce levé ou abaissé, comme les empereurs romains, leur rappellent les consignes.

Comme il faut un peu de temps voter sur des dizaines de propositions, les députés ont à peine le temps de lever la main, ou de tourner la clef de la machine électronique, qu'ils leur faut recommencer, sans avoir le temps, bien sûr, de jeter le moindre regard sur la liasse des amendements. Les « spécialistes » des groupes imposent leur choix à leurs collègues, comme s'ils tournaient les clefs de tous. Le spectacle est aussi attristant à Strasbourg qu'à Paris.

Th. B.

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

L'audition publique de dix-sept « grands témoins »

Une loi-cadre pourrait être proposée pour la bioéthique

La mission Pour le droit de la bioéthique et les sciences de la vie confiée à M^{me} Noëlle Lenoir, maître des requêtes au Conseil d'État, a procédé lundi 25 mars à l'audition publique de dix-sept « grands témoins », personnes choisies « parmi les plus marquantes et les plus représentatives de la réflexion éthique » (1). Les textes de ces interventions seront annexés au rapport qui sera remis au président de la République et au premier ministre. Cette mission vise notamment à évaluer les politiques et à recenser les solutions retenues ou proposées en France et à l'étranger en matière de bioéthique. Elle pourrait proposer la rédaction d'une loi-cadre précisant les principes fondamentaux devant être respectés par les scientifiques et les médecins.

Pour se défendre de ce qui allait vite être perçu comme une forme d'improvisation, M^{me} Noëlle Lenoir, responsable de la mission sur la bioéthique créée « en accord avec le président de la République » par le premier ministre, devait rappeler à plusieurs reprises que la procédure dite des « auditions publiques », en vogue outre-Atlantique, est encore inédite en France. Dans l'ambassade Jean-Moulin mis à la disposition de la mission par l'Ecole nationale d'administration, on a donc quelque peu innové en invitant, lundi 25 mars, dix-sept personnalités (baptisées « grands témoins ») à venir répondre en public à une série de questions tenant aux multiples problèmes moraux soulevés par les développements des sciences du vivant et leurs exigences progressives dans le champ de la médecine.

Innovation oblige, cette audition publique ne se fit donc pas sans quelques étonnements, les questions, parfois soigneusement préparées à l'avance — comme dans le cas du cardinal Lustiger, — ne parvenant pas, le plus souvent, à pallier l'hétérogénéité des propos. Pour autant cette journée devait constituer un moment important dans l'actualité nationale sur la bioéthique, éclairant d'un jour

nouveau la déjà vieille question de l'opportunité de légiférer en la matière.

Faut-il ou non encadrer par des textes de loi les pratiques médicales, thérapeutiques, greffes d'organes, soins aux mourants — qui, d'une manière ou d'une autre, soulèvent des questions morales et politiques? Dans ce domaine complexe, on disposait déjà d'un rapport intitulé *De l'éthique au droit*, rédigé à la demande du gouvernement par une commission présidée par M. Guy Braibant, président de la section du rapport et des études du Conseil d'État. Ce rapport est à l'origine d'un ambitieux avant-projet de loi qui, ces derniers temps du moins, semblait devoir rester lettre morte, la volonté de l'Hôtel Matignon se heurtant entre autres, ici, à l'immobilisme de l'Elysée.

C'est pour tenter de sortir de cette impasse, et aussi pour analyser la nature des différents blocages, que le premier ministre avait confié à M^{me} Lenoir — qui fut directrice de cabinet de M. Pierre Arpaillange et membre de la Commission Braibant — l'actuelle mission d'information.

Décret insuffisant

Comme on pouvait le prévoir, la majorité des interventions et des questions de cette journée d'auditions publiques devaient porter sur la procréation médicalement assistée, ainsi que, pour une part moindre, sur les thérapies géniques, une nouvelle technique récemment mise en œuvre aux États-Unis. Le thème des procréations médicalement assistées est d'autant plus complexe que l'on dispose, comme l'a rappelé M. Jean Michaud, conseiller à la Cour de cassation et par ailleurs président de la Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction, d'un décret daté du 8 avril 1988.

Ce texte prévoit notamment que cette commission nationale est chargée de donner au ministre de tutelle des avis sur les centres habilités à mettre en œuvre les différentes techniques de procréation médicalement assistée. Or le paradoxe veut ici que l'activité de cette commission ne peut se borner à la simple technique, contrainte qu'elle est d'intégrer a posteriori une dimension éthique à ses

travaux tenant par exemple à la pratique des procréations médicalement assistées à partir de dons de gamètes extérieures au couple.

Soulignant avec justesse à quel point les problèmes soulevés ici sont différents de ceux de la fin de la vie — là où les textes et la conscience collective sont, selon lui, simplement suffisants — M. Michaud devait s'exprimer en faveur d'un renouvellement du texte de 1988 qui devrait, selon lui, se situer demain au niveau de la loi. « Avec la procréation médicalement assistée, l'homme, pour constituer de la vie humaine en dehors du corps maternel, s'est-il déclaré. Parallèlement, le diagnostic prénatal permet d'éviter la naissance d'enfants atteints de malformations majeures ou mineures. On a ainsi, réunies, les conditions qui permettent d'éviter l'être humain que l'on craint pour constituer l'être humain que l'on veut. Le législateur se doit de prendre position sur ces problèmes qui engagent la société de demain. »

M. Jacques Toubon d'accord pour légiférer

Faut-il une loi sur la bioéthique? Pour une fois, la réponse d'un homme politique, M. Jacques Toubon, député RPR de Paris, a été d'une grande clarté : « Je suis favorable à une loi de principes, brève et, autant que faire se peut, bien écrite. Un petit peu sur le modèle du Code civil. A côté de cela, il faut certainement que nous fassions dans l'immédiat quelques textes : tout d'abord, un texte qui sanctionne pénalement le principe de non-commercialisation des organes, des produits et des tissus du corps humain; puis une loi sur les registres et en fin d'acte avec un certain hypocrisie. Car, il existe l'article 378 du Code pénal sur le secret médical, mais il y a des nécessités qu'il faut prendre en compte. Sur ce point, nous avons déjà un avis du conseil

A sa manière, M. Jacques Toubon ne dit pas autre chose lorsqu'il souligne l'urgence de légiférer en matière de bioéthique (voir encadré). Le député RPR va plus loin encore lorsque, soulignant la nécessité des prises de parole multiples sur ces sujets, il formule son souhait de voir améliorer la composition et le mode de fonctionnement du Comité consultatif national d'éthique que préside le professeur Jean Bernard. « Il faut réfléchir à une amélioration de la composition de ce comité et à la nécessité de l'inscrire dans la loi, s'il est expliqué. Comment faire en sorte que les usagers puissent être représentés en son sein? Ce comité devrait par ailleurs jouer un double rôle, de référence pour le législateur et d'instance rappelant la permanence des grandes valeurs morales. Il devrait organiser la diffusion de la connaissance et les débats, publier un rapport chaque année et mettre en place quatre réunions annuelles sur des thèmes divers qui devraient être télévisés. »

Pour sa part, le professeur Jean

Bernard, président depuis sa création, en 1983, du Comité consultatif national d'éthique, avait, peu de temps avant cette intervention, de M. Toubon, vanté les mérites de la structure actuelle, qui souffre certes d'une pénurie extrême de moyens, mais dont l'audience tient précisément, selon lui, à son statut consultatif et à l'absence de pouvoir direct qui le caractérise.

M. Testart: « Une morale à l'endurance eugénique »

Ce sont encore les procréations médicalement assistées qui seront au centre de l'audition de M^{me} Boutin, députée centriste des Yvelines et seule femme à figurer parmi les dix-sept « grands témoins ». Soulignant les difficultés psychologiques imposées par ces techniques, leur coût élevé et les résultats avancés par les professionnels, M^{me} Boutin, par ailleurs membre du Conseil supérieur de l'adoption, n'a pas craint de défendre devant l'assistance une position minoritaire en réclamant la levée de l'anonymat des donneurs de sperme.

Cette mesure, qui permettrait aux enfants issus d'une insémination artificielle avec donneur de connaître la vérité biologique sur leur ascendance, est, selon M^{me} Boutin, indispensable au regard de l'intérêt de l'enfant. « Ne pas lever cet anonymat, s'est-elle déclarée, c'est prendre le risque de perturbations psychologiques graves qui, à terme, pourraient conduire à la folie de toute une société. Quant au donneur, il me semble qu'un homme qui donne son sperme doit prendre ses responsabilités. »

C'est aussi un point de vue marginal que devait développer M. Jacques Testart, directeur de recherche à l'INSERM. Critiquant avec force les dérives actuelles concernant les indications médicales des procréations médicalement assistées, M. Testart devait dénoncer les « appariements de couples reproducteurs », pratique mise en œuvre par les centres d'études et de conservation du sperme pour réduire le risque de naissances anormales, mais qui du même coup, font que « les enfants conçus dans un lit » ont, d'une certaine manière, moins de chances que ceux issus des procréations médicalement assistées. Toujours selon M. Testart, c'est « cette morale à l'en-

dance eugénique » qui, demain, pourrait servir à justifier le tri génétique des embryons fécondés in vitro.

Faut-il parler de simple progrès médical ou de véritable dérive eugénique avec le diagnostic prénatal de la trisomie 21? C'est le problème exposé par le professeur Jean-François Mattéi, député UDF et spécialiste de génétique médicale. On est, en effet, passé ici, en quelques années, du dépistage individuel a posteriori — chez une femme enceinte susceptible de donner naissance à un enfant mongolien — à un dépistage proposé a priori chez toutes les femmes de plus de trente-huit ans et, peut-être demain, à toutes les femmes enceintes.

Comment ne pas transformer la reproduction d'un geste médical thérapeutique soulageant les douleurs d'un individu (ou d'un couple dans le cas de la procréation) en une politique qui, avec l'aide de la génétique, viserait tout simplement à « standardiser l'espèce? Cette question se pose en vraie grandeur avec l'actuel développement des thérapies géniques. Si cette modification ponctuelle du patrimoine héréditaire ne soulève guère de problème dès lors qu'elle ne concerne que quelques cellules somatiques, il en va tout différemment dès lors que l'on chercherait à modifier le patrimoine héréditaire de cellules germinales, modification transmissible à la descendance.

Or, cette hypothèse, formellement condamnée par de nombreux scientifiques français, comme le professeur Jean Dausset, Prix Nobel de médecine, n'est aujourd'hui nullement écartée aux États-Unis, comme l'a souligné le professeur Michael Blaese (Institut national américain de la santé), l'un des principaux acteurs de cette nouvelle thérapeutique. Selon lui, « à l'avenir, ce sera à la société de dire ce qu'elle entend permettre et interdire ». Sans doute faudra-t-il alors saisir, comme l'a expliqué le professeur Henri Atlan, biologiste et philosophe, à quel point thérapie génétique somatique et thérapie génétique germinale sont fondamentalement différentes.

Conclusion ou pas pour M. Guy Braibant : il revient à l'État, sinon d'imposer, du moins de contrôler, via le financement de la protection sociale et de la recherche, et aussi d'interdire. « Je pense aujourd'hui que l'on peut sans mal s'accorder sur quelques grands principes, qu'il s'agisse de l'interdiction de la commercialisation des organes et des produits du corps humain ou la fabrication des embryons humains pour la recherche, explique M. Braibant. Il me semble qu'au vu des législations étrangères, on pourrait utilement fixer en France un cadre législatif reprenant les grands principes de la gratuité, de la finalité thérapeutique et scientifique et de la non-commercialisation, ce cadre pouvant ensuite être complété et détaillé selon l'urgence par le législateur. » C'est, dit-on, la solution que devrait, en définitive, retenir le rapport de M^{me} Lenoir.

JEAN-YVES NAU

EN BREF

La ville de Petit-Couronne réclame 18 millions de francs à Shell. — La raffinerie Shell qui, depuis des années, laissait s'écouler des hydrocarbures dans le sol de la commune de Petit-Couronne (Seine-Maritime) va se voir réclamer 18 millions de francs par la municipalité. Cette pollution avait provoqué, en août dernier, l'explosion d'un pavillon et la contamination de la nappe phréatique. La mairie estime que l'image de la ville et donc son développement futur sont compromis.

Meurtre d'une étudiante dans une résidence universitaire d'Amiens. — Une étudiante en première année de lettres a été assassinée, lundi 25 mars en début de soirée, sur le campus de l'université d'Amiens (Somme). La jeune fille, originaire de Compiègne, a été retrouvée égarée dans sa chambre de la résidence universitaire du Thil, près d'Amiens. Des étudiants, alertés par le bruit, ont tenté de poursuivre le meurtrier, mais en vain. La porte de la victime n'était pas fracturée et le crime semble être le fait d'un familier plutôt que d'un rôdeur.

Le maire de Charvieu-Chavagneux (Isère) refuse de marier un étranger en situation irrégulière. — M. Gérard Desmaret, maire (RPR) de Charvieu-Chavagneux, a annoncé, lundi 25 mars, qu'il refuserait de célébrer le mariage, prévu le 29 mars, d'une Franco-Algérienne, et d'un Tunisien en situation irrégulière, dont il demande l'expulsion. « Je n'ai pas de temps à perdre en me mettant à la disposition d'un étranger qui n'a rien à faire dans notre pays », argumente le maire. Le maire de Charvieu-Chavagneux n'a pas à son premier conflit avec les immigrés. En août 1989, un local de prière islamique avait été détruit « par erreur » par une pelle mécanique, entraînant, en mai dernier, l'inculpation du maire pour « entrave à la liberté du culte et démolition de biens appartenant à autrui ».

FRANCK NOUCHI

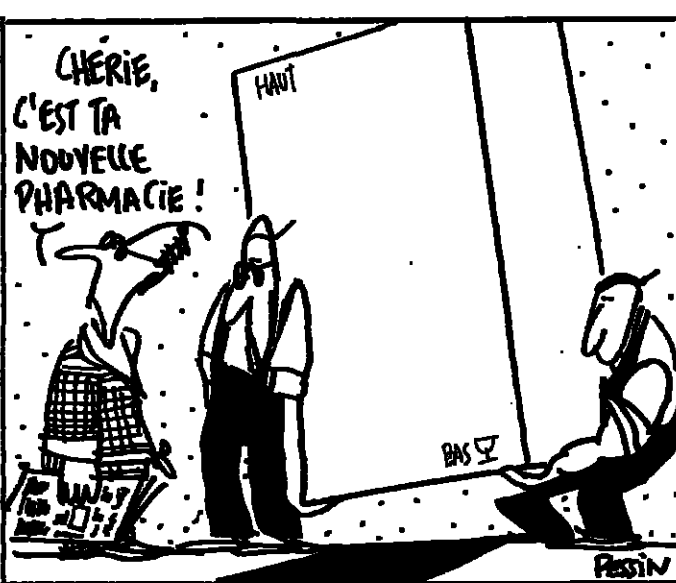
Pour freiner la surconsommation de produits pharmaceutiques

Le gouvernement lance une campagne de sensibilisation sur le bon usage des médicaments

Le ministère des affaires sociales et de la solidarité, la Caisse nationale d'assurance maladie et le Comité français d'éducation pour la santé vont lancer, le 6 avril prochain, une campagne de sensibilisation des Français au « bon usage du médicament ». Un spot télévisé rappelant qu'« un médicament, ça ne se prend pas à la légère » sera diffusé jusqu'à la fin du mois.

Il est des particularismes dont on pourrait fort bien se passer. Ainsi, la « pharmacophilie », ce mal bien français caractérisé par le fait, entre autres, que chaque habitant de l'Hexagone achète, en moyenne, cinquante boîtes de médicaments par an. Vit-on si mal en France que cela justifie une consommation deux fois plus importante en quantité qu'en Allemagne, et trois fois plus qu'aux États-Unis? Tel n'étant pas a priori le cas, comment expliquer pareil comportement? Quelle explication donner au fait que les Français sont quasiment champions du monde en matière de consommation de tranquillisants ou d'hypnotiques?

A vrai dire, médecins et sociologues se perdent en conjectures. Ils ne peuvent que constater la nocivité de cette surconsommation. Témoins ces quelques chiffres donnés, lundi 25 mars, par M. Claude Evin lors du lancement de la campagne sur le bon usage du médicament : plus de la moitié des cas d'intoxications recensés au centre antipoisons de Marseille sont dus aux médicaments. Les tranches d'âge les plus concernées sont celles des deux extrêmes de la vie : les enfants de 0 à 3 ans et les personnes âgées. En 1986, en France, plus de 17 000 personnes ont été



hospitalisés pour intoxication par produit pharmaceutique, hors tentative de suicide. Cet usage immodéré, a rappelé M. Evin, est inquiétant pour l'avenir. Des enfants élevés dans un milieu où le recours au médicament constitue un paradigme à tous les problèmes risquent, à leur tour, d'en consommer encore davantage.

La responsabilité des médecins

Le plus extraordinaire est que nous n'avons pas conscience d'être des surconsommateurs, persuadés que nous sommes — les études le montrent bien — de ne prendre des médicaments qu'en cas de vraie maladie. Bien entendu, ce problème majeur de santé publique a un coût. Depuis des années, le

poste « pharmacie » de l'assurance maladie croît de 10 à 12 % par an. Ce rythme de croissance, a rappelé M. Evin, « représente un doublement des dépenses tous les sept ans. Cela n'est pas acceptable pour l'équilibre de la protection sociale ».

Les pouvoirs publics ont donc décidé de sensibiliser les Français afin de les inciter à mieux consommer les médicaments. « Notre objectif », a expliqué M. Bruno Durieux, le ministre délégué à la santé, est avant tout de veiller à l'intérêt des malades en les incitant à une meilleure observance des prescriptions, à mieux respecter les posologies et les durées des traitements qui leur ont été prescrits. »

La campagne que les pouvoirs publics ont donc décidé de mettre en œuvre à partir du 6 avril consistera avant tout à sensibiliser l'opi-

nion sur la réalité du médicament : rappeler qu'il contient des substances actives qui, si elles sont mal utilisées, peuvent devenir dangereuses; qu'un médicament n'est pas un produit banal, qui peut être pris à la légère. Pour ce faire, un spot d'une durée de trente secondes sera diffusé deux cents fois du 6 au 30 avril sur quatre chaînes (TF1, Antenne 2, FR3 et la Cinq).

Au moment où le gouvernement tente de mettre en place une politique de maîtrise des dépenses de santé, cette campagne s'imposait. On remarquera simplement qu'elle s'adresse avant tout aux consommateurs de médicaments et non aux prescripteurs. Ces derniers sont pourtant au moins autant concernés par ce phénomène de surconsommation dans la mesure où, par exemple, le nombre de produits inscrits en moyenne par ordonnance est beaucoup plus élevé qu'à l'étranger. A l'inverse, l'automédication est une pratique beaucoup moins répandue qu'on ne le pense généralement : en 1980, 48 % des boîtes de médicaments acquises en pharmacie l'étaient sans ordonnance. Cette proportion était passée à 12 % en 1980.

D'une manière générale, et c'est sans doute là l'une des causes les plus importantes de cette très forte consommation médicamenteuse, il faudrait que les médecins apprennent — ou rapprennent — à ne plus prescrire systématiquement un médicament dès lors qu'un patient leur expose une plainte. Bien souvent, ce que viennent rechercher les patients lorsqu'ils s'adressent à leur médecin, c'est la levée d'une incertitude. Un dialogue autour d'une réponse technique basée sur une prescription médicamenteuse.

FRANCK NOUCHI

RONFLEMENT : UNE FORMULE FRANÇAISE TESTÉE EN MILIEU HOSPITALIER

Strasbourg — Les chercheurs de VRL, un jeune laboratoire alsacien, ont mis au point le premier produit de bien-être à formulation homéopathique contre le ronflement. Il s'agit d'une solution à utiliser en pulvérisations, qui agit contre la sécheresse et la congestion des muqueuses, et qui assure une substantielle réhydratation des fosses nasales. En effet, le ronflement ou ronchopathie chronique est dû principalement au traitement du voile du palais en contact de l'air inspiré. Facteurs aggravants : l'atmosphère desséchée, l'encombrement des voies respiratoires, l'usage du tabac, de l'alcool, des somnifères, des tranquillisants. A noter : un français sur quatre ronfle, au moins occasionnellement après 60 ans, un homme sur deux.

Après une période de tests en milieu hospitalier, qui a fait apparaître une amélioration sensible chez 54 % des utilisateurs et une disparition totale du phénomène chez 19 % d'entre eux, HOMÉOPHONEX est disponible en pharmacie.

VRL propose aussi HOMÉO-TAB, pastilles homéopathiques à sucer pour un meilleur contrôle de la consommation tabagique. HOMÉO-TAB également en pharmacie.

Le Monde SCIENCES • MEDECINE

Mentor sur disque dur

Textes, plans archéologiques, images d'archives : l'ensemble des données disponibles sur la Grèce antique sera bientôt sur CD-ROM

VOUS voulez consulter un texte d'Aelius Aristide introuvable en librairie ? Si vous habitez Paris, la Nationale s'impose. Seulement les jours ouvrables, bien sûr. Et suffisamment tôt pour être assuré d'y trouver une place libre. Comptez ensuite une demi-heure à consacrer aux fichiers de la BN, le temps d'y dénicher l'ouvrage du sophiste que vous recherchez. Et ajoutez, au bas mot, une heure d'attente avant de l'obtenir.

Si vous habitez la province, la tâche sera plus dure encore. Mais le parcours de l'érudite devrait s'alléger dans les années à venir, avec le développement des banques de données sur ordinateur. Encyclopédie numérique sans précédent de la Grèce antique, Perseus vient de donner le coup d'envoi de cette révolution culturelle et pédagogique. Un prototype en vraie grandeur de ce qui peut offrir le mariage de l'informatique et des humanités, qui a été présenté pour la première fois à l'université Paris-VII, le 19 mars, lors de la journée annuelle de l'Association des professeurs de langues anciennes de l'enseignement supérieur (APLAES).

Grâce à la mythologie grecque, Perseus nous vient cette fois des États-Unis. Réalisé par le laboratoire des langues anciennes de l'université de Harvard (Massachusetts) avec le concours du MIT (Massachusetts Institute of Technology), cette banque de données s'appuie



Temple d'Apolon, Délos (Grèce)

sur l'un des produits les plus récents de la technologie : le CD-ROM - compact disc read only memory - ou la mémoire faite disque. Un seul disque optique numérique peut en effet contenir jusqu'à quatre millions de pages de texte, de graphiques et d'images. L'Encyclopædia Universalis, et bien plus encore, condensée, sur une plaque de polycarbonate métallisée de douze centimètres de diamètre et d'un millimètre d'épaisseur, devient ainsi reproductible à volonté sur l'écran d'un micro-ordinateur équipé d'un lecteur de CD-ROM.

Perseus englobe, à terme, les données historiques, linguistiques et culturelles de 5 500 volumes spécialisés sur la Grèce antique. Premier et principal chapitre de cette encyclopédie interactive : l'intégralité des textes grecs recensés depuis Homère jusqu'au sixième siècle après J.-C., en versions grecque et anglaise. Ce corpus étant accompagné d'une paratextuelle des éditions et traductions, d'une analyse morphologique et, pour chaque mot, d'une définition et d'un commentaire grammatical.

Combien de fois Hérodote emploie-t-il le terme grec alors en usage pour désigner un bouclier ? Plus besoin, pour le savoir, de relire les milliers de pages de ses *Histoires*. Le temps d'appuyer sur la souris de l'ordinateur, et la réponse s'affiche à l'écran. Dans quel contexte l'associe-t-il à cet autre mot sélectionné parmi les nombreux termes grecs

désignant la conquête ? Nouveau geste de l'index, et la machine replonge dans le texte ancien. L'ordinateur peut ainsi devenir un véritable dictionnaire bilingue interactif, grâce auquel il cesse même d'être indispensable - quoique recommandé - de lire le grec pour avancer dans ses recherches.

Invitation au voyage

Deuxième chapitre : l'archéologie. L'invitation au voyage, vers des sites qui se comptent par centaines. Une fois l'emplacement d'un lieu visité sur la carte de la Grèce, il suffit d'appeler à l'écran le *small site plan* : voici les plans de construction successifs de Delphes, en l'an 600 av. J.-C., de 586 à 548, de 550 à 500. Vos pas imaginaires vous portent-ils devant l'autel du temple d'Apolon ? Vous saurez tout, presque instantanément, sur l'architecture de ce périple dorique, sur son histoire et celle de l'omphalos, la pierre fétiche dont il était le gardien et qui représentait, selon les Grecs, le nombril du monde. Et si vous prenez soudain l'envie de contempler le Trésor des Athéniens, « cliquez » encore deux ou trois fois. Sa photo s'incrusterait au centre de l'écran aussi nette qu'une diapositive prise selon l'axe que vous aurez sélectionné sur le plan.

Beau livre illustré ? Sans doute, mais bien plus encore. Des sculptures de la Grèce antique à sa géo-

graphie actuelle photographiée depuis l'espace par le satellite américain Landsat, en passant par les monnaies régionales collectées dans les musées, c'est une civilisation tout entière que Perseus, soudain, met en perspective. A portée de l'esprit, et d'une manière infiniment plus puissante que ne l'autorise le support papier.

Parce qu'ils s'adressent à des lycéens ou à des étudiants de différents niveaux, parce qu'ils conduisent souvent leurs propres recherches en parallèle, les enseignants sont les premiers bénéficiaires potentiels d'une telle banque de données. « L'ordinateur ouvre directement le dialogue entre le texte et l'élève », précise Hervé Bourbon, professeur de lettres classiques au lycée Frédéric-Mistral de Fresnes. De plus, le programme dont il est équipé permet de naviguer à l'intérieur d'une phrase et d'y repérer tous les éléments qui entretiennent entre eux des correspondances syntaxiques. « D'où un apprentissage véritablement actif, sans commune mesure avec les possibilités offertes par le dictionnaire le plus complet.

Pour les linguistes eux-mêmes, l'apport de l'informatique peut vite devenir irremplaçable. Du moins pour ceux qui ont accepté l'extraordinaire outil de recherche que pouvait représenter le mariage de l'écrit et du binaire.

CATHERINE VINCENT
Lire la suite page 12

Alzheimer : un médicament sous pressions

Le rôle de la Food and Drug Administration américaine est à nouveau mis en cause à propos d'un traitement de cette maladie encore incurable

WALL STREET s'affolait. Oui ou non, le tétrahydroamino-acétine (aussi connu sous le nom de tacrine ou THA) allait-il être autorisé par la Food and Drug Administration (FDA) américaine dans le traitement de la maladie d'Alzheimer ? Ce vendredi 15 mars, les nombreux analystes financiers présents à Rockville (Maryland), autour du siège de la FDA ne savaient plus quel ordre, d'achat ou de vente, donner.

Quotote heures durant, le temps pour les huit experts de la FDA de statuer sur la demande d'autorisation de mise sur le marché déposée par la firme Warner-Lambert de Morris Plains (New-Jersey), Wall Street répétait, en les amplifiant, les rumeurs les plus folles.

Toute la journée, les cours fluctuaient sans arrêt, à tel point qu'il fallut même interrompre un instant les cotations. Lorsque, enfin, les experts sortirent de la salle de réunion pour annoncer leur décision de refuser la demande d'autorisation de mise sur le marché, la déception de la foule qui s'était rassemblée autour de l'immeuble fut à la mesure de l'enjeu commercial considérable que représentait, pour la firme, ce médicament. Ne disait-on pas, que, à lui seul, le THA rapporterait chaque année à Warner-Lambert environ 1 milliard de dollars ?

L'affaire du THA avait commencé en 1986, avec la publication dans les colonnes de *New England Journal of Medicine* d'une étude conduite par un psychiatre de Los Angeles, le docteur William Summers, montrant pour la première fois qu'un médicament semblait être capable de corriger la perte de mémoire, l'un des symptômes les plus handicapants de la maladie d'Alzheimer, la principale cause de démence sénile (le Monde du 14 novembre 1986) (1). Le THA, une molécule agissant au niveau des mécanismes régulateurs de l'un des principaux neurotransmetteurs (l'acétylcholine) par l'intermédiaire d'une enzyme (l'acétylcholinestérase), avait été expérimenté sur dix-sept malades atteints de la maladie d'Alzheimer. Plusieurs d'entre eux, qui avaient oublié jusqu'à leur nom, purent récupérer ainsi une partie de leurs facultés.

Le retentissement médiatique de cette étude fut considérable. Aux États-Unis, comme d'ailleurs en

France, la maladie d'Alzheimer est un véritable fléau touchant plus de quatre millions de personnes et en tant que chaque année environ cent mille (ce qui en fait la quatrième cause de mortalité chez les adultes). On tenait enfin un médicament capable d'avoir une certaine efficacité sur l'un des principaux symptômes de la maladie.

Hélas, il fallut vite déchanter lorsqu'il s'avéra que, dans 25 % des cas environ, apparaissaient, chez les patients traités, des troubles hépatiques (augmentation du taux de certaines enzymes). Heureusement, ces atteintes étaient réversibles à l'arrêt du traitement. Le 25 octobre 1987, la FDA faisait savoir qu'elle souhaitait l'arrêt de l'expérimentation du THA et décidait d'ouvrir une enquête sur les conditions dans lesquelles le docteur Summers avait conduit son étude.

Parallèlement, d'autres études étaient entreprises aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en France sur plusieurs centaines de patients. On s'aperçut vite de la difficulté qu'il y avait à déterminer par avance les patients « répondeurs » au traitement et les « non-répondeurs ». En outre, les expérimentateurs rencontrèrent de nombreux problèmes d'ordre méthodologique, du fait, en particulier, de la difficulté qu'ils avaient à mener et à interpréter, des essais contre placebo.

Le 31 janvier 1991, soit peu de temps avant que la FDA ne rende son verdict, paraissaient dans *The New England Journal of Medicine*, un éditorial du directeur de cette publication, le docteur Arnold Reiman, ainsi que le pré-rapport de la FDA concernant l'étude du docteur Summers. Le docteur Reiman rappelait que la décision de publier l'article du docteur Summers avait été prise après de longues délibérations.

Les relecteurs de la revue étaient bien conscients des insuffisances de cette étude, mais il leur avait semblé que, compte tenu du caractère incurable de la maladie d'Alzheimer, de tels résultats ne pouvaient qu'encourager chercheurs et médecins à poursuivre leurs travaux. Quant au rapport de la FDA, il était bien entendu très critique sur les travaux du docteur Summers, ce qui ne manquait pas d'envenimer les rapports entre cette institution et la firme Warner-Lambert.

Dans un tel contexte, les experts de la FDA étaient confrontés à un

problème pour le moins délicat : soit ils refusaient d'autoriser le THA, argument du fait que son efficacité n'est pas clairement avérée et, que, en outre, il induit dans un nombre non négligeable de cas l'apparition d'effets secondaires ; et, du même coup, ils privaient les patients atteints de la maladie d'Alzheimer du seul produit à avoir montré une efficacité thérapeutique, aussi minime soit-elle (2). Soit ils autorisaient le THA et risquaient par la suite de se voir reprocher d'avoir accepté la commercialisation d'un produit qui n'avait pas réellement fait la preuve de son efficacité. Après quatorze heures de discussions acharnées, ils optèrent pour la seconde attitude.

« Il faut en passer par la maison blanche »

« Les données présentées étaient insuffisantes », déclara à la sortie le docteur Steven Ferris (New York University Medical Center), qui dirigeait ce groupe d'experts. « L'efficacité du THA, si évidente il y a, est trop faible », ajouta par sa part le docteur Paul Leber, l'auteur du rapport de la FDA sur l'étude du docteur Summers. Un autre expert, le docteur Leon Thal, estima que les données présentées n'étaient pas suffisamment convaincantes pour justifier une autorisation de mise sur le marché.

Dans le camp d'en face, on ne décollait pas. « C'est un triste jour pour les patients atteints d'Alzheimer », déclara M. Peter Wolf, un porte-parole de Warner-Lambert. Un autre dirigeant de cette firme, M. Peter Barton Hunt, estima pour sa part que s'il s'était agi non pas d'un médicament contre la maladie d'Alzheimer, mais d'un produit contre le sida, pareille décision aurait été suivie d'un bain de sang. Un autre spécialiste, le docteur Trey Sunderland, du National Institute of Mental Health, rappela que les premiers médicaments antihypertenseurs n'étaient pas, eux non plus, eux d'abord d'une grande efficacité, mais qu'il fallait bien un commencement à tout. « Doit-on se passer d'un médicament sous le seul prétexte qu'il n'est pas le médicament idéal souhaité ? », résumait à sa façon un autre spécialiste, le docteur Kenneth Davis du Mount Sinai School of Medicine.

La presse américaine ne se priva pas, elle non plus, de quelques édi-

toriaux particulièrement virulents à l'encontre de la FDA. Le *Wall Street Journal*, en particulier, n'y alla pas par quatre chemins estimant que tout cela n'était que règlements de comptes « bureaucratiques », dont les premières victimes sont les malades eux-mêmes. « Il est en tout cas plus clair que jamais, pouvait-on lire dans un éditorial publié par le quotidien des milieux d'affaires américains, que pour obtenir quoi que ce soit en la matière il faut en passer par la maison blanche. » Allusion à peine déguisée à l'action des différents groupes de pression à propos des lenteurs de la FDA concernant la mise sur le marché des médicaments actifs contre le sida.

Une nouvelle fois, voilà donc la toute puissante Food and Drug Administration, et ses procédures d'agrément des nouveaux médicaments, mise sur la sellette. Avec, comme toujours, la même interrogation : s'agissant d'une maladie très répandue et mortelle, pour laquelle il n'existe aucun traitement, faut-il, dès lors qu'un médicament semble pouvoir bénéficier à certains patients, alléger - et accélérer - les procédures d'autorisation ?

Visiblement, la FDA est embarrassée par cette affaire. Il y a quelques jours, le docteur Paul Leber, qui dirige le département des médicaments neuro-pharmacologiques de la FDA, a adressé une lettre aux dirigeants de Warner-Lambert dans laquelle il leur proposait de mettre en œuvre un plus vite, et en étroite collaboration, un nouveau programme d'expérimentation du THA. Ainsi, devait expliquer vendredi 22 mars un porte-parole de la FDA, il sera possible, tout en poursuivant l'expérimentation du médicament, de le prescrire à un beaucoup plus grand nombre de patients. En somme, le THA se verrait accorder un sort semblable à celui réservé à de nombreux médicaments contre le sida : une non-autorisation bien tempérée.

FRANCK NOUCHI

(1) Concernant la maladie d'Alzheimer et, en particulier, sa prise en charge, on lira avec intérêt la *Maladie d'Alzheimer au quotidien*, de Hubert Augustin (Éditions Odile Jacob).

(2) En réalité, un autre médicament, l'Hydralazine, fabriqué par la firme pharmaceutique Sandoz, a été autorisé dans le traitement de la maladie d'Alzheimer. Mais une récente étude a semblé montrer qu'il n'avait pas l'efficacité qu'on lui prêtait initialement.

Une loi pour l'Ordre

Banal lifting d'une institution cinquantenaire ou lissage profond d'une structure cherchant à pouvoir se présenter comme l'émulation et le défenseur du corps médical français ? On découvrira bientôt dans le détail le contenu de l'avant-projet de loi qui modifiera le mode de fonctionnement du conseil de l'Ordre des médecins.

Ce texte attendu, rédigé chez M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, sera présenté dès cette semaine aux instances représentatives de la profession. Il est possible d'en donner dès aujourd'hui les grandes lignes.

Cet avant-projet de loi reprendra pour l'essentiel la philosophie et nombre de propositions du rapport que le docteur Jean Terquem, conseiller d'Etat, avait remis il y a quelques mois au gouvernement (le Monde du 11 janvier). Il est notamment acquis qu'une mesure aussi importante que la publicité des débats à l'échelon disciplinaire sera traduite en termes législatifs, l'échelon régional se transformant ici pour des raisons pratiques en échelon inter régional.

Une série d'incompatibilités

De la même manière, le texte prévoit une série d'incompatibilités entre diverses fonctions ordinaires (à l'échelon des bureaux départementaux et interrégionaux et du bureau national et syndicales. On devrait, d'autre part, notablement améliorer le système qui permet à l'Ordre d'engager une action à visée disciplinaire concernant un médecin dont le comportement peut apparaître en contradiction avec le code de déontologie, voire avec le code pénal.

L'un des chapitres essentiels retenus dans l'avant-projet de loi porte sur le nouveau rôle dévolu à l'institution ordinaire, qui, dorénavant, devrait être le garant concret de l'indépendance des médecins exerçant sous contrat dans des cliniques privées. L'Ordre devrait ainsi bientôt pouvoir se substituer à ceux de ses membres qui pour

diverses raisons exercent la médecine sous le contrôle étroit d'un gestionnaire privé. Le modèle retenu ici devrait être celui d'un nouvel article du code du travail introduit par la loi du 2 août 1989, l'action ordinaire vis-à-vis de telle ou telle clinique ou de telle ou telle chaîne privée d'hospitalisation ne pouvant toutefois être poursuivie sans l'accord du médecin intéressé.

La durée des mandats

Pour autant, et comme on pouvait le prévoir, tout dans cette réforme ne va pas sans soulever quelques problèmes. C'est notamment le cas pour la durée des mandats. Les limitations prévues dans le rapport Terquem ne semblent nullement du goût des élus en place, qui souhaitent pouvoir exercer de manière consécutive deux mandats de six ans.

C'est aussi vrai pour le mode d'élection, qui cherche à obtenir une meilleure représentativité de l'ensemble du corps médical. Certains s'inquiètent, non sans raisons, de ce que, par la modification envisagée, l'émergence d'un mandarinat hospitalier dans l'institution ordinaire.

La traduction définitive du rapport Terquem sous forme d'avant-projet de loi n'est plus qu'une affaire de jours. Si, comme il est permis de le penser, on prolonge jusqu'à la fin de l'année 1992 les mandats ordinaires en cours, les nouvelles élections pourront être organisées dans un an, la loi devant, quant à elle, être votée d'ici la fin de l'année.

Sauf surprise de taille, moins de cinquante ans après avoir été rétabli par le général de Gaulle, l'Ordre des médecins pourrait ainsi - sans sombrer dans le corporatisme ou dans les combats d'un autre âge où il a failli disparaître - tenter de renouer avec une mission qui n'a pas pris une ride : la défense de l'honneur et de l'indépendance de la profession médicale.

JEAN-YVES NAU

BULLETIN
D'ABONNEMENT

SCIENCES • MEDECINE

POINTS DE VUE

Procréer, une liberté à encadrer

par le professeur Jacques Lansac

La procréation humaine, comme celle de tous les mammifères, est une reproduction hétérosexuelle. Depuis notre père Adam qui, le premier à expérimenté cette méthode, il faut un sujet de sexe mâle qui sera le père de l'enfant; un sujet de sexe féminin qui le portera et l'allaitera, et un ou plusieurs rapports sexuels pour introduire le sperme du père dans les voies génitales de la future mère.

Dans l'espèce humaine, les sujets des deux sexes vivent en groupe, et, bien que d'aucuns affirment qu'il s'agit de mammifères supérieurs, il arrive que des individus transgressent les lois de la société. Celle-ci, pour se défendre, retient en prison certains sujets le plus souvent de sexe mâle. En France, environ 52 000 sont actuellement retenus dans des maisons d'arrêt. La société prive donc ces citoyens (prévenus ou condamnés) de liberté, de vie hétérosexuelle (les quartiers d'hommes étant séparés de ceux des femmes) et, par là même, de possibilité de reproduction.

Les techniques de procréation médicalement assistée ont permis de dissocier la procréation de la sexualité puisque la rencontre du spermatozoïde et de l'ovule se fait en dehors de tout rapprochement sexuel. Ces techniques sont qualifiées, pour ce fait, par l'Eglise catholique, de «deshumanisantes». Elles sont, pour cette raison aussi, critiquées par nos collègues psychologues ou éthiciens qui nous reprochent d'avoir remplacé «les enfants de l'amour» par «les enfants de la science». Rares sont les jours où la presse n'évo-

que le «dossier noir» des bébés-éprouvette avec ses dérives, ses menaces et les abus qu'il faut dénoncer.

Les médecins en charge des techniques de reproduction ont d'ailleurs, depuis longtemps, compris les difficultés de ces problèmes et travaillent en groupes pluridisciplinaires, évaluent les effets de leurs techniques et réfléchissent aux problèmes d'éthique. La Fédération des CECOS a été la première dans ce domaine à établir des règles éthiques strictes. Le gouvernement a, de son côté, mis en place le Comité national d'éthique.

D'autres organismes ont réfléchi à ces questions : le Conseil d'Etat, le conseil de l'Ordre, le Conseil de l'Europe. Ainsi se sont élaborés des guides de bonnes pratiques médicales. Un consensus s'est établi pour reconnaître que les techniques de procréation assistée doivent être réservées à des couples hétérosexuels stables ayant des difficultés pour procréer naturellement. Les médecins, après avoir étudié la cause de la stérilité et avant de mettre en route la thérapeutique la plus adaptée, doivent apprécier la solidité du projet parental et tenir compte, autant que faire se peut, des droits de l'enfant à venir.

La question posée aujourd'hui est de savoir si l'on doit autoriser ces techniques complexes pour permettre aux détenus de procréer durant leur détention.

On peut répondre que tous les détenus doivent pouvoir bénéficier des techniques médicales dont bénéficient les citoyens libres de ce pays. Certes, il n'est pas ques-

tion qu'un détenu ne reçoive pas des soins conformes aux données de la science pour une tuberculose ou un cancer. Or l'impossibilité de procréer en prison n'est pas une maladie mais est liée aux règles de la vie carcérale voulue par le législateur. Les médecins ne sont là que pour résoudre les cas pathologiques, et ici il n'y a pas de pathologie. Il suffit de modifier les règles de la vie en prison en créant, par exemple, des «parloirs sexuels». Les médecins n'interviendraient alors que dans les cas de stérilité reconnue comme pour tout le monde.

Et l'enfant dans tout cela ?

En autorisant la procréation médicalement assistée pour tous les détenus, on donne à ceux-ci plus de possibilités qu'aux autres citoyens qui n'ont accès à ces techniques que pour des raisons médicales d'abord contrôlées par les médecins de la Sécurité sociale. Ca n'est pas un espace de liberté (pour reprendre le célèbre formule de l'ancien garde des sceaux, M. Robert Badinter) serait donc réservé à ceux qui en sont privés. C'est pour le moins paradoxal.

Il faudrait aussi, je pense, dans le même logique, autoriser toutes ces techniques à ceux qui sont en mission dans une contrée lointaine, aux pilotes long-courrier, aux couples de fonctionnaires qui ne peuvent avoir deux postes dans la même ville... Et que dire du prix de revient de la réalisation de ces techniques à l'heure où tous les ministres de la santé ne cessent

de souligner les responsabilités des médecins en matière de dépenses ?

Et l'enfant dans tout cela ? N'a-t-il pas droit à ce père dont le rôle est essentiel pendant la grossesse et les premières années de la vie, insistent les psychiatres. Que dire de cet enfant qui n'aura d'autre image du père que celle d'un homme derrière les barreaux, et qui ne pourra jouer avec lui que dans dix ou quinze ans ? Que dire de cet enfant des crimes commis par son géniteur qui parfois seront peut-être des sévices à enfants ? Ne voit-on pas que l'on demande aux médecins de créer «médicalement» de la pathologie psychiatrique infantile ?

Il est temps de définir le cadre législatif d'utilisation de ces techniques. Il ne manque pas d'études, de colloques, de rapports, de projets de loi. Tous les pays voisins de la France se sont attaqués à ce travail législatif. Serons-nous une fois de plus en retard, alors qu'il s'agit en quelque sorte de prolonger la Déclaration universelle des droits de l'homme ?

Peut-on rappeler au garde des sceaux (qui est ancien ministre de l'agriculture) qu'en matière de procréation animale c'est en 1966 que l'un de ses prédécesseurs a signé des arrêtés très précis concernant l'insémination artificielle des animaux. C'était très important et très urgent. Il s'agissait de bovins, d'ânes et d'ânesses...

► Le professeur Jacques Lansac est président de la Fédération nationale des CECOS (Centre d'étude et de conservation du sperme).

L'été se remet à l'heure

Comme tous les ans à la même époque, l'heure d'été revient : dans la nuit du 30 au 31 mars - c'est-à-dire entre le samedi saint et le jour de Pâques - les pendules seront avancées d'une heure, non seulement en France mais aussi dans la plus grande partie de l'Europe occidentale.

L'heure légale française sera, comme tous les étés depuis 1976, en avance de deux heures sur le « temps universel », soit TU +2, ou plus précisément UTC +2 puisque, depuis août 1978, le nom officiel de l'heure qui sert de référence dans le monde entier est « temps universel coordonné ».

Le temps universel est né le 22 octobre 1884 avec l'adoption du méridien de Greenwich (l'observatoire britannique situé dans la banlieue de Londres) comme méridien-origine. Une heure de référence commune et indiscutable était devenue nécessaire avec, notamment, le développement des transports internationaux.

Trop souvent encore, on appelle l'heure de référence *Greenwich mean time* ou GMT. Ce qui est incorrect. Le temps civil, en effet, est compté de minute à minute alors que le temps moyen d'un lieu est calculé de midi à midi puisque fondé sur l'observation du passage du Soleil au méridien de ce lieu.

L'heure d'été a été instaurée en France pour la première fois en 1916 pour économiser les sources de lumière artificielle. Mais dans notre pays, jusqu'en 1941, l'heure d'été a été UTC +1 et l'heure d'hiver UTC.

Ce qui correspond à notre situation géographique par rapport au méridien de Greenwich. En 1941, les occupants allemands nous ont imposé leur heure : soit UTC +1 l'hiver et UTC +2 l'été. En 1945, on en est revenu à la situation d'avant-guerre.

Pas pour longtemps. En 1946 en effet, on revenait à l'heure unique pour toute l'année, mais celle-ci était UTC +1. Cette situation a duré jusqu'en 1976. Cette année-là, les chocs pétroliers ayant servi de détonateur, on est revenu à une heure d'été, mais fixée à UTC +2.

Cela a fait économiser, bon an mal an, à EDF quelque 300 000 tonnes d'équivalent-pétrole (TEP) puisque l'essentiel de l'énergie électrique venait alors de centrales thermiques au charbon ou au fuel.

Actuellement, 79 % de l'électricité sont produits dans des centrales nucléaires, mais l'économie est encore de 250 000 TEP puisque les besoins en électricité d'éclairage, diminués par l'insolation tardive, entraînent une réduction de 0,5 % de la consommation annuelle d'électricité.

Chaque année depuis 1976, le passage à l'heure d'été ranime la même querelle : pour les uns, le Soleil qui brille jusqu'à 22 heures perturbe le sommeil des enfants, des adultes et des animaux ; pour les autres, c'est bien agréable de dîner ou de «veiller» au soleil...

L'heure d'hiver (TU +1) reviendra le 29 septembre. Pour l'année 1992, on sait déjà que l'heure d'été régnera du 29 mars au 29 septembre.

YVONNE REBEYROL

S. O. S. Musée de l'homme !

par André Langaney

FACE à la tour Eiffel, le long du parvis des Droits-de-l'Homme inauguré par le président de la République, voisin de la fondation France-Liberté, le Musée de l'homme, musée du ministère de l'éducation nationale, bénéficie d'un environnement urbain exceptionnel et de flots de centaines de milliers de visiteurs, tant parmi les groupes scolaires et les enseignants que parmi les touristes, les promeneurs et un public plus motivé. On aurait pu croire que le ministère de tutelle, possédant une telle vitrine en un tel lieu, aurait à cœur d'y soigner son image de marque, surtout en un endroit que ses fondateurs, Paul Rivet et Georges-Henri Rivière, avaient consacré à la communication au public des connaissances sur le phénomène humain dans son ensemble : origines de l'homme et de ses civilisations, diversité physique, sociale et culturelle des milliers de populations qui peuplent notre Terre et méritent notre respect.

Force est de constater qu'à la splendeur de l'inauguration de 1937 ont succédé, lentement puis en s'accroissant, une usure et un déclin largement dus à l'indifférence de l'autorité de tutelle, quelle que soit sa tendance politique. Pourtant une multitude de plans de rénovation, globaux ou partiels, n'ont cessé d'être proposés par les personnels du musée

depuis des décennies. Les recherches, les enseignements - donnés souvent ailleurs faute de lieu acceptable - et l'expertise de ces personnels continuent à valoir à l'établissement une réputation internationale que renforcent les expositions souvent prestigieuses réalisées avec des moyens dérisoires.

Faute d'investissement en argent et en personnel, les lieux se dégradent, la fréquentation baisse, les perspectives de rentabilisation s'éloignent et les collections du patrimoine national et international, uniques au monde, sont menacées, tant par les réductions de personnel que par l'insécurité de stockage. Quelques professionnels des musées et des trafiquants d'art exotique ont beau jeu de réclamer le rattachement au Louvre d'un musée où l'on oublierait complètement les hommes et leurs civilisations, pour ne plus voir que quelques pièces exceptionnelles qu'ils ont produites.

La solution n'est évidemment pas là, et l'on peut s'étonner de l'ineptie d'une proposition qui reviendrait à fermer le centre de recherche qui a conduit aux œuvres de Rivet, Lévi-Strauss, Leroi-Gourhan, Gréau, Lévry, Victor, Rouch, Coppens et bien d'autres, qu'il serait fastidieux de citer. Par contre, il est plus que jamais temps de rappeler à nos plus

hautes autorités qu'une vitrine publique, surtout placée du Trocadéro, se rénove complètement plus d'une fois par siècle, et s'entretient, si l'on ne veut pas fermer boutique.

La rénovation totale du Musée de l'homme et les centaines de millions de francs qu'elle implique sont d'autant plus nécessaires que les développements récents de la biologie et un contexte social national et international difficile rendent le message qu'il véhicule prioritaire pour quiconque se soucie des droits de l'homme, de liberté et de paix sociale.

L'action du secrétariat d'Etat aux grands travaux a permis la réalisation d'une exposition à grand succès sur nos origines : «La nuit des temps». Mais il s'agit là de moins de 300 mètres carrés sur 5 500 mètres carrés de galeries publiques. Auxquelles s'ajoutent les laboratoires, la bibliothèque et les réserves, qui étouffent du volume croissant des collections, qu'il est aberrant de stocker dans les étages «adriens» d'un tel bâtiment, en un tel lieu.

Tous parents, tous différents

Le Musée de l'homme est une partie intégrante du Muséum national d'histoire naturelle, dont le directeur, Jacques Fabrice, et les instances dirigeantes, en accord avec le secrétariat d'Etat aux grands travaux et le ministère de l'éducation nationale, ont mis en place une «cellule de rénovation». Coordonnée par Denis Vialou, sous-directeur au Muséum, celle-ci doit fournir le programme scientifique de la rénovation du musée et en suivre la réalisation. Bien que ce programme ne soit pas encore public, ce n'est pas trahir un secret d'Etat que révéler qu'il sera coordonné, dans les prochaines années, grâce à trois opérations exemplaires de ce que le Musée de l'homme peut et doit faire.

A la fin de 1991, l'exposition «Tous parents, tous différents» présentera les principaux résultats de la biologie des populations humaines actuelles acquises ces toutes dernières années : chacun des cinq milliards d'êtres humains

est génétiquement unique ; ont pourtant une origine commune récente à partir d'une population qui vivait il y a (seulement) mille siècles ; les différences de patrimoine génétiques entre populations sont négligeables ; les différences de couleur de peau ou de traits du visage sont des adaptations très récentes à l'environnement de nos derniers ancêtres. Un tel message établit que les hommes d'aujourd'hui, sans être jamais identiques, sont biologiquement équivalents. Il fonde, scientifiquement et moralement, le principe de l'égalité des droits.

L'an prochain, le cinquième centenaire de la découverte des Amériques par Christophe Colomb sera l'occasion de témoigner du prestige et du génie des Amérindiens qui, des millénaires plus tôt, ont civilisé le Nouveau Monde, de l'Alaska à la Terre de Feu et de l'Amazonie à l'Atlantique, avant de reculer devant la barbarie de nos ancêtres européens. Les civilisations qui ont produit Nazca et Méchu Pichu n'ont rien à envier à l'Europe qui, elle, sera célébrée au Musée de l'homme comme il convient, par le rappel de ses sources, au moment de sa naissance officielle en 1993.

Egalité des humains en droit, respectabilité de toutes les cultures, origines de cette Europe qu'il convient de faire, action de l'environnement sur les hommes et les civilisations : le programme de rénovation du Musée de l'homme place les plus hautes autorités de l'Etat face aux soucis qu'elles n'ont cessé d'affirmer comme étant prioritaires, en particulier ces dernières années. Les personnels du Musée de l'homme sont prêts et attendent que ces autorités passent aux actes et leur donnent, enfin, les moyens de mettre en œuvre leurs savoirs et leurs talents.

► André Langaney est directeur du laboratoire d'anthropologie biologique du Musée de l'homme.

Le conseil des ministres du 27 mars devrait s'occuper des grands travaux, parmi lesquels est prévue la rénovation du Musée de l'homme.

Mentor sur disque dur

Suite de la page 11

François Charpin fait partie de ces oiseaux rares. Professeur titulaire et spécialiste des langues anciennes à l'unité de formation et de recherche de linguistique (FRL) de l'université Paris-VII, il travaille sans relâche, depuis quinze ans, pour inciter ses collègues à s'initier aux arcanes de l'informatique.

«La mise au point d'une méthode d'apprentissage des langues anciennes par ordinateur exige une véritable collaboration entre littéraires et informaticiens», affirme-t-il. Hiatus infranchissable ? Aux Etats-Unis, les chercheurs se débrouillent pourtant de cette improbable interdisciplinarité. Ainsi la prestigieuse université de Stanford (Californie) confie-t-elle un département d'informatique à un littéraire, formé dans la plus pure tradition oxfordienne. Et le programme Persus n'aurait sans doute jamais vu le jour sans une association active entre linguistes et informaticiens - association à laquelle, pour la France, seules les équipes de l'UFR et du Centre de recherche en documentation et information scientifique et technique (le CREDO, au CNRS) ont participé.

Une manne commerciale

Autre discipline prête à bénéficier de cette technologie d'avenir : l'histoire. «Qu'est-ce que le travail quotidien d'un historien, sinon la recherche minutieuse, la confrontation et le «traitement» d'informations provenant de divers sources ?» soulignait récemment André Zysberg, chercheur à l'Institut d'histoire moderne et contemporaine du CNRS (1). Reportée à l'histoire antique, une banque de données exhaustive et interactive joue ainsi un rôle essentiel. «On peut déduire de la lecture des Vies des douze Césars qu'un empereur romain était obligatoirement mauvais lorsqu'il était trop petit, de teinte pâle, lorsqu'il avait des taches sur la peau ou une vue trop faible. Mais la réflexion sera beaucoup plus fructueuse si l'on juxtapose le texte de Suétone à la statue romaine. Avec le CD-ROM, cette opération ne prendra que quelques minutes, et nous trouverons à nouveau le temps de réfléchir, ironise François Charpin.

Autrement dit, de devenir plus intelligents !

Tout un programme. Reste à savoir si les spécialistes français des langues anciennes et classiques - une institution entendront le message, ou s'ils laisseront cette manne culturelle et commerciale à d'autres, moins frieux et plus réalistes. «Va-t-on continuer longtemps à se dessaisir de nos droits plutôt que de s'associer aux initiatives américaines, alors que notre pays se targue de figurer parmi les principaux héritiers de l'Antiquité ?», s'indigne Gérard Losfeld, responsable du CREDO à l'université Lille-III. «Et ferons-nous de même lorsqu'il s'agira de mettre sur ordinateur la littérature française du dix-septième siècle ?»

Seule certitude : à l'heure où les éditeurs français envoient leurs portes aux CD-ROM (2), le petit cousin latin de Persus figure déjà dans les cartons des laboratoires américains.

Persus, lui, continue son aventure. En cours d'achèvement, il devrait être commercialisé par l'université Harvard à l'automne prochain, pour une somme estimée à 1 200 dollars (moins de 7 000 francs). Après sa première présentation qui a attiré de nombreux étudiants et une centaine d'enseignants de l'université et du secondaire, il devrait faire l'objet d'une nouvelle démonstration, le 11 mai prochain, cette fois strictement réservée aux universitaires (3). Objectif à terme : obtenir des pouvoirs publics l'établissement d'un centre serveur à Paris-VII ou à Lille-III, qui permettrait aux collèges, aux lycées et aux laboratoires de recherche connectés au système d'utiliser le programme à leur guise.

CATHERINE VINCENT

(1) Le Courrier du CNRS, mai-juillet 1986.

(2) Deux dictionnaires sont d'ores et déjà commercialisés sous forme de CD-ROM (Zyromis, version électronique du Dictionnaire Hachette de notre temps, et le Grand Robert Electronique), ainsi que plusieurs catalogues d'images, des méthodes d'apprentissage des langues vivantes et des ouvrages encyclopédiques.

(3) Pour tous renseignements : François Charpin, unité de formation et de recherche de linguistique (UFR), université Paris-VII, 2, place Jussieu, tour centrale, 75251 Paris Cedex 5.

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Poursuivi en référé par des associations de commerçants M. Edouard Leclerc et les pièges de la publicité comparative

La campagne de « publicité comparative » lancée le 18 mars par les centres distributeurs Edouard Leclerc a déclenché une série de poursuites engagées par les associations de commerçants mis en cause, qui s'estiment victimes d'un délit. Mardi 26 mars, les juges devaient examiner le cas des bijoutiers-horlogers, avant de se pencher, le lendemain, sur celui des pharmaciens. Mais, en attendant que les pompistes se joignent à ces procédures, le tribunal des référés de Paris, présidé par M. Jean Germain, était saisi, lundi 25 mars, par la Confédération nationale de la boulangerie française.

« Chez moi, c'est pas les Restos du cœur, bande de cloches ! » lance ce boulanger venu, manifestement furieux, croquer par Wolinski devant des baguettes de pain affichées à 3,20 F. Plus loin, une séduisante cliente semble le narguer en s'emparant d'une baguette tendue par le vendeur, ravi, d'un rayon boulangerie et qui ressemble fort à M. Leclerc.

Le texte qui accompagnait ces images, prises dans le Parisien, le 18 mars, comparait les prix du pain relevés à Nancy, en précisant que le Centre Leclerc de cette région vendait la baguette 1,50 F. Mais aussitôt après, le commentaire changeait de ton pour souligner les dangers d'une telle publicité comparative à laquelle les établissements Leclerc se déclaraient hostiles.

Pourtant, M. Jean-Louis Fourgoux, conseil de la Confédération nationale de la boulangerie française, a estimé qu'il s'agissait d'une publicité « dénigrante, mal-

veillante et mensongère » et que les « aveux » du Centre Leclerc ne diminuèrent pas le préjudice subi tant par la diffusion de cette publicité que par les retombées médiatiques qui ont suivi la campagne. Aussi, il a demandé la cessation de la publicité litigieuse et une provision de 400 000 F de dommages et intérêts à valoir sur l'indemnité qui pourrait être accordée ultérieurement par les juges civils. Et M. Fourgoux s'est placé sur le strict plan du droit pour justifier le caractère illicite d'une telle publicité, qui ne compare pas des produits identiques et serait fondée sur des éléments erronés puisque l'avocat s'est rendu dans un Centre Leclerc de Levallois où on lui a vendu une baguette 2,60 F.

« Une action d'assailants »

Sur le fond, M. Mario Amedeo, défenseur des Centres Leclerc, était toutement d'accord avec son adversaire pour affirmer : « La publicité comparative n'est pas un combat honnête ; elle est toujours une action d'assailants. » L'avocat n'avait d'ailleurs pas de mots assez forts pour le condamner et, afin de bien le démontrer, il expliquait l'idée de son client qui a voulu dire : « Voilà la publicité que nous ne voulons pas parce qu'elle est déloyale. » Car le but avoué des centres Leclerc était de dénoncer les dangers d'une proposition de loi autorisant la publicité comparative, qui doit être soumise au Parlement à la session de ce printemps. Il s'agissait donc de faire appel à l'opinion publique par un exemple concret de publicité comparative, dont le trait est volontairement forcé et le contenu délibérément polémique pour susciter le débat. M. Claude Vaillant, défenseur de l'agence de publicité Roux, Séguela, Ceyzac et

Goudard, a soutenu la même thèse en considérant que l'affirmation de M. Néiert, secrétaire d'Etat à la consommation, selon laquelle la publicité comparative serait autorisée « sans aucune restriction » était une sorte de « déclaration de guerre », qui avait alerté tous les professionnels de la publicité, conscients des dangers d'une telle mesure.

La publicité comparative serait donc un piège. D'ailleurs, la Confédération de la boulangerie y serait elle-même tombée en voulant dénoncer les mensonges de ses adversaires. Selon M. Bruno Cavalié, conseil du Centre distributeur Leclerc de Levallois, la baguette achetée par M. Fourgoux lui a été vendue par un commerçant indépendant, certes installé dans le même centre commercial mais n'ayant aucun rapport avec les établissements Leclerc. En outre, le prix de 3,320 F, d'abord avancé par l'avocat des boulangers, serait celui de la « baguette de campagne ». Pour M. Cavalié, il s'agit donc d'un « mensonge délibéré », destiné à « jeter le discrédit » sur le Centre Leclerc de Levallois ; et il réclame donc à son tour une indemnité provisionnelle de 400 000 F.

Le tribunal se prononcera vendredi 29 mars sur un litige qui semble bien éloigné du débat principal, puisque les Centres Leclerc et l'agence de M. Séguela paraissent bien avoir réduit leur démonstration sur les dangers de la publicité comparative, même si M. Fourgoux s'interrogeait sur les buts réels de la publicité ambiguë parue dans le Parisien en déclarant : « Nous n'avons pas affaire à de vaillants Don Quichottes ou à des mousquetaires ; nous avons affaire à des tricheurs. »

MAURICE PEYROT

Au tribunal correctionnel de Paris

Le président de la filiale immobilière de la Caisse des dépôts condamné pour discrimination raciale

La 17^e chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Alain Lacabarats, a condamné, lundi 25 mars, M. Frédéric Pascal, président de la Société centrale immobilière de la Caisse des dépôts et consignations (SCIC) à 8 000 francs d'amende en le déclarant coupable de « refus de fourniture d'un bien en raison de l'appartenance ou de la non-appartenance à une nation déterminée » (le Monde du 20 février).

M^{me} Djamilia Tolba, de nationalité algérienne, avait sollicité l'attribution d'un logement HLM à Sartrouville. Sa candidature avait donc été proposée à la société gérante HLM Travail et propriété, filiale de la Caisse des dépôts. Mais, le 22 septembre 1989, le maire CDS de Sartrouville, M. Laurent Wetzel, recevait un courrier de cette société l'infor-

mant que le dossier de M^{me} Tolba lui était retourné avec cette précision : « En effet, un appartement libéré par un Français doit obligatoirement être loué par un Français. Voici la politique de la SCIC. »

M^{me} Annette Vitse, condamnée à 4 000 F d'amende, avait signé ce courrier par inadvertance, après qu'il a été rédigé par un agent de gestion sans expérience. Mais le jugement relève : « On n'imagine pas un employé, ayant, selon M^{me} Vitse, quatre mois d'ancienneté seulement, prendre la responsabilité d'écrire, sans avoir reçu d'instructions en ce sens, une lettre aussi précise que celle destinée à Djamilia Tolba, en inventant des critères d'attribution des logements qui ne correspondraient pas et seraient même en totale opposition à ceux en vigueur dans l'entreprise. »

Les juges constatent en outre que M. Pascal « a admis, lors des débats, que la nationalité des candidats jouait un rôle dans la répartition des logements faite par la

SCIC, en précisant toutefois que la prise en considération de l'origine des intéressés était nécessaire pour assurer, selon les objectifs poursuivis par l'entreprise, leur intégration harmonieuse dans la société française et éviter la constitution de ghettos dans certains quartiers des grandes villes, ce discernement ne pouvant, selon le prévenu, faute de volonté coupable, être assimilé à une discrimination répréhensible ». Mais la loi ne permet pas au tribunal de juger cet aspect et les magistrats soulignent : « L'éventuelle légitimité du but poursuivi par l'auteur du refus, constitué en l'espèce par la politique dont Frédéric Pascal se prévaut, n'a pas à être prise en considération pour apprécier l'existence du délit. » En effet, selon l'article 416 du code pénal, la discrimination raciale ne peut s'abriter derrière aucun « motif légitime ».

MAURICE PEYROT

EN BREF

□ L'ancien inspecteur Gaudino demande une audience au président de la République. — Révoqué de la police nationale par le ministre de l'Intérieur le 18 mars à la suite de la publication de son livre *Enquête impossible* retraçant l'affaire des fausses factures du Sud-Est et son implication dans le financement de la campagne présidentielle de François Mitterrand (le Monde du 20 mars), l'ancien inspecteur de la brigade financière de la PJ de Marseille, Antoine Gaudino a demandé, lundi 25 mars, une audience auprès du président de la République « afin qu'il intervienne en sa qualité de premier magistrat ». « Les bénéficiaires du trafic d'influence et de la corruption du parti au pouvoir ont échappé à toute poursuite judiciaire

après avoir entravé l'action de la justice. Or c'est ce même pouvoir qui sanctionne celui qui n'a fait que son travail et dit la vérité », a déclaré M. Gaudino.

□ Les frères Chaumet comparaîtront devant le tribunal correctionnel. — La chambre criminelle de la Cour de cassation a confirmé, lundi 25 mars, le renvoi de MM. Jacques et Pierre Chaumet devant le tribunal correctionnel de Paris. Inculpés pour « banqueroute, escroquerie, abus de confiance, exercice illégal d'activité d'établissement de crédit et importation non déclarée de marchandise prohibée » à la suite de la faillite de la bijouterie de la place Vendôme (le Monde du 15 décembre 1987), les frères Chaumet avaient fait appel de l'arrêt rendu, le 10 août 1990, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris les citant à comparaître devant un tribunal correctionnel. Les deux joailliers avaient été placés en détention provisoire du 13 juin au 11 décembre 1987 par le juge d'instruction, M. François Chanut. Le procès devrait avoir lieu à l'automne prochain.

□ Fausses factures : trois chefs d'entreprise de bâtiment écroués à Metz. — Le doyen des juges d'instruction de Metz, M. Jean-François Blanchet, a inculpé de faux et usage de faux en écritures de commerce et d'abus de biens sociaux MM. Rémy Olsommer, PDG de la Route TP à Longeville-lès-Saint-Avold (Moselle), Jean-Claude Bertoldi et Yves Dubois, responsables tous deux de plusieurs entreprises de bâtiment et de travaux publics dont les noms n'ont pas été communiqués. Ecroués à la maison

d'arrêt de Metz, les trois hommes sont impliqués dans une affaire de fausses factures d'un montant estimé pour l'instant à 5 millions de francs.

□ Nouvelle saisie d'armes chez un militaire. — Les douaniers du poste-frontière de Sarrebruck ont saisi, dimanche 24 mars, une arme de calibre 7,65 et un fusil de chasse à canon scié dans la voiture d'un militaire français, sous-officier d'active, qui revenait d'Allemagne sur l'autoroute A4. Une visite à son domicile à Laon (Aisne) a permis de découvrir trois autres fusils de chasse. L'enquête a été confiée au SRPJ de Metz.

□ Mouvement de grève des personnels de l'éducation surveillée. — Le Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée (SNPES) appelle les trois mille éducateurs de justice à une grève de vingt-quatre heures, vendredi 29 mars, afin d'obtenir une revalorisation de leur statut. Ces éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse jugent « inadmissible » le projet de réforme statutaire que leur a transmis le ministère de la justice. Dans un communiqué, publié lundi 25 mars, le SNPES regrette que ce projet « n'intègre aucune revalorisation indiciaire ».

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

DIAGONALES

MADMOISELLE Camille Claudel s'excuse : elle n'a pas le chapeau et les gants qu'il faut pour se rendre là où la comédie Monseigneur Auguste Rodin. C'est écrit sur un petit bistrolet jauni que l'on peut contempler au Musée Rodin, rue de Varenne, du mercredi au dimanche, de 10 heures à 18 heures.

Le document, comme le reste de l'exposition Camille Claudel, est enfoncé dans un dédale de grilles. L'ensemble évoque plus une consigne de gare qu'un asile. Mais c'est évidemment l'impression de claustrophobie psychiatrique qui est cherchée, en mémoire de la détention où s'est éteinte la « statue » (ainsi Camille se désignait-elle elle-même, comme pour tourner l'embarras grammatical devant « sculptrice » ou « femme sculpteur »). Exercer un métier qui ne se déclinait même pas au féminin : tel était, semble-t-il, le premier scandale, d'ordre social.

La correspondance entre le maître et l'élève montre qu'ils restent prisonniers des questions de chapeau et de gants, même quand ils parlent de « gloire » et de « position ». Ces deux notions n'ont plus cours aujourd'hui, du moins sous ces noms. Vers 1890, en milieu bourgeois, elles réglaient les conduites des artistes les plus effranchés. Un sculpteur en renom pouvait vivre avec une marionnette trempan bien la soupe, comme la Beuret, non avec la ravissante soubrette d'un futur poète-ambassadeur.

Si Camille finit par briser toutes ses œuvres, et par regarder fixement ses pieds, trente ans durant, dans un asile du Vaucluse, rejoignant au précédent ainsi, dans le martyre de la « folie d'artiste », les Van Gogh et autres Artaud, ce n'est pas parce que la Création avec un grand C rend fou, comme la bonne société d'alors l'affirmait pour son confort, à l'abri des imageries romantiques, mais bien parce que la jeune femme dérangeait le cours des carrières et des préjugés.

Les grilles de l'exposition prolongent le mythe commode d'une réclusion pathologique, au lieu de désigner les préventions mondaines dont souffrit et meurt Camille. L'installation des œuvres dans la chapelle servant d'annexe au Musée Rodin suffit à symboliser la position seconde où la jeune amante trop aimante et trop douée doit être maintenue. S'il fallait vraiment figurer la probable maladie de Camille, un clou y suffirait : celui qui fixe à son socle la sculpture intitulée *la Valse* et

Grilles

l'empêche de basculer sous le poids de son déséquilibre, de son élan torsadé, de son tournoi en forme de flamme...

La culture, en principe, devrait aider à combattre les préjugés. Ce pourrait même être une de ses définitions impossibles. Or elle ne cesse de conforter les idées reçues, surtout quand elle se sent menacée. Elle abat les clôtures et les réformes, dans un même mouvement de bonne foi et de bonne volonté.

Prenez la lecture. Chaque printemps ramène à la fois des signes de triomphe — le Salon du livre — et des symptômes d'angoisse : les ouvrages, dossiers, sondages, campagnes et autres initiatives volontaristes autour de la « crise de l'écrit ». La même semaine, les mêmes acteurs de la vie littéraire se mêlent au grouillement engageant du Grand Palais, boivent à la bonne santé de leur passion commune, et versent une larme de crocodile sur les chutes libres de la lecture parmi les pratiques culturelles.

Les chiffres, c'est vrai, ne sont pas bons, qu'ils viennent du Syndicat de l'édition, de la Direction du livre au ministère ou d'études privées (la Bataille de la lecture), *Cahiers de savoir-vivre*. Les « grands » lecteurs lisent moins et vieillissent, l'exportation s'essouffle... D'où les cris d'alarme saisonniers sur les progrès de l'analphabétisme, les ravages d'une nouvelle inculture.

Dans le même temps, les statistiques des agences de voyages et de la télévision contiennent de grimper : d'où les anathèmes, également saisonniers, contre la bougeoisie et la tété faïsses de barbarie. Déjà monte la clemence des gentils auteurs et des gentilles libraires : que faire pour sauver notre vice chéri, qui a tant enrichi nos vies intérieures (vous ne trouvez pas ?) et dont la multitude a tellement tort de se passer, etc. ?

QUE faire ? D'abord, admettre qu'on s'y est mal pris. On a laissé le discours moderniste sur la communication électronique décoller l'imprimé comme archaïque — la diligence au temps de la fusée, — et le discours sur le règne des gagnants réserver la lecture aux faibles : enfants, retraités, malades, désemparés. La pratique des livres est réputée donner des avantages aux examens et consoler les éclopsés de la vie. Points d'avance, bovarysme variés et

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

huile de foie de morue ! Le beau moyen de faire envie avec « ça » ! Car c'est d'envie et de plaisir qu'il est question. La publicité, qui sait mieux que personne ce qui est bon pour nous et monopolise le droit de le dire, a rayé depuis longtemps la lecture parmi les moyens de mieux vivre : pas une brochure à l'horizon de ses « spots », où cocotiers en zinc, harnacs et cuissées brunes défilent l'image de la félicité nouvelle.

Il en va de la lecture comme de la drogue : en parler sans parler de plaisir est un leurre. Dans le cas des toxicomanes, l'excuse est toute trouvée : dire qu'ils font du bien pousse à la consommation que l'on combat. Le vrai est que le plaisir s'explique mal, parce que c'est de mort qu'il s'agit.

En associant la jouissance et le néant sur lequel elle se détache, on risque d'aggraver le pauvre cas des livres, de passer pour des gribouilles. Et pourtant le salut dépend de cette lucidité. La lecture tire sa richesse de ce qu'elle procède du révolu, à l'inverse de l'image qui joue sur l'à-pât illusoire d'un éternel présent. Se plonger dans un livre, c'est se soumettre d'avance à l'épreuve du passé, lequel a mauvaise presse.

Danièle Sallenava ne nous dore pas la pilule quand elle intitule son éloge de la lecture *Le Don des morts* (Gallimard). Le mot, on le sait, n'est pas « porteur » ; et c'est pourtant la clef de toute transmission. Seul le roman — je dis bien le roman, non l'essai de circonstance auquel nos décideurs voudraient réduire la lecture « utile », — seul le roman prépare le lecteur à la véritable autonomie, en l'incitant à devenir le narrateur de sa propre vie, ce qui suppose de mourir tant soit peu à soi-même, à l'immédiat.

La joie et la liberté offertes par le livre ne vont pas sans traversée des apparences et du temps qui nous constitue. Il n'y a que les mots écrits pour conserver leur réalité aux souvenirs collectifs ou privés, aux métamorphoses de notre humus intime, aux jardins d'hier que cultivent les bulldozers, à l'Histoire en nous et autour de nous. Ne plus lire, c'est s'empêcher de la mémoire, qui vit de phrases, qui est phrase.

Prôner la souvenance gavée de verbe, à l'heure où ne « marchent » que l'instant, la langue de bois et le cri inarticulé, telle est la folie invendable qui, seule, abattra nos grilles.



**POUR VOTRE LISTE
DE MARIAGE
BERNARDAUD**
PORCELAINE DE LIMOGES
RUE DE PARADIS.

ARTS CERAMIQUES	15. Rue de Paradis
CRISTALLERIE DE PARIS	1. Rue de Paradis
LIMOGES UNIC	12 & 58. Rue de Paradis
MAISON MADRONET	34. Rue de Paradis
PARADIS PORCELAINE	56. Rue de Paradis
PORCELAINOR	31. Rue de Paradis

CULTURE

THÉÂTRE

La fureur d'Atrée

Seconde partie de « l'Orestie » : un meurtre rituel, une splendeur sauvage

LES CHOËPHORES
au Théâtre du Solal

Il y a toujours la fosse archéologique ouverte, où sont groupées les statues d'argile noire, comme des vestiges très anciens miraculeusement préservés. Il y a l'artefact délaissé par le temps, le velum blanc à dessins grecs qui donne une lumière d'aube, la toile bleue intense derrière les portes de bois tenues par des fils invisibles. Dans un même décor, dans une même transcription de la tragédie grecque, en une forme exotique rappelant le kazhakali, c'est, après *Iphigénie et Agamemnon*, la troisième partie du spectacle d'Asiane Moukine, les *Choéphores*. La seconde partie de l'*Orestie*, les *Choéphores*, se passe après le meurtre d'Agamemnon par Clytemnestre. On y voit Oreste - Simon Arkarian - exilé, errant avec Pylade. Il retrouve sa sœur Electre - Nirupama Nityandandan - qui le reconnaît et le pousse à venger leur père. Dernière manifestation de la fureur d'Atrée : le meurtre de la mère. Après quoi, il ne restera plus que l'oubli - le pardon, peut-être. En tout cas, c'en sera fini de la vengeance comme morale.

Le spectacle prépare le rituel de ce meurtre qui va faire basculer le monde. Le chœur - hommes, femmes, semblables figures noires, insectes insolites ceinturés de rouge, couronnés de perles et de turban - y prend part de façon plus directe que précédemment. Il n'est plus seulement là pour annoncer, commenter, juger. Il a une fonction d'entraînement, d'enseignement. Par ses danses, par les musiques grandioses et déchirantes - de Jean-Jacques Lemètre - qui les soutiennent, qui les emportent, il conduit Electre et Oreste sur le chemin de la suprême transgression.

Mené par Catherine Schaub - magnétique et charmante, au sens littéral - le chœur impose au spec-

tacle sa direction. Il vit les passions des protagonistes, fait mieux que répondre à leurs monologues : il leur apporte leur valeur véritable, celle qui échappe aux mots, fait ressentir l'universalité de la tragédie.

Une danse de délivrance

C'est beau. D'une beauté qui frappe comme l'évidence du ciel ou de la nuit. Tout est simplicité : la place des protagonistes dans le décor, leurs professions uniformes qui s'opposent à la sauvagerie féline des gestes. Et leur désignation, la lourde et longue torsade de cheveux noirs suspendue contre un

mur blanc, quand on évoque Clytemnestre, le costume rouge endossé par Oreste pour tuer...

La mort de Clytemnestre, point culminant du spectacle. Un instant de grandeur : la danse du garçon ensablant de rouge devant le couple ensablant - Juliana Carneiro da Cunha et Georges Bigot - éternisé dans une pose de tendresse et d'abandon. Une danse de délivrance, d'émerveillement, de sensualité, avec la grâce d'un enfant- lion léger et gauche à la fois. Le meurtre est une vengeance du fils contre l'adultère. Il a frappé de son poignard. Acte symbolique qui le fait rejoindre Oreste ou Hamlet. Il ne parle pas, pousse de petits cris joyeux, étouffés : il a réalisé un

destin qui le dépasse, contemple l'œuvre pour laquelle les dieux l'ont fait naître. Désormais, il est autre.

Iphigénie et Agamemnon représentent en quelque sorte un prologue aux *Choéphores*, les paliers nécessaires à ce moment fabuleux où se mêlent vie et mort - comme se mêlent les sons, les paroles, les gestes. Ce moment impossible où l'interdit prend corps, s'empare de l'espace et fait apparaître, éblouissante et éphémère une vérité qui nous dépasse.

COLETTE GODARD

Le 30 mars à 19 h 30. En avril, les 7, 10, 14, 21, 25, 27. En alternance avec *Iphigénie et Agamemnon*. Tél. : 43-74-24-08.

VENTES

Feux croisés de préemptions à Drouot

La dispersion de plusieurs belles bibliothèques a alléché les établissements publics

C'est dans le classique décor de peluche rougeâtre et de moquette marronasse que l'on dispersait à l'Hôtel Drouot, lundi dernier, le contenu de plusieurs belles bibliothèques. En particulier celle de Jean-Charles Lignel, l'ancien propriétaire du *Progrès de Lyon*. Maître Tajean tenait le marteau, Pierre Berès était à la table d'expert.

Il fallut trois quarts d'heure pour liquider les hors d'œuvres : trente et une éditions originales, d'Amiel à Simone Weil. Un exemplaire du *Rivage des Syrtes*, de Gracq, bien relié, atteignit quand même 70 000 F. On attaqua ensuite les livres illustrés modernes. Quelques érotiques dépassèrent les estima-

tions sans jamais crever le plafond (le *Con d'Irène*, d'Aragon, illustré par Masson - 55 000 F ; les *Poésies érotiques*, de Pierre Louys - 32 000 F) mais l'*Ane*, de Lucien de Samosate avec les cinquante-huit bois d'Henri Laurens et quatre dessins originaux atteignait 390 000 F, la *Pasiphaë* de Montherlant (gravures de Matisse, reliure de Paul Bonet), 210 000 F.

Les grands établissements publics commencent à se manifester quand s'ouvrit le chapitre des manuscrits. La direction du livre ouvrit le feu. Elle emporta coup sur coup le *Surmède* et *Messaline* de Jarry (190 000 F et 180 000 F). Elle laissa passer des poèmes de Mallarmé-transcrits par

Verlaine (398 000 F), mais ne manqua ni le *Rendez-vous* de Guy de Maupassant, un conte de huit feuillets illustré de deux dessins de l'auteur (35 000 F), ni les deux nouvelles d'Octave Mirbeau (*l'Otogénie* et *l'Unique* - 2 500 F). Les épreuves des *Mémoires* jointes, avec les ajouts et les corrections de François Mauriac, furent également préemptées (8 000 F). La Bibliothèque nationale poursuivait dans la foule et emporta à la file trois manuscrits de Francis Poulenc (*Feuilles américaines* - 5 500 F ; *Retour d'Amérique* - 10 000 F ; *A bâtons rompus* - 20 000 F). « Nous continuons néanmoins », murmura maître Tajean, qui passa à la suite.

Amplis provisions

La suite, c'est-à-dire les livres anciens et, parmi ceux-ci, la dernière édition des *Essais* de Montaigne publiée du vivant de l'auteur. Celui-ci y a apporté quelques menues corrections autographes. Il y a rectifié, en particulier, la date fautive de l'édition. Les enchères démarrent à 780 000 F pour s'arrêter à 1 470 000 F.

L'heureux acquéreur n'eut pas le temps de se réjouir : le représentant de la BN se levait déjà. Cette édition des *Essais* allait rejoindre la bibliothèque de Bordeaux. Auparavant, les Archives nationales avaient préempté (20 000 F) un *Carrousel militaire*. La Bibliothèque nationale se manifesta une dernière fois en enlevant une belle édition *Restaurations des Œuvres complètes de Montesquieu*.

La salle se vidait. Il restait encore quelques numéros à vendre. Mais les grandes bibliothèques publiques avaient fait d'amples provisions. C'est finalement un particulier qui acheta le *Voyage en Italie* (115 000 F), un manuscrit de l'abbé de Saint-Non, le compagnon de Fragonard sur les routes de la Péninsule.

EMMANUEL DE ROUX

Un raccourci de l'édition française

Pour avoir un luxueux aperçu de l'édition française depuis les origines de l'imprimerie, il suffit, en sortant du Salon du Livre, de traverser l'avenue. Le Petit Palais présente quelques-uns des trésors de la bibliothèque Durtal léguée à la Ville de Paris au début du siècle. Une centaine d'ouvrages sont exposés : incunables, manuscrits enluminés et livres d'heures, reliures de la Renaissance, volumes de l'imprimerie royale, éditions illustrées du dix-huitième siècle. Les derniers livres présentés ont été édités par Ambroise Vollard, le grand marchand de tableaux, au début de ce siècle. Bonnaud signait les lithographies qui accompagnaient *Parallèlement*, de Verlaine, et *Emile Bernard* les bois des poèmes de Villon.

► Jusqu'au 1^{er} septembre.

MUSIQUES

Le plaisir et la grâce

Deux stars et une invitée surprise : un plateau de festival

ELVIN JONES
et JAMES MOODY
au TNP-Dejazet

D'abord le Dejazet : sa petite salle enfilade d'ampoules, son rouge théâtre, ses balcons plus *Enfants du paradis* que nature. On y accède par un boyau. Autour, le quartier de la République, le dimanche soir, du monde aux terrasses, des gens qui ignorent ce qui va se passer au Dejazet, mais qui rient, qui déboulent. Ils ont à faire. Ces choses-là comptent.

Ensuite, le public mobilisé par James Moody et, en deuxième partie, Elvin Jones, soit un plateau de festival - sans les ficelles. Générations mêlées, les trois quarts des musiciens de Paris, américains ou non, une gaieté très réparable, tous les apprentis saxophonistes et percussionnistes de la place, sans exception (le jazz suscite actuellement une vraie ferveur instrumentale, le jazz donne envie de jouer), des filles détartrées, des couleurs mêlées, moins Benetton que Belleville, et une attente immédiate, brillante.

Les uns ont vu Elvin Jones avec John Coltrane. Ce soir, il jouera avec son fils, Ravi. Les autres se souviennent de son concert avec Duke Ellington et la gneule que tiraient les saxophonistes du vieux maître devant l'énergumène. C'était net. Johnny Hodges, qu'on surnommait « the Rabbit » (le lapin), faisait la bobine d'un livre dans un concours de civets. Les

plus nombreux ne l'ont jamais vu. Cette gaieté, cet allant, c'est James Moody qui les induit. Sonorité tendue, pleine, à l'alto ; clarté d'eau de printemps à la flûte ; et un sens du divertissement communicatif. Quand il chante en scat, son phrasé est superbe. En invitée surprise, Dee Dee Bridgewater, fourreau de cuir noir pour un *All of me* particulièrement coré. La fête.

Mais ce plaisir rayonnant, c'est Elvin Jones qui va le conduire à sa maison. On ne vient pas pour voir s'il sait encore jouer ou s'il est vraiment à la hauteur de sa légende (il est né en 1927). On vient pour voir. Impossible de dire comment ça marche. Ce n'est pas tant qu'il joue plus fort que les autres batteurs qui impressionne. Ce n'est plus un critique. On vient le voir pour la danse du corps changée en musique. Quand il se soulève pour gifler sa cymbale en appuyant le coup de la pédale droite (frappe sourde de soutien). Quand il écarte les roulements sur sa caisse claire ; quand il casse sa force de frappe pour tomber brusquement dans la cavasse du tempo, à peine perceptible ; quand il arrache un rôle au public ; quand il joue en bord de caisse ou sur les fûts ; quand il crée, désarticulé, rictus et grondements, pour souligner quatre figures simultanées qui se combinent... Ni saïlle polyvalente, ni malentendu, ni mode, ni zoo de survivants, mais le talent du public en prime : le jazz, là, tel qu'on l'aime.

FRANCIS MARMAIDE

Le Festival d'Aix s'étoffe

Une fondation, une vidéothèque, un budget presque doublé

Pour la première fois depuis la création du Festival, tout de suite après la guerre, le maire d'Aix-en-Provence est venu présenter en personne, vendredi 22 mars, le programme de la manifestation qui se tiendra du 10 juillet au 2 août.

Premier magistrat de la ville depuis deux ans et donc président de l'association du Festival d'art lyrique et de musique, M. Jean-François Picheral tient fermement à donner à celui-ci une nouvelle impulsion afin qu'il ne soit pas « le parent pauvre des festivals européens ». Après deux ans d'économie pour redresser une situation périlleuse héritée de ses prédécesseurs - Monsieur le maire ne polémiquera pas, mais revivra avec insistance sur le sujet - les finances sont aujourd'hui saines.

Avec un budget en très nette augmentation (de 35 millions de francs en 1990 à 55 millions de francs en 1991), Aix garde à sa tête Louis Erio, qui fêtera l'an prochain ses dix ans de direction artistique. Il a prévu pour cet été quatre nouvelles productions. Mozart, tout d'abord, avec *Les Noctes de Figaro*, première mise en scène en France du dramaturge allemand Rudolf Noeltz, et la création en France du *Donizetti* du premier commandement : ce premier opéra de Mozart sera mis en scène par Jean-Claude Fall. A cette occasion, le théâtre Palladio de Vence sera reconstruit. Il devrait accueillir pendant deux ou trois ans les créations des opéras de jeunesse du compositeur. Aix poursuit son cycle Rameau, avec *Castor et Pollux*,

dirigé par William Christie à la tête des Arts florissants et mis en scène par Pier Luigi Pizzi. Benjamin Britten, enfin, avec *le Songe d'une nuit d'été*, revu par le Canadien Robert Carsen.

Le Festival fête l'année Mozart en proposant une mini-intégrale de ses airs de concert, successivement interprétés par Carol Vaness (le 23 juillet), Hélène Donath (le 24), Teresa Berganza (le 25), Margaret Price (le 26). Outre les concerts, les récitals et les « Une heure avec... », les spectateurs pourront participer à des colloques et à des conférences.

« Afin de prolonger le Festival pendant toute l'année et de faire d'Aix-en-Provence une capitale musicale », M. Jean-François Picheral a annoncé l'ouverture, en mai prochain, d'une vidéothèque internationale d'art lyrique. Individuellement, on dans deux salles de projection, les amateurs y découvriront l'essentiel de la mémoire télévisée du Festival. Enfin, la municipalité a décidé de constituer une société d'économie mixte avec des entreprises privées. Rassemblées au sein d'une fondation, celles-ci devraient permettre d'étoffer le budget sans qu'il soit besoin de recourir, une nouvelle fois, aux finances publiques. Une dizaine de firmes ont déjà répondu à l'appel. En attendant la construction d'une grande salle de concert dans un nouveau quartier, implanté près du cour Mirabeau.

B. M.

► Tél. : 42-17-34-34.

CINÉMA

La beauté du diable

RUE DU BAC
de Gabriel Aglion

En 1983, Gabriel Aglion réalisait son premier film, *la Scrittaine*, comédie de mœurs autobiographique à propos d'une pittoresque famille d'origine italienne, émigrée d'Égypte, nichée dans un vieux immeuble bourgeois parisien et où dominait les femmes. Depuis, Gabriel Aglion a beaucoup travaillé sur *Rue du Bac*, mais ce deuxième film, s'il reprend la thématique du premier, ressemble à l'un de ces romans dans lesquels l'auteur veut faire passer trop de choses et ne se résout pas à élaguer.

Rue du Bac raconte donc encore une fois l'histoire d'une famille d'origine cosmopolite. Une famille nombreuse ! Il y a là Alice (Françoise Brion), qui représente la branche riche, Judith (Edith Scob) fait partie de la branche pauvre et les maris comptent peu. Simon

(Vincent Vallier), fils d'Alice, timide, est amoureux de son cousin Raphaël (Frédéric Constant), qui a la beauté du diable. Il l'aide à écrire un livre et veut le faire publier par une éditrice très en vue, Geneviève Bujold. Il y a aussi la bonne tunisienne, Farouka Rahouadi, qui éprouve pour Raphaël un amour dévorant et se fait dévorer...

Le décor social est habilement esquissé. Les rapports passionnels poussés jusqu'à la frénésie, bien que la mise en scène, parfois, s'égare dans trop de digressions, comme si le réalisateur reculait devant certaines audaces et se retranchait dans la confidentialité murmurée.

Curieux film que l'on voudrait plus pervers, et qui pêche par une interprétation inégale. Les femmes l'emportent et de loin, tout particulièrement Geneviève Bujold et Françoise Brion.

JACQUES SICLIEU

Europe. Embarquement immédiat.

GENEVE	923F
COPENHAGUE	1780F
VENISE	1700F
ATHENES	2550F
ISTAMBOUL	2750F
NICE	770F

Du 15 mars au 28 avril 1991, Air France vous propose des tarifs aller-retour exceptionnels sur 40 destinations au départ de Paris. D'autres tarifs exceptionnels existent au départ des régions. Renseignez-vous auprès de votre agence Air France ou de votre Agence de voyages.

AIR FRANCE

C'est le moment !



TRANSPORTEUR OFFICIEL INTERNATIONAL DES XVI^{es} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

Tarifs soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur, et soumis à l'approbation gouvernementale.

SPECTACLES

Programmes du mercredi 27 mars au mardi 2 avril

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

MERCREDI

Hommage à Jean Epstein : les Faux de la mer (1948), de Jean Epstein, Chanson d'Armor (1934), de Jean Epstein, 16 h ; Un regard sur le cinéma de Tadashi Imai : les Visites d'Emma (1982), v.o., s.t.f., de Tadashi Imai, 19 h ; Hommage à Jean Epstein : le Tempête (1947), de Jean Epstein, la Femme du bout du monde (1937 français), de Jean Epstein, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

MERCREDI

En présence de Francesco Maselli : les Indifférents (1984), de Francesco Maselli, 18 h ; Larmes de joie (1960), v.o., s.t.f., de Mario Monicelli, 20 h 30.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (17-78-37-28)

MERCREDI

Les Cinémas d'Asie centrale soviétique : le Féroce, v.f., de Tolomouch Olesov, 14 h 30 ; Avangard (1938), v.o., traduction simultanée, de Moïse Lévin et Boris Medvedev, 17 h 30 ; Qui es-tu toi ? (1988), v.o., s.t.f., de Dzhigzhonov Fetizov, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

MERCREDI

Gamins de Paris : Jeune Public : Vingt P'tites Tournées (1989) de Philippe Truffaut et Michel Gondry, Supermarché (1980) de Richard Lester, 14 h 30 ; Actualité audiovisuelle : Les Jours de la vie, 16 h 30 ; Carte blanche : Gérard Mordillat : le Balon rouge (1986) de Albert Lamorisse, Kriss Romani (1982) de Jean Schmidt, 18 h 30 ; Apprendisage : la Pluie, c'est pas des Smarties (1982) de Nina Baranov, Ma chère (1979) de Charlotte Dubreuil, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (*) (A., v.o.), Cinépolis, 5 (45-81-10-50).

ALICE (A., v.o.), Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-82-40-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-85-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Éclair, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f., Ciné Montparnasse, 14 (43-20-12-08).

LES ARNAQUEURS (A., v.o.), Les Montparnasse, 6 (47-52-37).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.), Lucarne, 6 (45-44-67-34).

ALLOUARD HUI PEUT-ÊTRE... (Fr.), Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.), Latina, 4 (42-78-47-86) ; Le Berry Zébre, 11 (43-57-51-51).

BONS SAISIRS D'HOLLYWOOD (A., v.o.), Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f., Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; Pathé Beaugrenelle, 15 (43-20-12-08) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-84).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Esp., v.o.), Utopie Champollion, 5 (45-28-84-85).

LE BRASIER (Fr.), Cinépolis, 5 (45-33-10-82) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

LE BUCHER DES VANITÉS (A., v.o.), Gaumont Les Halles, 1 (42-25-10-30) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-82-40-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-85-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Éclair, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f., Ciné Montparnasse, 14 (43-20-12-08).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.), Latina, 4 (42-78-47-86) ; Le Berry Zébre, 11 (43-57-51-51).

BONS SAISIRS D'HOLLYWOOD (A., v.o.), Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f., Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; Pathé Beaugrenelle, 15 (43-20-12-08) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-84).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Esp., v.o.), Utopie Champollion, 5 (45-28-84-85).

LE BRASIER (Fr.), Cinépolis, 5 (45-33-10-82) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

LE BUCHER DES VANITÉS (A., v.o.), Gaumont Les Halles, 1 (42-25-10-30) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-82-40-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-85-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Éclair, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f., Ciné Montparnasse, 14 (43-20-12-08).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.), Latina, 4 (42-78-47-86) ; Le Berry Zébre, 11 (43-57-51-51).

BONS SAISIRS D'HOLLYWOOD (A., v.o.), Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f., Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; Pathé Beaugrenelle, 15 (43-20-12-08) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-84).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Esp., v.o.), Utopie Champollion, 5 (45-28-84-85).

LE BRASIER (Fr.), Cinépolis, 5 (45-33-10-82) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

LE BUCHER DES VANITÉS (A., v.o.), Gaumont Les Halles, 1 (42-25-10-30) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-82-40-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-85-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Éclair, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f., Ciné Montparnasse, 14 (43-20-12-08).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.), Latina, 4 (42-78-47-86) ; Le Berry Zébre, 11 (43-57-51-51).

BONS SAISIRS D'HOLLYWOOD (A., v.o.), Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f., Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; Pathé Beaugrenelle, 15 (43-20-12-08) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-84).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Esp., v.o.), Utopie Champollion, 5 (45-28-84-85).

LE BRASIER (Fr.), Cinépolis, 5 (45-33-10-82) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

LE BUCHER DES VANITÉS (A., v.o.), Gaumont Les Halles, 1 (42-25-10-30) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-82-40-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-85-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Éclair, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f., Ciné Montparnasse, 14 (43-20-12-08).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.), Latina, 4 (42-78-47-86) ; Le Berry Zébre, 11 (43-57-51-51).

BONS SAISIRS D'HOLLYWOOD (A., v.o.), Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f., Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; Pathé Beaugrenelle, 15 (43-20-12-08) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-84).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Esp., v.o.), Utopie Champollion, 5 (45-28-84-85).

LE BRASIER (Fr.), Cinépolis, 5 (45-33-10-82) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

LE BUCHER DES VANITÉS (A., v.o.), Gaumont Les Halles, 1 (42-25-10-30) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-82-40-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-85-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Éclair, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f., Ciné Montparnasse, 14 (43-20-12-08).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.), Latina, 4 (42-78-47-86) ; Le Berry Zébre, 11 (43-57-51-51).

BONS SAISIRS D'HOLLYWOOD (A., v.o.), Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f., Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; Pathé Beaugrenelle, 15 (43-20-12-08) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-84).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Esp., v.o.), Utopie Champollion, 5 (45-28-84-85).

LE BRASIER (Fr.), Cinépolis, 5 (45-33-10-82) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

LE BUCHER DES VANITÉS (A., v.o.), Gaumont Les Halles, 1 (42-25-10-30) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-82-40-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-85-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Éclair, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f., Ciné Montparnasse, 14 (43-20-12-08).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.), Latina, 4 (42-78-47-86) ; Le Berry Zébre, 11 (43-57-51-51).

BONS SAISIRS D'HOLLYWOOD (A., v.o.), Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f., Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; Pathé Beaugrenelle, 15 (43-20-12-08) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-84).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Esp., v.o.), Utopie Champollion, 5 (45-28-84-85).

LE BRASIER (Fr.), Cinépolis, 5 (45-33-10-82) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

LE BUCHER DES VANITÉS (A., v.o.), Gaumont Les Halles, 1 (42-25-10-30) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-82-40-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-85-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Éclair, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f., Ciné Montparnasse, 14 (43-20-12-08).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.), Latina, 4 (42-78-47-86) ; Le Berry Zébre, 11 (43-57-51-51).

BONS SAISIRS D'HOLLYWOOD (A., v.o.), Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f., Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; Pathé Beaugrenelle, 15 (43-20-12-08) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-84).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Esp., v.o.), Utopie Champollion, 5 (45-28-84-85).

LE BRASIER (Fr.), Cinépolis, 5 (45-33-10-82) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

LE BUCHER DES VANITÉS (A., v.o.), Gaumont Les Halles, 1 (42-25-10-30) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-82-40-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-85-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Éclair, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f., Ciné Montparnasse, 14 (43-20-12-08).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.), Latina, 4 (42-78-47-86) ; Le Berry Zébre, 11 (43-57-51-51).

BONS SAISIRS D'HOLLYWOOD (A., v.o.), Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f., Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; Pathé Beaugrenelle, 15 (43-20-12-08) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-84).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Esp., v.o.), Utopie Champollion, 5 (45-28-84-85).

LE BRASIER (Fr.), Cinépolis, 5 (45-33-10-82) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

LE BUCHER DES VANITÉS (A., v.o.), Gaumont Les Halles, 1 (42-25-10-30) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-82-40-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-85-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Éclair, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f., Ciné Montparnasse, 14 (43-20-12-08).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.), Latina, 4 (42-78-47-86) ; Le Berry Zébre, 11 (43-57-51-51).

BONS SAISIRS D'HOLLYWOOD (A., v.o.), Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f., Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; Pathé Beaugrenelle, 15 (43-20-12-08) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-84).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Esp., v.o.), Utopie Champollion, 5 (45-28-84-85).

LE BRASIER (Fr.), Cinépolis, 5 (45-33-10-82) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

LE BUCHER DES VANITÉS (A., v.o.), Gaumont Les Halles, 1 (42-25-10-30) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-82-40-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-85-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Éclair, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f., Ciné Montparnasse, 14 (43-20-12-08).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.), Latina, 4 (42-78-47-86) ; Le Berry Zébre, 11 (43-57-51-51).

BONS SAISIRS D'HOLLYWOOD (A., v.o.), Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f., Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; Pathé Beaugrenelle, 15 (43-20-12-08) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-84).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Esp., v.o.), Utopie Champollion, 5 (45-28-84-85).

LE BRASIER (Fr.), Cinépolis, 5 (45-33-10-82) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS

(A., v.o.), Cinépolis, 5 (45-81-10-50).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.), Gaumont Opéra, 2 (47-42-72-52) ; Studio des Ursulines, 5 (43-25-19-09) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

COMING UP ROSES (Brit., v.o.), Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

COUPS POUR COUPS (*) (A., v.o.), George V, 8 (45-82-41-48) ; v.f., Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-88) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.), Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-94-84) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-88) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-84) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

DANCIN' THRU THE DARK (Brit., v.o.), Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 4 (43-59-36-14).

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.), Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-18) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; v.f., Rex, 2 (42-36-83-93) ; Rex (Le Grand Rex), 2 (42-36-83-93) ; Pavée, 13 (43-51-85-85) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA DISCRÈTE (Fr.), Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Pathé Haute-Faïence, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Pavée, 13 (43-51-85-85) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.), Cinépolis, 5 (45-81-10-50).

EATING (A., v.o.), 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83).

ETERNAL SÉDUCTION (It., v.o.), Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-25) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

18 L'Autriche et le « carnet écologique » pour les camions.
Manifestations anti-chômage dans l'ex-RDA.

18 Tensions à la houillère d'Albi-Carrieux.
19 Communication.

20 Marchés financiers.
21 Bourse de Paris.

BILLET

Solidarité en cascade

La solidarité est réellement à l'ordre du jour. Pendant la guerre du Golfe, M. Mitterrand a exhorté les Français à la solidarité avec leur armée. Peu avant, le débat sur la contribution sociale généralisée en appelait à la solidarité sociale. Voilà qu'avec les projets de lois sur les communes et l'organisation de la République, les parlementaires et les citoyens sont invités à introduire une plus grande solidarité locale entre les collectivités riches et pauvres.

A l'origine limitée à une redistribution comptable de la DGF (dotation globale de fonctionnement) pour des communes de banlieues déshéritées, la loi que M. Michel Delebarre, ministre d'Etat à la ville, vient de faire approuver en première lecture a changé de dimension puisque, à la demande des centristes, a été introduite une clé de répartition intéressant quelque vingt-cinq départements ruraux aux ressources particulièrement étiées.

A partir du 25 mars, avec l'examen du projet de loi sur l'administration territoriale de la République, que défend M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, les députés auront l'occasion d'élargir encore le champ de la justice géographique redistributive, puisqu'à l'initiative du président du Limousin, M. Robert Savy, il est proposé de créer un fonds interrégional de péréquation (le Monde du 26 mars). L'Allemagne, l'Espagne, la Suisse - pour ne prendre que ces exemples - ont institué des systèmes de correction des déséquilibres entre Länder, communautés ou cantons. L'Ile-de-France affiche un potentiel fiscal par habitant de 589 francs, le Nord-Pas-de-Calais ou le Limousin d'à peine 300 francs. Statistiquement, l'écart parle de lui-même. Politiquement, l'enjeu n'est pas neutre car la région-capitale, à majorité RPR et UDF, risque une fois de plus de crier au hold-up financier. Et le Limousin, comme le Nord, sont dirigés par des socialistes.

Il reste que cette série de projets de loi, en couvrant l'ensemble des collectivités (communes, départements, régions), remet judicieusement en lumière toute la philosophie de la politique d'aménagement du territoire : et du même coup l'ensemble du jeu complexe des transferts financiers de l'Etat aux collectivités (212 milliards de francs en 1990) et des impôts directs locaux (224 milliards). Pour aboutir à plus de justice géographique, il y a du grain à moudre...

FRANÇOIS GROSCHARD

45 200 demandeurs d'emploi supplémentaires en février

La guerre du Golfe a entraîné une brutale aggravation du chômage

A cause de la guerre du Golfe, le chômage a brutalement augmenté en février. Selon les statistiques publiées le 26 mars par le ministère du travail, la hausse a été de 1,8 %, en données corrigées des variations saisonnières, soit 45 200 demandeurs d'emploi supplémentaires en un mois, et de 3,8 % en un an (+89 200). Alors que le chômage est habituellement favorable en cette période de l'année, en données brutes, la baisse n'est que de 0,1 % (+3,6 %, également, en un an). En conséquence, le taux de chômage par rapport à la population active, qui avait déjà progressé de 0,1 point en janvier, passe de 9,1 % à 9,2 %.

Redoutée, l'aggravation provoquée en février par le conflit avec l'Irak surprend par son ampleur. En données corrigées, il faut remonter à février 1987 et à avril 1986 pour retrouver des acrobies de fièvre presque aussi violents. En données brutes, et pour un mois équivalent, il n'y a pas eu de résultat plus médiocre depuis 1984, année noire des restructurations.

Pendant la durée des opérations militaires, c'est clair, les entreprises ont surtout géré le mouvement natu-

rel des embauches, l'emploi des salariés en place n'étant pas davantage affecté que les mois précédents par le ralentissement économique. Cette attitude prudente a eu des conséquences immédiates très précises. Les offres d'emploi déposées à l'ANPE pour des postes à durée indéterminée et à temps complet ont chuté de 21,9 % par rapport à l'an passé. Dans le même temps, les retours déclarés à l'emploi des chômeurs ont reculé de 21 %, à peine compensés par les radiations des listes à la suite d'une absence aux contrôles.

Tendance inquiétante

Les jeunes échouant dans leur recherche d'un premier emploi ont augmenté de 6,1 %; les femmes qui n'ont pu reprendre une activité sont plus nombreuses (+9,5 % en un an). Tout aussi significatif: les inscriptions à l'ANPE à la fin d'une mission d'intérim se sont accrues de 16,9 %. Au total, ce sont les hommes de moins de 25 ans (+5 %) et ceux âgés de 25 à 49 ans (+2,6 %) qui ont fait les frais de cette mise en sommeil des recrutements, justement plus sensible dans l'industrie.

A ce point systématique, le comportement des employeurs ne pouvait avoir que deux conséquences, qui sont venues amplifier des tendances déjà existantes. Le flux d'entrée dans le chômage s'est grossi en

données corrigées de 8,7 % en un mois et de 3,5 % en un an. Celui des sorties de l'ANPE, faute d'embauches et de placement en stages (-12,1 % en un an), a encore diminué de 3,3 % en un mois et de 8,9 % en un an. Plus que jamais, la privation d'emploi se transforme en piège pour ceux qui en sont les victimes. Le fait que le chômage de longue durée diminue légèrement de 0,7 %, grâce aux programmes spécifiques de réinsertion, ne change rien à cette orientation. Désormais, il faut attendre 224 jours en moyenne, soit 9 de plus que l'an passé, avant d'espérer retrouver un emploi.

Mais, pour aussi soudaine et momentanée qu'elle soit, on l'espère, la détérioration du marché du travail n'augure rien de bon. Alors que trois années de reprise n'ont pas parvenues à résorber significativement le niveau du chômage, il suffit d'un mauvais mois exceptionnel, ajouté à un climat conjoncturel incertain, pour que la facture s'alourdisse gravement. Avec 2 647 000 demandeurs d'emploi en données brutes, et 2 587 200 en données corrigées, il faudra du temps à l'économie française pour effacer un mois de février catastrophique. Or, sur ce terrain, les perspectives n'étaient déjà pas bonnes, puisqu'on savait que le ralentissement de la croissance entraînerait moins de créations d'emploi et, donc, une augmentation du chômage en 1991.

ALAIN LEBEAUE

Malgré une augmentation du pouvoir d'achat en 1990

La consommation des ménages français plafonne depuis presque un an

La consommation des ménages en produits manufacturés a diminué de 0,3 % en février par rapport à janvier, selon les statistiques de l'INSEE. Les achats d'automobiles et de meubles ont reculé, ceux portant sur l'électronique grand public, l'électroménager et le cuir ont progressé. Depuis presque un an, la consommation plafonne.

Sur une plus longue période, la crise du Golfe ne semble pas avoir eu d'effets très importants sur la consommation des ménages. Les statistiques publiées par l'INSEE (le Monde du 8 mars) montrent certes un très léger ralentissement en 1990, mais si faible qu'il apparaît pratiquement imperceptible: + 3 % de croissance en volume, ce qui est appréciable après + 3,1 % en 1989 et + 3,2 % en 1988.

Une fois encore pourtant, les apparences se révèlent trompeuses. A y regarder d'un peu près, on constate en effet un net freinage en cours d'année, que dissimulent les chiffres calculés en moyenne annuelle. A un premier trimestre 1990 au cours duquel la consommation avait vivement progressé, ont succédé neuf mois de fort ralentissement. Quand on sait que la consommation des ménages représente à elle seule 70 % de la demande intérieure, on comprend mieux pourquoi - en dehors même d'un environnement international défavorable - la croissance économique s'est ralentie en France.

Pourquoi les Français ont-ils freiné leur consommation? On

imagine a priori que leur pouvoir d'achat s'est ralenti ou a stagné. Mais les statistiques montrent qu'il n'en a rien été. En 1990, le pouvoir d'achat du revenu disponible a progressé de 3,4 % - exactement comme en 1989, après une année 1988 particulièrement favorable (+4,4 %).

En fait, la consommation a moins augmenté qu'elle n'aurait pu le faire, compte tenu de l'évolution favorable des prix et des revenus distribués. Cela pour deux raisons, probablement liées entre elles. La première est que les Français ont accru leur épargne: celle-ci a progressé de 1,5 point en trois ans, passant de 11,1 % du revenu disponible des ménages en 1987 à 12,6 % en 1990. On peut voir dans le demi-point de progression enregistré en 1990, outre les craintes liées de la crise du Golfe, une première manifestation de la peur d'une remontée du chômage; probablement aussi la fin de l'effet « désinflation »: quand les hausses de prix se ralentissent, les ménages ont moins besoin d'épargner pour conserver leur « encaisse réelle ».

Des cycles pour l'automobile de cinq ans

La deuxième raison du freinage de la consommation au cours de l'année dernière est le ralentissement du marché de l'automobile. Celui-ci avait commencé à se manifester dès 1989. Le retournement a été complet au printemps dernier, s'aggravant fortement à la fin de 1990 et au début de cette année. Un phénomène qui peut sembler d'autant plus surprenant que les prix des automobiles ont

très peu augmenté l'année dernière (+0,6 % en moyenne contre + 3,2 % en 1989), du fait d'une nouvelle baisse à l'automne du taux majoré de la TVA.

En fait, l'affaiblissement du marché automobile s'explique par la fin d'un cycle propre aux biens durables. Pour les voitures, ce cycle semble couvrir une période de cinq ans (le Monde du 16 février). On constate ainsi en 1975, 1980-1981, 1985 des périodes d'importants reculs des ventes d'automobiles. Ce phénomène s'explique alternativement par la saturation des besoins puis par la nécessité ressentie par les ménages de renouveler leurs « stocks » à des intervalles relativement réguliers. Bien sûr, ce cycle des biens durables pèse sur le cycle conjoncturel d'ensemble, comme on le constate actuellement, la déprime de l'automobile diffusant ses effets dépressifs dans presque toute l'économie.

La consommation des services, qui ne subit pas les fluctuations propres aux produits manufacturés, a tout naturellement pris en compte le ralentissement dans la demande des ménages, contribuant à maintenir la consommation sur une pente en fin de compte ascendante.

Reste à savoir si les achats des ménages ne vont pas s'accroître avec la fin de la guerre du Golfe et le retour d'un certain optimisme dans le monde. Des économistes, notamment outre-Atlantique, commencent à le penser. Et la dernière enquête de l'INSEE auprès des chefs d'entreprise (le Monde du 26 mars) peut donner quelques raisons d'espérer.

ALAIN VERNHOLLES

En nommant deux opérateurs pour le radiotéléphone numérique

M. Paul Quilès veut favoriser le développement du téléphone portable

En nommant deux opérateurs français, France Télécom et la SFR, du groupe Générale des eaux, comme opérateurs du radiotéléphone numérique, M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, a donné, lundi 25 mars, le coup d'envoi de ce nouveau système de communication.

Objet de luxe, réservé en France à moins de 300 000 abonnés, le téléphone portable devrait devenir d'usage presque courant d'ici à l'an 2000. A cette date, l'infrastructure nationale pourra accueillir 4 millions d'abonnés. Et l'usage de ce système de communication pour cadre en mouvement ou voyageur impénitent sera aussi beaucoup moins coûteux qu'il ne l'est actuellement. Dès 1995, le prix d'un téléphone portable ne devrait plus être que de 6 000 francs environ, contre 15 000 à 30 000 francs aujourd'hui; et le prix de l'abonnement sera inférieur de 20 % à 40 % au tarif actuel. Le poste sera aussi plus léger: il ne pèsera que 300 grammes ou 2 kilos selon les modèles, contre 5 kilos aujourd'hui.

Plusieurs raisons expliquent cette relative banalisation. Tout d'abord, la mise en place du radiotéléphone numérique (et non plus analogique, comme actuellement) européen, grâce aux travaux d'harmonisation entamés dès 1984 et qui ont permis à dix-sept pays européens de se mettre d'accord sur une norme commune, le GSM (Global System for Mobile Communications), ou système global pour les télécommunications entre mobiles. Conséquence: les mêmes équipements pourront être utilisés d'un pays à l'autre; le marché, estimé alors à 100 milliards

de francs pour 20 millions d'abonnés, permettra de réaliser des économies d'échelle.

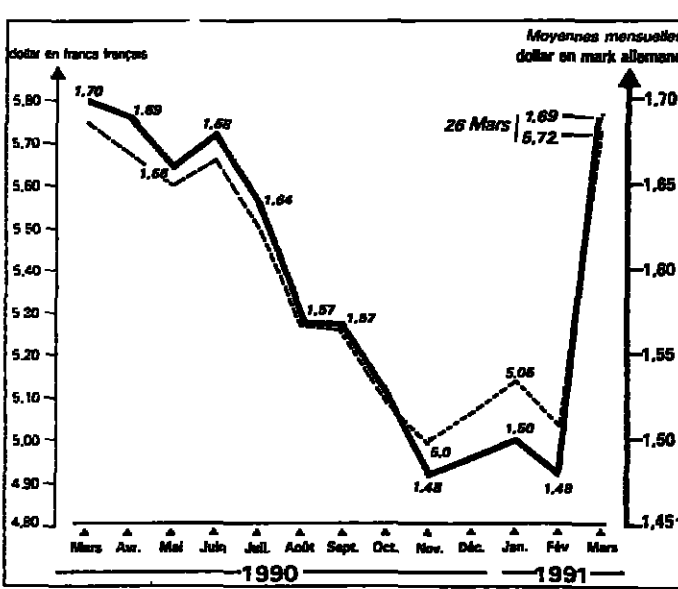
En outre, de nouvelles bandes de fréquence seront mises à la disposition des opérateurs: les deux opérateurs français, France Télécom et la SFR, se partageront ainsi en France une bande de 25 mégahertz. Enfin, l'utilisation d'une carte à puce propre à chaque abonné permettra à chacun d'utiliser n'importe quel téléphone mobile tout en étant facturé personnellement; un dispositif utile, par exemple, pour la généralisation du téléphone mobile dans les voitures de location.

Les opérateurs ne seront pas les seuls à tirer les bénéfices de ce nouveau service. Les industriels fabricants de terminaux téléphoniques sont aussi sur les rangs. France Télécom a déjà passé commande de 100 000 terminaux à Alcatel et à Matra; et la SFR s'est engagée à lancer une commande équivalente d'ici à 1996, dont 10 000 dès cette année. Mais les constructeurs nationaux ne sont pas seuls sur les rangs. L'américain Motorola a, en particulier, créé la surprise en présentant ces jours derniers à la Foire de Hanovre, en Allemagne, sa gamme de radiotéléphone numérique, doublant ainsi les Européens.

Pour faire front, ceux-ci multiplient les alliances: Alcatel s'est associé au finlandais Nokia et à l'allemand AEG, qui négocie aussi avec Matra; ce dernier est aussi associé au suédois Ericsson, au britannique Orbitel et à l'italien Telettra (qui a, depuis, rejoint le giron d'Alcatel suite aux accords entre Fiat et Alcatel-Alsthom). Tandis que les allemands Siemens et Bosch font cause commune avec PKI, une filiale de Philips. Autant d'accords qui auront intérêt à être clarifiés avant que les Japonais ne décident à leur tour de profiter de ce nouveau marché.

ANNIE KAHN

Le dollar continue sa progression



Tombé à moins de 5 francs à la fin de 1990, le cours du dollar était resté très faible pendant les deux premiers mois de 1991. A la mi-février, les banques centrales intervenaient pour soutenir la monnaie américaine, qui s'échangeait à 1,44 deutschemark et 4,93 francs. Depuis la fin de l'intervention des forces alliées dans le Golfe, le dollar n'a cessé de regagner du terrain, obligeant les instituts d'émission à contenir sa progression. Mercredi 26 mars dans la matinée, la monnaie américaine cotait 5,72 francs et 1,69 deutschemark, retrouvant ses niveaux de janvier 1990. Les opérateurs estiment que les perspectives de reprise de l'activité économique aux Etats-Unis et les besoins de financement liés à la reconstruction des zones du conflit justifient les achats de dollars, alors que le mark est considérablement affaibli par la dégradation de la situation économique de l'ancienne RDA.

La Lyonnaise des eaux s'associe à la firme allemande Brochier

FRANCFORT
correspondance

La firme bavaroise Hans Brochier GmbH & Co, spécialisée dans le génie civil et l'assainissement, a annoncé mardi 26 mars l'acquisition de 25,1 % de son capital par le groupe français Lyonnaise des eaux. C'est une première pour cette société en commandite simple, dont la famille Brochier détenait jusqu'à présent la totalité, à l'exception d'une participation « couverte » d'une filiale de la Deutsche Bank, qui « n'a pas fonctionné », a précisé un porte-parole, et donc a été abandonnée.

Fondée en 1973 à Nuremberg, cette entreprise familiale, qui a ré-

visé l'année dernière un chiffre d'affaires de 760 millions de deutschemarks (2,58 milliards de francs) et compte plus de 4 400 salariés, occupe aujourd'hui une position de leader en Allemagne pour tout ce qui concerne la construction ou l'assainissement des canalisations ou la décontamination et le stockage de déchets industriels. En s'associant avec la Lyonnaise, Brochier espère renforcer son activité dans ces secteurs très pointus grâce à des échanges de savoir-faire et à une coopération commerciale avec les filiales spécialisées du groupe français, qui lui-même espère bien, grâce à cette alliance, pénétrer davantage sur le marché allemand.

Comme l'a précisé M. Paul Brochier, président du conseil d'administration et petit-fils du fondateur, l'entreprise familiale souhaite aussi profiter de l'alliance pour étendre sa zone d'activité. Dans un premier temps, cependant, cette collaboration se concentrera sur l'Allemagne, en vue du « marché unique » de 1993 et de l'« ouverture à l'Est ». Brochier a en effet de nombreuses participations dans des sociétés est-allemandes. En même temps, indique-t-on chez Brochier, l'expérience acquise par la Lyonnaise en Grande-Bretagne offre des perspectives particulièrement intéressantes en vue de la privatisation de la distribution de l'eau dans les cinq nouveaux Länder de l'Est.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

Forte réduction du déficit britannique des paiements courants

Le déficit de la balance des paiements courants de la Grande-Bretagne a été limité à 192 millions de livres (1,85 milliard de francs) en données corrigées des variations saisonnières au mois de février, a annoncé l'Office central de statistiques, lundi 25 mars. Ce résultat est le meilleur enregistré par la Grande-Bretagne depuis quatre ans. En janvier, le solde négatif s'était établi à 783 millions de livres et, au début de 1990, il avait atteint près de 2 milliards mensuellement.

Le déficit commercial a atteint 692 millions de livres en février, contre 1,28 milliard en janvier.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS
Banque Fédérative
Crédit Mutuel

34, rue du Wacken - 67000 STRASBOURG

« Le Conseil de surveillance de la Banque Fédérative du Crédit mutuel, réuni le 22 mars 1991 sous la présidence de M. Etienne Pflimlin, a arrêté ses comptes de l'exercice 1990 présentés par M. Raymond Crombeque, président du directoire. Le total bilan a progressé de 21 % pour atteindre 67,3 milliards au 31 décembre 1990. Les dépôts ont augmenté de 31 % et les crédits à la clientèle de 40 %. Le produit net bancaire s'établit à 984 millions de francs et le résultat net à 290 millions de francs, contre 307 millions de francs l'an passé. Le résultat net du périmètre bancaire élargi (caisses locales et banques fédérales du Crédit mutuel d'Alsace, Lorraine, Franche-Comté) ressort à 769 millions de francs, soit en progression de 33 % par rapport à 1989. Après affectation des résultats, les fonds propres de la BFCM dépasseront 2,3 milliards de francs, et ceux du groupe seront de 8,5 milliards de francs contre 7,6 milliards de francs un an plus tôt. »

ÉCONOMIE

ÉNERGIE

Deux protocoles signés

Coopération entre Elf et le Venezuela

Deux protocoles d'accord ont été signés à Caracas le 22 mars entre la société nationale Pdvsa et Elf-Aquitaine. Les deux compagnies ont décidé de mettre en commun leurs moyens pour étudier les possibilités d'association tant au Venezuela qu'en France et en Europe.

- Au Venezuela, pour l'exploration et la production de pétrole dans des zones nouvelles, ainsi que pour la mise en exploitation et le raffinage de bruts lourds et extra-lourds.

- En France et en Europe, pour le raffinage et la distribution de produits pétroliers.

Figurant parmi les premiers producteurs mondiaux de pétrole brut, Pdvsa et ses filiales disposent de réserves évaluées à 60 milliards de barils de pétrole, auxquelles s'ajoutent environ 230 milliards de barils de bruts très lourds.

AGRICULTURE

Une économie pour les éleveurs

M. Louis Mermaz décide la suppression de la vaccination contre la fièvre aphteuse

M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture et de la forêt, a décidé l'arrêt de la vaccination contre la fièvre aphteuse à compter du 1^{er} avril, afin d'être en harmonie avec les autres pays de la CEE.

Certains pays - États-Unis, Japon et d'autres États du Pacifique - interdisent l'importation tant d'animaux vaccinés que de certains produits issus de ces animaux. Selon M. Mermaz, la mesure qui vient d'être prise permettra aux producteurs français de conquérir de nouveaux marchés. En outre, elle se traduira par un allègement des charges des éleveurs de bovins (200 millions de francs par an). Le ministre a toutefois décidé de maintenir un dispositif vigilant de contrôles pour intervenir rapidement en cas de réapparition éventuelle de la maladie.

TRANSPORTS

Un sommet des ministres européens

L'Autriche négocie avec la CEE la création d'un « carnet écologique » pour les camions

A l'occasion de leur sommet du 24 mars à Bruxelles, les ministres des transports de la CEE devaient étudier avec leurs homologues autrichiens et suisses les problèmes que pose la pollution due au passage des poids lourds par l'Autriche et la Suisse. Un « carnet écologique » pourrait être rendu obligatoire pour les camions qui transitent par l'Autriche.

VIENNE

de notre correspondante

Plus de 1,1 million de camions par an transportant des marchandises d'un pays de la CEE à un autre, soit quelque 4 500 par jour, transitent par l'Autriche : 79 % de ce trafic de transit proviennent des camions de la CEE, et le rythme est croissant, selon les experts autrichiens.

Les négociations entre Vienne et Bruxelles menées depuis deux ans sans résultat semblent être entrées dans une phase plus prometteuse, estime M. Rudolf Streicher, ministre autrichien des transports. Il a qualifié de « grand pas en avant » l'approbation récente, par les experts de la CEE, du principe de l'introduction d'un « carnet écologique » pour les poids lourds transitant par l'Autriche.

triche, afin de réduire progressivement les émissions nocives, notamment celles d'oxyde d'azote.

Le taux d'émission - variable selon le type de camion - sera enregistré dans un carnet et chaque passage en l'Autriche coûtera un certain nombre de points, qui sera déduit d'une somme globale de points fixée. Un camion moins polluant consommera moins de points qu'un poids lourd plus nocif. Le taux d'émission autorisé en Autriche pour les poids lourds sera baissé à partir de 1993 et plus que divisé par deux à partir de 1997.

Un compromis pour dix ans

En proposant l'introduction du carnet écologique - le nombre de ces carnets à délivrer devant faire l'objet de négociations annuelles - Vienne espérait avoir contourné l'obstacle que posait dans les négociations l'idée de contourner les permis de transit pour poids lourds. Bruxelles s'y opposait, jugeant tout contingentement incompatible avec le principe de la libre circulation de marchandises à l'intérieur du grand marché européen.

Un désaccord fondamental persiste cependant entre Vienne et Bruxelles sur l'application territoriale du carnet

écologique. La CEE ne veut l'admettre que pour la seule voie de transit du Brenner, Vienne souhaite conclure un accord global pour toutes les voies de transit, notamment vers la Yougoslavie, la Grèce et la Turquie.

Autre point en discussion : la durée de l'accord à conclure. L'Autriche - comme la Suisse - souhaite un accord à long terme, de quinze ou vingt ans. Un compromis de dix ans semble « réaliste », selon les experts à Vienne. Candidats à la CEE, l'Autriche craint qu'une éventuelle adhésion vers le milieu des années 90 ne rende caduc l'accord sur le trafic des poids lourds si laborieusement négocié.

M. Streicher, inventeur de la carte écologique, doit cependant se défendre sur deux fronts en Autriche même. Le président de la Chambre des métiers, M. Leopold Maderthaler, lui a reproché récemment ses « positions maximalistes », qui mettraient en cause les intérêts de l'économie de l'Autriche, qui désire intégrer la CEE dans les meilleurs délais. À l'opposé, les Verts soupçonnent le ministre d'être prêt à accepter des compromis pour obtenir le « billet d'entrée » pour la CEE.

WALTRAUD BARYLI

SOCIAL

De nouveaux statuts pour les ouvriers de l'Assistance publique

La direction de l'Assistance publique (AP) et les syndicats CGT, CFDT, FO et CFTC ont conclu vendredi 22 mars un protocole d'accord établissant de nouveaux statuts pour le personnel ouvrier. Ce texte, qui concerne 4 500 des 88 000 salariés de l'AP, institue un nouveau corps d'agents techniques (450 postes seront créés jusqu'à 1992) permettant d'assurer de véritables débouchés. D'autre part, un nouveau corps d'agents techniques de coordination (150 postes à compter de

1993) est constitué et les rémunérations à l'embauche des ouvriers professionnels ne seront pas inférieures à 5 700 francs nets mensuels hors primes. Appliqué avec effet rétroactif à compter du 1^{er} août 1990, cet accord ratifié par tous les syndicats, y compris - et c'est une première - par la CGT, représente, selon l'AP, un coût de 15 millions de francs en 1991, correspondant à un gain moyen de 3 000 francs par agent sur l'ensemble de l'année.

Tensions dans le bassin houiller d'Albi-Carmoux

ALBI

de notre correspondant

Le projet des Houillères du bassin Centre-Midi de réduire les effectifs employés sur le site de 629 à 285 salariés, la production devant être elle-même réduite de moitié d'ici à 1992, provoque de vives réactions dans le bassin de Carmoux. Alors que ces 344 suppressions d'emplois devraient être annoncées lors du comité central d'entreprise extraordinaire, mercredi 27 mars à Saint-Etienne, une petite centaine de mineurs a envahi, lundi 25 mars dans l'après-midi, le conseil général d'Albi.

Au cours d'une interruption de séance, une délégation de représentants de la CGT et de FO a été reçue par l'ensemble du bureau, à majorité socialiste. Le président, M. Thierry Carcenac, a assuré les mineurs qu'il ne trouvait « aucune concordance dans les mesures envisagées par les Houillères et les différents contacts ministériels que nous avons eus. Nous sommes indignés et nous refusons de cautionner de telles pratiques ». Une motion demandant notamment le retrait du projet de 344 licenciements lors du comité central d'entreprise de Saint-Etienne était ensuite votée à l'unanimité par l'assemblée départementale.

JEAN-PIERRE BARJOU

Dans l'intervalle, celles-ci ont désigné leurs représentants aux conseils d'administration provisoires en fonction du résultat des dernières élections professionnelles (2 FO, 3 CGT, 2 CFDT à la Poste, 1 FO, 3 CGT, 3 CFDT chez France Télécom), où le taux de participation avait atteint 85 %. En revanche, le syndicat SUD, issu d'une scission au sein de la CFDT, n'a pas été autorisé à présenter des candidats et a appelé le personnel à ne pas participer au scrutin, dont les résultats devraient être communiqués le 29 mars.

J.-M. N.

INDUSTRIE

Les banques réduisent leurs crédits à Chrysler

Nouveau coup dur pour Chrysler. Plus durement touché que ses confrères Ford ou General Motors par la déprime des marchés automobiles, le groupe dirigé par M. Lee Iacocca ne pourra compter sur la bienveillance de ses banques créancières. Préoccupées par la mauvaise situation financière du troisième constructeur automobile américain - Chrysler devrait annoncer des pertes de 280 millions de dollars soit 1,5 milliard de francs sur l'année 1990 -, celles-ci viennent de réduire d'un tiers la ligne de crédit dont le groupe automobile pouvait disposer.

Le nouvel accord passé entre le

Election des premiers administrateurs salariés à la Poste et à France Télécom

Près de 490 000 personnes étaient appelées, mardi 26 mars, à élire les représentants des salariés au sein des conseils d'administration de France Télécom et de la Poste, dotés d'un statut d'exploitant autonome depuis le 1^{er} janvier 1991. Cette consultation concernera 318 000 agents de la Poste et 171 000 agents de France Télécom - y compris les quelque 40 000 employés de leurs filiales - qui doivent élire 7 salariés. Ceux-ci siègeront dans chaque conseil pour une durée de 5 ans aux côtés de 7 représentants qualifiés et autant de représentants de l'Etat.

Selon la loi du 2 juillet 1990, le rôle du conseil d'administration consiste « à définir et à conduire la politique générale » de la Poste ou de France Télécom, « conformément aux orientations fixées par le gouvernement et dans le respect du cahier des charges ».

Inspirées de la loi de 1983 sur la démocratisation du secteur public, les règles de représentation du personnel - qui a conservé le statut de fonctionnaire - permettent aux seules organisations syndicales représentatives sur le plan national (CGT, CFDT, FO, CFTC et CFE-CGC) de présenter des listes.

Dans l'intervalle, celles-ci ont désigné leurs représentants aux conseils d'administration provisoires en fonction du résultat des dernières élections professionnelles (2 FO, 3 CGT, 2 CFDT à la Poste, 1 FO, 3 CGT, 3 CFDT chez France Télécom), où le taux de participation avait atteint 85 %. En revanche, le syndicat SUD, issu d'une scission au sein de la CFDT, n'a pas été autorisé à présenter des candidats et a appelé le personnel à ne pas participer au scrutin, dont les résultats devraient être communiqués le 29 mars.

J.-M. N.

ÉTRANGER

A Leipzig, Berlin et Dresde

Nouvelle vague de protestations contre le chômage dans l'ancienne RDA

BERLIN

de notre correspondant

Ils étaient aussi nombreux que la semaine passée : entre 40 000 et 50 000, lundi 25 mars à Leipzig. Des foules qui réclamaient une protection contre le chômage et « l'unité sociale », après l'unité allemande. Une façon aussi de se rappeler au bon souvenir du chancelier Kohl, actuellement en vacances en Autriche. A la tête de la manifestation, se trouvait M. Franz Steinke, le président d'IG Metall - le plus puissant syndicat allemand - à l'origine de la reprise des manifestations dans l'ex-RDA. D'autres rassemblements ont eu lieu dans plusieurs autres villes de l'ex-RDA comme Dresde, Berlin ou Eisenhüttenstadt.

Les « lundis » de Leipzig deviennent ainsi à nouveau un baromètre du climat social et un instrument de pression contre les pouvoirs en place. Le nombre de manifestants ne paraît pas pour le moment s'accroître considérablement d'une semaine à l'autre, mais le mouvement a reçu l'appui de tous les partis d'opposition allemands et d'une partie de l'Eglise évangélique, celle qui avait joué un rôle si important dans les premières manifestations d'octobre 1989 contre l'ancien régime communiste ex-allemand. Lundi, le président du Parti social-démocrate, M. Hans Jochen Vogel, a pris part en personne au ras-

semblement. Il avait à ses côtés M. Wolfgang Thierse, vice-président du SPD, le premier représentant de l'Est au sein de sa hiérarchie.

Le président d'IG Metall a réclaté du gouvernement de nouvelles aides pour amortir le choc du chômage massif prévu pour l'été dans l'ancienne RDA. La seule ville de Leipzig - un peu plus d'un demi-million d'habitants - a déjà dès maintenant cinquante mille sans-emploi et quatre-vingt-dix mille chômeurs partiels. Le patron d'IG Metall a de nouveau réclaté que le maintien en vie et la restructuration des entreprises à l'Est aient la priorité sur la privatisation. Il a demandé la prolongation des accords de non-licenciement qui expirent en juin dans la métallurgie. Le président de l'Association des chômeurs, M. Klaus Grehn, a brandi pour sa part la menace d'une marche sur Bonn pour le 1^{er} mai.

Les leaders du SPD se sont abstenus quant à eux de prendre la parole devant les manifestants, de peur sans doute d'être accusés de jeter de l'huile sur le feu. Mais la situation n'est simple pour personne. Les protestataires réclament des résultats de ceux qui les gouvernent, quelles que soient leurs étiquettes politiques. Le maire de Leipzig, M. Heinrich Lehmann-Grube, venu apporter son soutien à la foule, s'est fait copieusement siffler. Il appartenait pourtant au SPD.

HENRI DE BRESSON

Un mark de l'Est cher payé

Suite de la première page

Le choc structurel sur l'économie est-allemande devenait d'une violence extrême. Même de bonnes entreprises n'avaient plus le temps de se reconstruire. Les Allemands de l'Est échangeaient du pouvoir d'achat contre du chômage.

Sont apparues ensuite les conséquences secondaires. La première concernait les agents économiques privés : investir dans les combines d'Allemagne de l'Est devenait beaucoup plus risqué pour les firmes ouest-allemandes, puisqu'il leur fallait en quelques mois réduire massivement le personnel et faire monter en flèche la productivité du travail. D'où leur prudence. Une prudence renforcée par les incertitudes pesant sur la possession des droits de propriété.

La seconde conséquence était budgétaire : alors que le gouvernement allemand s'était préparé à financer le renouveau des infrastructures, la revalorisation des salaires et retraites à la charge de l'Etat et le paiement d'indemnités de chômage modérées, il était dès lors contraint de subventionner des firmes pour retarder leur fermeture et de verser un minimum vital à une masse croissante de sans-emploi. Avec pour résultat une augmentation du déficit budgétaire ne pouvant qu'engendrer un défilé de politique économique : fallait-il recourir à l'emprunt ou accroître les impôts ? Après avoir résisté longtemps, le chancelier a reconnu sagement qu'un recours à la seconde formule était inévitable.

Mais une question se pose désormais : en instaurant en Allemagne de l'Est un coût du travail très supérieur au coût d'équilibre, le gouvernement fédéral a-t-il condamné l'ancienne RDA à devenir une sorte de Mezzogiorno voué à la stagnation par l'impossibilité d'y développer des activités économiques rentables ? C'est une opinion qui tend actuellement à se répandre. Elle paraît excessive. Les traditions industrielles de l'Est, la qualité potentielle de la main-d'œuvre de ces régions, les modes d'organisation sociale qui ont survécu en profondeur malgré le nazisme et le communisme, la demande et européenne, devraient normalement permettre le développement progressif de nouvelles entreprises. Mais le délai sera beaucoup plus long que le gouvernement allemand ne l'annonce. La période de déclin pourrait bien durer jusqu'à 1995 : un à deux ans pour commencer à les exploiter normalement... Quant au rattrapage, une fois le décollage amorcé, du revenu par tête de l'Allemagne de l'Ouest par la partie orientale du pays, il n'est pas invraisemblable qu'il s'étale sur

dix ans. Ce qui nous conduit à 2005. Au cours de cette période, d'intenses migrations internes sont possibles.

Les Français, qui ont souvent dans le passé, pour des impératifs politiques, commis des erreurs de politique économique, doivent rester compréhensifs face à cette mésaventure allemande. Le chancelier Kohl avait raison de tout faire pour hâter l'unification. Pourrait-il, s'il avait attendu, obtenir aujourd'hui l'accord de l'URSS ? Mais il n'a sans doute pas mesuré les risques qu'il prenait en manipulant ce prix essentiel qu'est un taux de change. Comme a été cessé de le souligner des économistes d'inspiration aussi différente que Maurice Allais ou Alfred Sauvy, on ne bouleverse pas un système de prix sans engendrer d'effets pervers.

Les déboires - transitoires - de l'union économique et monétaire allemande, certains les utilisent aujourd'hui par ignorance ou par tactique, pour freiner l'union économique et monétaire européenne. Or comment ne pas voir que les deux problèmes diffèrent profondément ? Au sein de la Communauté, les systèmes de prix sont en harmonie et les taux de change équilibrés. Le problème est d'assurer la coordination future des politiques monétaires et budgétaires de gouvernements distincts. En Allemagne, l'unicité du gouvernement est réalisée, mais il faut reconstruire de fond en comble l'économie est-allemande pour redonner un sens à un taux de change artificiellement choisis.

Conservons la leçon économique, mais gardons-nous des analogies.

JACQUES LESOURNE

Le ministre des finances tchécoslovaque dénonce la perestroïka

Le très libéral ministre des finances tchécoslovaque, M. Vaclav Klaus, a dénoncé lundi 25 mars, lors d'un discours prononcé à Londres, les méfaits de la perestroïka en matière économique.

Selon lui, cette politique de réformes telle qu'elle est appliquée en Union soviétique revient à planifier de façon centralisée les prix, les taux d'intérêt, la distribution de l'aide internationale... et conduit à « un blocage de l'économie de marché, pas à son développement ». « La transformation radicale d'une économie et d'une société planifiée nécessite l'abandon de la perestroïka », a ajouté M. Klaus, qui a aussi rejeté les modèles de « troisième voie » imaginés en Tchécoslovaque à l'époque du « printemps de Prague », et appliqués dans certains pays industrialisés.

« RFO n'est pas »

Dans la nuit du 22 au 23 mars, des émeutes ont éclaté à Berlin. Après la suppression de la station de radio Free-DMA, les manifestants ont envahi la ville, demandant la suppression de la censure à la radio publique et la suppression des programmes de propagande soviétique à la fois à la radio et à la télévision. M. François Jacquot, PDG de la télévision française, a déclaré qu'il s'en inquiète.

« Pourquoi s'attaque-t-on à la RFO ? Reunion comme à un ballon ? »

On ne peut pas parler de la Réunion d'un grand pays. C'est un petit pays qui a subi de plein fouet les conséquences de la chute du régime soviétique. Les habitants de la Réunion ont subi les conséquences de la chute du régime soviétique. Les habitants de la Réunion ont subi les conséquences de la chute du régime soviétique.

C'est pourquoi on ne peut pas dire que la Réunion est un grand pays. C'est un petit pays qui a subi de plein fouet les conséquences de la chute du régime soviétique. Les habitants de la Réunion ont subi les conséquences de la chute du régime soviétique.

C'est pourquoi on ne peut pas dire que la Réunion est un grand pays. C'est un petit pays qui a subi de plein fouet les conséquences de la chute du régime soviétique. Les habitants de la Réunion ont subi les conséquences de la chute du régime soviétique.

C'est pourquoi on ne peut pas dire que la Réunion est un grand pays. C'est un petit pays qui a subi de plein fouet les conséquences de la chute du régime soviétique. Les habitants de la Réunion ont subi les conséquences de la chute du régime soviétique.

C'est pourquoi on ne peut pas dire que la Réunion est un grand pays. C'est un petit pays qui a subi de plein fouet les conséquences de la chute du régime soviétique. Les habitants de la Réunion ont subi les conséquences de la chute du régime soviétique.

C'est pourquoi on ne peut pas dire que la Réunion est un grand pays. C'est un petit pays qui a subi de plein fouet les conséquences de la chute du régime soviétique. Les habitants de la Réunion ont subi les conséquences de la chute du régime soviétique.

C'est pourquoi on ne peut pas dire que la Réunion est un grand pays. C'est un petit pays qui a subi de plein fouet les conséquences de la chute du régime soviétique. Les habitants de la Réunion ont subi les conséquences de la chute du régime soviétique.

C'est pourquoi on ne peut pas dire que la Réunion est un grand pays. C'est un petit pays qui a subi de plein fouet les conséquences de la chute du régime soviétique. Les habitants de la Réunion ont subi les conséquences de la chute du régime soviétique.

C'est pourquoi on ne peut pas dire que la Réunion est un grand pays. C'est un petit pays qui a subi de plein fouet les conséquences de la chute du régime soviétique. Les habitants de la Réunion ont subi les conséquences de la chute du régime soviétique.

COMMUNICATION

Un entretien avec le PDG de RFO

« RFO n'est pas une télévision néo-coloniale », nous déclare M. François Gicquel

Dans la nuit du 22 au 23 mars, des émetteurs ont attaqué le domicile du directeur de RFO Réunion. Après la saisie de la station pirate Télé Free-DOM, de nombreux responsables politiques, dans l'île et en métropole, demandent à la chaîne publique de « remplir le vide médiatique » en augmentant ses programmes et en développant une télévision de proximité. RFO est-elle à la fois la source de tous les maux de la Réunion et la remède miracle à sa révolte ? M. François Gicquel, PDG de Radio-télévision française d'outre-mer, s'en explique.

« Pourquoi s'attaque-t-on à RFO Réunion comme à un symbole ?

On ne peut pas parler, à la Réunion, d'un grand mouvement de contestation, populaire contre RFO. Les actions intolérables de ces dernières semaines sont le fait de petits groupes dans un quartier bien précis de Saint-Denis. Mais il est vrai que ces violences font suite à des campagnes de dénigrement plus anciennes dans la presse locale. Nous souffrons, je crois, d'une sorte de « syndrome ORTF » : dans une situation de monopole, la télévision publique devient responsable, de tout. Sur notre antenne se cristallisent des attentes contradictoires, qu'une seule société, même avec deux canaux, ne peut satisfaire.

C'est pourquoi RFO ne peut être que favorable à la création de télévisions privées, qui mettra fin à cette situation inconfortable. Cela ne veut pas dire pour autant que la chaîne publique cumule tous les défauts. La 5 et M6 ont-elles été créées parce que les autres étaient mauvaises ? Non, c'est parce que les gens veulent plus d'images et un plus grand choix entre des programmes diversifiés. C'est vrai à la Réunion et

dans les autres DOM-TOM comme en métropole... Certains vous reprochent de ne pas avoir changé RFO assez vite...

Notre plan d'entreprise, adopté en juin 1990, fixe comme objectif d'ouvrir l'antenne plus tôt le matin, de multiplier les émissions de proximité et les productions interrégionales. Mais tout ne peut être fait immédiatement ! Dès le 15 avril, à la Réunion comme en Martinique et en Guadeloupe, les programmes commenceront à 12 h 30 au lieu de 14 h, avec une heure d'information et d'animation locales.

Ne peut-on pas offrir plus vite davantage de programmes comme semblent le souhaiter le gouvernement et le CSA ?

L'augmentation de la durée des programmes risque de se faire à coup d'émissions importées de Paris et au détriment de la production locale. Les contraintes budgétaires nous touchent comme les autres. Je n'ai obtenu que 37 millions de francs de mesures nouvelles en 1991. Elles sont consacrées pour moitié à l'extension des horaires et à l'enrichissement des programmes de trois grandes stations, Guadeloupe, Martinique et Réunion. N'oubliez pas que les contraintes de diffusion de neuf réseaux aux quatre coins du monde grèvent le budget de RFO : 230 millions de francs pour toucher 1,8 million d'habitants et transporter les programmes par satellites, sur un budget de 880 millions.

J'avais demandé à l'Etat pour cette année des efforts supplémentaires : 10 millions de francs pour des émissions pour la jeunesse, 17 millions pour la production, 4 millions pour acheter à l'extérieur des chaînes françaises des émissions adaptées à notre public. Des demandes sacrifiées à la rigueur budgétaire.

On vous reproche parfois de faire une télévision élitiste et trop métropolitaine.

Personne ne fait autant,

d'émissions locales que nous ! Télé Free-DOM ne faisait que deux émissions par semaine, alors que chacune de nos six grandes stations fait en moyenne près de deux heures locales par jour, en variant les genres : spectacles, matches et émissions sportives, magazines. L'information, qui était, il y a trois ans, largement centralisée à Paris, est aujourd'hui réalisée dans les départements et territoires d'outre-mer.

Parler d'élitisme est absurde. Le premier canal de RFO est essentiellement composé d'émissions de TF 1 et FR 3. Nous diffusons « Ex Libris » et « 7 sur 7 » mais aussi « Santa Barbara » et « Sabatier ». Le deuxième canal diffuse les programmes d'Antenne 2. L'ensemble offre chaque soir un vrai choix.

Le public ne s'y trompe pas : à la Réunion, le premier canal de RFO réunit 71 % de l'audience, contre 16 % à Free-DOM (en octobre dernier) et 13 % au second canal, qui rassemble les programmes d'Antenne 2. Les chiffres sont similaires aux Antilles, où existent également des télévisions pirates.

Vraie identité

Les Réunionnais réclament plus de films...

Nous programmons des films le samedi et le mercredi et souvent le matin en rediffusion. Mais le CSA nous a fermement indiqué que nous étions soumis aux mêmes règles que les chaînes métropolitaines, en termes d'horaires, de jours et de nombre de films diffusés. Je souhaite pourtant qu'on assouplisse ce régime pour tenir compte de la situation de départements qui ne disposent pas des mêmes sources de loisirs que la métropole.

Pourquoi ne faites-vous pas des émissions de libre expression comme Télé Free-DOM ?

Les débats existent sur RFO. Peut-être faudrait-il les multiplier.

Mais les émissions de Télé Free-DOM comme « Télé-Dolances » avec ses déclarations ou insultes anonymes par téléphone sont difficilement envisageables sur RFO. Le CSA a rappelé à l'ordre Christophe Dechavanne, qui ne va pas aussi loin.

Avez-vous le sentiment de faire une télévision « néo-coloniale » ?

Cela ne veut rien dire ! RFO est une société composée pour l'essentiel de gens des DOM-TOM. A mon arrivée, la quasi-totalité des rédacteurs en chef et des directeurs de programmes étaient métropolitains. Deux ans après, c'est l'inverse qui est vrai. Nous appelons « télévision d'Etat », comme le fait M. Sudre, est un amalgame facile : RFO est une société nationale à capitaux publics comme A 2 et FR 3.

Cela n'empêche pas les réactions locales de faire leur travail en toute indépendance, malgré les multiples pressions. La contestation interne, la crise sociale grave que j'ai trouvée à mon arrivée sont calmées. J'ai mis le holà à la centralisation d'autrefois : les stations pilotent leurs budgets et leurs journaux, s'associent pour produire ensemble. Peut-être est-ce un RFO plus fort et plus uni qui agace certains.

Mais n'est-ce pas la conception même de RFO, société spécialisée dans la télévision d'outre-mer, qui est aujourd'hui en cause ?

Je crois au contraire que, dix ans après sa création, RFO commence à trouver sa vraie identité. Ni chaînes locales repêchées sur elles-mêmes, ni purs relais de la métropole. Les neuf stations constituent une vraie télévision multi-régionale comme en témoignent les premières coproductions entre la Martinique et la Guadeloupe. Chaque département ou territoire bénéficie de ce réseau pour s'ouvrir au monde et faire connaître son identité, son patrimoine. Cette diversité doit aussi enrichir la métropole même si « Mascarines » trouve encore sur FR 3 un créneau trop étroit le dimanche matin. Les stations de RFO montent déjà des opérations communes avec M 6 et la SEPT.

L'instrument existe, il manque sans doute encore de moyens. C'est comme un solide camion, doté d'un équipage de plus en plus qualifié mais qui aurait juste assez d'essence pour faire le tour du paté de maison.

Propos recueillis par MICHEL COLONNA D'ESTRIA et JEAN-FRANÇOIS LACAN

Décès de Charles Boileau ancien PDG de « l'Est républicain »

Charles Boileau, ancien PDG de l'Est républicain, est mort, le 25 mars, à l'âge de soixante-quinze ans. M. Boileau avait été, de 1976 à 1982, administrateur du Syndicat de la presse quotidienne régionale.

[Né à Thilloy (Vosges), le 27 mars 1915, Charles Boileau a consacré la première partie de sa vie à la médecine, qu'il abandonne en 1961 pour succéder à son beau-père, Raymond Pinchard, à la tête de l'entreprise. La Grande-Chaudière lorraine, actionnaire de l'Est républicain. En 1974, M. Boileau est élu à la présidence du quotidien de Nancy, présidence qu'il cède en 1983 à M. Gérard Lignac.]

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Bénéfice net d'exploitation consolidé en hausse de 14 %

Activité

Les compagnies d'assurances du groupe Cardif, filiales de la Compagnie bancaire, ont réalisé en 1990 un chiffre d'affaires consolidé de 5,9 milliards de francs, en diminution de 5 % par rapport à 1989.

Ce retrait s'explique principalement par la très vive pression commerciale à laquelle a donné lieu le lancement des PEP bancaires et par la concurrence aigüe des SICAV monétaires liée au niveau élevé des taux d'intérêt à court terme. Sur les trois derniers exercices, la croissance du chiffre d'affaires a été en moyenne de 15 % par an.

Les provisions techniques, qui mesurent les engagements en cours à l'égard des assurés, ont progressé de 17 % et atteignent 29,9 milliards de francs en fin d'année. La croissance annuelle moyenne sur les trois derniers exercices a été de 25 %.

L'encours total géré, constitué des provisions techniques d'assurance, des actifs des OPCVM et des capitaux gérés directement pour compte de tiers, a atteint 37,6 milliards de francs en fin d'année, après une progression de 16 %.

Résultats

Le bénéfice net consolidé de Cardif en 1990, part des tiers déduite, est de 146,3 millions de francs, soit :

- 148,1 millions de francs de bénéfice net d'exploitation, en progression de 14 % par rapport à 1989.
- 1,8 million de francs de perte hors exploitation liée à l'amortissement des valeurs.

Rapporté à une action, le bénéfice net d'exploitation s'établit à 47 francs, comparé à 41,8 F en 1989.

L'assemblée des actionnaires se tiendra le lundi 15 avril à 15 heures.

Elle aura à approuver la distribution d'un dividende global de 30,6 millions de francs, soit un dividende par action maintenu à 10 F par action plus 5 F d'avoir fiscal qui sera détaché le 24 avril. Il sera de plus offert à chaque actionnaire la possibilité d'opter pour le paiement du dividende en actions. Si cette proposition est adoptée, l'option sera exercable entre le 24 avril et le 22 mai inclus. Le prix d'émission des actions nouvelles sera publié à l'issue de l'assemblée des actionnaires. Si l'option n'est pas exercée le 22 mai, les dividendes seront payés en numéraire le 7 juin. Toutefois, les actionnaires qui le voudraient pourront se faire régler leurs dividendes en espèces à partir du 24 avril à la condition d'avoir, préalablement à ce règlement, renoncé irrévocablement à exercer leur droit d'opter pour un paiement en actions.



Le Conseil d'administration de la société Deville a arrêté, lors de sa réunion du 13 mars 1991, les comptes sociaux de l'exercice 1990.

Ceux-ci font apparaître un bénéfice net de	11 980 168 F
après déduction des sommes versées au titre de l'intéressement	2 416 743 F
et de la participation de	5 642 829 F
impôt sur les sociétés de	8 618 467 F
et dotation aux amortissements de	
Contre un bénéfice net de l'exercice 1989 de	19 264 430 F
après déduction des sommes versées au titre de l'intéressement	2 432 333 F
et de la participation de	7 417 976 F
impôt sur les sociétés de	5 021 084 F
et dotation aux amortissements de	

Le Conseil d'administration proposera à l'assemblée un dividende net de 10,70 F par action auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 5,55 F donnant un total de 16,05 F.

L'affectation du bénéfice proposée à l'assemblée permet de porter le total des capitaux propres à 142 741 000 F contre 136 693 000 F pour l'exercice précédent.

Les principaux faits saillants de l'exercice 1990 ont été :

- Une politique de développement se traduisant par :
- un effort de modernisation industrielle pour accroître la flexibilité et la productivité des usines, s'accompagnant de la mise au point de produits nouveaux ;
- des opérations de diversification externe avec la prise de contrôle d'entreprises ayant des synergies industrielles et commerciales avec Deville :
- 100 % de La Chénais : fabricant français de cheminées pierre ;
- 100 % d'Airbus : fabricant français de hottes aspirantes dont la production est désormais assurée chez Deville à Charleville ;
- 66 % de Deville-Bourgeois : filiale commune créée avec la société Bourgeois, n° 1 du four à vapeur professionnel, pour mettre sur le marché un four à vapeur grand public.

L'ensemble des investissements réalisés à ces deux titres représente un montant de 48 millions de francs à comparer à 23 millions de francs en 1989.

- Un effort de rigueur en matière de gestion avec notamment l'absorption de la filiale Sodary, permettant de sensiblement économes de frais généraux.
- L'ensemble de ces faits nouveaux trouve sa traduction dans les comptes consolidés du groupe Deville. Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé du groupe Deville atteint 335 673 000 F, à comparer à 262 895 000 F en 1989, en progrès de 28 %, du fait de l'intégration au 1^{er} janvier 1990 de l'activité de La Chénais (53 892 000 F) et du chiffre d'affaires de 47 331 000 F réalisé sous la marque Airbus par ses filiales Airbus et Edi, à dater de leur entrée dans le périmètre de consolidation (1^{er} juillet 1990). Les investissements consolidés atteignent 58 000 000 F à comparer à 20 258 000 F en 1989.

Compte tenu de l'importance de cet effort d'investissement ainsi que des frais de nos récurrents et des coûts exceptionnels de restructuration impliqués par les prises de participations, le bénéfice net consolidé - part du groupe - ressort à 8 152 000 F à comparer à 17 129 000 F pour l'exercice précédent. La marge brute d'autofinancement consolidée s'élève à 20 258 000 F contre 24 439 000 F en 1989.

ELECTRO BANQUE

Le Conseil d'administration, réuni le 20 mars 1991, sous la présidence de Monsieur Philippe DARGENTON, a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

Progression du résultat (+ 6,3 %)

Le total du bilan au 31 décembre 1990 s'élève à 9,6 milliards de francs. Le bénéfice net de l'exercice est de 63,6 millions de francs contre 59,8 millions de francs pour l'exercice

précédent et enregistre une progression de 6,3 %.

Il sera proposé à l'Assemblée générale, convoquée pour le 15 mai 1991, de fixer le dividende net par action à 21 francs (31,50 francs avec l'avoir fiscal) au même niveau que l'année précédente. Compte tenu de l'augmentation du nombre d'actions rémunérées, la distribution globale augmenterait ainsi de 6,3 %.

Les actionnaires auront, de même que les années précédentes, la faculté d'opter pour le paiement de leur dividende en actions.

La vie de l'entreprise, c'est comme la vie de tous les jours, elle gagne beaucoup à être simplifiée.

Il y a assez de choses compliquées dans la vie sans vouloir en inventer. Comment préparer l'avenir de l'entreprise, très simplement, sans se tromper ? Patrons, salariés, tous reconnaissent le rôle de la formation professionnelle dans l'épanouissement de l'entreprise.

Malheureusement, tous ne savent pas combien cet investissement indispensable peut être facilement mis en œuvre. Le métier d'AGEFOS P/ME : faciliter la formation des P/ME. Il suffit à une entreprise de nous en faire la demande et nous sommes là.

AGEFOS P/ME

NOTRE MÉTIER : FACILITER LA FORMATION

Date limite de rendez-vous : 05/04/1991

MARCHÉS FINANCIERS

... Le Monde • Mercredi 27 mars 1991 21

BOURSE DU 26 MARS

Cours relevés à 14 h 26

Composant	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
3600 CAC 35	3600	3600	3600	3600	0.00
3601 ALP T.P.	3601	3601	3601	3601	0.00
3602 ALP T.P.	3602	3602	3602	3602	0.00
3603 ALP T.P.	3603	3603	3603	3603	0.00
3604 ALP T.P.	3604	3604	3604	3604	0.00
3605 ALP T.P.	3605	3605	3605	3605	0.00
3606 ALP T.P.	3606	3606	3606	3606	0.00
3607 ALP T.P.	3607	3607	3607	3607	0.00
3608 ALP T.P.	3608	3608	3608	3608	0.00
3609 ALP T.P.	3609	3609	3609	3609	0.00
3610 ALP T.P.	3610	3610	3610	3610	0.00
3611 ALP T.P.	3611	3611	3611	3611	0.00
3612 ALP T.P.	3612	3612	3612	3612	0.00
3613 ALP T.P.	3613	3613	3613	3613	0.00
3614 ALP T.P.	3614	3614	3614	3614	0.00
3615 ALP T.P.	3615	3615	3615	3615	0.00
3616 ALP T.P.	3616	3616	3616	3616	0.00
3617 ALP T.P.	3617	3617	3617	3617	0.00
3618 ALP T.P.	3618	3618	3618	3618	0.00
3619 ALP T.P.	3619	3619	3619	3619	0.00
3620 ALP T.P.	3620	3620	3620	3620	0.00
3621 ALP T.P.	3621	3621	3621	3621	0.00
3622 ALP T.P.	3622	3622	3622	3622	0.00
3623 ALP T.P.	3623	3623	3623	3623	0.00
3624 ALP T.P.	3624	3624	3624	3624	0.00
3625 ALP T.P.	3625	3625	3625	3625	0.00
3626 ALP T.P.	3626	3626	3626	3626	0.00
3627 ALP T.P.	3627	3627	3627	3627	0.00
3628 ALP T.P.	3628	3628	3628	3628	0.00
3629 ALP T.P.	3629	3629	3629	3629	0.00
3630 ALP T.P.	3630	3630	3630	3630	0.00
3631 ALP T.P.	3631	3631	3631	3631	0.00
3632 ALP T.P.	3632	3632	3632	3632	0.00
3633 ALP T.P.	3633	3633	3633	3633	0.00
3634 ALP T.P.	3634	3634	3634	3634	0.00
3635 ALP T.P.	3635	3635	3635	3635	0.00
3636 ALP T.P.	3636	3636	3636	3636	0.00
3637 ALP T.P.	3637	3637	3637	3637	0.00
3638 ALP T.P.	3638	3638	3638	3638	0.00
3639 ALP T.P.	3639	3639	3639	3639	0.00
3640 ALP T.P.	3640	3640	3640	3640	0.00
3641 ALP T.P.	3641	3641	3641	3641	0.00
3642 ALP T.P.	3642	3642	3642	3642	0.00
3643 ALP T.P.	3643	3643	3643	3643	0.00
3644 ALP T.P.	3644	3644	3644	3644	0.00
3645 ALP T.P.	3645	3645	3645	3645	0.00
3646 ALP T.P.	3646	3646	3646	3646	0.00
3647 ALP T.P.	3647	3647	3647	3647	0.00
3648 ALP T.P.	3648	3648	3648	3648	0.00
3649 ALP T.P.	3649	3649	3649	3649	0.00
3650 ALP T.P.	3650	3650	3650	3650	0.00
3651 ALP T.P.	3651	3651	3651	3651	0.00
3652 ALP T.P.	3652	3652	3652	3652	0.00
3653 ALP T.P.	3653	3653	3653	3653	0.00
3654 ALP T.P.	3654	3654	3654	3654	0.00
3655 ALP T.P.	3655	3655	3655	3655	0.00
3656 ALP T.P.	3656	3656	3656	3656	0.00
3657 ALP T.P.	3657	3657	3657	3657	0.00
3658 ALP T.P.	3658	3658	3658	3658	0.00
3659 ALP T.P.	3659	3659	3659	3659	0.00
3660 ALP T.P.	3660	3660	3660	3660	0.00
3661 ALP T.P.	3661	3661	3661	3661	0.00
3662 ALP T.P.	3662	3662	3662	3662	0.00
3663 ALP T.P.	3663	3663	3663	3663	0.00
3664 ALP T.P.	3664	3664	3664	3664	0.00
3665 ALP T.P.	3665	3665	3665	3665	0.00
3666 ALP T.P.	3666	3666	3666	3666	0.00
3667 ALP T.P.	3667	3667	3667	3667	0.00
3668 ALP T.P.	3668	3668	3668	3668	0.00
3669 ALP T.P.	3669	3669	3669	3669	0.00
3670 ALP T.P.	3670	3670	3670	3670	0.00
3671 ALP T.P.	3671	3671	3671	3671	0.00
3672 ALP T.P.	3672	3672	3672	3672	0.00
3673 ALP T.P.	3673	3673	3673	3673	0.00
3674 ALP T.P.	3674	3674	3674	3674	0.00
3675 ALP T.P.	3675	3675	3675	3675	0.00
3676 ALP T.P.	3676	3676	3676	3676	0.00
3677 ALP T.P.	3677	3677	3677	3677	0.00
3678 ALP T.P.	3678	3678	3678	3678	0.00
3679 ALP T.P.	3679	3679	3679	3679	0.00
3680 ALP T.P.	3680	3680	3680	3680	0.00
3681 ALP T.P.	3681	3681	3681	3681	0.00
3682 ALP T.P.	3682	3682	3682	3682	0.00
3683 ALP T.P.	3683	3683	3683	3683	0.00
3684 ALP T.P.	3684	3684	3684	3684	0.00
3685 ALP T.P.	3685	3685	3685	3685	0.00
3686 ALP T.P.	3686	3686	3686	3686	0.00
3687 ALP T.P.	3687	3687	3687	3687	0.00
3688 ALP T.P.	3688	3688	3688	3688	0.00
3689 ALP T.P.	3689	3689	3689	3689	0.00
3690 ALP T.P.	3690	3690	3690	3690	0.00
3691 ALP T.P.	3691	3691	3691	3691	0.00
3692 ALP T.P.	3692	3692	3692	3692	0.00
3693 ALP T.P.	3693	3693	3693	3693	0.00
3694 ALP T.P.	3694	3694	3694	3694	0.00
3695 ALP T.P.	3695	3695	3695	3695	0.00
3696 ALP T.P.	3696	3696	3696	3696	0.00
3697 ALP T.P.	3697	3697	3697	3697	0.00
3698 ALP T.P.	3698	3698	3698	3698	0.00
3699 ALP T.P.	3699	3699	3699	3699	0.00
3700 ALP T.P.	3700	3700	3700	3700	0.00

Règlement mensuel

3600	CALIF. T.P.	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600</
------	-------------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	--------

هكذا من الامل

Le Monde

INITIATIVES

CAMPUS ♦ EMPLOI

COMMENT GÉRER LES DIVAS

Artistes, créateurs ou financiers de haut vol, techniciens hors pair, certains salariés, au sommet de la pyramide, bouleversent les structures bien rôdées des ressources humaines. Leur gestion relève de l'irrationnel ou de l'affectif.

Pages III à V



SOMMAIRE

De jeunes techniciennes à l'assaut des bastions masculins

Dans les sections de génie électrique et d'informatique industrielle des instituts universitaires de technologie, on ne trouve que 5 % de fille. Une étude du Laboratoire d'économie et de sociologie du travail d'Aix-en-Provence révèle les motivations de ces jeunes femmes, séduites par des métiers masculins..... VI

Apprendre le sport à l'université

Vouées jusqu'à présent à la formation des « profs de gym », les filières se diversifient vers la gestion des équipements et des institutions..... VII

STAGES EN ENTREPRISE... IV

17 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

(Publicité)

3 JOURS D'EMPLOI DANS « LE MONDE »

LUNDI DATE MARDI Section C Economie Le Monde Dirigeants Le Monde Juristes Le Monde Gestion	MARDI DATE MARDI Section D Economie Le Monde Fonction Commerciale Le Monde Cadres Le Monde Informatique Le Monde Secrétaires Pointe	MERCREDI DATE JEUDI Section D Economie Le Monde CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES Le Monde International
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Mercredi 27 mars 1991. - Supplément au n° 14359 - Ne peut être vendu séparément.

Comment gérer les divas ?

L'entreprise soumise aux caprices

LE phénomène est plus parisien que provincial, davantage lié aux professions à la mode qu'aux métiers traditionnels, et tend à se développer avec la croissance des activités tertiaires de haut de gamme. Mais l'apparition des « stars », des « divas », des « salimbanges » et autres « golden boys » se signale bien comme l'une des tendances fortes de ce tournant de la décennie. Un choc culturel, prêt à tout bouleverser.

Appelé à se répandre dans de nombreux secteurs, le plus souvent au sommet de la pyramide, et en dehors de toute grille salariale, le mouvement éme la panique dans les structures bien rodées, car il ébrite l'arrivée de l'irrationnel ou de l'affectif. Là où il prolifère, il perturbe les schémas posés de la gestion des ressources humaines. Pour les DRH (directeurs des ressources humaines), qui s'arrachent les cheveux, et tous ceux qui veulent introduire de la logique dans le pilotage de collectivités au travail, il signifie, au pis, la fin de certitudes qu'ils avaient mis tellement de temps à imposer dans les entreprises modernes. Au mieux, et chez les plus imaginatifs, il réhabilite la nécessité de l'invention permanente, pour s'adapter à des situations continuellement chan-

geantes. D'un point de vue anecdotique, l'effet de tornade est sidérant. Voici des salariés, de talent pour la plupart, qui sont capables des caprices les plus enfantins ou qui cultivent leur différence. Fantastiques, mégalomanes parfois, écorchés vifs presque toujours, ils ont besoin qu'on les aime, et qu'on leur en fasse la démonstration, pour un rien. A leur propos, les histoires abondent. On raconte que des créatifs, dans la publicité, exigeaient qu'on leur permette de se droguer, que d'autres devenaient odieux dès qu'ils angossaient. Et ainsi de suite, puisque l'on ne prête qu'aux riches.

Après un « joli coup » à la salle des marchés, tel opérateur disparaissait sans un mot et revenait des Bahamas des mois plus tard. L'un de ses collègues continuait de flamber, au casino, et plusieurs, victimes du stress, s'écroulaient dans une brutale léthargie, accablés au doute. « Ils ne connaissent pas les contrats de travail, ignorent le code du travail, travaillent comme des fous pendant des heures... ou pas du tout », explique un DRH, qui n'a pas su se faire au milieu et l'a vite quitté, épouvanté.

Les « artistes », les créateurs ou les financiers de haut vol ne sont pas les seuls touchés. Des dirigeants de grande lignée, des consultants, des journalistes -

et pas seulement de l'audiovisuel - mais aussi des commerciaux flamboyants ou des techniciens hors pair succombent à cette frénésie exigeante pour eux comme pour leur entourage. Est-ce par vanité ? Ils demandent des signes de reconnaissance quelquefois futiles. Un bureau décoré selon leur goût, un avantage exorbitant du droit commun, un statut particulier ou des marques évidentes de leur particularisme.

« Il faut comprendre, plaide Serge de Gannay, président du Groupe G, à leur niveau, le salaire n'est plus le problème. Il leur faut autre chose. » Dans leur cas, tout devient affaire de psychologie. Ils doivent se sentir « bien », il faut leur prouver qu'on s'intéresse à eux « par la qualité du challenge qu'on leur offre tous les jours », il faut passer son temps à décoder les petites figures qui pourraient provoquer les grands drames. « Nous sommes dans l'ordre du qualitatif, poursuit-il. Gérer des divas, c'est savoir manier des ressources rares. » Mécanismes brillants à la susceptible orgueilleuse, individualistes d'une grande sensibilité, perpétuellement insatisfaits, ils réclament des attentions d'un savant dosage, entre les défis pour se surpasser et les gestes pour les rassurer.

Mais il ne faudrait pas en rester à ce

folklore. Au-delà d'apparences soigneusement entretenues, ces comportements se justifient, et les entreprises savent bien pourquoi elles supportent ces « oiseaux sauvages » que les plus dynamiques cherchent activement à attirer. Ils apportent le mouvement, l'air frais et des capacités exceptionnelles qui méritent bien quelques égards. Plus fondamentalement, ils sont la garantie d'une faculté à évoluer, à sentir le marché, quand des structures ossifiées ne songent qu'à se reproduire à l'identique, jusqu'au déclin. « Une société bien conduite se doit d'intégrer un pourcentage de déviants ou de personnages atypiques pour s'adapter de manière d'essai, affirme un excellent connaisseur des organisations sociales, ils représentent le sang neuf. »

D'autres vont plus loin, qui assurent, comme Didier Jeanperrin, DRH d'une filiale de CIT Alcatel, que ces pratiques nouvelles annoncent des changements à venir. Les jeunes diplômés que l'on courtise tant, toutes ces professions gagnées par la « starification » introduisent dans le milieu du travail des rapports plus sains qu'autrefois. « Comme le marché leur est favorable, ils mesurent leur adhésion à l'entreprise au plaisir que celle-ci leur procure, constate-t-il. Si un seul élément les gêne, ils s'en vont sans

état d'âme ni conflit. » De la notion d'un contrat de travail, on passe presque à celle d'un contrat commercial où les litiges, quand il y en a, se terminent par des règlements à l'amiable. Il arrive que les dossiers soient traités par juristes interposés, pour ajouter à la distance. « Tout devient très clean », confirme un autre DRH.

A terme, ceux qui défendent cette vision optimiste pensent que les cadres dirigeants adopteront cette attitude et que celle-ci sera acceptée par un nombre grandissant d'entreprises, même si leur secteur d'activité ne s'y prête pas a priori. Dans leur esprit, les informaticiens et les consultants d'aujourd'hui seraient les précurseurs de ce qui va se produire, au nom de la modernité.

Ils ont sans doute raison, mais un contre-exemple peut donner à réfléchir. Ce n'est sûrement pas par hasard si, dans deux secteurs bien précis, l'opéra ou le monde du spectacle et l'audiovisuel, la gestion des « divas » cohabite avec celle de métiers techniques outrageusement corporatistes, définis selon des frontières méticuleuses. Comme quoi le mode de fonctionnement du futur peut faire bon ménage avec des systèmes frappés par la désuétude !

Alois Lohaus

Les « oiseaux sauvages » du président

Les hauts potentiels sont aussi les cadres ayant une étincelle d'imagination créatrice

« **L** nous faut des voyous ! », s'exclama-t-il récemment, et en forçant volontairement le trait, un grand patron, découvrant l'incapacité de son équipe de dirigeants à sortir des sentiers battus. Les Américains parlent plus joliment d'« oiseaux sauvages » et les opposent aux « Yes-Men », ces cadres en si parfaite adéquation avec les normes de l'entreprise que leur esprit s'y est en quelque sorte enfoncé.

Jusqu'à ces dernières années, on identifiait les « hauts potentiels » aux cadres ayant les meilleurs diplômes. Aujourd'hui, l'expression désigne davantage les personnalités ayant une étincelle d'imagination créatrice, celles qui seront capables de concevoir et promouvoir des transformations. Leur différence devient une richesse, il faut la soigner, la cultiver... « Peut-être même a-t-on aujourd'hui un peu trop tendance à rechercher le salimbange », note Janek Rayer, directeur de l'activité ressources humaines du cabinet Ernst & Young, alors qu'il s'en fait qu'il a dote homodépathique. La gestion de cette « ressource humaine » n'est donc pas une mince affaire.

« Ce sont des personnes en permanence insatisfaites, comme l'artiste », souligne Serge de Gannay, président du Groupe G, cabinet de stratégie et de management... « Elles ont une sensibilité plus vive que la moyenne, ajoute Max Vermote, qui dirige un cabinet de recrutement. Conscientes de leur valeur, elles ont en même temps besoin d'être sans cesse rassurées. Individualistes, elles ont du mal à se plier à une organisation stricte. »

Tel avocat, qui vient d'intégrer un cabinet de juristes nationaux, s'y est révélé très précieux. Mais... lui et son équipe ont l'habitude de travailler la nuit. Les autres ont dû s'y faire. Telle grande entreprise s'est résignée à laisser son directeur scientifique travailler souvent à domicile parce qu'il ne supporte pas les bureaux paysagers. S'ils se heurtent à des attitudes rigides, les « oiseaux sauvages » choisissent



souvent de s'envoler vers d'autres cieux : on les prend donc tels qu'ils sont pour ne pas les perdre. Nombre de ces individualistes sont en même temps des conformistes à la recherche d'une reconnaissance très classique, à travers le salaire, le standing du bureau, l'accès à tel club ou aux avions privés de l'entreprise, ou encore les attentions particulières du président, la possibilité de l'appeler par son prénom... Mais pour Janek Rayer, les meilleurs sont en général un peu « à côté ou au-dessus » de ces préoccupations, même s'ils sont soucieux de faire reconnaître leur spécificité.

Mais tous réclament une attention particulière. « Il faut beaucoup les écouter, beaucoup parler

avec eux, être constamment disponibles », dit Serge de Gannay, parlant des « oiseaux sauvages » de sa propre société. En même temps, il est essentiel de les maintenir dans un certain cadre de rigueur et de discipline pour leur propre sauvegarde. « Se confronter aux contraintes de la réalité industrielle peut stimuler la capacité créative, souligne Jean-Pierre Valériola, directeur général de la communication à L'Oréal. L'architecte le sculpteur, subissent eux aussi ces contraintes... » Mais souvent le laisser-faire l'emporte et le créatif devient une sorte de Castafiore, source de difficultés multiples.

Il faut aussi donner à ces atypiques, non de la disponibilité pour réfléchir, lire, jouer leur rôle de tête chercheuse, mais un maximum de tâches et de responsabilités : « Autrement, ils deviennent ingérables », assure Serge de Gannay, qui ajoute : « Ils sont au meilleur d'eux-mêmes dans une situation de surmenage. » Les structures les plus capables de bien gérer ces tempéraments sont des entreprises petites ou jeunes et en expansion, ou bien encore souples et personnalisées ; globalement, toutes celles qui s'efforcent de miser sur la créativité de l'ensemble de leur personnel.

Marie-Claude Berbeider

L'affectif en plus

Les directeurs des ressources humaines doivent s'accommoder du narcissisme

« **M**ÊME si le métier reste le même, avec ses grandes préoccupations - comment attirer les meilleurs, comment les garder, comment faire pour qu'ils restent les meilleurs, comment les former, les motiver, les rémunérer... - c'est complètement différent. » Après une expérience chez Matra-Manurhin, Agnès du Boulay, trente-sept ans, est devenue directrice des ressources humaines (DRH) du groupe de communication BDDP en 1990. Si elle n'est pas directement concernée par le recrutement des créatifs, qui relève de la compétence des directeurs de création, elle est cependant confrontée aux spécificités du secteur et d'abord à un turn-over important.

Les créatifs sont en effet des oiseaux volages. Et de bonnes rémunérations ne suffisent guère à les fidéliser. Il faut aller au-delà. « Nos collaborateurs ne resteront dans l'agence que s'ils ont de bonnes conditions de fonctionnement », constate-t-elle. Or une bonne ambiance de travail implique un minimum de doigté. « Ce qui est difficile pour moi, c'est d'introduire de la rigueur dans un monde où elle est perçue comme une contrainte, de donner un retour, de gérer les rémunérations d'une manière globale sans céder à la pression du moment. » Devenu DRH du groupe de com-

munication RSCG, en 1985, après un passage chez RVI et dans le BTP, Bruno Athias tient un discours à peu près identique : « Mon métier, c'est d'être un peu, au niveau des ressources humaines, le service clientèle de l'agence en interne. Il faut leur fournir de bonnes conditions de travail. Trouver des locaux spacieux, veiller à leur agencement... »

MANIÈRE SOFT. Cependant, si les entreprises de communication cherchent à développer leur côté convivial, elles n'en sont pas moins très exigeantes à l'égard de leurs salariés. « On a une gestion de l'emploi plus souple que dans les autres secteurs d'activité, reconnaît Bruno Athias. On se sépare peut-être plus facilement des gens. Mais d'une manière soft. » Effectivement, dans ces milieux, les départs négociés sont une spécialité.

S'il y a un domaine qui intéresse beaucoup Bruno Athias, c'est la politique salariale. « Dans la publicité, les jeunes qui commencent sont souvent mal payés. Mais le talent, c'est quelque chose qui peut exploser. Si on ne prend pas en compte cette évolution, le jeune qui explosera partira. C'est pourquoi il est important d'arriver à mettre en place une politique efficace et cohérente. » Dans ce

domaine, précise-t-il, le DRH n'a pas beaucoup d'autonomie. Il travaille en étroite relation avec son directeur général.

Jean-Michel Garrigues, trente-trois ans, DRH de tout le groupe Europe 1 communication, établit trois points de comparaison entre les entreprises de communication et les autres. D'abord, souligne-t-il, les premières ont des structures souples et fonctionnent en petites unités. Cela leur permet de s'adapter aux hommes qui les intègrent, alors que dans les entreprises classiques les hommes doivent s'adapter aux structures. Deuxième point, l'impact des personnalités est plus fort dans la communication, ce qui rend délicates les questions de remplacement alors que, dans l'industrie, les collaborateurs sont plus interchangeables.

Mais le fait, enfin, d'avoir des structures souples et des personnalités fortes implique une gestion des ressources humaines plus complexe : « Dans le monde industriel, il y a en matière de gestion de ressources humaines environ 75 % de technique et 25 % de politique. Dans la communication, on fait au minimum l'inverse. »

Catherine Leroy

UNIVERSITÉ DE PARIS
PANTHEON SORBONNE
INITIATION À L'ERGONOMIE
Séminaires de 5 jours
8-12 avril - 16-20 septembre
21-25 octobre - 18-22 novembre
Cet enseignement de base constitue également la première partie de la préparation du D.E.S.U.P. (3^e cycle)
ERGONOMIE-ÉCOLOGIE HUMAINE
contact : département ERGONOMIE 45-57-97-79

LA GRANDE ÉCOLE DE COMMUNICATION
Sciences Com
3^{ème} cycle
sur concours
à Bac + 4
Durée des études : 1 an
2^{ème} cycle
sur concours
à Bac + 2
Durée des études : 2 ans
SCIENCE COM
BP 67
44093 Nantes cedex 01
Tél. (01) 40 35 79 80
3615 code
SCIENCE COM

jeunes diplômés
Plus de 3800 postes
Plus de 300 formations de 3^e cycle
Venez choisir les 5 et 6 avril 1991
à l'Espace Champerret - 75017 Paris
Entrée libre
JD
Le salon des jeunes diplômés
Vendredi : 10h00-19h30
Samedi : 10h00-18h00
Métro : ligne 3
Porte de Champerret
Bus : PC84/292/3
163/164/165
Tél. (01) 40 17 00
501 V.I.R.

L'obligation du professionnalisme

Seule la « vox populi » permet aux vedettes d'agir différemment des autres salariés

Les divas obéissent aux règles de base de l'économie. Plus elles sont rares et compétentes, plus elles coûtent cher en termes de salaires et de temps consacré à gérer leurs exigences. Une star de l'opéra ou du cinéma se situe en haut de l'échelle où l'on trouve, décroissant, les professionnels du sport, les hommes politiques et les vedettes de la télévision.

C'est un postulat de base pour les chercheurs et sociologues, en tout cas ceux - peu nombreux - qui se sont penchés sur le phénomène. Sabine Chalvon-Demersay et Dominique Pasquier, toutes deux au CNRS, se sont intéressées spécifiquement (1) aux animateurs de télévision : « Il est difficile de généraliser notre étude à l'ensemble de la population diva, remarque Sabine Chalvon-Demersay, mais certains traits sont communs, indéniablement. »

Ainsi, mis à part les métiers fortement protégés par un statut corporatiste indéboulonnable, seule la vox populi permet aux vedettes

d'agir différemment des autres salariés. « Elles sont néanmoins contraintes à la prudence car leur statut est précaire, c'est sûr, confirme Dominique Pasquier. Elles doivent donc toujours faire preuve d'un grand professionnalisme et rester fidèles à leur image. On semble être loin aujourd'hui des excès hollywoodiens des années 50. »

Fortes de l'appui du public, les stars négocient. Leur salaire mais également leurs conditions de travail, leurs horaires, le choix de leurs équipes. Leur interlocuteur est rarement le directeur des ressources humaines. « A la télévision, une quinzaine de vedettes discutent directement avec le directeur de la chaîne, note Dominique Pasquier. Les DRH ont surtout en charge la découverte de nouveaux talents, mais ensuite, très souvent, le dossier leur échappe. »

SOLITAIRE. Reconnaissables dans la rue, envahies par un courrier toujours très abondant, les divas restent souvent des solitaires. « Ce

mythe n'est pas sans fondement », analyse Sabine Chalvon-Demersay. L'exemple des animateurs TV semble tout à fait révélateur. « Leur solitude commence à l'accueil. Yves Mourousi a ainsi raté un Journal de 13 heures parce qu'il avait oublié sa carte d'accès à TF1 et que les gens de la sécurité ont fait comme s'ils ne le reconnaissaient pas. Leur chemin de croix se poursuit ensuite sur le plateau. Les techniciens, comme le réalisateur, n'acceptent pas de les voir s'accaparer une émission. Or les spectateurs disent bien « T'es regardé Sabatier ou Drucker » mais prononcent rarement le titre de l'émission. »

Comment parler aussi de solidarité ? Les divas ne sont pas solitaires quand un directeur général ne sert plus à rien parce que son entreprise s'est fait absorber par une plus grosse, il y a une séparation en principe à l'amiable. Ce sont les « divas-kléennes ». Dans le cas des cadres supérieurs, le montant du chèque est d'autant plus élevé qu'on achète leur silence. »

Pourtant, le droit du travail est souvent bafoué. Nombre de « divas » qui sont salariées se font passer pour travailleurs indépendants ou sont employées dans des sociétés écrans. « Depuis que les banques se sont aperçues qu'une poignée d'informaticiens pouvaient bloquer tout le réseau, certains petits gènes de l'informaticien bancaire sont salariés de fausses sociétés prestataires de services. Ce prêt de main-d'œuvre à but lucratif est illégal et, en cas de licenciement, les

salariés se rendent compte qu'ils ne bénéficient pas des avantages de la convention collective des banques. Mais cette situation est devenue tellement courante qu'ils n'imaginent pas travailler sous un autre statut. »

Informaticiens, manœuvres et stylistes n'ont rien inventé : la pratique de la fausse sous-traitance est monnaie courante dans le bâtiment, et les inspecteurs du travail éprouvent les pires difficultés pour accéder aux factures commerciales entre l'utilisateur et le faux prestataire de services.

Il ne faut pourtant pas se laisser abuser et croire que salimbanques et cadres supérieurs vivent dans un monde totalement clos. Comme le constatent les inspecteurs, « bien souvent, le système ne marche que parce qu'il y a des revenus collectifs de remplacement. Même les divas vont aux ASSÉDIC. »

Marie-Béatrice Baudet

(1) Drôles de stars. La télévision des animateurs. Para chez Aobier.

La loi à l'épreuve

DIRECTEURS généraux, informaticiens de haut vol, manœuvres, stylistes, les inspecteurs du travail connaissent à la fois très bien et très mal la situation de ces salariés peu ordinaires. « Ils ne risquent pas de tomber d'un échafaudage. Ils sont très bien payés, ne sont jamais syndiqués et viennent rarement nous voir. Conclusion : les syndicats s'en fichent et nous aussi. A 400 000 francs par mois, les problèmes ne sont plus les mêmes », constate un inspecteur du travail pour qui les entreprises des « beaux quartiers » n'ont plus de secret.

Si les contrats de travail - quand contrat il y a - sont souvent les mêmes que ceux des autres salariés, hormis une clause de mobilité internationale, « l'obligation de moyens s'efface au profit de l'obligation de résultats ». En clair, peu importe la façon dont ils organisent leur travail pourvu qu'ils atteignent

leurs objectifs. Mais si la fin justifie les moyens, ces divas doivent aussi fidélité et loyauté à leur employeur. « C'est pourquoi si Michel Polac avait attaqué Bouygues pour licenciement abusif, il aurait probablement perdu », commente un inspecteur, qui ajoute malicieusement « à moins que la diva ne plaide qu'un de ses objectifs professionnels était d'obtenir le maximum d'audience, quitte à injurier son employeur. »

SITUATION PRÉCAIRE. Même si personne ne s'en offusque, nombre de ces divas vivent dans une situation précaire. Les contrats à durée déterminée, très fréquents dans les milieux de la mode, du spectacle et de l'audiovisuel, tendent aussi à le devenir pour les directeurs généraux ou certains informaticiens. « C'est la contrepartie du salaire très élevé. Il y a un consensus à ce sujet. Les gens ont admis être une marchandise et vendre leur cerveau ou leur force de tra-

vail. Quand un mannequin a une clearance sur le jambe, quand un informaticien prend de l'âge, ou quand un directeur général ne sert plus à rien parce que son entreprise s'est fait absorber par une plus grosse, il y a une séparation en principe à l'amiable. Ce sont les « divas-kléennes ». Dans le cas des cadres supérieurs, le montant du chèque est d'autant plus élevé qu'on achète leur silence. »

Pourtant, le droit du travail est souvent bafoué. Nombre de « divas » qui sont salariées se font passer pour travailleurs indépendants ou sont employées dans des sociétés écrans. « Depuis que les banques se sont aperçues qu'une poignée d'informaticiens pouvaient bloquer tout le réseau, certains petits gènes de l'informaticien bancaire sont salariés de fausses sociétés prestataires de services. Ce prêt de main-d'œuvre à but lucratif est illégal et, en cas de licenciement, les

salariés se rendent compte qu'ils ne bénéficient pas des avantages de la convention collective des banques. Mais cette situation est devenue tellement courante qu'ils n'imaginent pas travailler sous un autre statut. »

Informaticiens, manœuvres et stylistes n'ont rien inventé : la pratique de la fausse sous-traitance est monnaie courante dans le bâtiment, et les inspecteurs du travail éprouvent les pires difficultés pour accéder aux factures commerciales entre l'utilisateur et le faux prestataire de services.

Il ne faut pourtant pas se laisser abuser et croire que salimbanques et cadres supérieurs vivent dans un monde totalement clos. Comme le constatent les inspecteurs, « bien souvent, le système ne marche que parce qu'il y a des revenus collectifs de remplacement. Même les divas vont aux ASSÉDIC. »

Frédéric Lemaître

Comment gérer

L'audiovisuel des

Dans la vaste catégorie des des animateurs ou des réalisateurs négocient leur

C'EST à TF1, avec plus de mille cinq cents salariés - permanents, intermittents, intérimaires, pigistes ou cachetiers, - que les situations sont les plus diverses. Avant la privatisation de 1987, les salariés étaient soumis à la convention collective de l'audiovisuel du service public (qui regroupait les personnels techniques et administratifs, et les emplois spécifiques, comme les chefs d'orchestre ou les producteurs artistiques). Depuis, la chaîne a renégocié leur statut avec la signature, en janvier 1991, d'un accord avec les syndicats.

Dans ce cadre, les situations atypiques concernent plus de trois cents personnes à un degré variable. Si la majorité des journalistes sont régis par la convention nationale des journalistes de l'audiovisuel et par un accord d'entreprise, certains d'entre eux bénéficient, selon le directeur du personnel, Henri Bignalet, de clauses exorbitantes jouant sur une partie du salaire perçu. Il en va ainsi pour des journalistes présentateurs de renom, débauteurs ou producteurs d'émissions, dont la présence ou l'absence à l'antenne garantissent une bonne audience.

D'autres emplois, comme l'ensemble des professions artistiques, sont rémunérés uniquement au cachet. Mais ils n'échappent pas à une réglementation définie avec les syndicats. Ainsi les artistes-interprètes ne relèvent pas du droit commun mais ont une réglementation particulière, qu'ils exercent à TF1 ou au cinéma. Même situation pour les « intermittents techniques », comme les techniciens de production, qui pour les ASSÉDIC entrent dans la catégorie des « intermittents du spectacle ». Dans les faits, l'intermittent technique qui peut être maquillé ou décorateur, négocie sa

rémunération avec des minimas assurés (dans le service public, au contraire, les barèmes sont fixes). **CLAUSES D'EXCLUSIVITÉ.** Il existe aussi, à TF1, des contrats à durée déterminée atypiques, liant des personnes à la chaîne avec des clauses d'exclusivité. « C'est le cas de certains animateurs célèbres qui négocient leur contrat d'embauche directement avec la direction générale, avec ou sans avocat », déclare Henri Bignalet. L'animateur choisit d'être salarié de l'entreprise ou devient celui de sa propre société de production qui, seule, négocie un contrat de production d'émissions, par exemple. Dans toutes les hypothèses, certaines dispositions demeurent identiques, notamment sur le prix à payer pour la rediffusion de l'émission ou la vente de celle-ci à une autre chaîne, l'utilisation de l'image de l'animateur ou de son nom.

A Antenne 2, la situation paraît plus homogène, même si on compte aussi de deux cents à trois cents salariés « atypiques ». « Hormis les journalistes permanents et les emplois administratifs ou techniques, nous avons également des cachetiers employés par la chaîne », déclare Jean Rozat, directeur de production. Certains d'entre eux sont payés au mois ou à l'émission. Dans ce dernier cas, le contrat est négocié par le directeur général ou avec la production, en obéissant à la loi de l'offre et de la demande. La rémunération, le plus souvent, est établie sur une base annuelle, la fourchette pouvant aller de 7 000 francs à plusieurs dizaines de milliers de francs par mois. « Cela concerne les gens qui répondent au critère d'une émission, les producteurs ou les tenants de ceux-ci », selon Jean Rozat. A Antenne 2 aussi, certains animateurs préfèrent travailler pour une société de production, seule tenue juridique de fournir une ou plusieurs prestations.

les divas ? cachetiers

intermittents,
contrat de gré à gré

Le personnel ponctuellement utilisé par Antenne 2 se range aussi dans la catégorie des cachetiers. Il en est ainsi de tel généraliste de l'armée de terre qui se produit parfois quasi gratuitement (avec le minimum syndical) si son passage est plus une promotion de ses chansons qu'une véritable prestation.

A Europe 1, le personnel artistique désigne aussi bien les intermittents techniques (preneurs de son ou câblesurs notamment), au nombre assez réduit, que ceux qui exercent des professions dites intellectuelles. Ces derniers, selon Jean-Michel Garrigues, directeur des ressources humaines du groupe Europe 1-Communications, « sont des journalistes pigistes ou non, ou des cachetiers - animateurs d'antenne par exemple ». Ils sont tous embauchés avec des contrats à durée déterminée puisque, par nature, « le travail est saisonnier, la grille des programmes étant établie du 1^{er} septembre au 31 juin. »

Pour Jean-Michel Garrigues, « le statut d'intermittent est celui de la nature même de l'audiovisuel, qui serait moins riche si il n'y avait que des salariés permanents ». Le gouvernement l'a bien compris avec la réflexion (1) en cours sur le statut des intermittents de l'audiovisuel.

Jean-Marie Schlumbo

(1) Des négociations entre les parties sociales et les pouvoirs publics sont en cours sur une réforme du statut de l'audiovisuel.

(Publicité)

CENTRE NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL NOTARIAL

11 bis, rue d'Edimbourg 75008 Paris

ACCÈS AUX FONCTIONS DE NOTAIRE NOUVEAU RÉGIME DE LA VOIE DITE « PROFESSIONNELLE »

AVIS D'EXAMEN D'ENTRÉE DANS LES CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE NOTAIRES

Les épreuves écrites d'admissibilité de l'examen d'entrée aux centres de formation professionnelle de notaires auront lieu pour la session 1991 :

- le JEUDI 17 OCTOBRE 1991 à 8 h 30 pour la note de synthèse ;
- le VENDREDI 18 OCTOBRE 1991 à 9 heures pour la composition juridique

Ces épreuves se dérouleront à BORDEAUX, LILLE, LYON, MARSEILLE, MONTPELLIER, NANCY, PARIS, POITIERS, RENNES, STRASBOURG, TOULOUSE.

Pour les candidats déclarés admissibles, les épreuves orales d'admission se dérouleront aux mêmes lieux entre le 12 novembre et le 21 décembre 1991.

Les dossiers de candidature doivent être adressés au centre de formation professionnelle de notaires choisi par le candidat, au plus tard le 17 août 1991. Les candidats au diplôme de maîtrise en droit de la session d'examen de septembre-octobre 1991 pourront, avant la date précitée, déposer un dossier de candidature sous condition de l'obtention dudit diplôme ; ils devront alors compléter leur dossier de candidature en produisant, avant le 31 octobre 1991, un document justifiant de l'obtention de la maîtrise.

Pour tous renseignements, s'adresser aux centres de formation professionnelle de notaires suivants :

AIX-EN-PROVENCE	Tél. : 91-37-25-01
BORDEAUX	Tél. : 56-44-00-91
LILLE	Tél. : 20-54-54-52
LYON	Tél. : 78-68-13-70
NANCY	Tél. : 83-35-43-14
NIMES-MONTPELLIER	Tél. : 67-54-18-38
PARIS	Tél. : 43-80-45-55
POITIERS	Tél. : 49-49-42-55
RENNES	Tél. : 99-33-12-33
STRASBOURG	Tél. : 88-32-10-55
TOULOUSE	Tél. : 61-23-22-91

STAGES

Le service JOBSTAGE du CDTE est désormais accessible en tapant directement : 3615 LEMONDE.

« Le Monde Initiatives » publie chaque semaine des offres de stages en entreprises pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTE, association responsable de ce service, lancé en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur Minitel 36-15 LEMONDE. Les frais annuels d'inscription sont de 149 F (129 F pour les adhérents de la MNEF).

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au 47-35-43-43.

Gestion

Lieu : Paris. Date : mai 91. Durée : 2/3 mois, embauche possible. Ind. : 3 000 F/mois. Profil : bac + 3, comptabilité, informatique, Lotus 1, 2, 3. Mission : Travaux analyse gestion et préparation du cahier des charges pour développement informatique, travaux courants d'exploitation et développement. 11693.

Comptabilité

Lieu : Paris. Date : avril 1991. Durée : 3/6 mois, embauche possible. Ind. : 1 500 F + ind. repas. Profil : bac + 2, connaissances juridiques et fiscales. Mission : Tenue de dossiers comptables, déclarations, paie, saisie informatique. 12642.

Personnel

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois minimum. Ind. : A définir. Profil : bac + 4, niveau DESS, DEA, gestion, finances, droit, TTX. Mission : Audit d'activité, de départements, de procédures internes. 13614.

Marketing

Lieu : Courbevoie, déplacements province. Date : immédiat. Durée : 3 mois, embauche possible. Ind. : A définir. Profil : bac + 2 ou 3. Mission : Technico-commercial, pro-

motion de matériaux de technique avancée d'isolation, suivi et valorisation de la clientèle, contacts avec ingénieurs et encadrement du personnel. 14971.

Lieu : St-Ouen-l'Aumône, déplacements. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 3 500 F. Profil : bac + 3/4, école de commerce/management. Mission : Evaluer l'acceptabilité et la faisabilité d'un système de cartes de fidélité (carte club), dans le domaine de la fourniture industrielle. 14972.

Lieu : Fresnes. Date : immédiat. Durée : 3 mois, plein temps ou 3/4 temps. Ind. 38 F/h. Profil : bac. Mission : Prospection et enquêtes par téléphone. 14970.

Lieu : Evry. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 2 000 F/mois. Profil : bac + 5 marketing, gestion commerciale, publicité. Mission : Recherche politique commerciale et stratégie de communication pour l'activité de l'entreprise, plus de 20 études de faisabilité pour autres secteurs. 14966.

Lieu : Paris, déplacements. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : 6 000 F brut. Profil : bac + 4, marketing, école de commerce/micro-informatique. Mission : Etudes de marché, analyse secteur concurrentiel, produits industriels et spéciaux. 14959.

Commerce

Lieu : Paris, Date : avril 1991. Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 F. Profil : bac + 3, école de commerce, vente. Mission : Prospection auprès des directions des ressources humaines de grandes entreprises et auprès d'organismes de formation. 15716.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois, embauche possible. Ind. : Très intéressante. Profil : bac + 2 ou 3, connaissances en assurance et presse appréciées. Mission : promotion d'un salon, commercialisation de stands, facturation. 15741.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : A définir. Profil : bac, formation assurée. Mission : Vente d'espaces publicitaires pour un nouvel annuaire national. 15714.

Informatique

Lieu : Paris. Date : avril. Durée : 2 mois. Ind. : 3 000 F. Profil : bac

+ 2, micro-informatique, IUT ou BTS. Mission : Développement d'une application sur progiciels dans windows. 17924.

Lieu : Paris. Date : mai 1991. Durée : 2 mois. Ind. : SMIC. Profil : bac + 2 IUT informatique, OPEN ACCESS 2 ou similaire (DBASE III). 17923.

Lieu : Clamart. Date : immédiat. Durée : 2 mois, embauche possible. Ind. : 2 500 F. Profil : bac + 1/2 BTS CNAM ou autres, anglais, espagnol. Mission : analyste-programmeur connaissant système MS DOS ou UNIX et langage BASIC C, ou PASCAL. 17922.

Lieu : Toulon. Date : immédiat. Durée : 3 mois, embauche possible. Ind. : 300 F/jour. Profil : bac, expérience pupitrage indispensable sur gros système, BULL DPS7 sur IBM/MVSXA. Mission : Pupitrage en poste semi-continuum (I/N) sur matériel Bull DPS 7000/GCOS 7 dans le secteur bancaire. 17921.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 semaine. Ind. : 2 000 F. Profil : bac MS DOS. Mission : installation d'un logiciel sur parc micro-informatique. 17919.

Lieu : Le Blanc-Mesnil. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 7 000 F/mois + prime. Profil : bac. Mission : Concevoir un algorithme « réaliste » permettant une optimisation informatique d'une optimisation (seuil de perte, coût de coupel en temps quasi réel. 17918.

Lieu : Orly. Date : immédiat. Durée : 4 mois, embauche possible. Ind. : 3 000 F + prime. Profil : bac + 2 à 4, TURBO PASCAL. Mission : Développement de programmes statistiques et graphiques (écarts, traçeurs) en turbopascal 5-5 ou 6. 17901.

Communication

Lieu : Issy-les-Moulineaux. Date : avril 1991. Durée : 6 mois. Ind. : A définir. Profil : bac + 5 environnement, eau, air, déchets, énergie, bruit.

Mission : Concevoir et réaliser en liaison avec des experts des supports pédagogiques de sensibilisation à l'environnement. 18842.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois minimum. Ind. : A définir. Profil : bac, bon niveau commercial. Mission : Agent de distribution de produits vinicoles. 4002.

Lieu : Burgdorf, Allemagne. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : A définir. Profil : bac. Mission : Stagiaire en technologie ou marketing. 5001.

Lieu : Munich, Allemagne. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : A définir. Profil : bac, stagiaire bilingue, trilingue. Mission : Employé dans une société allemande de haut de gamme. 5002.

Et de nombreux autres stages sur le 36 15 LEMONDE. Pour tous renseignements, contactez le CDTE au 47-35-43-43.

THE AMERICAN UNIVERSITY OF PARIS
département de formation permanente

- * cours d'américain *
- * nouvelles sessions *
- * inscriptions immédiates *
- * préparation TOEFL/MAT *

intensif : 30 h
9 h-12 h sur 2 semaines
début : 8 avril

en cours du soir : 40 h
lun./mer., 19 h-21 h
début : 8 avril

en week-end : 40 h
samedi, 9 h-13 h
début : 13 avril

American Language Institute
BP. AL-40 34, avenue de New-York
75116 Paris. Tél. : 47-30-44-99

L'Opéra de Paris

JEAN-PASCAL LABÉ est un directeur du personnel comme il en existe peu en France. Cet ancien directeur du travail, porteur d'un papillon, qui, l'année dernière, exerçait ses fonctions dans le très huppé bâtiment ardoisé de Paris, est, en effet, responsable des 1 300 permanents qui comptent l'Opéra de Paris, soit quelque soixante-quinze qualifications différentes à gérer, réparties en plusieurs lieux géographiques, de l'Académie au danseur étoile, du décorateur, du comptable au chœur, en passant par les personnels des ateliers de construction de décors et costumes, de l'École d'art lyrique ou de l'École de danse de Nanterre, sans oublier l'ensemble des fonctions administratives classiques dans toute entreprise.

En résumé, un « casse-tête » que cette direction du personnel, élargie par l'ouverture, l'année dernière, de l'Opéra-Bastille flamboyant neuf, et qui a vu, un temps, « garnieristes » et « bastillais » se mesurer, poids des traditions comme des corporatismes oblige. En effet, si une partie des troupes à l'Opéra Garnier pour berceau, l'autre partie du recrutement a été faite à l'extérieur. « L'opéra est en train de s'ouvrir », confie Jean-Pascal Labé, « mais le rôle psychologique a été rude. Car il est clair que les méthodes de travail valables à Garnier ne le sont plus tout à fait à Bastille. »

« Il nous faut compter avec le poids des traditions, poursuit le directeur du personnel de la « vieille dame ». Aussi, l'un des problèmes les plus difficiles à résoudre à l'Opéra-Bastille a été la confrontation avec la modernité dans un immeuble de haute technologie. « La machine à maquiller et à démaquiller les artistes n'a pas été inventée », comme le dit avec humour Jean-

مركز من اجل

La douloureuse reconversion des médecins

Autrefois, se reconvertir relevait du choix. Aujourd'hui, il s'agit plutôt d'une nécessité

LS ne sont pas nombreux à pointer à l'ANPE. Leur chiffre tourne, comme il y a dix ans, autour de 1 000. Mais une enquête du CREDES, publiée dans le *Généraliste* à la fin de 1990, montre que 3 130 médecins généralistes (5,6 % des généralistes), installés depuis au moins 1987, sont en situation très difficile, avec un chiffre d'affaires égal ou inférieur à 200 000 francs par an, soit un revenu net de 60 000 francs par an. Et 11 000 médecins (soit 20 % des généralistes) ont un chiffre d'affaires inférieur à 250 000 francs.

« Seuls vont s'inscrire à l'ANPE ceux qui ont été salariés, déplore Martine Favot, présidente de Médecins 2000, une association qui regroupe des médecins en difficulté. Mais tous devraient le faire, ne serait-ce que pour se faire connaître et faire prendre en compte le problème au niveau national. » Petit détail : ils pourront en outre bénéficier d'une formation rémunérée (4 225,50 F par mois). Seulement, pour avoir accès à ces stages, le médecin libéral devra auparavant décrocher sa plaque. Une démarche difficile.

« Mon statut social, c'est tout ce qui me reste », résume un médecin de Dijon. Et puis, au bout du compte, quelle assurance ont-ils ? Certains organismes essaient de mettre en place des stages qui ne soient pas des voies de garage. Ainsi, Sup de Co Paris avait pris soin d'associer à son stage de marketing, en 1989, des intervenants extérieurs susceptibles d'aider les médecins à se reclasser dans des laboratoires ou des agences de publicité médicales. Cependant, cette politique est loin d'être systématique. Bien souvent, « les débouchés sont incertains », reconnaît l'ANPE.

« Nous avons dans nos fichiers quelque quatre cents demandes de reconversion », indique le docteur



Patrick Brezac, vice-président de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et directeur de l'Association pour la reconversion des médecins (ARM). « Il y a des médecins en difficulté, bien sûr, mais aussi des jeunes en fin d'études qui réalisent qu'ils n'ont pas la vocation ou encore des généralistes qui ont une activité insuffisante mais qui se sentent dévalorisés par le système de soins actuel. »

Seulement, la plupart n'ont guère d'idées pour leur avenir. « L'idéal serait de leur faire faire un bilan professionnel. Nous cherchons un financement. » L'argent, le nerf de la guerre, manque cruellement. « Pour les grandes reconversions industrielles, on débouche des fonds. Pour les médecins à reconversion, 20 000 si on compte tous ceux qui ne sont pas installés, qui vivent de remplacements, de bricolage... il n'y a pas un sou », déplore Patrick Brezac.

Des transfuges, il y en a toujours en dans le monde médical. Des médecins qui se sont reconvertis au marketing dans des laboratoires pharmaceutiques, ou se sont retrouvés dans la finance, l'immobilier et même le journalisme ou l'édition. La nouveauté tient plutôt à l'évolution des motivations. Autrefois, se reconvertir relevait du choix ; aujourd'hui, c'est de plus en plus une nécessité.

Certains ont su profiter d'opportunités comme ce médecin devenu

informaticien chez Unilog, une SSII : « J'avais envie d'autre chose, raconte-t-il. L'informatique m'attirait. Aussi, lorsque j'ai appris que la CSMF organisait des tests pour les médecins qui souhaitaient se reconvertir dans l'informatique, j'ai sauté sur l'occasion. » L'informatique, une planche de salut pour les médecins ? Oui... à condition qu'ils ne soient pas trop âgés. Unilog, qui emploie une dizaine d'ex-médecins, a fixé à trente-neuf ans l'âge limite des candidatures.

Les reconversions suivent parfois des chemins bien tortueux. Alain Gomet a trente ans lorsqu'il décide d'abandonner son cabinet qui marchait plutôt bien. Son rêve est de travailler dans un laboratoire pharmaceutique. On lui conseille de suivre une formation à l'informatique. A l'issue du stage, surprise, tous ses condisciples, des bac + 2 ou + 3, trouvent un travail sans problème. Lui reste sur le bord de la route.

Ses handicaps, une société d'assurances se chargera de les lui faire connaître. « Trop diplômé et trop âgé, vous n'arriverez pas à vous intégrer à l'équipe. » Il finit par trouver un poste d'analyste programmeur dans une caisse de retraite et de prévoyance de cadres. Déçu par son travail et par son salaire, Alain Gomet, qui n'avait pas fait son deuil de la médecine, décide de rouvrir son cabinet. Mais les temps ont changé, la concurrence est devenue trop rude. Il abandonne la médecine. Définitivement. En août 1989, il s'inscrit à l'ANPE. Deux mois plus tard, il entre dans une petite SSII du Val-de-Marne qui emploie six personnes.

Toutes les histoires ne se terminent pas aussi bien. Ainsi, ce jeune médecin dijonnais qui travaille à perte cherche depuis des mois à quitter la médecine. Son rêve : travailler sur l'environnement. Un institut de l'environnement, à Strasbourg, a rejeté sa candidature pour une formation d'éco-conseiller. Aujourd'hui, il cherche toujours une solution.

Ces difficultés ont amené le professeur André Gouaze, président de la Conférence des doyens de faculté de médecine, à affirmer que « les facultés de médecine ne doivent plus se limiter à la formation de futurs praticiens » (le Monde du 11 septembre 1990). Elles doivent intégrer dans le cursus des options permettant aux étudiants de se réorienter en cours de formation s'ils le jugent nécessaire. Une politique de prévention.

Catherine Leroy

La culture générale à la cote

BREST

de notre correspondant

SOIXANTE salariés du Crédit mutuel de Bretagne (CMB) sont, depuis la rentrée, en formation de culture générale à l'université. Secrétaires, responsables d'agence, conseillers... il s'agit de personnes qui sont sur le terrain et en milieu de carrière, volontaires pour suivre des cours de sociologie, de droit, d'économie ou d'histoire.

« C'est cela qu'il nous faut ! », Christian Mandard, responsable du département formation au CMB, ne s'attendait pas à recevoir un tel écho de la proposition de formation universitaire lancée auprès du personnel. « Nous avons fait plusieurs réunions d'information. Il y avait à chaque fois 80 à 100 personnes. Certains attendaient cela depuis longtemps. Ils ont senti que, pour les vingt ans qui viennent, il y avait une chance à prendre. »

Cent soixante candidats ont postulé. Soixante ont été retenus après un entretien avec le service de formation continue de l'université de Bretagne occidentale à Brest (UBO), partenaire du Crédit mutuel de Bretagne dans cette opération. Soixante autres leur emboîteront le pas en septembre 1991 et autant en 1992.

L'objectif est d'amener les stagiaires au niveau bac+1 ou bac+3, selon la formation initiale de départ constatée. Ils sont entrés dans leur entreprise dans les années 70, après une seconde, une première ou une terminale. C'était l'époque de la « conquête de l'Ouest » pour le Crédit mutuel de Bretagne qui, profitant de la libéralisation des guichets, a ouvert des points de vente un peu partout dans cette région. D'où un gros besoin de personnel. Six cents personnes ont été embauchées entre 1970 et 1975.

Aujourd'hui, cette banque régionale est devenue un groupe de 4 000 personnes, qui a sa maison de titres, sa salle de marchés et s'internationalise. « Au départ, souligne Christian Mandard, nos produits bancaires

étaient simples. On faisait surtout du logement. Les choses se sont compliquées et sophistiquées. »

La formation professionnelle a suivi cette évolution. La préparation au CAP et au brevet professionnel a cédé la place à « métier », c'est-à-dire la spécialisation, l'autre « transversale », qui porte sur la formation générale et consiste, souligne Jean-Paul Glémarec, directeur de la formation continue à l'université de Brest, « à redonner de la cohérence au savoir acquis au coup par coup afin de mieux suivre l'évolution de l'entreprise. »

TRAVAIL PERSONNEL. La formation se déroule sur deux années et au rythme de trois jours par mois au sein de groupes de trente personnes, à Brest et à Lorient. Elle implique donc un gros travail personnel. L'originalité de cette démarche est d'instituer un diplôme d'université qui témoignera de l'acquisition des connaissances. Les stagiaires sont tenus de se soumettre à un contrôle continu. Au long de ces deux années, ils auront des épreuves sous forme de lectures, soumettre un mémoire. Ce qui s'appelle une « formation diplômante ». Au programme : de la psychologie, de la sociologie, de l'analyse de données, de l'expression, de l'économie, du droit et de l'histoire. « Il s'agit de mieux comprendre notre environnement », indique Christian Mandard.

L'intérêt pour le Crédit mutuel, qui met 1 million de francs dans cette action pour deux ans, est double : d'abord il recherche l'adaptabilité de son personnel grâce à un meilleur niveau général. En second lieu, il mise sur un impact psychologique en montrant qu'il se soucie des salariés qui ont le plus besoin de formation et qui ont contribué à monter une entreprise où l'on cherche à développer un certain « patriotisme ».

Gabriel Simon

De jeunes techniciennes à l'assaut de « bastions masculins »

On ne trouve que 5 % de filles dans les sections de génie électrique et informatique industrielle des IUT

DANIELLE, la Bretonne, et Sandra, la Parisienne, font partie de ces toutes petites minorités de jeunes filles qui ont osé partir à l'assaut d'un « bastion masculin » de la formation et de l'emploi. Toutes deux ont en poche un diplôme universitaire de technologie (DUT) en génie électrique avec option électronique.

« J'ai jamais bricolé avec mon frère et jouer au foot, explique Danielle. Quand j'ai vu ce qu'on enseignait à mes sœurs aînées qui se préparaient à des emplois de bureau, j'ai préféré suivre l'exemple d'un cousin qui travaillait à l'aérospatiale après avoir fait des études techniques. » Sandra, fille d'un ingénieur électronique, « ne savait pas trop quoi faire », mais elle « avait besoin de se démarquer », notamment de ses sœurs. Aller en IUT, surtout en 1972, et choisir l'électronique répondait bien à ce désir.

On trouve aujourd'hui seulement 5 % de filles dans les sections de génie électrique et informatique industrielle des IUT. Elles constituent 4 % des effectifs en génie mécanique et produisent et ne sont que 2 % en BTS de mécanique automatisée. A peine plus qu'il y a quinze ans.

Qui sont donc ces jeunes filles et que deviennent-elles dans la vie professionnelle ? Une étude, réali-

sée par Anne-Marie Daune-Richard et une équipe du Laboratoire d'économie et de sociologie du travail (LEST-CNRS) d'Aix-en-Provence, permet aujourd'hui de s'en faire une idée. L'enquête a porté sur les BTS et DUT des spécialités industrielles liées aux nouvelles technologies. Elle n'a concerné que l'académie d'Aix-Marseille, mais, à travers des interviews réalisées auprès de jeunes femmes d'autres régions comme Danielle et Sandra, elle donne de bonnes indications sur la réalité française globale.

PROGRESSION SOCIALE. On y découvre d'abord que le désir de faire de telles études ne se développe pas dans n'importe quel contexte familial. Ce dernier est presque toujours marqué par une forte volonté de progression sociale (ou de maintien d'un statut menacé). La majorité des parents regrette de n'avoir pas fait d'études, ou pas suffisamment, et ils ont reporté sur leurs enfants leurs espoirs déçus. Assez souvent, le père, d'origine ouvrière, a réalisé une forte progression professionnelle grâce à un effort prolongé de formation continue activement soutenu par la mère. Tous deux ont fait le maximum pour que leurs enfants fassent de bonnes études.

Si elles ont montré des aptitudes dans les matières scientifiques, la plupart de ces jeunes filles ont fait

des études assez moyennes. Avenaient-elles une attirance marquée pour la spécialité choisie ? Non, constate l'équipe du LEST : au moment de leur choix, elles n'en avaient qu'une connaissance très floue. Le plus souvent, elles disent avoir opté pour un secteur « nouveau » ou « d'avenir », deux mots qui renvoient surtout à la réussite professionnelle.

Un constat s'impose, étonnant : « Toutes ces jeunes filles occupent, à des degrés divers, une place de garçon dans leur famille d'origine », soit que cette dernière n'en compte pas, soit que le ou les fils aient échoué dans leurs études. La future jeune technicienne supérieure est alors celle sur qui les parents reportent la réalisation de leurs espoirs, et très souvent celle qui réalise le projet du père. Parmi ses sœurs, elle est aussi celle qui s'affirme en transgressant plus ou moins les rôles traditionnels. Mais si le rejet des métiers « féminins », jugés sans intérêt, est assez fréquent, le choix d'une filière masculine par révolte proprement dite contre la « condition féminine » apparaît très minoritaire.

L'insertion dans la vie professionnelle s'effectue dans l'ensemble assez facilement. Celles qui n'arrivent pas à trouver un poste stable ou évoluent vers un travail déqualifié se révèlent souvent prises en tenaille entre les exigences contradictoires d'un métier masculin très

prenant et d'un milieu familial modeste qui attend toujours autant des femmes à la maison. Le sexisme semble avoir davantage d'effets en matière de mobilité : pour ne pas avoir à l'affronter de nouveau, certaines jeunes techniciennes se fixent précocement dans une entreprise, dans un poste, cherchant alors à devenir « expertes » dans leur spécialité. Celles qui résistent le mieux se caractérisent par une origine sociale plus élevée que la moyenne. Elles ont une forte volonté de progression professionnelle, qui les amène fréquemment à utiliser à fond les possibilités de formation et de promotion.

Celles qui se réorientent vers un métier carrément différent sont animées par deux motivations principales : ou bien elles veulent échapper à la contradiction famille-travail ; ou bien elles découvrent, après quelque temps, que le métier ne leur convient pas. Les secondes tirent mieux leur épingle du jeu que les premières et elles retrouvent en général un emploi de niveau équivalent. Aucune ne se tourne vers un autre « fief masculin ». La poursuite des études après le BTS ou le DUT est de plus en plus fréquente. Une fois sur deux, celles qui sont dans ce cas « féminisent » alors plus ou moins, elles aussi, leur orientation...

Marie-Claude Berthod

MARS 1991

Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS
LE BILAN ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL 1990

est paru

200 pages - 47 F

Le Monde

ENQUÊTE
QUI CONTRÔLE
LES PROFS
DE VOS ENFANTS ?

ÉVALUATION
LE PALMARÈS
DES CLASSES PRÉPAS.

Le Monde

Premier dossier
LE MARCHÉ DES CÉRÉALES

Second dossier
LES MUSÉES EN MARCHÉ

Le Monde

PHILATELISTES

l'Officiel de la philatélie

- Thématique : les timbres de l'ordre de Malte.
- Actualité : le courrier français de la guerre du Golfe.
- Les stations dérivantes au pôle Nord.
- La rubrique « Télécartes ».

En vente chez votre marchand de journaux

Api
Vouées

AVEC leurs grands sacs de sport, leurs survêtements fluorescents et leurs baskets, les quelque onze mille étudiants des sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) apportent une touche originale à dix-neuf campus. A tel point qu'on oublie qu'ils n'ont pas toujours fait partie du paysage. Avant de devenir une discipline d'enseignement supérieur à part entière, l'éducation physique a connu bien des avatars.

Cette histoire mouvementée se devine à travers la succession de sigles qui ont désigné les établissements chargés d'accueillir ces étudiants. Jusqu'en 1968, on étudiait l'éducation physique à l'IREPS (Institut régional d'éducation physique et sportive), qui dépendait plus souvent des facultés de médecine. Dans les années 70, la disci-

Les grandes sur la pointe d'

DEUX élèves nageurs de l'école des mines de Paris préparent une étude sur les retombées économiques que la France pourrait enregistrer si elle accueillait la Coupe du monde de football. Les étudiants de l'ESIC Lille sont associés de très près à l'organisation des Jeux mondiaux de l'entreprise, qui se dérouleront dans la capitale du Nord en juin. Est-ce la preuve que les grandes écoles parent sur le développement du mariage du sport ? Pas nécessairement.

Car ces initiatives sont bien souvent essentiellement le fait d'individus ou d'associations étudiantes. Les établissements, eux, restent très prudents. Trois écoles parisiennes, toutefois, font exception. A l'ESIC, Alain Baudry, responsable de la maîtrise économique et gestion du sport de Paris IX (Dauphine), assure une série de conférences sur ce sujet. HEC propose un module de sensibilisation au management du sport, sa deuxième année.

Depuis six ans, sous l'impulsion de l'un de ses professeurs, Jean-Paul Minquet, l'ESCP propose, en dernière année, une spécialisation management du sport à une quinzaine d'étudiants. Un enseignement fondé essentiellement sur des rencontres avec des décideurs de la sphère sportive ou para-sportive : en 1990, le directeur de Fidal Sport est venu expliquer les méandres de la fiscalité des clubs, et Nelson Piquet, président du CNOSF (Comité national olympique du sport français), a fait une intervention sur le rôle des dirigeants dans les fédérations. Aujourd'hui, on retrouve

BAC + 5 ÉCOLE SUPÉRIEURE DE 1

MASTÈRE SI

COMPTABILITÉ INTERNATI

- Sélection ouverte aux titulaires d'un D.E.A., D.E.S.S., et aux titulaires de Grandes Écoles d'Ingénierie ou de Gestion.
- Dates limites d'inscription : 15 mai (1^{re} session) - 3 septembre (2^e session).

Renseignements : SUP DE CO ROUEN
Direction des Programmes Spécialisés
B.P. 108 - 76136 MONT-SAINT-AUBERT
Tél. : 33.74.83.00 - Fax : 33.74.83.02

Chambre de Commerce et d'Industrie

552 من لامل

INITIATIVES
CAMPUS

Le Monde • Mercredi 27 mars 1991 VII

Apprendre le sport à l'université

Vouées jusqu'à présent à la formation des « profs de gym », les filières se diversifient vers la gestion des équipements et des institutions

AVEC leurs grands sacs de sport, leurs survêtements fluo, leurs baskets, leurs casques, les quelque onze mille étudiants en sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) apportent une touche originale à dix-neuf campus. A tel point qu'on oublie qu'ils n'ont pas toujours fait partie du paysage. Avant de devenir une discipline d'enseignement supérieur à part entière, l'éducation physique a connu bien des avatars.

Cette histoire mouvementée se devine à travers la succession de sigles qui ont désigné les établissements chargés d'accueillir ces étudiants. Jusqu'en 1968, on étudie l'éducation physique à l'IREPS (Institut régional d'éducation physique et sportive), qui dépend le plus souvent des facultés de médecine. Dans les années 70, la discipline fait une entrée timide à l'université et les étudiants se familiarisent avec l'UEPS (Unité d'enseignement et de recherche en éducation physique et sportive). Après la loi Savary, en 1984, la matière gagne son dernier galon avec la création des UFR STAPS. Un cursus complet allant du DEUG au doctorat est alors institué.

De ce passé récent, il reste encore des traces qui font la particularité de cette filière. L'exemple le plus marquant est la sélection des étudiants pour entrer en première année de DEUG. Alors que les autres filières sont tenues d'accepter tout bachelier, les UFR STAPS peuvent vérifier les aptitudes physiques des candidats. Officiellement, ce n'est pas un concours. Mais le petit nombre de places fait de ce contrôle une procédure de sélection très sévère. En 1990, sur treize mille candidats, un

peu plus de deux mille deux cents ont été reçus. Devant l'inflation des candidatures, certaines universités recourent à des procédures plus ou moins légales. A Poitiers, Bordeaux ou Clermont-Ferrand, en plus des résultats aux tests physiques, on tient compte des notes au bac. A Montpellier, on étudie également le dossier scolaire.

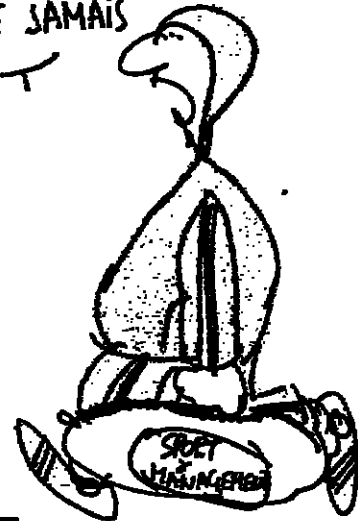
Ces méthodes ont provoqué de vives protestations. Quatre ou cinq affaires de sélection illicite ont été portées devant les tribunaux administratifs. « Sur les huit cents postulants, une bonne moitié a les aptitudes pour suivre le cursus. Mais comme nous ne disposons que de cent places, nous devons trancher dans le vif », reconnaît Guy Papez, directeur de l'UFR STAPS à Orléans. Conséquences : pour multiplier leurs chances, les étudiants les plus motivés passent les procédures de sélection dans plusieurs universités. Ainsi Thierry Barrière, aujourd'hui en licence à Nanterre, avait postulé dans les trois universités parisiennes : Paris-V, Paris-X et Paris-XI.

Au ministère de l'éducation nationale, on commence à prendre conscience de l'insuffisance des capacités d'accueil. Et l'on annonce la création de huit UFR STAPS dans les deux ans à venir. Les premières seraient à Nantes, Orléans et Amiens. « Cela devrait permettre d'accueillir de six cents à huit cents étudiants supplémentaires en première année, en 1993 », estime Alain Hébrard, chargé de mission à la direction des enseignements supérieurs.

Mais cette sélection n'a pas que des effets négatifs. Dans ces promotions qui comptent très rarement plus de cent étudiants, on ne connaît pas l'anonymat des grandes universités. « A Nanterre, nous copions sur celui d'un jour dans le jury avant le début des cours de première année. C'est une bonne façon de se connaître rapidement. Cela donne une ambiance très familiale », explique Guillaume Thierry, étudiant en seconde année.

Actuellement, les étudiants continuent à s'orienter massivement dans cette voie. Sur les 2 500 étudiants de seconde année de second cycle, 2 000 préparent le CAPEPS (certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive). Toutes les UFR ont mis en place une préparation à ce concours, sur un an. L'enseignement continue à susciter bien des vocations, parce que c'est l'un des

J'AI PRIS L'OPTION "CAISSE NOIRE"
ON NE SAIT JAMAIS



rares métiers qui permette de continuer à pratiquer le sport et parce qu'il laisse suffisamment de temps aux professeurs pour gérer parallèlement une association sportive ou donner des cours. Ce qui constitue un moyen d'arrondir les maigres salaires versés par l'éducation nationale.

Mais le CAPEPS est loin de constituer une simple formalité. D'autant que la réussite à ce concours est soumise à la fluctuation du nombre de postes. En 1991, 850 enseignants d'éducation physique devaient être recrutés par cette voie. Finalement, compte tenu des coupes budgétaires imposées par la guerre du Golfe, 682 postes seront mis au concours. Du coup, quelques universités ont cherché de nouveaux créneaux pour leurs diplômés. Aujourd'hui, trois filières de diversification apparaissent clairement. Celle qui connaît le plus fort développement est la maîtrise option « sport et

rares métiers qui permette de continuer à pratiquer le sport et parce qu'il laisse suffisamment de temps aux professeurs pour gérer parallèlement une association sportive ou donner des cours. Ce qui constitue un moyen d'arrondir les maigres salaires versés par l'éducation nationale.

Mais le CAPEPS est loin de constituer une simple formalité. D'autant que la réussite à ce concours est soumise à la fluctuation du nombre de postes. En 1991, 850 enseignants d'éducation physique devaient être recrutés par cette voie. Finalement, compte tenu des coupes budgétaires imposées par la guerre du Golfe, 682 postes seront mis au concours. Du coup, quelques universités ont cherché de nouveaux créneaux pour leurs diplômés. Aujourd'hui, trois filières de diversification apparaissent clairement. Celle qui connaît le plus fort développement est la maîtrise option « sport et

Les champions de la catégorie

POUR accéder à des fonctions de responsabilité dans la sphère sportive, mieux vaut être un spécialiste pointu dans les grandes fonctions de l'entreprise (fiscalité, marketing, droit...) qu'un champion du stade. C'est en partant de ce principe que les universités Paris-IX-Dauphine et de Limoges ont pris position sur le terrain du sport, chacune avec sa spécificité.

Fort de sa réputation, Dauphine a lancé une MST (maîtrise en sciences et techniques) d'économie et gestion du sport, pour former des responsables de centres sportifs privés, des directeurs des sports dans les collectivités territoriales ou des managers pour des sociétés spécialisées dans les articles de sport. A Limoges, où les compétences étaient plus juridiques, on a ouvert un DESS centré sur le droit du sport, pour préparer les futurs dirigeants des fédérations ou des clubs.

Les deux diplômes, créés quasiment en même temps (1983 et 1984), appliquent, à peu près, les mêmes méthodes. Une sélection sévère vérifie la motivation des candidats, mais aussi leur niveau dans des matières fondamentales. A Dauphine, sur cent vingt postulants, vingt-sept ont été reçus à l'examen d'entrée, à la dernière rentrée. Et ces deux cursus veillent à mêler enseignement théorique et interventions de professionnels.

Car, pour être opérationnels, ces étudiants doivent savoir lire un bilan, connaître les techniques de recherche des sponsors, ou être capables d'analyser les retombées d'une manifestation sportive. « Mais plus que tout, il faut se mettre au diapason du milieu sportif, qui a ses règles de fonctionnement propres », explique Jean-François Nys, le responsable du DESS « droit du sport » à Limoges.

Dans cet esprit, la MST de

Dauphine a invité cette année le directeur général de la fédération de tennis ou le DRH du Club Méditerranée. A Limoges, le président de la Fédération de judo, qui est expert-comptable de formation, intervient régulièrement. Et le président de la Fédération de cyclisme, François Laphillipe vient en voisin, puisqu'il fait partie des trois professeurs qui ont été à l'initiative de ce diplôme.

Plus sélectives et plus anciennes que les maîtrises STAPS option « sport et management », s'appuyant sur un corps professoral qui connaît l'entreprise, ces deux formations sont mieux connues des professionnels, ce qui facilite l'insertion des étudiants. En moyenne, les diplômés trouvent un emploi correspondant à leur niveau de qualification dans les six mois qui suivent l'obtention du diplôme.

Les étudiants de Limoges trament les postes de directeur administratif dans les petites fédérations en cours de structuration (handisport, ski nautique, sports de glace...). Plus généralistes, les diplômés de Dauphine connaissent des débuts de carrière assez diversifiés. L'un travaille pour le groupe Gymnase Club sur les projets de diversification. Un autre est responsable des sports au conseil général de Seine-et-Marne. Certains gèrent des golfs privés.

Mais ces exemples ne doivent pas dissimuler les points faibles de ces formations. A Limoges, on reconnaît ne placer quasiment aucun étudiant dans les grosses structures comme la FFF (Fédération française de football) et avoir peu de rapports avec les clubs, qui devraient être des employeurs potentiels. Quant au diplôme de Dauphine, Didier Boucher, qui gère le recrutement chez Décathlon, avoue ne pas le connaître. Il reste encore des efforts à faire pour assurer la promotion de cette filière.

J.-Y. G.

Les grandes écoles sur la pointe des baskets

DEUX élèves ingénieurs de l'Ecole des mines de Paris préparent une étude sur les retombées économiques que la France pourrait enregistrer si elle accueillait la Coupe du monde de football. Les étudiants de l'ESC Lille sont associés de très près à l'organisation des Jeux mondiaux de l'entreprise, qui se déroulent dans la capitale du Nord en juin. Est-ce la preuve que les grandes écoles parlent sur le développement du management du sport ? Pas réellement.

Car ces initiatives ponctuelles sont essentiellement le fait d'individus ou d'associations étudiantes. Les établissements, eux, restent très prudents. Trois écoles parisiennes, toutefois, font exception. A l'ESSEC, Alain Michel, responsable de la maîtrise économie et gestion du sport de Paris-IX (Dauphine), assure une série de conférences sur ce sujet. HEC propose un module de sensibilisation au management du sport, en deuxième année.

Depuis six ans, sous l'impulsion de l'un de ses professeurs, Jean-Paul Minquet, l'ESCP propose, en dernière année, une spécialisation management du sport à une quinzaine d'étudiants. Un enseignement fondé essentiellement sur des rencontres avec des décideurs de la sphère sportive ou para-sportive : en 1990, le directeur de Fidal Sport est venu expliquer les méandres de la fiscalité des clubs, et Nelson Paillet, président du CNOSF (Comité national olympique du sport français), a fait une intervention sur le rôle des dirigeants dans les fédérations.

Aujourd'hui, on retrouve

quelques diplômés issus de cette spécialisation à des postes stratégiques : l'un est responsable du sponsoring chez Coca-Cola France ; un autre occupe la même fonction chez Perrier. Pourtant, Jean-Paul Minquet se défend de préparer aux métiers du sport : « Il n'y a pas encore de véritable marché de l'emploi dans ce secteur. A part dans le domaine des collectivités territoriales (villes, départements, régions) qui recrutent beaucoup de directeurs des sports. Mais ces propositions n'intéressent pas nos diplômés, en raison des salaires peu élevés. » Du coup, le professeur de l'ESCP a renoncé à monter un master en gestion du sport.

L'idée, toutefois, a été reprise par un enseignant de l'ESC Nantes, Jean-Marc Lauzanne. Son master, qui accueillera une quinzaine d'étudiants pour sa première promotion, ouvrira ses portes à la rentrée prochaine. Contrairement à ses collègues, Jean-Marc Lauzanne croit que le monde du sport, traumatisé par les faillites en chaîne de ses clubs, se tournera de plus en plus vers les jeunes diplômés : « Des entreprises nous ont avoué qu'elles manquaient de professionnels capables de choisir rationnellement leurs actions de sponsoring. Les collectivités territoriales ont le même problème, pour gérer leur politique et leurs équipements sportifs. Et certaines fédérations se rendent compte qu'elles ne peuvent plus fonctionner uniquement avec des hommes du sérail. »

J.-Y. G.

BAC + 5
ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE
DE ROUEN

MASTÈRE SPÉCIALISÉ COMPTABILITÉ ET FISCALITÉ INTERNATIONALES

• Sélection ouverte aux titulaires d'un D.E.A., D.E.S.S., et aux diplômés de Grandes Écoles d'Ingénieurs et de Gestion

• Dates limites d'inscription :
- 15 mai (1^{re} session)
- 3 septembre (2^e session)

Renseignements :
SUP DE CO ROUEN
Direction des Programmes Spécialisés
B.P. 108 - 76136 MONT-SAINT-AIGNAN CEDEX
Tél. : 35.74.03.00 - Fax : 35.76.06.62

Chambre de Commerce et d'Industrie de Rouen



Professions : Ingénierie
et Management Culturels

ISMC

Institut Supérieur
de Management culturel

Le secteur culturel est en plein développement, mais il a besoin de cadres compétents formés à la production, à l'administration, à la programmation artistique et à la programmation architecturale.

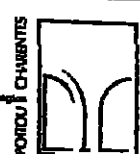
L'ISMC, créé par Claude Mollard, vous propose un enseignement unique en France : un 3^{ème} Cycle Supérieur de spécialisation de Management et d'Ingénierie Culturels d'une année, encadré par les meilleurs spécialistes de ce secteur.

Recrutement sur concours ouvert aux : Grandes Ecoles, IEP, ESC, Maîtrise, DEA, Gestion Droit, Sciences Economiques, Lettres, Sciences, ou expérience professionnelle.

Date limite des candidatures le 30/04/91.

Renseignements : ISMC
(établissement privé d'enseignement supérieur)
3, rue Danville 75014 Paris
Téléphone : (1) 43.20.73.73

Le Monde ^{des} Cadres



La région Poitou-Charentes

recrute

un cadre de niveau A pour la mission Education-Formation

OBJECTIF

Animation de projets pédagogiques et innovants en vue du développement du concept de qualité dans la politique de formation régionale.

MISSION

Sous l'autorité du responsable de l'ingénierie de la formation :

- Animation administrative, financière et pédagogique des outils de la formation dans le cadre du partenariat avec l'Etat ;
- le Centre d'animations et de ressources de l'information sur la formation (CARIF) ;
- le Centre d'auto-formation aux technologies en audiovisuel ;
- le lieu Ressources formateurs ;
- le CRITT (Centre de Recherche, d'Innovation et de Transfert de Technologie) formation ;
- le Tour d'Europe des jeunes.

• Animation des Centres inter-professionnels de bilan de compétences.

• Participation à l'évolution structurelle des organismes de formation de la région.

• Travail sur l'évolution pédagogique dans les organismes de formation, sur la création et l'évolution de nouveaux outils pédagogiques.

QUALITÉS

- Travail en équipe.
- Connaissance du partenariat de la formation.
- Qualité de gestionnaire.
- Bonne capacité à communiquer.

PROFIL

- Titulaire d'un cadre d'emplois ou d'un corps de catégorie A ou inscrit sur liste d'aptitude correspondante.
- Bonne connaissance du monde des collectivités territoriales souhaitées.

MODALITÉS DE RECRUTEMENT

Le poste est à pourvoir :

- soit par voie de mutation, soit par voie de détachement.

A défaut, il sera recouru au mode contractuel. Dans ce cas, les candidats devront se prévaloir d'un niveau de qualification BAC + 5 ou équivalent d'origine universitaire en sciences économiques ou en sciences politiques.

DÉPÔT DES CANDIDATURES

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un curriculum vitae détaillé et d'une photo doivent être adressées à :

M. le Président du Conseil Régional Poitou-Charentes
Mission de l'Administration Générale
15, rue de l'Ancienne-Corédie
BP 675 - 86021 POITIERS Cedex

Ville de Montreuil (Seine-Saint-Denis) 100 000 habitants

recherche

UNE PUÉRICULTRICE

faisant fonction de Directrice de PMI. Diplômée d'État.

UNE INFIRMIÈRE D.E.

pour soins à domicile et en centre de santé.

Adresser candidature, CV à : Monsieur le Député-Maire
Mairie de Montreuil - 93105 Montreuil Cedex

Si Marie Curie connaissait La Poste d'aujourd'hui,
elle se découvrirait certainement
des atomes crochus avec nos cadres supérieurs.



J E U N E S D I P L O M E S B A C + 5

Marie Curie, une femme savante. Pas du genre à faire salon dans une pièce de Molière, mais une femme qui, de recherches en découvertes, a fait progresser le monde de la science. Cette soit de la nouveauté résume à merveille l'esprit de La Poste d'aujourd'hui.

Novatrice dans la transmission de l'information comme dans les produits et services financiers, La Poste contribue en permanence au progrès de chacun. Au cœur de cette dynamique, ses cadres supérieurs. Ouverts aux dernières technologies, disposant de moyens importants, ils interviennent activement dans la recherche, la réflexion technique, la maintenance, la logistique, et l'informatique. Une vue globale du fonctionnement de l'entreprise qui favorise la mise en œuvre des systèmes de prévision, de planification, de gestion et l'élaboration des actions de développement.

Cette activité, complète, variée, associe responsabilité et autonomie, dynamisme et créativité. De quoi répondre parfaitement à toutes vos attentes de jeune diplômé Bac + 5, issu d'une école d'ingénieurs, de commerce et de gestion ou d'un 3e cycle de l'Université.

Le 14 mai 1991, 15 postes de cadres supérieurs (inspecteurs principaux) sont offerts après sélection, clôture des inscriptions le 12 avril 1991.

Renseignez-vous dans l'un de nos 17 000 bureaux de poste ou composez l'un des deux numéros verts.

A tous les niveaux, dans toutes les branches, La Poste est une entreprise qui change. Une excellente idée pour votre avenir.

NUMERO VERT
05 34 05 34
05 05 66 77



LA POSTE



NOTRE MISSION : LOGER LES HOMMES LE MIEUX POSSIBLE.

Associez vos compétences à nos objectifs : tel est le défi qui vous est proposé au sein d'un organisme à vocation départementale de 10 640 logements, un CA de 678 MF, 233 personnes.

MONTEUR OU CHARGE D'OPERATIONS

Vous avez une formation juridique, économique ou commerciale (BAC + 2).

Déjà opérationnel, vous êtes motivé par l'action sur le terrain et la négociation.

Rattaché au Directeur du Développement, vous participerez à l'animation de plusieurs Z.A.C., au développement de l'action commerciale et des relations publiques auprès des élus.

Poste à pourvoir : 50 Km au nord de PARIS.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. à notre Conseil CENAS, Mr. Philippe VINCHON, Tour Neptune Cedex 20 - 92086 PARIS LA DEFENSE 1.

Le centre chirurgical Marie Lannelongue

recherche

SON INFIRMIER(E) GÉNÉRAL(E)

Associé(e) à la Direction Générale, il (elle) devra s'impliquer fortement dans le processus de changement engagé, ainsi que dans la mise en place des orientations stratégiques retenues.

Tout à la fois leader, manager, négociateur, doté d'une personnalité affirmée, il (elle) sera l'interlocuteur privilégié de l'Administration, du corps médical et du personnel soignant.

Vous êtes infirmier(ère) diplômé(e) d'Etat, titulaire du C.C.L.

diplômé(e) de l'Université ou d'une grande Ecole,

vous pouvez justifier d'une expérience réussie en C.H.U.

Adresser votre lettre de candidature avec photo, C.V.

et prétentions avant le 15 avril 1991 au

CENTRE CHIRURGICAL MARIE LANNELOGUE

Directeur du Personnel - 133, avenue de la Résistance

92350 LE PLESSIS ROBINSON - Tél. : (16) 40-94-28-00



Une des premières sociétés de conseil et d'études européennes

RECHERCHE

3 CONSULTANTS

2 JEUNES INGÉNIEURS ayant des compétences complémentaires en économie et gestion pour compléter ses équipes de consultants dans le domaine suivant :

- Énergie, Nouveaux Matériaux, Environnement, Mécanique et Métallurgie.

1 INGÉNIEUR SENIOR (Supélec, Armement, Centrale...) expérience minimum 5 à 10 ans dans l'industrie ou dans le conseil, ayant si possible des compétences complémentaires en économie et gestion pour compléter son équipe de consultants dans le domaine suivant :

- Electronique, Électricité, Armement, Spatial.

Vous avez quelques années d'expérience ou vous êtes débutant à fort potentiel issu d'une grande école d'ingénieur.

Disposant d'une grande autonomie dans votre travail, vous serez responsable de la gestion technique, commerciale et financière de vos interventions, et chargé de développer l'activité du BIPE dans votre domaine.

Vos capacités commerciales devront aller de pair avec une grande facilité d'expression écrite et orale en français ainsi qu'en anglais.

Vous adresserez votre CV, accompagné d'une lettre manuscrite à :

Hervé PASSERON

Président Directeur Général de BIPE Conseil

Axe Seine 21 - 12, rue Rouget de Lisle

92442 Issy-les-Moulineaux Cedex

Télérama

Diffusion 1990 : 520 000 exemplaires
recherche pour la Direction des abonnements

UN CHEF DE PRODUIT

Pour compléter son équipe, la Direction des abonnements recherche un chef de produit (H/F).

Cette personne sera chargée d'une partie des opérations et, en particulier, des produits dérivés. Elle fera preuve de créativité dans la conception des campagnes, de rigueur dans la mise en œuvre et le suivi.

FORMATION : bac + 4, école de commerce ou assimilé.

Une expérience de deux ans dans les domaines de la presse, du marketing direct ou de la vente par correspondance est demandée.

Merci d'envoyer votre candidature à :

TÉLÉRAMA

à l'attention de Monsieur le Directeur du Personnel,
129, boulevard Malesherbes, 75017 PARIS.

COMITÉ INTERENTREPRISES

recrute

DIRECTEUR DES SERVICES (H/F)

Missions :

- Diriger et coordonner l'activité.
- Élaborer et animer la communication.
- Gérer les ressources humaines (16 personnes).
- Formuler des propositions en matière budgétaire.

Profil :

- Connaissance des problèmes spécifiques à l'Économie Sociale.
- Maîtrise (M.S.G. - MIAGE - SSAT) ou E.S.C. ou équivalent C.N.A.M.
- Bonne culture générale informatique.

Rémunération annuelle : 200 000 francs.

Adresser candidature, CV + photo à :

M. AKRICH, Secrétaire du CIE des CCMA,

8, rue d'ASTORG - 75008 PARIS

Le Monde *des* Cadres

Les candidatures manuscrites à
détail et d'une photo
M. le Président du Conseil
Mission de l'Adm
15, rue de l'Ac
BP 575 - 8002

هكذا من الإصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

des
Cadres

• Le Monde • Mercredi 27 mars 1991 XI

GEC ALSTHOM

DIVISION
TRANSPORT
ET DISTRIBUTION
D'ÉNERGIE

LYON

ASSISTANT DU DIRECTEUR DIVISIONNAIRE DES RESSOURCES HUMAINES

(12000 personnes)

Ce poste convient à un candidat jeune, à fort potentiel, de formation supérieure, ayant de solides connaissances en droit du travail et de préférence, une première expérience dans la fonction RH.

L'Anglais est indispensable.

Il assiste le DDRH dans l'accomplissement de ses fonctions, notamment recrutement, entretiens, formation, promotions, mutations, gestion des litiges... Il a des liaisons fonctionnelles avec les Responsables RH des unités industrielles de la Division (France, Angleterre, Suisse).

Evolution possible vers une fonction de Responsable RH d'une unité industrielle.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 6295-M à Mamrègies
3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE ORGANISATION HUMANAIRE
(association reconnue d'utilité publique)
orientée vers le soutien au développement des tiers-mondes
recrute

LE RESPONSABLE DE SON SERVICE « RECHERCHE-ÉVALUATION »

Mission et objectifs :

- Sous la responsabilité directe du secrétaire général, il dirige la mise en œuvre des programmes de recherche et l'évaluation des actions de l'organisation.
- Il coordonne les recherches initiées par l'organisation, organise des colloques et assume la responsabilité du service de documentation (deux documentalistes).

Profil attendu :

- Connaissance approfondie des milieux universitaires et des centres de recherche avec expérience réussie de plusieurs années de recherche.
- Connaissance et expérience du développement des tiers-mondes.
- Très bon niveau de culture générale et grande capacité de compréhension de cultures différentes et de dialogue avec des organisations de recherche du Nord et du Sud.
- Bonne pratique de l'anglais.
- Maîtrise du traitement de texte.
- La pratique d'une 2^e langue (espagnol ou portugais) est un plus.

Intérêts de la fonction :

- Etre l'interface entre le monde associatif et les milieux universitaires.
- Finalité et environnement riches.

Conditions offertes :

- Grande autonomie et responsabilité importantes.
- Rémunération en relation avec environnement associatif et selon l'expérience (200 KF).

Ecrire sous réf. n° 8285 au Monde Publicité
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS



Tetra Pak a tous les atouts pour développer votre personnalité

Les atouts du leader mondial de systèmes de conditionnement pour liquides alimentaires : 58 milliards d'emballages par an dans 110 pays environ. Les atouts d'un innovateur qui, à partir d'une idée fondamentale liée à l'emballage aseptique, sait apporter à chacun de ses clients le conseil le mieux adapté.

Tetra Pak vous propose d'intégrer la Direction Commerciale à Paris.

DIRECTEUR REGIONAL

(réf. 31/3397C)

Sous l'autorité du Directeur Commercial, vous développez et rentabilisez les affaires de la société chez les Clients et Prospects qui vous sont confiés dans le cadre de la politique commerciale et du plan marketing de la société.

Vous proposez au Directeur Commercial un programme d'action annuel.

Vous parvenez un ou deux Ingénieurs d'Affaires sur des aspects de méthode, de conseil et de formation en assurant un relais du Directeur Commercial.

Agé d'environ 35 - 40 ans, vous êtes diplômé d'une grande Ecole de Commerce et/ou Ingénieur, avez une expérience confirmée de la vente de produits techniques dans une société industrielle ou para industrielle.

Vous êtes un négociateur de haut niveau. Vous maîtrisez l'anglais. La pratique de la micro-informatique serait un plus.

DIRECTEUR DES RELATIONS GRANDE DISTRIBUTION

(réf. 31/3397E)

Sous l'autorité du Directeur Commercial, vous promouvez auprès des décideurs de la Grande Distribution les systèmes Tetra Pak et l'optimisation qualitative et quantitative des linéaires de produits en emballages TETRA PAK.

Vous promouvez également l'achat et le réachat par le consommateur des nouveaux produits lancés en emballages TETRA PAK.

Vous supervisez l'activité du Service Promotion des Ventes (25 personnes).

Agé de 35 - 38 ans environ, diplômé d'une Grande Ecole de Commerce, vous avez une large expérience du secteur de la Grande Distribution et de la vente de produits alimentaires. Vous savez négocier, convaincre et animer. Vous pratiquez couramment l'anglais.



Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo
et rémunération actuelle s/réf. choisie à :
EGOR 8, rue de Berni - 75008 PARIS

Ecoute, Service et Qualité.

EGOR
RESSOURCES
HUMAINES

La région Poitou-Charentes

recrute

un cadre de niveau A pour la Mission des relations Internationales

MISSION

Assister le chargé de mission pour les affaires européennes et de coopération interrégionale avec :

- suivi des programmes communautaires et gestion administrative des dossiers européens ;
- suivi des dossiers de coopération interrégionale.

PROFIL

- Titulaire d'un cadre d'emploi ou d'un corps de catégorie A ou inscrit sur liste d'aptitude correspondante.
- Connaissance indispensable des institutions européennes et régionales et bonne connaissance du monde des collectivités territoriales souhaitées.
- Maîtrise de l'anglais et si possible de l'allemand.
- Sens de l'organisation.

MODALITÉS DE RECRUTEMENT

Le poste est à pourvoir :

- soit par voie de mutation, soit par voie de détachement.

A défaut, il sera recouru au mode contractuel. Dans ce cas, les candidats devront se prévaloir d'un niveau de qualification BAC + 5 ou équivalent, d'une expérience dans le domaine des affaires européennes.

DÉPÔT DES CANDIDATURES

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un curriculum vitae détaillé et d'une photo doivent être adressées à :

M. le Président du Conseil Régional Poitou-Charentes
Mission de l'Administration Générale
15, rue de l'Ancienne-Comédie
BP 575 - 86021 POITIERS Cedex

36 15



Le service télématique
expert de l'emploi des cadres

ADMINISTRATION

recherche

JEUNES ARCHITECTES

pour exercer fonctions d'Ingénieurs

Envoyer CV à :

DIRECTION DE LA VOIRIE (R.A.A.)
9, place de l'Hôtel-de-Ville - 75004 Paris

هكذا من لامل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

de l'

Informatique

• Le Monde • Mercredi 27 mars 1991 XIII

DIRECTEUR INFORMATIQUE

Paris Sud

Premier fabricant mondial d'étiquettes auto-adhésives, de systèmes d'étiquetages et de concepts adhésifs, le groupe AVERY DENNISON réalise dans le monde un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de dollars avec 18.000 personnes. Dans le cadre de son développement, une des filiales françaises crée le poste de directeur informatique (300 personnes, 220 millions de francs de chiffre d'affaires). Rattaché au directeur général et animateur d'une équipe de 4 personnes, il prendra en main les systèmes existants, poursuivra les développements en cours et optimisera l'utilisation des ressources (environnement actuel : 3 IBM 36, 100 terminaux, 20 micros). Après étude des besoins des utilisateurs, il définira le plan informatique en prévoyant à terme une migration vers l'AS 400. Ce poste stratégique s'adresse à un candidat de formation supérieure (ingénieur ou grande école de commerce avec spécialisation informatique), âgé d'au moins 30 ans et ayant une expérience confirmée de la conduite de projets en milieu industriel acquise en entreprise et/ou en SSII. Il maîtrise le GAP II et parle impérativement l'anglais. Evoluif, déterminé, ouvert, il a le tonus et la motivation pour créer du nouveau dans une structure qui veut aller de l'avant. Ecrire à Christine BERNET en précisant la référence A/S8667M - PA Consulting - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.51.



PA Consulting Group
Creating Business Advantage

CHEF DE PROJETS

Banque

Paris - Cette banque commerciale et d'affaires à taille humaine, filiale d'un groupe bancaire international de premier plan, recherche pour sa direction informatique (40 personnes) un chef de projets. Il sera l'interlocuteur des directions comptable et financière de l'établissement pour la mise en place des nouvelles applications. Il aura pour mission d'analyser leurs besoins, d'élaborer les cahiers des charges et de superviser le déroulement des projets. Pour cela, il animer une équipe de 3 personnes, sera responsable des relations avec les fournisseurs et les prestataires de services. Le site informatique est composé de plusieurs AS/400, d'un réseau Token Ring et d'un important parc de micros connectés. Ce

poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, titulaire d'une formation supérieure (école d'ingénieurs, MAGE), venant avec une expérience de conduite de projet dans un cadre méthodologique MERISE (connaissance des outils MEGA appréciée). La maîtrise de l'environnement technique AS/400 n'est pas nécessaire pour ce poste mais des qualités personnelles aussi bien pour établir des contacts au plus haut niveau de la banque que pour animer l'équipe de projet. Merci d'écrire à Jean-Philippe VERON en précisant la référence A/F9870M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage



NOUS RECHERCHONS DES INGENIEURS GRANDES ECOLES POUR CONSTRUIRE UNE NOUVELLE INFORMATIQUE

Groupe privé d'assurances, AXA réalise un Chiffre d'Affaires de 57 milliards de francs (Assurances et Finances) dont 1/3 à l'étranger. Actuellement dans les 10 premiers groupes européens d'assurance, AXA affirme sa volonté de devenir l'un des premiers groupes internationaux dans son domaine. Notre forte croissance nous amène à développer une architecture informatique qui permette de mettre en commun pour l'ensemble des sociétés du groupe les moyens techniques, les données, les fonctions utilisateurs.

Notre environnement, composé de grands systèmes IBM (MVS, CICS, DB2, COBOL 2) et de 17.000 postes interconnectés (micros sous OS/2, réseau local TOKEN RING, Pascal orienté objet), intègre les nouvelles techniques : langages structurés, systèmes experts, EAO, bases de données distribuées, communication programme à programme...

Diplômés des Grandes Ecoles, de débutants à 5 ans d'expérience, nous vous proposons de rejoindre notre équipe jeune de très haut niveau, où chacun est responsable de son projet de A à Z.

Nous offrons une rémunération attractive.

D'autre part, la taille d'AXA permet d'offrir des évolutions de carrière tant dans le domaine informatique que dans les différents secteurs d'activité du groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + prétentions sous réf. LMO/2 à : AXA - Eric BRETON - DCRH - 14 Rue de Londres - 75009 Paris.



CaixaBank

Banque Immobilière et de Placements, filiale française d'un grand Groupe Financier Européen.

En forte croissance (a triplé en 3 ans son réseau national d'agences).

Sa Direction Informatique implantée dans le 17ème (métro Villiers), en fort développement et mutation technique, propose de nombreux postes dans un environnement à taille humaine à des informaticiens confirmés de tout niveau avec une expérience bancaire.

Dans l'environnement IBM 303X, MVS, IMS DB/DC, DL1, PL1, COBOL, AS avec une évolution à terme sur de nouvelles techniques, elle recherche

INFORMATIENS CONFIRMES

ORGANISATEURS JUNIORS

2 à 4 ans d'expérience surtout en assistance utilisateurs dans le domaine méthodes et procédures avant, pendant et après les différentes phases de mise en place des nouvelles applications informatiques. (réf.070J)

CHEFS DE PROJET et ANALYSTES

3 à 5 ans d'expérience dans un des domaines suivants : opérations de guichets, collecte de dépôts, escompte, comptabilité, engagements, compensation, CCB. (réf.07CPA)

Nous avons confié ce recrutement à notre Conseil R.I.B. Merci d'y adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, prétentions) à Isabelle de FORCADE, 5, rue de Surène, 75008 PARIS, sous référence choisie.

INGENIEURS SYSTEME/ INFOCENTRE/VIDEOTEX

2 à 4 ans d'expérience respectivement sur système MVS (Connaissances de DOS/VSE et VM appréciées), sur infocentre AS et micro en C, sur videotex avec le moniteur AVX. (réf.07SP)

ANALYSTES PROGRAMMEURS

1 à 2 ans d'expérience dans de petites équipes pluridisciplinaires chargées de l'ensemble d'un projet dans la technique IBM, MVS, IMS DB/DC, PL1 ou COBOL. (réf.07AP)

R.I.B.
RESSOURCES
INFORMATIQUES
BANCAIRES

Notre entreprise de niveau international, active dans le trading des produits du sol et dans les finances, recherche pour participer au développement de son service informatique (base de données IDNS/R)

UN INGENIEUR SYSTEME CHEF D'EXPLOITATION

PROFIL

- Expérience et maîtrise de l'environnement IBM 43XX
- Pratique approfondie de VM, VSE/SP, VTAM et des utilitaires qui s'y rattachent
- Esprit de synthèse, d'initiative et de coopération
- Français, anglais : parlé et écrit

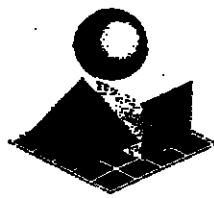
RESPONSABILITES

- Maintenance et évolution des logiciels et du matériel
- Supervision du système et de l'exploitation
- Support au développement

Les candidatures (nationalité indifférente) sont à adresser au Service du personnel de ANDRE & Cie S.A., CH. Messidor 7, Case Postale, CH-1002 Lausanne

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

L'intégration de systèmes : des perspectives ambitieuses pour votre développement.



isitec Ingénieurs

filiale commune
de SOLERI
et IBM France

**ARCHITECTES DE SYSTEMES
CHEFS DE PROJET
SPÉCIALISTES**

A 28/38 ans, vous avez prouvé votre réussite dans la conception et la conduite de projets d'envergure sur réseaux de PS/2 ou grands systèmes. Aujourd'hui, vous voulez aller plus loin et êtes disponible pour accéder à plus de responsabilités dans les environnements MVS/ESA - SAA - DB2 - CICS - OS/2 - PM - C.

Merci d'adresser votre candidature à Myriam Beal, ISITEC, 24 rue Benoît-Bernier, 69260 Charbonnières Tél. 78.44.22.89.

CONSTRUISONS ENSEMBLE NOTRE PROJET D'ENTREPRISE

55 من الإجمالي

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 27 mars 1991 XV

Le Monde de l'Informatique

Démarrer dans l'informatique avec le potentiel EDF GDF, un tremplin pour votre carrière...

Au rythme des évolutions technologiques, le STI, Service du Traitement de l'Information d'EDF GDF, même auprès de nos 200 Directions et Unités, des actions visant à développer et optimiser la qualité de nos services informatiques. Bénéficiant d'importants moyens techniques, nos 850 spécialistes contribuent chaque jour à améliorer la compétitivité de nos entreprises. Rejoindre le STI signifiera pour vous une ouverture sur de multiples champs d'action, accompagnée de réelles opportunités à saisir.

EXPLOITATION
■ Dans un environnement IBM-3090/ BULL-DPS7, le réseau EDF GDF représente 4000 utilisateurs en temps réel et permet au client final d'accéder à des données, où la pertinence et la cohérence des informations sont contrôlées, où l'interactivité et la convivialité du système sont privilégiées. Pour maintenir ces exigences, vos principales attributions seront de gérer et d'optimiser les matériels d'exploitation, en choisissant et en appliquant de nouveaux outils d'automatisation. Vos qualités d'écoute et d'animation d'équipe, complétées par votre sens commercial, seront déterminantes pour remplir pleinement votre rôle

d'assistance et de conseil auprès de vos clients "internes". (réf. M1/263)

ETUDES

■ Afin de répondre aux besoins spécifiques de nos différentes Directions, vous intervenez aussi bien dans la conception et la réalisation de systèmes d'information, que dans le développement d'applications, en élaborant la solution technique adéquate. En contact étroit avec les utilisateurs, votre participation à l'étude de projets, comme par exemple le contrôle de gestion, la trésorerie, la mobilité interne..., s'effectue toujours en veillant au respect des délais et à la parfaite cohésion avec les systèmes existants. Vos qualités de management, votre aisance relationnelle et vos compétences techniques vous permettront rapidement d'évoluer comme chef de projet. (réf. M2/263)

RESEAUX

■ En contribuant à l'évolution du réseau de communication d'EDF et GDF, vous entrez au cœur du système. Imaginer et mettre en œuvre de nouvelles applications (services en temps réel,

services interactifs, systèmes experts, systèmes d'aide à la décision...), garantir la migration aux normes internationales du réseau, font partie des missions que nous souhaitons vous confier. Votre passion des télécommunications, votre esprit d'analyse et vos capacités d'innovation sauront nous séduire. (réf. M3/263)

■ Par la suite, vous pourrez à votre choix : poursuivre votre carrière dans l'un de ces domaines, avec des responsabilités croissantes, tant sur le plan humain que technique, ou bien assurer votre évolution dans l'une des Directions opérationnelles où des opportunités variées sont à saisir.

Après une période de formation, les postes proposés sont à pourvoir à Issy-les-Moulineaux (92) et à Orléans.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre de motivation et prétentions), en précisant la référence choisie, à Chantal Paré, Département recrutement d'EDF et GDF, 16 rue de Monceau, 75383 Paris Cedex 08.

JEUNES INGENIEURS
DEBUTANTS OU
PREMIERE EXPERIENCE
GRANDES ECOLES
OU UNIVERSITES
INFORMATIQUE
TELECOMMUNICATIONS

EDF
GDF

AU SEIN D'UN GROUPE

FRANÇAIS DE NOTORIÉTÉ

INTERNATIONALE,

NOTRE ENTREPRISE

CONÇOIT ET FABRIQUE

DES PRODUITS ELECTRO-

NIQUES PROFESSIONNELS.

PARTICIPER A LA MISE EN PLACE DE NOTRE SCHEMA DIRECTEUR

Chef de Projet

Responsable de la coordination des applications informatiques, vous animeriez une équipe de 4 analystes programmeurs. **Votre mission :** concevoir, développer, assurer l'interface avec l'ensemble des services utilisateurs et... participer à la mise en place de notre schéma directeur. MIAGE ou équivalent, votre expérience vous a permis d'affirmer vos qualités relationnelles et de manager des applications en environnement industriel (GPAO). Poste basé en proche banlieue Sud-Ouest.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 4577/M à CURRICULUM 6, passage Lathuille 75018 PARIS.

LES MUTUELLES DU MANS ASSURANCES

Important groupe français d'assurances mutuelles, nous sommes dotés de moyens informatiques puissants et diversifiés : IBM 3090 - 3084 - AS 400, BULL DPS 6000, système de 4^{ème} génération (IDMS/R), plus de 3.700 terminaux en France et à l'étranger.

Notre département Informatique et Organisation (plus de 600 personnes) conçoit et développe des projets importants pour les années à venir. Dans ce cadre, il recherche, pour son siège situé au MANS un

Adjoint au Responsable Méthodes

Ingenieur Grandes Ecoles ou équivalent, votre expérience en conduite, conception et réalisation de projets sur gros système IBM-MVS (3 à 5 ans d'expérience), vous permettra de participer à la mise en place des méthodes, des procédures et des outils propres à accroître la productivité des

développements informatiques. Former, assister, promouvoir, contrôler l'approche méthodologique des développements seront vos maîtres mots quotidiens.

Une pratique de la méthode MERISE ainsi qu'une connaissance en AGL seront appréciées.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf. LM/RM à :

Antoine PUCCINELLI - D.P.R.S.
LES MUTUELLES DU MANS ASSURANCES
19-21 rue Chanzy - 72030 LE MANS CEDEX

Parlez-nous
de vos ambitions !

Au sein du département de l'Informatique Interne des Organismes Centraux du Crédit Mutuel, venez prendre en charge la conduite de notre projet Méthode dans ses aspects conduits de projets et conception de systèmes d'information.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce, vous avez une expérience de 2 à 5 ans en tant que chef de projet dans le secteur bancaire.

Vous maîtrisez une ou plusieurs méthodes de conduite de projets (type SDIMS) et de conception de S.I. (MERISE...) ainsi qu'au moins un AGL.

Vous êtes bien sûr un homme de dialogue et d'ouverture.

Le Crédit Mutuel, c'est à travers 21 Groupes Régionaux, 7,6 millions de clients, 23.000 collaborateurs et 4.130 points de vente, la puissance de la 5ème Banque Française.

RESPONSABLE PROJET METHODE

Merci d'adresser
votre dossier de candidature
sous référence 3084/M
à la D.P.R.S.,
Confédération Nationale
du Crédit Mutuel,
88-90, rue Cardinet
75017 PARIS.

Crédit Mutuel
une banque à qui parler

Le chemin le plus court pour optimiser vos
Ressources Humaines Informatiques
passe par la rue Lecourbe

Nouvelle adresse :
Résidence du Grand Pavois
350, rue Lecourbe 75015 PARIS
Téléphone : 40 60 02 34

CARIA
profile

UNE EQUIPE CONFIRMÉE ET DE GRANDS PROJETS

DE SOLIDES PARTENAIRES, UNE ÉQUIPE EXPERIMENTÉE HABITUÉE À CONDUIRE
DES MISSIONS DE HAUT NIVEAU,
UNE COMPÉTENCE RECONNUE DANS LES DOMAINES DES TELECOM, DE L'ESPACE,
DU GÉNIE LOGICIEL ET DU TEMPS RÉEL :
VOILÀ QUELQUES ATOUTS QUI PERMETTENT À GENCOM D'INTERVENIR
DANS LE CADRE DE PROJETS INFORMATIQUES DE GRANDE ENVERGURE.

INGÉNIEURS CONFIRMÉS 2 À 10 ANS D'EXPERIENCE

Vous contribuerez activement à notre expansion et à notre diversification et serez
directement associés aux résultats de la société.

TELECOMMUNICATIONS

Réseaux mobiles (GSM),
supervision de réseaux,
normalisation Réf. 1/M

AERONAUTIQUE ET SPATIAL

Logiciels embarqués,
participation à la
maîtrise d'œuvre Réf. 2/M

FINANCE

Schéma directeur, EDI,
sécurité Réf. 5/M

METHODES

Formation, qualité Réf. 6/M

DEFENSE

Messagerie, systèmes de
commandement Réf. 3/M

INDUSTRIE

Transport, énergie,
électronique, informatique Réf. 4/M

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. choisie à Alain DESBOIS
GENCOM Le Mermoz - 13 avenue Morane Saulnier - 78140 VELIZY - Tél. 34 65 01 15

GENCOM

UNE EQUIPE, DES AMBITIONS

Le Monde des Secteurs de Pointe

Les Technologies de Demain, ...Aujourd'hui



Aujourd'hui pour Demain

Direction Industrielle

3 INGENIEURS METHODES

Au sein de notre Direction Industrielle située à Paris, vous aurez la responsabilité, à l'échelon central, de l'élaboration de nouveaux procédés technologiques applicables au développement de nos produits, dans nos activités TELECOMMUNICATIONS, COMMUTATION et OPTRONIQUE. Vous prendrez également en charge la gestion des investissements correspondants. Ref. ME 20

Pour être les Hommes de ce Challenge, vous êtes de formation ingénieur Grande Ecole (ENSAM, ICAM, et équivalente), et lors de stages significatifs ou d'une première expérience, vous avez intégré l'importance des Méthodes et ou de la Production dans une entreprise de Hautes Technologies.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions, sous référence vous concernant à Patrick Cordier, SAT, DPRS, 58B rue du Dessous des Berges, 75013 Paris Cedex 13.

6 INGENIEURS PRODUCTION

Pour nos Centres Industriels de LANNION, DINAN, et BAYONNE, vous participerez à la mise en place des nouvelles technologies de production des composants et cartes électroniques, des systèmes de transmissions et de commutation. Votre mission s'étendra à l'assistance technique des opérationnels sur site, et au suivi de l'application de ces processus. Ref. PR 21

LA PRÉFECTURE DE POLICE DE PARIS

recrute sous contrat
POUR SON SERVICE TÉLÉCOMMUNICATIONS :
- Un ingénieur des télécommunications (niveau maîtrise). Salaire net mensuel : 16 000 à 18 000 F suivant expérience et ancienneté.
- Un ingénieur électronicien (niveau BTS - DUT). Salaire net mensuel : 12 000 à 13 000 F suivant expérience et ancienneté.
- Dégageur des obligations militaires.
Pour tous renseignements complémentaires s'adresser à :
Tél. 43-37-11-58, poste 555

INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION



recrute par voie de concours (femmes et hommes)
pour ses programmes scientifiques à l'étranger (toutes régions)

34 DIRECTEURS DE RECHERCHE de 2^e classe
5 CHARGÉS DE RECHERCHE de 1^{re} classe
23 CHARGÉS DE RECHERCHE de 2^e classe

Les postes sont à pourvoir dans les domaines scientifiques suivants :

GÉOLOGIE, GÉOPHYSIQUE ;
HYDROLOGIE, PÉDOLOGIE ;
HYDROBIOLOGIE, OCÉANOGRAPHIE ;
SCIENCES DU MONDE VÉGÉTAL ;
SCIENCES BIOLOGIQUES ET BIOCHIMIQUES
APPLIQUÉES À L'HOMME ;
SCIENCES SOCIALES.

Toute information complémentaire peut être obtenue auprès du bureau de concours de :

L'ORSTOM : 213, rue La Fayette, 75010 Paris
Tél. : 48-03-77-82 ou 48-03-77-83

Les dossiers d'inscriptions
peuvent être retirés à la même adresse

La clôture des inscriptions est fixée au 22 avril 1991, à 17 heures

LYON

Ingénieur d'essais comportements matériaux

Spécialiste mondial des matériaux composites appliqués au domaine de la friction, nous avons pour partenaires l'industrie aéronautique, le ferroviaire à grande vitesse et la compétition auto. Renforçant notre potentiel R et D Matériaux, nous vous proposons de coordonner la planification, la réalisation et l'exploitation d'Essais de comportements en Labo et sur le terrain. Vous prendrez personnellement en charge la définition et l'optimisation des protocoles d'essais (méthodologie et matériels) et assurerez la supervision et le suivi d'équipes extérieures de recherche. Vous collaborerez également lors d'essais terrain avec les équipes Développement Produits et participerez avec l'équipe Calcul à la modélisation des phénomènes physico-chimiques observés. Responsable d'une petite équipe de techniciens votre implication sera humaine, technique et budgétaire. Ingénieur mécanicien ou Matériaux vous possédez une première expérience en mécanique du frottement ou en composites hautes performances. Nous vous offrons autonomie d'action et opportunités d'évolution dans une entreprise en développement rapide. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous Réf. 2324 à CARBONE INDUSTRIE, Service du Personnel 7, avenue du Bel Air, 69100 VILLEURBANNE.



Place à votre personnalité !

Chefs de groupe travaux

Prenez place à bord d'un groupe (1 200 personnes, 1 milliard de CA, 20 agences et filiales) qui assoit son image de marque sur la qualité de ses réalisations dans le domaine du bâtiment : construction, ingénierie, promotion. Mener de front le suivi et la gestion de plusieurs chantiers importants, former et manager leurs conducteurs de travaux, apporter des solutions originales tant en termes d'organisation que de techniques utilisées... sont autant de responsabilités que nous souhaitons vous confier. Expérimenté et autonome, votre personnalité fera la différence. Maîtrise de l'outil informatique souhaitée. Postes à pourvoir à Paris, en Normandie ou en Picardie. Merci d'adresser CV, lettre et photo, sous réf. M/2603, au Groupe Lanctuit, Ressources Humaines, BP 805, 27207 Vernon Cedex.

3616 code Lanctuit



INGENIEUR DEVELOPPEMENT INNOVEZ, CONSEILIEZ, REALISEZ

• Notre société (425 p.) est une filiale d'un groupe principalement orienté vers le service au public (18 000 p. - C.A. : 3 MDS F). Nous renforçons, en permanence, la qualité de notre offre et notre taux de pénétration du marché, notamment par la mise en œuvre de technologies nouvelles, dans le cadre d'un partenariat très étroit avec les collectivités locales.

• Membre du Comité de Direction, vous gèrerez un budget de 25 MF. Vous préparerez les plans d'investissement, passez les marchés, orchestrez la réalisation des projets, en relation constante avec les services internes (marketing...) et externes (maîtrise, fournisseurs...). Responsable de l'étude, la recherche et la mise en place de produits innovants, vous vous assurez de leur faisabilité technico-économique.

• Ingénieur généraliste, H/F, 28-35 ans, vous avez de préférence une première expérience de la gestion simultanée de plusieurs projets mettant en œuvre des techniques variées. Créatif, curieux, vous êtes rigoureux pour concevoir et gérer. Ferme et diplomate pour expliquer, convaincre, négocier.

Pour ce poste basé à CAEN, écrivez sous réf. C/966 à : CONCORDANCES - 129 rue Servant - 64311 LYON CEDEX 03 Tél. 78.63.65.60.



CONCORDANCES
Les missions de confiance

LA RECHERCHE INDUSTRIELLE DANS UN ENVIRONNEMENT DE HAUTE TECHNOLOGIE

AÉRAULIQUE THERMIQUE



Le CETIAT, centre de recherche industrielle (120 personnes) recrute dans le cadre de son développement pour Villeurbanne et Orsay des

Ingénieurs

motivés par la recherche appliquée pour renforcer ses équipes dans les domaines suivants :

ACOUSTIQUE ET VIBRATIONS pour Villeurbanne (68) réf. A

MECANIQUE DES FLUIDES pour Orsay (91) réf. B

Anglais nécessaire pour contacts internationaux.

Merci d'envoyer c.v., photo et prêt, en précisant la référence choisie au Service du Personnel, CETIAT, Plateau du Moulin, 91400 Orsay.

Ligne de conduite

ALCATEL Radiotéléphone - 1450 personnes, 1,3 milliard de F de CA - est le leader en France pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de radiotéléphonie publique et privée. De la conception à la commercialisation de nos produits, notre maîtrise est totale. C'est notre ligne de conduite. Pour développer nos grands projets...

Jeune ingénieur logiciel Connectez-vous avec passion dans le monde des télécoms

Votre mission : Développer, de la conception à l'intégration, des logiciels de télécommunication Temps Réel pour des projets diversifiés. Dans un environnement méthodologique rigoureux, vous travaillerez sur microprocesseurs et mini-ordinateurs.

Votre profil : Ingénieur Ecole débutant ou 1^{re} expérience de 1 à 3 ans, acquise dans un environnement Temps Réel/Télécom. Des connaissances en langage C et VAX sont vos atouts. La pratique de l'anglais est souhaitable. Votre implication sera le gage de votre évolution au sein de notre groupe.



RADIOTÉLÉPHONE
La passion de communiquer

Choisissez l'avenir, écrivez à notre Conseil INFORMAMA CARRIÈRES sous la réf. M/209, 50, rue Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE

ENERGIE ET ENVIRONNEMENT

Nos projets vont intéresser des Ingénieurs Grandes Ecoles (Centrale, INSA, ESIM...)

Société d'Etudes d'Urbanisme, d'Aménagement et d'Équipement, filiale du Groupe Caisse des Dépôts Développement, BETURE SETAME est en France et en Europe le partenaire du développement des villes et des régions.

Ses experts étudient et élaborent des projets "sur mesure" en étroite collaboration avec ses clients. Son département ENERGIE ET ENVIRONNEMENT recherche pour Saint-Quentin-en-Yvelines, siège de la société :

Ingénieur Thermicien confirmé (3 à 6 ans) dans les réseaux de chaleur et les chaufferies industrielles. Réf. 08.01

Ingénieur Thermicien débutant (2 à 3 ans) Réf. 10.01

Ingénieur Environnement confirmé (3 à 6 ans) dans le traitement des déchets urbains et industriels. Réf. 11.01

Ces postes à pourvoir immédiatement nécessitent de posséder le sens du travail en équipe, de l'autonomie et de l'aisance dans les contacts clients.

Adresser lettre de motivation et cv en précisant la réf. du poste à BETURE SETAME, Département Energie et Environnement, M.L. Schweitzer, 2 rue Stephenson, 78181 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.



Innovation et Développement au Service de l'Aménagement et de l'Environnement

سكز ابن الخليل

هكذا من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 27 mars 1991 XVII

Le Monde des **Secteurs de Pointe**
CGI?

Quelles activités et quels métiers ? Quelles carrières, pour quels diplômés ?
Quelles technologies et quels outils ? Quels moyens pour former quels professionnels ?
Quelles missions, pour quels objectifs ? Quels salaires et quelles évolutions ?
Quelles ambitions et quelles stratégies ? Quel avenir pour vous, à quelles conditions ?

Toutes ces questions et d'autres encore, vous pourrez les poser "en direct" aux ingénieurs et aux responsables de CGI, réunis pour vous au siège mondial du Groupe, lors des

JOURNÉES CARRIÈRES CGI **les 11 et 12 Avril 1991**

**Vous êtes diplômé ou futur diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs
ou d'une Université Scientifique.**

Vous allez choisir un secteur, un métier et une carrière.

**Nous vous proposons de découvrir, concrètement et complètement, ceux d'un des groupes
internationaux les plus performants du monde du Conseil et de l'Ingénierie.**

Pour recevoir votre invitation
personnelle aux Journées Carrières
CGI, merci de nous adresser un
court résumé de votre parcours de
formation (études poursuivies,
année d'études, stages et



spécialisations...), en nous préci-
sant votre adresse et votre numéro
de téléphone.

Soucieux de bien vous recevoir,
nous vous fixerons par retour du
courrier un rendez-vous précis.



CGI INFORMATIQUE
Madame B. Lanneval
30, rue du Château des Rentiers - 75640 Paris Cedex 13



AD'COM

Le Monde des Secteurs de Pointe



ARJOMARI

ARJOMARI, filiale du Groupe ARJOMARI - WIGGINS TEAPE APPLETON, premier papetier de la CEE (25 milliards de CA), recherche pour son usine de BESSE SUR BRAYE.

INGENIEUR

pour son DEPARTEMENT FINITION
(300 personnes)

Adjoint au Responsable du Service, il aura pour mission immédiate - après avoir pris connaissance des diverses activités de ce secteur - la mise en place de la G.P.A.O., mission s'intégrant à un rôle plus général axé sur la LOGISTIQUE.

Ce poste - impliquant un goût prononcé pour les contacts et le terrain - s'adresse à un INGENIEUR de formation AM, INSA, IDN, ICAM, etc... DEBUTANT ou possédant une première expérience en milieu industriel. La Société offre de nombreux avantages dont une maison de fonction agréable.

Les dossiers de candidature sous réf. 3950 M à préciser sur l'enveloppe seront traités confidentiellement par
DEVELOPPEMENT
2, rue Dufrenoy 75116 PARIS.



Pour la division Grands Travaux Energie d'une de nos filiales (4000 pers. 2 milliards de francs) qui installe des postes de transformation HT, MT et qui fabrique des modules de protection et de commande électronique du réseau HT national EDF, nous recherchons un

CHEF DE DEPARTEMENT

VOTRE MISSION : □ après une période d'intégration, animer et coordonner l'activité du département contrôle commande □ gérer votre activité en centre de profit, en supervisant les coûts, les devis et la mise en œuvre des moyens □ assurer le commercial avec vos clients □ assurer l'interface entre les différents services (production, bureau d'études, administration, recherche & développement) en veillant au respect des objectifs de rentabilité, qualité et délais.

VOUS AVEZ : □ 30-40 ans, une formation supérieure (SUPELEC, ESME, INSA...) □ une bonne connaissance du contrôle commande, la maîtrise des postes de transformation HT/MT serait un plus □ l'envie de vous investir dans un métier alliant les aspects techniques, commerciaux et de management □ un haut niveau d'exigence sur la qualité de vos prestations □ une mobilité géographique.

NOUS VOUS OFFRONS : □ le management d'une équipe de 25 à 50 personnes (selon les projets) □ un haut niveau de décision et de responsabilités □ une entreprise de forte notoriété sur un marché porteur □ une structure très opérationnelle.

Pour un entretien individuel avec la société le 09/04/91.

Adressez ou télécopez C.V., lettre et photo à EUROMAN - 41, avenue Victor Hugo 92100 BOULOGNE.
Fax : 46.05.00.90 en indiquant la référence 6769 sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES
USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN

Notre réussite et nos performances sur les grands contrats de technologie de pointe nous conduisent à recruter des spécialistes de talent.

INGENIEURS ETUDES DEVELOPPEMENTS
AUTOMATISME, ROBOTIQUE, TELECOMMUNICATIONS
INGENIEURS D'ETUDES HARD/SOFT
COMMUNICATION, HYPERPERFORMANCES
INGENIEURS SUPPORT
TELECOMMUNICATIONS, TELEPHONIE

Débutez ou expérimentez, nous allons mettre en valeur votre potentiel et contribuer à la réussite de vos clients.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature

QUASAR INFORMATIQUE
33, rue Réaumur 75002 PARIS

QUASAR INFORMATIQUE



Le groupe GARONOR, leader européen dans la réalisation de plate-formes logistiques (terminaux de charge, centres de transit de marchandises et gares routières), désireux d'accroître son développement, recrute, pour sa division ETUDES :

RESPONSABLE ETUDES ET ORGANISATION H/F

FUTUR DIRECTEUR DE SITE LOGISTIQUE 240 KF +

A trente ans environ, vous avez exercé des responsabilités en relation avec le domaine de la logistique (Transports, entreposage...) et avez eu un rôle d'encadrement.

De formation supérieure scientifique, Bac + 4 minimum, vous avez l'esprit d'analyse et le sens de la négociation.

Vous avez une bonne maîtrise de l'anglais, et de l'espagnol, et si possible de l'italien.

Votre mission : Etudes d'organisation de sites logistiques (France ou Etranger), analyse, réalisation et suivi de projets - négociations avec les partenaires et les clients du groupe.

Réelles possibilités d'évolution de carrière, notamment comme Directeur de site, en Province ou à l'Etranger (séjour longue durée à prévoir).

Poste basé à Aublay-sous-Bois (93).

Adressez votre candidature + CV + photo et prétentions sous réf. GR à
PROFIL CADRES CONSEIL - 76, Boulevard Magenta - 75010 PARIS

Profil Cadres Conseil

Unité de recherche en pleine expansion

souhaite recruter
dans un contexte de collaboration internationale

1 ingénieur mécanicien confirmé

pour assurer la conception et le développement d'appareillages. Ce poste s'adresse à un ingénieur grande école ou 3^e cycle universitaire ayant quelques années de pratique en bureau d'études et/ou une expérience de conduite de projet qui lui ont permis d'affirmer son goût marqué pour les technologies avancées, son aptitude aux contacts et à l'encadrement.

Anglais indispensable.

Connaissances précises en informatique (CAO/MEF).

1 ingénieur micro électronique

pour assurer l'étude et la réalisation de circuits VLSI. Full Custom.

Ce poste s'adresse à un ingénieur grande école ou 3^e cycle universitaire ayant quelques années d'expérience en analogique.

Lieu de travail : littoral méditerranéen

Adressez CV, LM et prétentions à Marie-Pierre Deravieux, CPPM, faculté des Sciences Luminy, case 907, 13288 Marseille Cedex 9.

Ingénieur d'Etudes et d'Essais Isolation et Câbles Électriques

Notre métier

Étudier, tester, mesurer tout matériel électrique ou électronique.

Votre mission

- développer nos activités
- Études dans le domaine de l'isolation électrique
- Essais de câbles et connexions en favorisant leur synergie
- assumer des responsabilités techniques et d'animation de votre équipe
- participer à l'action commerciale et aux activités de normalisation

Votre profil

- ingénieur, avec de solides connaissances en courants forts
- de préférence une expérience du secteur câbles électriques.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV au :
LCIE - BP 08 - 92266 Fontenay aux Roses cedex

GAGNEZ L'ESPACE EUROPEEN

TEUCHOS est une jeune société d'ingénierie en expansion rapide. Son domaine : les grands programmes aérospatiaux et spatiaux nationaux et européens en collaboration avec un grand donneur d'ordre de la profession. Elle recherche pour ses activités de conception et de développement de satellites des

INGENIEURS 2 A 5 ANS D'EXPERIENCE (Bac + 5 minimum)

pour les postes suivants basés dans les Alpes-Maritimes.

- Développement de logiciels embarqués satellites en ADA.
- Développement de systèmes de détection embarqués (IR et visible).
- Etudes d'architecture chaînes électriques bord.
- Analyse et modélisation des phénomènes EMC, ESD, radiations.
- Support utilisateurs et développement logiciels de calcul structures (NASTRAN...).

- Vous justifiez d'une très bonne connaissance de l'anglais.
- Vous savez faire preuve d'autonomie tout en vous intégrant à des équipes pluridisciplinaires ou sein de structures à dimension humaine.



Merci de nous adresser votre candidature (lettre de motivation manuscrite, CV détaillé), en précisant la référence CAO1, à TEUCHOS EXPLOITATION 6, Av. du Général de Gaulle, 78000 VERSAILLES. Elle fera l'objet de la plus grande discrétion.

Nous vivons au cœur des grands projets de demain

Concepteur et réalisateur du Métro de Lyon, SEMALY est reconnue pour son savoir-faire dans l'ingénierie des réseaux de transports (Études et Infrastructures, Équipements fixes, Systèmes). Pour réaliser ces grands projets sur le transport urbain, nous recherchons un

INGENIEUR PLANNING

Chargé de la planification de projets dans les phases d'études puis de travaux, vous assurerez l'établissement, le suivi et le contrôle d'avancement des plannings de plusieurs opérations importantes. Vous travaillerez en étroite collaboration avec les chefs de projets et chefs de service et jouerez un rôle important de coordination et d'alerte.

• Ingénieur Génie Civil, vous possédez 2 à 3 ans d'expérience dans l'organisation, la coordination d'affaires. La maîtrise de l'outil informatique est importante.



SEMALY METRIM

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil Pascale Garnier, sous réf. 1017, Hay Managers, 5 place Charles Béraudier, 69428 Lyon Cedex 03.

Participez à notre plan de développement

Développez votre production en 3 ans

Flotte de 1^{er} matériel de l'industrie papetière

(50 000 personnes, CA : 13 milliards de \$), notre unité de production papetière - 100 personnes/100 000 tonnes par an - se trouve à proximité d'une très agréable ville de Provence. Nous recherchons notre

Ingénieur des services techniques

Poste évolutif - A.M., M.M., M.S.L.

C'est une mission complète qui allie technicité, sens relationnel, aptitudes à la gestion et à la réalisation. Responsable des études de faisabilité, vous participez à la conception et mettez en œuvre les programmes d'investissement (budget de 15 millions de francs annuels) afin de développer et optimiser les outils de production. Vous coordonnez la réalisation des travaux de technologies très diversifiées et veillez au respect des délais et de la qualité, en étroite collaboration avec notre Direction Générale et les Services Production et Maintenance. Dans le souci constant d'efficacité, vous devez répondre à des objectifs ambitieux.

A 28/32 ans, vous êtes de formation Ingénieur généraliste et possédez 3 à 5 ans d'expérience, de préférence dans une industrie lourde. Des connaissances solides en automatique, régulation, électricité et électronique sont souhaitées. Une expérience de l'industrie papetière et la pratique de l'anglais seraient un plus.

Ce poste évalue d'urgence à un candidat à fort potentiel, à même de prendre des responsabilités importantes à court et moyen terme.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous réf. 2.3.91 LM, en précisant votre rémunération actuelle.

Les entretiens auront lieu à Paris et Nîmes.

prospective

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES
4, rue Deyrie, BP 1422, 30017 Nîmes Cedex

MEMBRE DE LA CSECH
QUALITE OPECCH



Ingénieur d'essais

Assisté d'une équipe de 8 techniciens, vous définissez des méthodes de mesures dynamiques afin de caractériser in-situ des matériaux et produits visco-élastiques, à l'aide d'instrumentations variées (capteurs piezo-électriques, radars, triangulation laser...). Vous mettez en œuvre des techniques d'acquisition des mesures à distance et de traitement informatisé du signal en temps réel.

Vous planifiez et gérez la réalisation opérationnelle des essais, travaillez en relation étroite avec nos Ingénieurs Développement et entretenez des contacts permanents avec nos clients, constructeurs et utilisateurs.

Ingénieur Grande Ecole (Mines, Ponts, Géologie, Agro., ENSTA, ENSAM...), vous avez acquis une première expérience dans le monde agricole, dans la mécanique des milieux continus ou dans l'instrumentation : nous vous proposons une responsabilité ouverte, vivante, composée de technique, d'animation... et d'action sur le terrain, dans la région d'ALIX EN PROVENCE.

Pour nous rejoindre, au sein de notre Groupe Industriel (2,2 milliards de F. de CA), nous vous remercions d'adresser votre dossier à SEFOP, notre Conseil, sous la réf. BRA 342 M.

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC



Ne signez

SU

Choisir son entreprise... pas facile. Quel type de poste vous propose-t-elle ? Quelles sont les offres ? Quelle est la structure ? Chez MATRA COMLINE, les questions que vous vous posez sont résolues.

INGENIEUR
Début

Parce que nos projets (PAN EUROPEEN ou phonie, D2 MAC, etc.) recrutent de jeunes diplômés de toutes les disciplines, le développement de nos projets est en constante évolution.

Vous participez à la réalisation des projets, en analysant les spécifications, en réalisant les transmissions de données, en réalisant les tests.

Le développement de nos projets est en constante évolution. Le développement de nos projets est en constante évolution.

MATRA COMLINE
Service Recrutement
B.P. 26 - Rue Jean-Pierre
78397 Bois d'Ancy Cedex

Reliez votre

No 1 mondial de câbles multimédias de CA, nous sommes en pleine expansion et un effectif de 20.000 personnes nous fabrique des câbles d'énergie et de communications pour les domaines terrestres et marins : études de

INGENIEUR

Fort d'une expérience de 10 ans dans le domaine de la production de biens d'équipement, vous êtes chargé, dans le cadre de

INGENIEUR

Vous serez intégré à une équipe chargée d'étudier

Ces postes, qui nécessitent une maîtrise de l'anglais et quelques années d'expérience, vous offrent de réelles possibilités de déplacement de nos clients.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil, sous la réf. 1017, Hay Managers, 5 place Charles Béraudier, 69428 Lyon Cedex 03.

سازمان تامین اجتماعی

هكذا من الإقبال

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 27 mars 1991 XIX

Le Monde des Secteurs de Pointe

Ne signez pas un chèque en blanc sur votre carrière...



Photo RM

Choisir son entreprise pour réussir sa vie professionnelle, progresser, évoluer, s'épanouir... pas facile. Pourtant les questions-clés restent les mêmes : quel type de poste vous propose-t-on ? Sur quel projet ? Quelles sont les différentes évolutions de carrières envisageables ? Quelle est la stratégie de l'entreprise pour les cinq ans à venir ? Chez MATRA COMMUNICATION, nous savons répondre à toutes ces questions que vous vous posez.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES Débutants ou première expérience

Parce que nos projets dans le domaine des radiocommunications numériques (PAN EUROPEEN ou RUBIS), des réseaux d'entreprise et de l'image (visio-phonie, D2 MAC) sont l'illustration même de la réussite de nos équipes, nous recrutons de jeunes ingénieurs, capables d'évoluer parmi l'ensemble de nos projets et de nos métiers. Chez nous, le parcours professionnel des ingénieurs débute généralement par le développement logiciel :

Vous participerez à la réalisation d'un projet depuis sa conception, en définissant les spécifications fonctionnelles, jusqu'à la phase de validation et d'intégration. Le développement logiciel couvre les principaux domaines de notre activité : transmission de données, protocoles de réseaux (RNET), interface homme/machine, traitement du signal, logiciel intégré temps réel, systèmes d'exploitation.

Le développement logiciel : une formation essentielle qui vous permettra d'évoluer plus loin ou au-delà de la technique : responsable d'intégration ou d'architecture systèmes, responsable d'affaires (France ou international), responsable marketing...

Le talent commence par savoir choisir son entreprise. Posez-nous vos questions.

MATRA COMMUNICATION
Service Recrutement
B.P. 26 - Rue Jean-Pierre Timboud
78392 Bois d'Arcy Cedex.



IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

Nous savons donner à votre évolution sa vraie signification

La Division RGS (Radiocommunication, Guerre électronique, Sécurité des systèmes et de l'information) conçoit, réalise et installe des produits et des réseaux en France et à l'étranger.

Au sein de notre Centre industriel de Cholet, le Service technique (220 personnes dont 80 ingénieurs) spécialisé dans les matériels de transmission tactique hautement protégée (émission de fréquence, chiffre...), guerre électronique, transmissions HF pour l'infrastructure et le naval, renforce ses équipes et recherche :

INGÉNIEUR RADIO CONFIRME

Au sein d'une équipe-projet, vous prenez en charge des études dans le domaine des radiocommunications VHF et plus spécifiquement dans les techniques de contre-mesures (ECM). A votre expérience des techniques analogiques, nous associerons la connaissance d'outils de simulation analogique (CIRCEC, ESOPE) qui vous permettra de mener à bien cette mission. Réf. LM/TRC

INGÉNIEUR RESPONSABLE D'ETUDES ANALOGIQUES

Dans le cadre des communications HF d'infrastructure marine, vous intégrez une équipe projet d'un de nos laboratoires d'études pour prendre en charge le développement d'amplificateur de puissance transistorisé. Ingénieur électronicien, votre maîtrise de l'aspect technique est matérialisée par une forte expérience dans le domaine de l'électronique analogique. Ce poste vous permettra d'évoluer vers des fonctions de chef de projet ou vers un poste plus technique selon vos souhaits. Réf. LM/TEA

CHEF DE PROJET

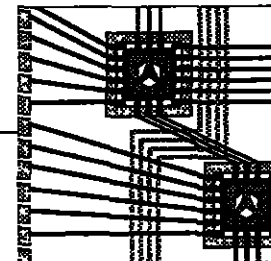
Vous avez la responsabilité de la conduite du projet technique d'un émetteur-récepteur dans le domaine des radiocommunications V UHF.

Vous assurez la définition de ce matériel, en évaluez le coût de développement, le prix de revient et argumentez vos choix techniques au plus haut niveau de décision.

Ingénieur électronicien, vous bénéficiez d'une expérience de 8 à 10 ans et souhaitez poursuivre dans le domaine des études analogiques.

Ce poste vous conduira vers des responsabilités techniques plus larges. Réf. LM/CP

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV + photo) en précisant la référence du poste choisi à Didier PLANCHOT - THOMSON-CSF - Division RGS 110 avenue du Maréchal Leclerc - BP 945 - 49309 CHOLET CEDEX - Tél. 41.62.54.32.



DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

Reliez votre avenir à celui du câble.

No 1 mondial du câble avec 24 milliards de CA consolidé, 70 sociétés implantées dans 20 pays et un effectif de 20.000 salariés, nous fabriquons l'ensemble des câbles d'énergie et de télécommunications dans tous les domaines terrestres et sous-marins : études des systèmes,

fabrication, pose et raccordement. Relevant ainsi chaque jour de nouveaux défis, nous souhaitons vous associer à notre succès.

Dans le cadre de nos activités d'installation de projets clé en main à l'exportation, nous recherchons

INGÉNIEUR D'AFFAIRES EXPORT CONFIRME (REF. DG/15)

Fort d'une expérience d'environ 5 ans dans le domaine de projets d'installation de biens d'équipement, vous serez chargé, dans le cadre de nos installations

de câbles télécom, des études et de la négociation des affaires en milieu international.

INGÉNIEUR D'AFFAIRES EXPORT DEBUTANT (REF. DG/16)

Vous serez intégré dans une équipe chargée d'étudier nos projets

internationaux de réseaux de télécommunication.

Ces postes, qui s'adressent à des diplômés d'école d'ingénieurs, nécessitent la maîtrise de l'anglais et/ou de l'espagnol et permettront aux candidats de valeur, après quelques années d'expérience réussie, d'évoluer dans notre groupe. Déplacements de une à trois semaines dans le monde entier à prévoir.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à Mlle GAIS, Direction des Ressources Humaines, ALCATEL CABLE, 30, rue des Chasses, BP 309, 92111 Clichy Cedex.



Filière Telemecanique.

"Point de rencontre des compétences et de la haute technologie..."

Nous sommes l'un des leaders mondiaux de systèmes de commandes numériques pour machines et robots. (500 personnes - CA : 550 MF - 30% de croissance - 10 agences en France - 7 filiales dans le monde)

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES (SUPELEC, AM, ENSI OU ÉQUIVALENT)

pour participer à la conception et à l'élaboration de la future gamme des équipements NUM, à base de microprocesseurs MOTOROLA 68020.

Plusieurs postes sont à pourvoir dans chacune des fonctions suivantes :

• INGENIEURS ETUDES LOGICIELS TEMPS REEL (réf. LM 06)

chargés du développement de logiciels intégrés dans les équipements destinés à la commande de Machines de Production et de Robots.

• INGENIEURS ETUDES ET SUIVI TECHNOLOGIQUE (réf. LM 12)

chargés de l'homologation des composants électroniques, en liaison avec les différents responsables d'études, et du suivi des fournisseurs. Ils seront les interlocuteurs des services Qualité / Fiabilité, Achats et Laboratoires d'Analyses extérieures.

Ces postes constituent une réelle opportunité de carrière pour des candidats motivés et désireux d'évoluer dans un environnement de haute technologie.

Votre candidature (lettre manuscrite portant la référence du poste choisi + CV et prétentions) sera examinée attentivement par Marc THEBAULT - Direction du Personnel - NUM S.A. - 21, avenue du Maréchal Foch 95101 ARGENTEUIL Cedex.

(Réponse et discrétion totale assurées).



DNCA

Le Monde des Secteurs de Pointe

SOCORI TECHNOLOGIES

RESPONSABLE DU B.E. METHODES

POSTE BASE A PARIS SUD

VOTRE MISSION : En étroite collaboration avec le Responsable des Etudes Automobiles et le Responsable des Etudes Avancées, vous prenez en charge une équipe qui compte aujourd'hui 6 ingénieurs et techniciens et que vous devrez faire évoluer, soit par vos propres compétences, soit en recrutant des spécialistes. Vous gérez des études importantes en liaison avec le B.E. de conception et le bureau de calcul. Vous êtes le responsable de certains projets auprès de nos clients. Vous appuyez le responsable commercial dans ses démarches.

VOTRE PROFIL : 35 ans environ. Ingénieur A&M ou équivalent. Une solide expérience des méthodes dans le domaine automobile (batterie, fondation, usinage, soudage...). Leadership, autorité de compétence et sens du résultat. Un bon niveau d'anglais.

NOUS VOUS OFFRONS : Une entreprise en très forte croissance dans un secteur HIGH TECH. Une position de leader qui nous permet de travailler sur des projets très valorisants. Un poste à responsabilités importantes ayant une influence directe sur nos performances. De réelles possibilités d'évolution au sein du groupe.

Pour un entretien individuel avec la société le vendredi 12/04/91

Adressez ou télécoïpuez CV, lettre et photo à EUROMAN - 11 rue Heinrich - 92100 BOULOGNE. FAX : 46.21.78.13 en indiquant la référence 3577 sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES - ANGERS

USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN - ITALY

Filiale du groupe ALCATEL-ALSTHOM, nous sommes depuis de nombreuses années les spécialistes de la location et de la vente d'équipements audiovisuels aux Particuliers et aux Entreprises. Pour accentuer notre position de leader nous recherchons pour POISSY un

INGENIEUR ELECTRONICIEN (ENSI ou équivalent)

chargé de la conception et du suivi de la fabrication, de la documentation :

- de produits analogiques et numériques
- de logiciels d'application sur microcontrôleur et d'exploitation sur microordinateur et mini réseau,

en matière d'audiovisuel "grand public" ou "institutionnels".

Qualités requises :

- expérience de 2 à 3 ans dans le développement hard et soft
- bon contact humain (relations avec la clientèle)
- esprit d'équipe
- disponibilité
- connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous la réf. IE/LM à : LOCATEL - Direction du Personnel - 16, rue Barbès - 92300 LEVALLOIS PERRET.

NOUS ALLONS DOUBLER NOTRE CHIFFRE D'AFFAIRES CETTE ANNEE REJOIGNEZ-NOUS POUR SOUTENIR NOTRE CROISSANCE

Nous sommes une société multinationale du secteur des technologies de pointe. Notre centre d'études et de production, basé en Normandie, intègre de nouveaux collaborateurs pour assurer sa forte croissance dans le respect de la qualité totale.

SERVICE INDUSTRIALISATION

Ingénieur électronicien diplômé d'une grande école ou universitaire, vous serez chargé, lors de l'introduction en production de nouveaux produits, de concevoir et de mettre au point des équipements de test. Réf. E30

SERVICE QUALITE

Ingénieur informaticien diplômé d'une grande école ou universitaire, vous analyserez et évalueriez la conception des logiciels à qualifier : élaboration des tests, conception d'outils de mesure de la qualité. Réf. E33

SERVICE INFORMATIQUE DE GESTION

2 Analystes ingénieurs informaticiens, grande école ou universitaire, participeront au sein de notre équipe à l'implantation de nouveaux modules pour notre programme de GPAO et au support de l'existant. Réf. M51

SERVICE ETUDES

2 ingénieurs logiciels (langage type C et microprocesseurs) diplômés d'une école d'ingénieurs en informatique, dont l'un expérimenté, qui assureront des développements réseaux dans un environnement CLOS ou WINDOWS PC. Réf. E38

Plusieurs ingénieurs électroniciens qui intégreront nos départements support hardware, tests et développement de l'architecture logique et électronique de nouveaux produits. Réf. E19

Pour tous ces postes, la pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à CURRICULUM 6, passage Lafuile 75018 PARIS qui transmettra.

Pour importante société Aéronautique, nous recherchons :

INGENIEURS GRANDES ECOLES, DESS, DEA, DOCTORATS,

Options : AERODYNAMIQUE, MECANIQUE DES STRUCTURES ET DES FLUIDES, VIBRATIONS

Activité : Recherches, développement et suivi des essais.

DUT Génie Mécanique ou Thermique ou Mesures Physiques

Tous ces postes s'adressent à des débutants. Disponibles immédiatement. Anglais souhaité.

Lieu de travail : banlieue Sud

Adressez C.V. et prétentions à T21, 92, rue Saint Lazare 75009 Paris ou téléphonez pour RV à François LAULAN au 42.85.38.41.

36 15

IM

Le service téléphonique expert de l'emploi des cadres

De formation Bac + 5 type supérieur ou universitaire. Vous utilisez la micro-informatique et pratiquez l'anglais. Nous vous offrons une formation complémentaire, si nécessaire, pour devenir :

INGENIEUR EN METROLOGIE DES MASSES

Vous développez les étalons de référence et les méthodes de mesure en métrologie des masses et des masses volumiques, en liaison avec les travaux internationaux et les besoins de l'industrie. Bonnes connaissances en mesures physiques et technologie mécanique. Réf. 542

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Spécialisé en hyperfréquences, vous mettez en place les moyens d'essais des perturbations électromagnétiques. Votre sens du contact vous permet de rechercher des partenaires pour la réalisation d'essais en sous-traitance. Réf. 541

INGENIEUR MATERIAUX

Vous développez nos moyens d'essais en matière de détermination des propriétés thermiques des matériaux : diffusivité - conductivité - dilatométrie. Vous réalisez les analyses thermiques DSC, TMA, spectrométrie IR et mettez au point les documents normalisés, tant au niveau national qu'européen. Réf. 603

Merci de nous écrire en précisant la référence choisie à : LNE, 1 rue Gaston Baisier, 75015 PARIS.

LABORATOIRE NATIONAL D'ESSAIS

Spécialiste de la chimie des végétaux dans un centre de recherche en Aquitaine

SOCIETE NATIONALE INDUSTRIELLE

Rattaché au Directeur du Département Recherche et Opérations, ce chef de service assurera et fera réaliser toutes les déterminations de chimie. Il développera les techniques d'analyse appropriées à l'étude de nos matières premières et des constituants du sol. En relation avec les autres services et les autres centres de recherche, il coordonnera, validera et synchronisera les méthodes et les thèmes de recherche. Ce poste conviendrait à un spécialiste en chimie des végétaux (docteur en chimie, ingénieur agronome, chimiste ou équivalent), possédant dix à quinze ans d'expérience au cours de laquelle il aura acquis une bonne connaissance de l'analyse des végétaux. Aptitude au travail en équipe et au commandement, rigueur dans l'analyse et la méthode, maîtrise de l'informatique et de la langue anglaise, autant d'atouts pour réussir dans ce poste basé en Aquitaine.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V. + prêt. sous la réf. 4066 à PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL - 11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS.

PAUL-EMILE TAILLANDIER

PARIS - BORDEAUX - ETHIQUE ET RECRUTEMENTS - TOULOUSE - ORLÉANS

Nous sommes la division Réseau d'un grand groupe industriel,

VOUS AVEZ DEJA EXERCE DES RESPONSABILITES AU SEIN D'UNE EQUIPE DE DEVELOPPEMENT TELECOM, RESEAU, SYSTEME TEMPS REEL...

NOUS AVONS DE GRANDS PROJETS POUR VOUS !... et des PERSPECTIVES A VOTRE MESURE.

Votre profil : Ingénieur Grande Ecole, vous avez une dizaine d'années d'expérience en développement de logiciels dans le cadre de grands projets. Techniquement compétent et rigoureux dans l'utilisation de méthodes, vous témoignez d'un goût affirmé pour le pilotage d'une équipe de développement.

Votre mission : Contribuer au développement de produits destinés au monde des Telecoms selon votre profil et vos souhaits (conception ou réalisation ou mise au point). Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) en précisant la référence M/AS 205 à notre conseil: ANNA STAROSWIECKI - INFORAMA Carrières 50, rue Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE

INFORAMA *carrières*

la technologie par les hommes

Les Technologies de Demain, ... Aujourd'hui

INGENIEURS RESPONSABLES COMMERCIAUX FRANCE

Dans le cadre de nos programmes en Optique aérospatiale (Mirage 2000, Rafale), en Auto-directeurs et en caméras AOCG, en collaboration avec la DGA et les grands systemiers, AEROSPATIALE, MATRA, THOMSON, vous aurez la responsabilité des réponses aux appels d'offres.

Vous gèrerez les négociations des contrats, de 10M à 600 MF, assurerez le suivi commercial des programmes et mènerez les recherches de nouveaux marchés.

De formation supérieure, vous avez acquis lors d'une précédente expérience, une parfaite connaissance des aspects commerciaux. L'anglais et la connaissance des services techniques de la DGA seront des atouts déterminants pour ce poste.

Ces postes sont basés à Paris

Merci d'adresser CV, photo et prétentions, sous réf. IRCE, à Jean-Marc BLAIRON, SAT, DPRS, 388 rue du Dessous des Berges, 75651 PARIS CEDEX 13.

SAT

Aujourd'hui pour Demain

Division Optronique et Défense

Ingénieur Logiciel Temps Réel

Pour renforcer son équipe de développement de logiciels temps réel, nous recherchons un ingénieur logiciel expérimenté, capable de gérer des équipes et de réaliser des projets complexes.

Nous recherchons pour nos équipes de développement de logiciels temps réel, un ingénieur logiciel expérimenté, capable de gérer des équipes et de réaliser des projets complexes.

Vous participerez aux phases de conception, de développement, de test et de mise en œuvre de nos logiciels temps réel. Vous serez responsable de la qualité et de la performance de nos logiciels.

Diplômé d'une grande école ou universitaire, vous avez acquis une solide expérience dans le développement de logiciels temps réel. Vous maîtrisez les techniques de programmation et les outils de développement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) sous la réf. 1234 à : LNE, 1 rue Gaston Baisier, 75015 PARIS.

TELECOM

L'ECOLE NATIONALE DES TELECOMUNICATEURS

ENSEIGNEMENT RECHERCHE

RESEAU

SYSTEMES DE TRAITEMENT

Nous recherchons pour renforcer son personnel :

- RESEAUX A HAUT DEBIT
- RESEAUX DE COMMUNICATIONS MOBILES (GSM, GPRS)
- TRAITEMENT DU SIGNAL SATELLITAIRE (GPS, GPSR)
- TRANSMISSIONS RADIO (RF, RFM)
- TRAITEMENT DES IMAGES MANUSCRITES (RECOGNITION)
- COMMUNICATIONS OPTIQUES

Vous animerez des équipes de projets d'études, vous mènerez la recherche dans les laboratoires de nos étudiants qui préparent un diplôme au développement de la technologie et de coopération internationale.

Diplômé(e) d'une Grande Ecole ou Université, vous possédez une expérience dans un des domaines énumérés ci-dessus. Vous maîtrisez l'enseignement et du travail en équipe. Vous êtes capable de mener à bien une entreprise de recherche et de développement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) sous référence choisie à : LNE, 1 rue Gaston Baisier, 75015 PARIS.

سكز لمن الإصل

هكذا من لامل

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 27 mars 1991 XXI

Le Monde des Secteurs de Pointe

Ingénieur Logiciel Temps Réel

Pôle européen du leader mondial de l'Imagerie Médicale, nous réalisons en étroite synergie avec nos unités d'Amérique et d'Asie une gamme complète d'équipements de radiologie et de radiothérapie.

Nous renforçons nos équipes dans le domaine du logiciel de contrôle de systèmes d'imagerie.

Vous participerez aux spécifications fonctionnelles et vous serez ensuite chargé de la conception, du développement, du test et de l'intégration de ce logiciel. Vous gèrerez votre projet jusqu'à l'évaluation clinique auprès du client.

Diplômé d'une école d'ingénieurs en informatique ou automatique, débutant ou avec 2 ans d'expérience, vous allez à votre connaissance des microprocesseurs 68000 ou Motorola et noyau temps réel (VRTX), la pratique de l'anglais.

Nous vous proposons un poste évolutif dans un environnement technologique de haut niveau.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s'réf. ILM au Service Recrutement GENERAL ELECTRIC CGR - 283, rue de la Minière 78530 BUC.



General Electric CGR

INGENIEURS GRANDES ECOLES TRAVAUX NEUFS - MAINTENANCE

Aujourd'hui, Usinor Sacilor est le premier européen et le second mondial dans son métier : l'acier. Notre Groupe a dégagé en 1990 un bénéfice de 3,7 milliards de francs et consacre un budget de 6 milliards de francs en investissements industriels en 1991.

Vous êtes ingénieur généraliste, passionné par l'industrie et les matériaux. Vous recherchez un poste de terrain et de dialogue où vous verrez rapidement le résultat concret de vos actions.

Dans l'éventail des postes à pourvoir, nous vous proposons :

■ Ingénieur Travaux Neufs

Acteur de la politique d'investissement de nos unités de production, vous établirez des projets d'installations et piloterez leur réalisation ainsi que leur mise en service. Grâce à vos qualités de gestionnaire, vous saurez maîtriser les budgets importants mis en œuvre.

■ Ingénieur Maintenance

Animateur d'une équipe de techniciens, vous mettrez en pratique des technologies nouvelles afin d'améliorer les techniques de maintenance. Imaginatif et rigoureux, vous établirez des plans de maintenance préventive et assurerez la réalisation et la promotion des études de fiabilité.

Ces postes basés en province vous motiveront, si vous êtes doté de réelles capacités techniques et relationnelles. Vous êtes de formation ingénieur grandes écoles, débutant ou possédant une première expérience.

Travailler au sein d'Usinor Sacilor, c'est d'abord choisir de travailler avec les meilleurs de sa spécialité, c'est souhaiter prendre rapidement des responsabilités, c'est aussi se former et s'enrichir soi-même au quotidien.

Merci de nous contacter au 49.00.57.49
ou d'adresser votre candidature sous réf. LM263 à
USINOR SACILOR - DRH Ingénieurs et Cadres
CEDEX 33 - 92070 PARIS-LA DEFENSE

Acier
USINOR SACILOR

TELECOM
PARIS

L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE
DES TELECOMMUNICATIONS

recherche des

ENSEIGNANTS CHERCHEURS

aux compétences en

RESEAUX ET SYSTEMES DE TRANSMISSION

pour renforcer son potentiel dans des domaines tels que :

- RESEAUX A HAUT DEBIT (réf. RHD)
- RESEAUX DE COMMUNICATIONS AVEC LES MOBILES (réf. CAM)
- TRAITEMENT DU SIGNAL POUR LIAISONS SATELLITAIRES. Ce poste est basé sur notre site de Toulouse (Réf. TSL)
- TRANSMISSIONS RADIO-MOBILES (réf. TRM)
- TRAITEMENT DES DOCUMENTS ECRITS MANUSCRITS (réf. TDEM)
- COMMUNICATIONS OPTIQUES (réf. COO)

Vous animerez des enseignements (cours, encadrement de projets d'élèves), vous mènerez des activités de recherche dans les laboratoires de l'Ecole et encadrerez des étudiants qui préparent une thèse. Vous participerez au développement de la politique de contrats industriels et de coopération internationale.

Diplômé(e) d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ou de l'Université, vous possédez de solides compétences dans un des domaines énumérés ci-dessus et avez le goût de l'enseignement et du travail en équipe. Vous avez à votre actif une première expérience professionnelle en R et D dans une entreprise et/ou une expérience de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence(s) choisie(s), et prétentions au Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications
46, rue Barrault - 75634 PARIS Cedex 13

Conduire les projets de développement d'un réseau urbain...



Telle sera la mission que nous confierons au Responsable du Service Etudes du réseau urbain de Lille, métropole à la pointe des technologies modernes dans le domaine des Transports.

Nos objectifs de développement dépendent des projets menés par une équipe dont vous serez le leader. Les projets les plus importants demanderont votre implication personnelle.

Vous et votre équipe serez responsables, depuis les phases d'études initiales jusqu'aux Réalisations, vous participerez à la formation des utilisateurs.

35 ans environ, INGENIEUR CONFIRME, (Centrale-Télécom-Supélec ...) vous justifiez d'une expérience réussie, acquise si possible, à un poste de responsabilités d'études dans un environnement industriel.

Imagination, mobilité intellectuelle, sens relationnel doivent vous permettre de relever ce défi. Votre réussite est essentielle pour notre société. Elle vous permettra d'évoluer au sein d'un groupe, leader de l'exploitation des transports urbains de France.

Merci de faire parvenir votre dossier, CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 803/777 UN à notre Conseil Française BARSIL.



26, rue Henri Mounier
75009 Paris

PARIS - LYON - MULHOUSE - STRASBOURG

GRUPE INTERNATIONAL DE DISTRIBUTION

Sa filiale française (200 personnes, 1 milliard de Francs), commercialisant des produits de loisirs : jeux, jouets, cassettes, implante une unité de conditionnement hautement automatisée et crée le poste, basé près de Pontoise (95) de

DIRECTEUR DE PRODUCTION

A la tête d'une équipe très technique, il participera à la conception et à la réalisation de l'unité, puis mettra en place des chaînes de pick and pack, de blistérisation et d'emballage, avec les matériels les plus performants. Il aura la responsabilité de l'ordonnement de la production, et de la supervision de son outil, en liaison avec les services compétents du groupe.

Ce poste essentiel et évolutif exige un ingénieur diplômé de type A & M, ECL, IDN ou similaire. Agé de 30 à 40 ans, il pourra faire état d'une expérience réussie à la tête d'un département de production, d'ordonnement ou d'industrialisation. Il sera familier des systèmes de gestion de type COPICS et aura pratiqué le juste à temps. Anglais nécessaire.

Nous vous garantissons une discrétion absolue et vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération) sous réf. 9351 à notre Conseil.

sc sélection conseil
16 RUE MEDERIC, 75017 PARIS

Le Monde des Secteurs de Pointe

ALTRAN TECHNOLOGIES



L'objectif

TECHNIQUES DE POINTE

ALTRAN TECHNOLOGIES : société de conseil et d'ingénierie de haut niveau, cotée en Bourse, 1000 ingénieurs. Pour assurer notre forte croissance et la qualité de nos prestations, **NOUS RECRUTONS :**

INGENIEURS LOGICIELS CONSULTANTS (1^{ère} EXPERIENCE OU DEBUTANTS)

Evolution : Responsabilité de projets, expertise de haut-niveau, postes de direction.
Mission : conduite de projets, spécifications système, études et développement dans les domaines suivants :

Secteurs :

- Aéronautique, Espace, Défense,
- Télécommunication, Réseaux,
- Automobile, Transport,
- Nucléaire, Ingénierie Pétrolière,
- Banque, Assurance, Finance.

Pôles de Développement : Région Parisienne, Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées, Sud-Est, Europe, Canada.

Merci de nous adresser votre CV en rappelant sur l'enveloppe la référence DD-04.

GROUPE ALTRAN 58, Boulevard Gouvion-Saint-Cyr - 75858 PARIS CEDEX 17

Filiales : ALTRAN SYSTEMES D'INFORMATION - DELTA - ALTRAN FORMATION - SEGIME - LORE - ALTRAN EUROPE - ALTRAN CANADA



Pour soutenir la qualité des performances d'une de nos filiales spécialisées dans les travaux électriques en milieu industriel, nous recherchons des

INGENIEURS RESPONSABLES D'AFFAIRES

BORDEAUX Réf. 6692 MARSEILLE Réf. 6714 STRASBOURG Réf. 6802
RÉGION PARISIENNE Réf. 6736 PAU Réf. 6703 NANTES Réf. 6725

VOTRE MISSION : □ après une période d'intégration □ vous prenez en charge, avec une grande autonomie la responsabilité de projets complets dans le domaine industriel (automatismes, instrumentation, électricité générale...) □ vous gérez les moyens mis à votre disposition (budget, personnel, technique) □ par votre action commerciale, vous développez vos affaires avec vos clients.

VOTRE PROFIL : □ jeune ingénieur électricien (SUPELEC, ESME, INSA, IDN...) de 28-35 ans environ ou ingénieur d'affaires confirmé □ une expérience réussie dans un domaine d'activité proche □ outre vos compétences techniques, vous avez le goût des responsabilités (management d'affaires et d'hommes) et souhaitez évoluer avec nous □ rigoureux et bon gestionnaire, vous êtes très attentif au respect des objectifs en terme de délais et de qualité.

NOUS VOUS OFFRONS : □ un poste clé dans notre organisation □ la responsabilité complète des affaires qui vous sont confiées et que vous gérez en centre de profit □ une structure légère où vous pouvez exprimer vos compétences □ un groupe très important et techniquement reconnu où vous pouvez évoluer □ des méthodes de travail rigoureuses dans un environnement humain performant et motivé.

Pour une première série d'entretiens individuels avec la société le 08/04/91 à PARIS.

Adressez ou télécopiez C.V., lettre et photo à EUROMAN - 41, avenue Victor Hugo 92100 BOULOGNE.

Fax : 46.05.00.90 en indiquant la référence choisie sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES
USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN



Investir pour progresser

2,5 MILLIARDS DE C.A.
1 500 COLLABORATEURS
100 000 LOGEMENTS LOCATIFS
3 000 LOGEMENTS
CONSTRUITS PAR AN.

Pour toutes raisons de s'intéresser à la rénovation

Au sein de l'une de six agences d'Ile-de-France, vous êtes responsable du montage et de la réalisation des opérations de réhabilitation du patrimoine.

- **PROGRAMMER** l'activité : montage financier, définition des prestations, choix des maîtres d'œuvres, ingénierie sociale et technique.
- **NEGOCIER** auprès de nos clients et partenaires (entreprises générales, D.D.E., architectes, municipalités...)
- **INTÉGRER**, à chaque étape, la qualité architecturale et technique de vos projets à la dimension urbaine de la réhabilitation.

La trentaine, un diplôme d'INGÉNIEUR BATIMENT, complété par une formation à la gestion, votre première expérience en maîtrise d'ouvrage, B.E.T. alliée à vos qualités d'organisation et de communication vous permettront d'évoluer, au sein du groupe, vers d'autres métiers.

Faites-nous part de votre motivation en adressant CV + lettre sous référence ING/M à Rémy SAVANNE
Département des Ressources Humaines - Groupe Immobilier 3 F
159, rue Nationale - 75638 Paris Cedex 13.

INGENIEUR CHIMISTE

Responsable des laboratoires analytiques, vous serez chargé du suivi, du développement des méthodes d'analyse, ainsi que du contrôle qualité en continu. Vous devrez également contrôler la responsabilité de la station d'épuration des eaux usées. Vous aurez à optimiser le fonctionnement des services techniques : production, qualité et autres laboratoires du Groupe. Vous serez assisté dans cette mission par une équipe de 20 laborantins que vous encadrerez. Débutant ou justifiant d'une première



ROQUETTE

ILFORD Anitec

INTERNATIONAL PAPER

Leader mondial dans notre spécialité, nous sommes filiale d'un important groupe international.

La qualité reconnue de nos produits tient en grande partie à l'engagement des hommes, mais aussi à la performance technologique exceptionnelle de nos moyens de production fortement automatisés.

Pour continuer à assurer notre progression, ainsi que notre adaptation à une nouvelle gamme de produits d'avenir, nous recherchons un

RESPONSABLE ASSURANCE QUALITE PRODUITS

Sous l'autorité du Chef du Service Assurance Qualité, vous êtes responsable d'une équipe de 3 personnes.

Jeune ingénieur physico-chimiste, ICP, ESCI... vous êtes attiré par une fonction technique. Vous possédez un sens inné de la communication et un esprit de rigueur renforcé par la maîtrise des techniques statistiques.

Dans un environnement international, la maîtrise de l'anglais est impérative. Nous offrons une rémunération attractive liée à la valeur, et divers avantages sociaux ainsi que des possibilités d'évolution au sein du groupe.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, prétentions, photo à ILFORD Anitec SA, Service Recrutement, Chemin de la Foulieuse, BP 336, 69802 Saint-Priest Cedex.



Premier constructeur mondial de véhicules automobiles, nous sommes 4800 personnes en France. Nous sommes également l'un des principaux équipementiers des constructeurs automobiles européens. DANS LE CADRE DE MARCHES TRES IMPORTANTS, notre division "SYSTEMES DE FREINAGE" recherche un

JEUNE INGENIEUR DEVELOPPEMENT

(NISA 2000 équivalent)

PAPRI 2000

VOTRE MISSION : A court terme : après une période d'intégration et de formation à nos méthodes, produits et concepts, vous êtes chargé d'analyser les produits et développements de nos concurrents. A moyen terme : en liaison avec d'autres ingénieurs, et les départements Achats et Industrialisation, vous assurez la réalisation de projets futurs destinés à nos nouveaux clients (fiabilité, cahier des charges, prototypes, essais...).

VOTRE PROFIL : □ jeune ingénieur mécanicien □ débutant ou avec une première expérience □ un esprit d'équipe et le sens du concret □ de bonnes aptitudes relationnelles □ un bon niveau d'anglais (allemand apprécié).

NOUS VOUS OFFRONS : □ une organisation par lignes de produits dans un contexte international □ un environnement enrichissant (management participatif, concept de qualité totale...) □ les possibilités d'évolution offertes par le plus grand groupe industriel mondial.

Pour un entretien individuel avec la société le 11/04/91

Adressez ou télécopiez CV, lettre et photo à EUROMAN - 41, avenue Victor Hugo - 92100 BOULOGNE.

Fax : 46.05.00.90 en indiquant la référence 3555 sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES - AIX
USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN - ITALY

Filiale d'un groupe français, spécialiste de la MESURE et de l'ENVIRONNEMENT, nous recherchons deux :

Jeunes ingénieurs

Vous êtes passionnés par la vente d'équipements et de prestations de services à haute valeur ajoutée dans le domaine de la mesure et de la surveillance de l'environnement. De formation Ingénieur, vous aurez rapidement la responsabilité d'un secteur d'activité (prospection, négociation, vente, suivi clientèle) auprès de Grands Comptes

et de centres de Recherche. Créatif, rigoureux, sociable, vous avez l'esprit d'équipe, le bon sens commercial et le sens de l'humour. Votre première expérience vous a formé à travailler avec de multiples partenaires (Ingénieur d'essais...). Vos connaissances en acoustique, traitement du signal, chimie ou biologie sont un plus.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. + lettre manuscrite) sous référence A1 03 19 à notre Conseil Madame Claude Favereau
FAVEREAU CONSULTANTS
52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

REPRODUCTION INTERDITE

Etre h... c'est un é...

Principal acteur
du marché mondial
du CAD/CAM/CAE.

une avance technologique

dans l'univers de la CFAO

avec CATIA, champion

de France de l'exportation

avec 90% de ses ventes

réalisées à l'export.

le professionnalisme de

ses 700 collaborateurs

au service de ses clients.

Autant de réalisations et

de moyens qui conduisent

DASSAULT SYSTEMES

à préparer les grands défis

de l'an 2000.

c'est-à-dire demain.

TV Haut c'est aujourd'hui

L'ENERGY (ETI) (2000 personnes, 2 500 millions de chiffre d'affaires) est une entreprise leader mondiale de la télévision et des services de télévision. Elle est présente dans plus de 100 pays et dispose d'un réseau de distribution mondial.

En étroite collaboration avec le Directeur, vous serez chargé de développer les ventes de produits de télévision et de services de télévision. Vous devrez également contrôler la responsabilité de la station d'épuration des eaux usées. Vous aurez à optimiser le fonctionnement des services techniques : production, qualité et autres laboratoires du Groupe. Vous serez assisté dans cette mission par une équipe de 20 laborantins que vous encadrerez. Débutant ou justifiant d'une première

Intégré au sein de l'équipe, vous serez chargé de développer les ventes de produits de télévision et de services de télévision. Vous devrez également contrôler la responsabilité de la station d'épuration des eaux usées. Vous aurez à optimiser le fonctionnement des services techniques : production, qualité et autres laboratoires du Groupe. Vous serez assisté dans cette mission par une équipe de 20 laborantins que vous encadrerez. Débutant ou justifiant d'une première

INGENIEUR

En liaison avec les Ingénieurs et les techniciens, vous serez chargé de développer les ventes de produits de télévision et de services de télévision. Vous devrez également contrôler la responsabilité de la station d'épuration des eaux usées. Vous aurez à optimiser le fonctionnement des services techniques : production, qualité et autres laboratoires du Groupe. Vous serez assisté dans cette mission par une équipe de 20 laborantins que vous encadrerez. Débutant ou justifiant d'une première

INGENIEUR

En liaison avec les Ingénieurs et les techniciens, vous serez chargé de développer les ventes de produits de télévision et de services de télévision. Vous devrez également contrôler la responsabilité de la station d'épuration des eaux usées. Vous aurez à optimiser le fonctionnement des services techniques : production, qualité et autres laboratoires du Groupe. Vous serez assisté dans cette mission par une équipe de 20 laborantins que vous encadrerez. Débutant ou justifiant d'une première

INGENIEUR

En liaison avec les Ingénieurs et les techniciens, vous serez chargé de développer les ventes de produits de télévision et de services de télévision. Vous devrez également contrôler la responsabilité de la station d'épuration des eaux usées. Vous aurez à optimiser le fonctionnement des services techniques : production, qualité et autres laboratoires du Groupe. Vous serez assisté dans cette mission par une équipe de 20 laborantins que vous encadrerez. Débutant ou justifiant d'une première

INGENIEUR

En liaison avec les Ingénieurs et les techniciens, vous serez chargé de développer les ventes de produits de télévision et de services de télévision. Vous devrez également contrôler la responsabilité de la station d'épuration des eaux usées. Vous aurez à optimiser le fonctionnement des services techniques : production, qualité et autres laboratoires du Groupe. Vous serez assisté dans cette mission par une équipe de 20 laborantins que vous encadrerez. Débutant ou justifiant d'une première

INGENIEUR

En liaison avec les Ingénieurs et les techniciens, vous serez chargé de développer les ventes de produits de télévision et de services de télévision. Vous devrez également contrôler la responsabilité de la station d'épuration des eaux usées. Vous aurez à optimiser le fonctionnement des services techniques : production, qualité et autres laboratoires du Groupe. Vous serez assisté dans cette mission par une équipe de 20 laborantins que vous encadrerez. Débutant ou justifiant d'une première

INGENIEUR

En liaison avec les Ingénieurs et les techniciens, vous serez chargé de développer les ventes de produits de télévision et de services de télévision. Vous devrez également contrôler la responsabilité de la station d'épuration des eaux usées. Vous aurez à optimiser le fonctionnement des services techniques : production, qualité et autres laboratoires du Groupe. Vous serez assisté dans cette mission par une équipe de 20 laborantins que vous encadrerez. Débutant ou justifiant d'une première

INGENIEUR

En liaison avec les Ingénieurs et les techniciens, vous serez chargé de développer les ventes de produits de télévision et de services de télévision. Vous devrez également contrôler la responsabilité de la station d'épuration des eaux usées. Vous aurez à optimiser le fonctionnement des services techniques : production, qualité et autres laboratoires du Groupe. Vous serez assisté dans cette mission par une équipe de 20 laborantins que vous encadrerez. Débutant ou justifiant d'une première

مركز من الرياض

هكذا من الإلهام

• Le Monde • Mercredi 27 mars 1991 XXIII

Le Monde des Secteurs de Pointe

Etre high-tech, c'est un état d'esprit

Principal acteur
du marché mondial
du CAD/CAM/CAE,
une avance technologique
dans l'univers de la CFAO
avec CATIA, championne
de France de l'exportation
avec 90% de ses ventes
réalisées à l'export,
le professionnalisme de
ses 700 collaborateurs
au service de ses clients...
Autant de réalisations et
de moyens qui conduisent
DASSAULT SYSTEMES
à préparer les grands défis
de l'an 2000,
c'est-à-dire demain...

Ingénieurs et universitaires Confirmés et débutants

Aujourd'hui, pour aller encore plus loin dans nos projets
d'étude et de développement d'avant-garde liés à :

- L'INGÉNIEURIE ASSISTÉE PAR ORDINATEUR,
- LA CAO MÉCANIQUE INDUSTRIELLE,
- L'ANALYSE PAR ÉLÉMENTS FINIS ET LA SIMULATION,
- LE PILOTAGE DES MACHINES OUTILS ET DES ROBOTS,
- LES BASES DE DONNÉES TECHNOLOGIQUES...

nous recherchons vos compétences en informatique, en
algorithmique mathématique, en mécanique, en analyse
numérique et en génie logiciel.

De l'analyse à la conception, vous élaborerez des logiciels
applicatifs à nos domaines d'intervention. Vous mettrez
en œuvre les techniques les plus avancées, de l'intelligence
artificielle à l'interface-utilisateur jusqu'à la modélisation
mathématique et aux bases de données.

Vous l'avez compris, si vous cherchez une entreprise où
le mot "high-tech" a réellement un sens, alors adressez
lettre manuscrite et CV à Dassault Systèmes, Catherine
Fulda, sous réf. ID391, 24-28 avenue du Général-de-Gaulle,
92150 Suresnes.

 **dassault systemes**

Sûreté nucléaire : anticiper, simuler...



INGÉNIEUR EXPÉRIMENTÉ

Ingénieur grande école, une expérience de 2 à 5
ans vous a permis de vous familiariser avec
l'exploitation et la sûreté des installations
électronucléaires.

Nous vous proposons de rejoindre notre équipe de
support opérationnel aux exploitants. Au sein d'une
petite unité autonome, vous optimiserez les
compétences de nos experts, développerez des
scénarii d'anticipation complexe sur notre
simulateur et qualifierez les outils indispensables à
leur analyse.

Ce poste très varié, au carrefour des fonctions
études, matériels et exploitation, requiert de réelles
qualités relationnelles. Il vous permettra de
développer vos compétences au meilleur niveau et
de saisir les multiples opportunités d'évolution
qu'offre un groupe de notre dimension.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence
PRY 05, à Pascal Garay, Groupe Framatome,
Service gestion prévisionnelle, Tour Fiat, Cedex 16,
92084 Paris-La Défense. Confidentialité assurée.

 **GROUPE FRAMATOME**
Les technologies de l'essor.

TV Haute Définition : c'est aujourd'hui et c'est chez nous.

VIDEOCOLOR (2800 personnes, 2,5 milliards de CA), filiale de THOMSON CONSUMER ELECTRONICS,
fait partie des leaders mondiaux du Tube Télévision couleur avec pour objectif la "Haute Définition".
Installé à proximité de DIJON, son laboratoire d'optique électronique conçoit les Canons électroniques
et blocs de déviation des tubes images couleur fabriqués et commercialisés dans le monde entier.
Dans le cadre du développement du laboratoire, nous recherchons :

INGÉNIEUR QUALITE

En étroite collaboration avec le Directeur du Laboratoire, vous créez la fonction Qualité et dans ce but,
mettez en place un système d'informations fiables entre les labos et les usines de production. Vous
développez également les méthodes et outils Qualité appliqués aux projets de recherche, afin de
prendre en compte les évolutions de produits et d'anticiper les problèmes Qualité.

Ingénieur Physicien (ECL, ESPM...), vous avez entre 27 et 30 ans et bénéficiez d'une première expérience
en Recherche et Développement.

INGÉNIEUR ETUDES

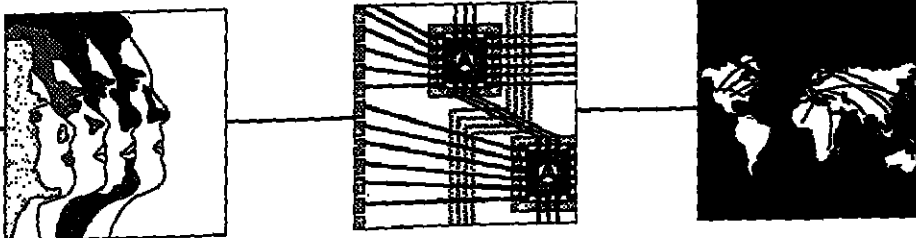
Intégré au sein de l'équipe Etudes Avancées, vous prenez en charge la conception des nouvelles
générations de canons électroniques. Vous vous appuyez pour cela sur un outil informatique et de
simulation très performant.

INGÉNIEUR EXPERIMENTATION

En liaison avec les Ingénieurs d'Etudes, vous avez la responsabilité des opérations de mesures
électriques et physiques des canons électroniques et participez au développement de ces mesures.
Ingénieur Physicien (ENSI, INSA...), vous justifiez d'une première expérience professionnelle au cours
de laquelle vous avez mis en œuvre des techniques d'expérimentation.

Pour tous ces postes, des déplacements dans les sites industriels et les autres centres de recherche du
groupe sont à prévoir. Une bonne pratique de l'anglais est souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature
(Lettre manuscrite, CV, rémunération actuelle et prétentions) à
VIDEOCOLOR - Laurent MARECHAL - Avenue du Général de Gaulle - 21110 GENULS.



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

Maîtriser l'essentiel de la haute technologie pour aller plus loin...

INGÉNIEURS D'AFFAIRES ÉLECTRONICIENS, MÉCANICIENS, INFORMATIENS

Seule la maîtrise de l'essentiel permet d'aller plus loin et de garder l'avance
qui fait notre différence. Des moyens puissants et performants, une grande
liberté d'action... : dans de telles conditions, nos ingénieurs accèdent au cœur
même de la haute technologie.

Ingénieur d'affaires pour nos équipements électroniques ou responsable de
leurs essais et tests, de leur testabilité, des essais en vol, responsable d'affaires
en fabrication de produits électro-optiques ou responsable bureau d'études en
électro-mécanique : vous assurez le suivi des études et du développement de
nos produits, l'orientation et le contrôle des choix techniques et techno-
logiques, l'organisation, le suivi des plannings et des coûts de nos projets.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous souhaitez évoluer dans un
groupe international et maîtriser les secteurs de haute technologie.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 035/M à notre
Service Recrutement.

Pour plus d'information, composez sur votre minitel 3617 JOBPLUS,
annonceur MATRA.

MATRA DEFENSE
Direction des Ressources Humaines
37, avenue Louis Bréguet - BP N°1
78146 Velizy-Villacoublay Cedex.

MATRA

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

